This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

1692.3.25

HARVARD COLLEGE LIBRARY

in honor of

ARCHIBALD CARY COOLIDGE

1866 – 1928

Professor of History

Lifelong Benefactor and

First Director of This Library

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

BIBLIOTHÈQUE CONTEMPORAINE

GASTON DE SAINT-VALRY

SOUVENIRS
ET
RÉFLEXIONS POLITIQUES

DOCUMENTS
POUR SERVIR A L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

II

PARIS
CALMANN LÉVY, ÉDITEUR
RUE AUBER, 3, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15
A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

1886

Digitized by Google

Digitized by Google

SOUVENIRS

ET

RÉFLEXIONS POLITIQUES

II

Digitized by Google

BOURLOTON. — Imprimeries réunies, B.

Digitized by Google

SOUVENIRS

ET

RÉFLEXIONS POLITIQUES

DOCUMENTS
POUR SERVIR A L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

PAR

GASTON DE SAINT-VALRY

II

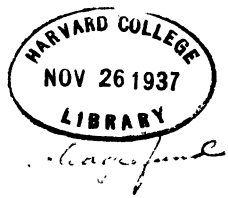
PARIS
CALMANN LÉVY, ÉDITEUR
ANCIENNE MAISON MICHEL LÉVY FRÈRES
3, RUE AUBER, 3

1886

Droits de reproduction et de traduction réservés.

Digitized by Google

Fr 1692.3.25



Digitized by Google

SOUVENIRS

ET

RÉFLEXIONS POLITIQUES

XXXVIII

DÉCEPTION PUBLIQUE

Paris, 10 novembre 1877.

On est obligé de tenir compte, dans une période aussi péniblement compliquée que celle que nous traversons aujourd'hui, non seulement des faits extérieurs et officiels qui constituent le dehors de la politique, mais aussi des allées et venues, des démarches, des pourparlers qui laissent quelque trace dans le petit monde agité et excessif où ils se produisent, non seulement des incidents extraparlementaires, mais des rumeurs et des projets sourds par lesquels se décèle la fièvre intime qui dévore les partis.

Tous ces symptômes, je ne cesserai de le répéter, sont la preuve d'un état profondément maladif; il faut ajouter

Digitized by Google

que la grande masse de l'opinion est fort loin de l'état fébrile dans lequel vivent les états-majors politiques. Pourtant je vois, depuis quelques jours, se mêler au courant jusqu'ici régulier et paisible de l'opinion, des affluents irrités qui n'y avaient pas encore pénétré.

Il y a dans la masse du public un sentiment très vif, et qui l'aigrit : celui de la déception. Cette masse moyenne gardait la conviction que les manifestations du suffrage universel fourniraient une solution assurée et indubitable. Quel que fût le verdict rendu par le vote de la nation, elle croyait que ce verdict, bon ou mauvais, terminait le procès. Or, conclure, arriver à une solution même déplaisante, lui paraissait préférable à un conflit indéfini.

Connaissez-vous la spirituelle et profonde maxime de l'abbé Galiani : « Le plus essentiel n'est pas qu'un procès soit bien jugé, mais que le jugement soit rendu, parce qu'il faut que l'affaire finisse afin que juges et plaideurs aillent déjeuner. » Depuis cinq mois, le public naïf aspirait au déjeuner; il en avait fixé l'heure au lendemain des élections, et son appétit se trouvait aiguisé par un long jeûne, il s'aperçoit, avec une stupéfaction qui devient fort acerbe, que le vote universel n'a rien terminé, que le procès dure nonobstant jugement, et qu'on ne déjeunera peut-être qu'après le jour de l'an, s'il plaît à Dieu, à l'ordre moral et à quelques autres puissances d'essence surnaturelle dont l'entremise développe peu chez lui pour le quart d'heure la faculté de vénération.

Roma locuta, causa finita, c'est un axiome de théologie ultramontaine qui est devenu la règle de l'unité catholique; l'opinion générale en France attribuait aux décisions du vote universel quelque chose de cette vertu

Digitized by Google

concluante que les catholiques ont fini par reconnaître aux jugements du Saint-Siège; on ne pensait pas sans doute universellement qu'il manifestât la vérité absolue, ni qu'il interprétât à coup sûr la justice; l'instrument semblait à nombre de bons esprits susceptible d'une foule d'irrégularités et de mécomptes, mais il paraissait décisif; jugeât-il à faux, le jugement semblait muni d'une autorité telle, que, bien ou mal, le procès devait être clos; juges et plaideurs pouvaient aller déjeuner.

Le suffrage universel apparaissait donc, sinon comme la révélation du droit absolu, tout au moins comme le témoignage d'une force assez puissante pour imposer la paix; c'était, en somme, le critérium suprême auquel cette société s'était rattachée après le naufrage de toutes ses traditions et la déroute de toutes ses institutions.

Remarquez, d'ailleurs, que, depuis l'installation du suffrage universel, les événements sans exception ont contribué à enfoncer dans l'esprit public cette croyance à l'égard de son pouvoir définitif et de sa vertu concluante. Je n'en discute pas ici philosophiquement le principe; on peut élever à son sujet dans l'abstrait une multitude d'objections; on peut dire qu'il est organisé d'une façon grossière; qu'en ne tenant compte que de la quantité, abstraction faite de la qualité, il sacrifie le mérite à des moyennes inférieures; ces réserves, en tout cas, ne lui enlèvent rien en tant que force, et c'est, il faut bien le dire, en qualité de force décisive que l'opinion générale s'y attache. On se battait, on se compte; cela ne veut pas dire que les vainqueurs soient le vrai définitif, et les vaincus, l'injustice complète; mais cela signifie que la force étant dûment démontrée dans un sens, il faut se

Digitized by Google

soumettre, parce qu'à tout prendre, ce combat arihtmétique est moins onéreux, plus expéditif, moins sujet aux surprises et aux embûches que les batailles matérielles qui constituaient l'ancienne méthode.

D'ailleurs, ainsi que je vous l'ai dit plus haut, on n'a rien pu faire, depuis 1848, sans le suffrage universel, et toute notre histoire depuis cette date a travaillé pour lui. Qu'on n'allègue pas le coup d'État et l'Empire. Ce sont les vraies fêtes d'inauguration du suffrage universel.

J'admire avec quelle aisance les bonapartistes actuels poussent le maréchal à la résistance contre lui, voire même au coup d'État. Le suffrage universel n'est-il pas leur dogme, l'*ultima ratio* du système qu'il n'ont cessé de prêcher? Quant au coup d'État, si le prince Louis-Napoléon a pu en faire un avec succès, c'est uniquement parce qu'il avait reçu du suffrage universel un mandat préalable. J'entends dire qu'un bon bataillon suffirait contre la Chambre; j'en doute. Pour réussir un 2 décembre, il faut avoir par devers soi un vote du 10 décembre; c'est encore plus indispensable que d'avoir M. de Morny, dont cependant, si l'on y songe, on doit voir qu'il est difficile de se passer.

On parlera du gouvernement de la Défense nationale; mais sa faiblesse, mais son vice incurable fut justement de ne s'être pas fait donner cette investiture du suffrage universel, contre lequel on se révolte aujourd'hui; c'est avec cela qu'on l'a ruiné, et, quand on s'est trouvé aux dernières extrémités, avec le sol envahi, la nationalité menacée, on n'a vu que le suffrage universel pour sortir de l'abîme. Ce qu'on reproche à M. Gambetta, c'est d'avoir tenté alors de le sophistiquer par ses catégories d'inéli-

Digitized by Google

gibles pour sauver à tout prix un ordre républicain qu'il prétendait poser en face du suffrage universel comme aujourd'hui on pose l'ordre moral.

On conçoit dès lors dans quel trouble irrité glisse l'opinion publique, quand elle voit que cette solution par le suffrage universel, qu'elle s'était accoutumée à considérer comme décisive, lui échappe; elle ne sait plus où on la conduit, elle se dit que le suffrage universel s'est prononcé deux fois d'une façon irréfragable et que sa seconde décision, celle qui résulte des élections des conseils généraux, a singulièrement corroboré et accentué la première. Quand elle voit ces grands faits tenus comme nuls et non avenus et le maréchal répéter aujourd'hui comme avant les réponses du suffrage universel, qu'il ne peut gouverner qu'avec la droite, elle ne comprend plus, elle sent vaciller la dernière conviction en laquelle elle se confiait, la conviction que le vote universel demeurait, quoi qu'il advînt, une machine irrésistible qui fournissait, en tout état de cause, des solutions irréfragables.

Je regarde comme fort dangereux, comme extrêmement téméraire, d'ébranler cette conviction suprême; les conservateurs, tout compensé, avaient tiré jusqu'ici un parti assez avantageux du suffrage universel; c'est la première fois qu'il se prononce résolument contre leurs prétentions, et, s'ils voulaient faire leur examen de conscience, au lieu de se lamenter avec des intermittences de colère, ils verraient que, si le suffrage universel cette fois s'est tourné contre eux, la cause en est presque uniquement dans l'incohérence de leurs idées, dans leurs divisions, et, pour tout dire, dans l'infériorité d'intelligence politique dont ils ont fait preuve depuis quelques années.

Digitized by Google

D'ailleurs, je persiste à croire que si le conservatisme politique est en échec, la conservation au point de vue social n'est pas en danger. La prépondérance de l'ancienne classe gouvernante est assurément compromise; ni la propriété, ni le code civil, ni les libertés sociales ne sont en jeu. Les conservateurs n'ont pas voulu voir que, pour l'immense majorité des Français, la conservation; c'était cela, et rien de plus; cela sauf, peu leur importe le bourgeois qui les administre!

Je m'applique à rendre compte ici des mouvements de cette opinion moyenne qui se forme en dehors de la classe spécialement politique; c'est pourquoi j'insiste sur le sentiment de déception très amer qui la domine en ce moment, quand elle voit que le jugement du suffrage universel n'apporte plus cette solution décisive sur laquelle elle s'était accoutumée à compter. Cette opinion moyenne n'attache qu'une valeur très secondaire aux arguties constitutionnelles, à la casuistique doctrinaire dont les chefs conservateurs essayent présentement de se servir pour se dérober à l'arrêt rendu.

Roma locuta, causa finita, la nation a parlé, l'affaire est réglée; c'est sous cette forme d'une simplicité peut-être exagérée qu'elle envisage la situation; les scrupules du maréchal, les engagements téméraires dans lesquels il s'est embourbé, les inquiétudes tergiversantes du Sénat lui semblent des considérations mondaines en présence de cette manifestation, qui, dans son idée, devait tout finir et qui ne finit rien, ainsi qu'elle commence à le voir avec stupeur.

On a tort de traiter légèrement ces impressions déçues et stupéfaites; elles engagent cette opinion moyenne dans

Digitized by Google

une voie excessive et radicale, où, je le crains, les conservateurs rencontreront de terribles mécomptes. Quand on voit de près l'évolution qui s'opère dans les sentiments de cette classe moyenne; quand on voit des notaires, des avoués, de grands marchands devenir des lecteurs assidus du *Rappel*, considérer la *République française* comme le type de la modération et du conservatisme démocratique, et qu'on songe que l'on n'a, pour résister à ce courant qui domine, sans exception, tous les centres, même secondaires, de population, que les agglomérations paysannesques des Charentes, les cantons catholiques de l'Ouest et les conservateurs de Puget-Théniers, on pense que le succès de cette cause est plus que compromis.

Il faut cependant au-dessus de ce courant actuel qui s'accentue, qui devient plus impérieux à mesure que les résistances semblent plus tenaces, ne pas perdre de vue la série des incidents parlementaires et purement *techniques* dans lesquels le petit monde spécialement politique dépense ses journées et ses nuits. Il faut noter, par exemple, la rumeur vague mais persistante qui attribue à un groupe du Sénat, et même des députés, la pensée de faire sortir à la fin de la crise, comme transaction de la dernière heure, une candidature du duc d'Aumale à la présidence de la République. Des nouvellistes audacieux assurent tout bas que M. Grévy et même M. Gambetta, tâtés à cet égard, n'auraient pas opposé à la possibilité de cette expectative une fin de non-recevoir absolument sans réplique.

Quant à moi, qui ne prétends, je l'avoue, à d'autres informations que celles du commun des martyrs, toutefois d'un commun clairvoyant et avisé, je doute qu'au-

Digitized by Google

cune ouverture de cet ordre ait été jamais faite aux chefs républicains. Il est possible, il est probable, que des ponctions exploratrices — comme disent les chirurgiens — aient été tentées dans ce sens par des individus agités et sans consistance, toujours désavouables, et qui jouent dans la stratégie des partis le rôle des irréguliers autour des armées.

Le cas échéant, il serait surprenant, en effet, que les chefs républicains aient répondu à ces propos sur un ton péremptoire et irrité. Quel est leur intérêt? Accoutumer le public à la perspective de la retraite du maréchal, d'autre part attirer tous les ferments de dissension au sein de la coalition conservatrice. Le mirage d'un président princier et militaire est incontestablement ce qu'il y a de mieux fait pour détacher une multitude timide qui reste liée au maréchal uniquement à cause de son aspect social. Il est hors de doute que, si on pouvait, par une opération magique, lui substituer un prince en uniforme, sympathique, éclairé, dont l'intelligence est avérée, cette foule effarée accepterait l'opération avec enthousiasme.

Les chefs républicains n'ont donc aucun intérêt à se déclarer par avance et en principe résolument hostiles à une combinaison de ce genre; ils savent bien qu'elle a quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent d'être irréalisable; leur jeu est d'amener le public à se dire : « Après tout, ce n'est pas eux qui l'ont fait manquer; eux seuls donc demeurent possibles! » Les bonapartistes suffisent pour faire échouer ce plan profond; tout leur paraîtra préférable à une présidence du duc d'Aumale, tout! et surtout la République dans sa forme la plus aiguë, parce qu'ils comptent tirer parti de ses excès.

Digitized by Google

Quoi qu'il en soit, en annaliste attentif des sentiments qui circulent, je note comme un trait du moment cette recrudescence des rumeurs *aumaliennes*. On y rattache, probablement d'une façon très hasardée, l'attitude du duc Pasquier au Sénat. Il est certain que cette attitude a été originale et imprévue, et je vous atteste qu'elle a soulevé au sein du ministère, et particulièrement chez le duc de Broglie, le ressentiment le plus vif; on y rattache également, par contre-coup, la démarche des délégués de l'appel au peuple, qui, avant-hier passé dix heures du soir, se sont rendus à l'Élysée pour apporter au maréchal l'assurance de leur concours absolu.

M. Rouher marchait en tête du pèlerinage; le maréchal venait de se coucher; averti, il s'est relevé, quoique M. Rouher eût fait dire avec déférence que les députés reviendraient le lendemain à l'heure qui semblerait la plus commode à M. le président.

En sortant de l'Élysée, de l'Élysée! où si longtemps M. Rouher a pu dire :

Et ces portes, Seigneur, n'obéissent qu'à moi,

M. Rouher, qui est homme d'esprit et qui a de la mémoire, pouvait se souvenir que jadis, au ministère d'État, il faisait faire antichambre, et sans se presser, à ce même maréchal de Mac Mahon, duc de Magenta, gouverneur général de l'Algérie. La chose avait lieu de bon matin. M. Rouher finissait par sortir de son cabinet en robe de chambre : a-t-il retrouvé une robe de chambre l'autre soir?

Digitized by Google

Quelle comédie que la politique, quand on en regarde les coulisses; comme on comprend bien, quand on la suit, que ses acteurs aiment peu le théâtre, ou que, comme le spirituel et profond chevalier de Gentz, ils ne goûtent que les ballets!

XXXIX

M. GRÉVY ET LA PROPOSITION D'ENQUÊTE

Paris, 14 novembre 1877.

Je dirai mes doutes : quand j'ai vu M. Albert Grévy développer devant la Chambre la proposition d'enquête qui sert de thème à la discussion actuelle, j'ai éprouvé, je l'avoue, une grande hésitation dans mon jugement.

Depuis six mois je ne vois que fausses manœuvres, que mouvements irréfléchis du côté conservateur, la passion dans sa forme la plus aveugle, les antipathies personnelles prenant le pas sur la raison, sur cette notion de l'intérêt bien entendu qui devrait être la règle dernière de la politique, dans des temps comme ceux-ci, où toutes les traditions étant tombées en poussière en se frottant les unes contre les autres, l'intérêt demeure l'unique critérium d'une société qui se reforme peut-être sourdement, mais dont, en attendant, l'intérêt constitue jusqu'à nouvel ordre le seul lien, la seule garantie.

Digitized by Google

Je me disais : L'intérêt de la majorité républicaine est de ne rien risquer d'exagéré. A quoi bon? Le temps travaille pour elle, le courant de l'opinion est manifeste. Deux points seulement lui importent : ne fournir contre elle aucun prétexte plausible dont on puisse s'emparer pour arracher au Sénat une seconde dissolution, et conserver l'opinion. La majorité du Sénat est imperceptible; même aujourd'hui, elle est incertaine. Étant données les dernières élections des conseils généraux, il est évident qu'au prochain renouvellement du tiers, cette minime majorité s'évanouira, que les deux majorités deviendront alors isochrones et qu'à ce moment tout ce qu'il conviendra au pouvoir législatif de décider sera irréfragable.

Ces corps collectifs, me disais-je, sont-ils donc incapables de cette patience que pratiquent facilement les esprits concentrés et robustes qui attendent leur heure, pourvu qu'ils soient assurés, le moment venu, de frapper un coup écrasant?

Premier point pour la majorité législative : se cantonner avec un excès de scrupule non seulement dans l'esprit, mais dans la lettre de la Constitution; ne pas fournir même l'apparence d'une excuse à une seconde dissolution, et attendre. Je le répète, le temps travaille pour elle.

Je sais l'objection : « Mais cette attitude, réplique-t-on, est destituée de toute espèce de sanction pratique. Il faudrait donc pendant une année, plus peut-être, tolérer sans punition l'incapacité triomphante, laisser paisiblement le pouvoir aux mains maladroites, faibles et violentes en même temps qui s'obstinent à le garder en dépit de la volonté clairement démontrée de la majorité

Digitized by Google

de la nation. N'est-ce pas une véritable dérision? Je reproduis l'objection avec l'âpreté de forme habituelle à l'opinion républicaine.

— Sans doute, dirai-je de mon côté, si c'est la fin qui avant tout vous importe, tout cela demeurera provisoirement sans sanction, tout cela s'évaporera en paroles amères, en protestations véhémentes, en déclarations de principes platoniques; la majorité nationale, dont vous avez le droit de vous dire en ce moment l'expression, attend autre chose, assurez-vous. Eh bien, n'ayez qu'elle en vue, ne songez qu'à l'opinion. Or, cette opinion se fortifie, s'accroît, se développe, en raison même des obstacles qui vous sont opposés. Du moment qu'il faudra finir par des élections, en arriver en dernière analyse à un scrutin, il y a tout avantage à ne pas être gouvernement et à continuer le rôle fructueux d'opposition, surtout quand, d'après les principes parlementaires, on devrait posséder le pouvoir.

S'il est une chose que les dernières élections ont démontrée, c'est l'impuissance électorale de la pression administrative. On n'a rien ménagé, assurément, pour la faire agir dans le sens conservateur. Quel résultat a-t-on obtenu? aucun qui en valût réellement la peine. On a fait comme un joueur de loterie qui dépense mille francs de mises pour gagner un lot de cent francs.

On n'obtiendrait pas mieux si l'on recommençait la partie. Toutefois l'intérêt des républicains est de patienter de telle sorte qu'ils ne donnent aucun prétexte pour remettre légalement les dés au cornet, et pour que la solution, qui semble inévitable dans leur sens, d'après le courant actuel, arrive à son heure, d'autant plus irrésis-

Digitized by Google

tible quelle aura été plus longuement attendue. Leur patience, l'exagération de leur réserve et de leurs scrupules ne peut que corroborer l'opinion à leur bénéfice.

Leur jeu véritable est de dire sans cesse au pays : Si on tenait compte de votre volonté, c'est entre nos mains que le gouvernement devrait reposer dès à présent. Vous voyez que votre volonté est regardée comme nulle et non avenue; nous protestons, nous démontrons à l'aide de la publicité retentissante de notre tribune, qu'il est impossible d'étouffer, à quel moyen on a recours, quelle casuitisque on invoque pour empêcher l'accomplissement de votre volonté; allons-nous maintenant passer à une action effective pour que votre volonté devienne une réalité immédiate? Non! et pourquoi? parce que l'accomplissement de cette volonté est inévitable dans un laps de temps, somme toute assez bref, et qu'aujourd'hui, en essayant de la faire prévaloir de vive force, nous risquons un résultat prochainement certain.

Il m'avait paru que la proposition Albert Grévy et l'enquête à laquelle elle aboutit pouvaient conduire les républicains à une impasse absolument sans issue; en effet, la seule conclusion pratique qu'elle puisse obtenir est réalisable sans commission spéciale, puisqu'elle consiste dans l'invalidation des élections qui sembleront entachées de manœuvres gouvernementales exagérées; elle a une autre conclusion, celle-ci purement d'opinion, celle qui résulte de la publicité donnée à tous les faits abusifs; au delà, la majorité de la Chambre ne peut rien; j'admets qu'elle formule le blâme le plus catégorique contre les préfets qu'elle accusera d'actes excessifs, et que même ce blâme en arrive à être nominatif; ce

Digitized by Google

n'entraînera pas nécessairement la retraite du préfet blâmé, puisque la majorité de la Chambre ne peut pas même à elle seule obtenir la chute d'un cabinet directement censuré.

Ce n'est pas là sans doute du parlementarisme pratiqué avec un esprit sincère, mais c'est un fait qui s'impose. La majorité actuelle des députés ne sera irréfragablement maîtresse de la situation que le jour où la majorité sénatoriale se sera déplacée; peut-elle attendre jusque-là, en s'occupant dans l'intervalle à démontrer de plus en plus à l'opinion, déjà si montée, les maladroites exagérations du ministère actuel? et quand ce ministère aura disparu, en ne laissant qu'une existence précaire en ce qui la concerne, aux ministres subséquents, si les ministères sont de la même couleur?

Voilà, je crois, dans quel cercle modeste, mais raisonnable et aboutissant à une inévitable conclusion, son intérêt actuel lui conseille de se renfermer; s'y renfermera-t-elle? J'en ai douté en écoutant la proposition Grévy; les commissaires enquêteurs que pourront-ils faire? Tout ce qui est officiel, fonctionnaires d'un ordre quelconque, se refusera évidemment, par ordre, de comparaître devant eux et de fournir le moindre renseignement; ils auront donc uniquement ceux qu'ils possèdent dès à présent, c'est-à-dire ceux de leur opinion; l'enquête n'apprendra rien de plus à personne que ce que la discussion sur les validations peut apprendre.

Quant aux sanctions pénales, on ne voit pas davantage lesquelles sont possibles si l'on se trouve en face d'un ministère qui se refuse en principe à tout rapport avec la Chambre et qui, par conséquent, ne tiendra

Digitized by Google

aucun compte des injonctions qu'elle pourra formuler.

Tout cela, faut-il le dire, n'est rien moins que correct au point de vue parlementaire ; mais, il faut bien l'avouer, tout ce qui passe sous nos yeux est parlementairement un chef-d'œuvre d'incorrection.

Raison de plus pour remarquer avec quelle solidité M. Léon Renault s'est cantonné sur le terrain parlementaire; c'est un fait assurément significatif que de l'avoir vu porter la parole au nom de toute la gauche; il est probable que, par le choix de l'orateur, on a voulu enlever à la proposition Grévy tout ce qu'on pouvait lui trouver d'excessif et couper court aux interprétations anti constitutionnelles qui font la substance de l'allocution de M. Baragnon.

L'éloquence de celui-ci a paru vivante, mais ampoulée et d'un accent méridional qui met en garde les auditeur froids. Si la raison devait l'emporter, je ne vois pas ce qu'on pourrait répondre de rationnel aux arguments de M. Léon Renault; il a été classique par le fond et par la forme, encore qu'un peu trop long. Mais l'heure présente, je le répète, du côté conservateur, est romantique. M. Baragnon la symbolise à merveille.

Digitized by Google

XL

DESTINÉE DU DUC DE BROGLIE

Paris, 15 novembre 1877.

C'est perdre son temps, dans des moments comme ceux-ci, que de disserter rationnellement sur des discours pareils à ceux qui ont rempli la séance d'hier, également faux, également violents, également comminatoires, également vulgaires; c'est le lieu commun contradictoire sous sa forme la plus affligeante. D'ailleurs, de part et d'autre, des récriminations emportées dans lesquelles chacun a raison réciproquement, et de part et d'autre, avec cela, l'appel aux plus dangereuses passions.

Il est certain que, si le régime parlementaire, que si le système du gouvernement par la discussion libre doit aboutir à de tels résultats, d'une façon ou d'une autre, on le verra encore une fois sombrer au milieu de ces misérables orages. C'est un point de vue qu'on pourrait recommander aux réflexions — si tant est qu'en ce moment la réflexion soit de mise quelque part — des parlementaires constitutionnels ci-devant orléanistes, qui pourraient peut-être encore — je n'en réponds pas néanmoins — intervenir comme modérateurs prépondérants, forcément écoutés, puisqu'ils décident la majorité du Sénat, et qui parviendront peut-être de la sorte

Digitized by Google

à sauver le parlementarisme menacé, s'ils manquent de décision et de fermeté, soit d'être aboli par un coup de main qui deviendra inévitablement impérialiste, soit par une dictature démocratique conventionnelle.

Quelle étrange destinée que celle du duc Albert de Broglie! et quelle douce vengeance savourent en ce moment les impérialistes en protégeant ce grand seigneur acerbe et lettré, qui leur fit, durant tout l'Empire, une guerre si acharnée, si impertinente et d'ailleurs si vaine! Ils le protègent en faisant sentir à l'occasion qu'ils n'oublient rien, comme l'autre jour dans l'Eure, où c'est M. Janvier, son immuable adversaire jusqu'en 1869, celui qui alors conduisait contre le duc parlementaire le cotillon des candidatures officielles, en ces temps lointains, toujours triomphantes! c'est M. Janvier qui, par la main d'un de ses lieutenants, lui a administré, l'autre jour, dans son propre canton, à la porte de l'aimable château de Broglie, enrichi d'une si belle bibliothèque : *Oh! Doudan! tes pas y retentissent encore!* ce cuisant mécompte du conseil général.

Je sais bien que M. de Broglie, qui a autant de lecture que de naissance, a appris du cardinal de Retz « qu'il faut bien des fois changer de parti pour rester fidèle à ses amis ». Afin d'amener le sommeil en ce moment, je me figure qu'il préfère avoir pour livre de chevet un volume des *Mémoires de Retz*, plutôt que les *Vues sur le gouvernement de la France* du duc Victor, son illustre père; pourtant en ne songeant qu'au sommeil, cet écrit serait assurément préférable, vertu dormitive d'ailleurs, que des esprits désintéressés et doucement irrespectueux, comme il peut convenir à certains des

Digitized by Google

nôtres, apprécieront mieux qu'un fils, malgré tout, agacé par sa jeunesse. Car M. de Broglie n'est ni un sceptique ni un cynique; pas davantage il n'est, à la façon de quelques-uns de ses voisins actuels, une nature étroite, chauffée par une ambition de province et entrevoyant des perspectives indéfinies d'honneurs, d'importance et de grands cordons dans un rôle périlleux si la pièce réussit.

Le duc de Broglie, quelles que soient les misères de sa condition présente, a toujours eu des visées plus hautes. Il n'a jamais cru qu'il fût destiné à vieillir *dans les honneurs obscurs de quelque légion*. Il n'a donc pas de grâces particulières à rendre à la fortune qui l'a produit sur le premier plan. Il se croit à sa place. Assurément, par la capacité intellectuelle et la supériorité de la culture, il est de plain-pied avec son emploi; on ne peut donc pas lui supposer cette ambition banale qu'il voit fleurir autour de lui, et que le ministère, ses girandoles et ses solliciteurs nourrissent d'une si inoubliable allégresse. Un avocat bombardé de sa petite ville, et qui peu après s'entend dire par un grand diable en habit noir, cravaté de blanc, correct, impassible : « Monsieur le ministre! Votre Excellence! » conserve éternellement l'impression de cette enivrante musique. J'ai vu jadis — ayant le goût des gens tombés — deux ou trois Excellences de la veille revenues à leur logement du second étage; ces lendemains étaient encore plus tristes que les *lendemains de l'amour*, joli titre d'un agréable volume que je recommande en passant.

Un grand seigneur, — il y en a toujours, naissance ou fortune, et je vous certifie que M. de Morny en était

Digitized by Google

un, — un grand seigneur ou un homme d'une valeur indiscutable et consolidée, — est au-dessus de telles vicissitudes : il échoue, on le chasse; il ne tombe pas. M. Rouher, dans son élégante maisonnette de la rue de l'Élysée, n'a rien perdu de cette bonhomie olympienne, de ce grand air d'avoué d'Agamemnon qui l'enveloppait au ministère d'État. Ceux qui ont vu M. Gambetta à Bordeaux et qui le voient à Paris dans son hôtel-journal de la Chaussée-d'Antin lui trouvent, disent-ils, la même assurance, la même vivacité de parole et de jugement, le même sans gêne.

Au pouvoir, en dehors du pouvoir, ces personnages restent identiques; pour autrui et pour eux, le succès ou le revers laissent intacte la densité intrinsèque du mérite. Supposons que, dans quelques jours (c'est la grâce que je lui souhaite), le duc de Broglie puisse rentrer paisiblement dans son hôtel de la rue de Solferino, cédé depuis peu au prince son second fils, le récent époux des millions de mademoiselle Say, quoique la chancellerie soit parmi les résidences ministérielles celle qui a la tournure la plus noble et qui sente le moins son hôtel garni, évidemment il se trouvera chez lui mieux que place Vendôme; il se sentira vaincu, battu, il ne se croira pas noyé, il ne songera pas à s'apercevoir qu'on ne lui dit plus : « Monsieur le ministre, » par la raison qu'on lui a toujours dit : « Monsieur le duc! » Hélas ! c'est un réel malheur pour les moralistes futurs, qu'au moment de ce retour qui s'effectuera bientôt et régulièrement, je l'espère toujours, M. Doudan ne soit plus là; lui seul aurait donné l'explication de ces contradictions, de ces démentis entre les maximes d'autrefois et la con-

Digitized by Google

duite d'aujourd'hui qu'exploitent avec tant d'apparence de justice les ennemis de M. de Broglie.

A défaut de M. Doudan, risquons quelques conjectures. Le personnage n'étant ni un cynique, ni un sceptique dépravé, ni un ambitieux banal que le clinquant ministériel émoustille, il est nécessaire d'en revenir, pour s'en rendre compte, à la maxime du cardinal de Retz ci-dessus citée : « Il faut changer souvent de parti pour demeurer fidèle à ses amis. » Mais quels sont ces *amis?* Toute la question est là. Un disciple impertinent de La Rochefoucauld — je me complais aux classiques de qualité en parlant d'un Broglie — répondrait : Un courtisan n'a d'ami que lui-même, c'est à savoir sa fortune. Prenez les mots dans le sens du grand siècle; courtisan, c'est l'homme qui poursuit le pouvoir, que jadis la seule faveur distribuait; la fortune, c'est le pouvoir acquis, l'argent y venant par surcroît. A ce compte le parlementarisme n'aurait été dans la carrière du duc Albert que l'un de ces partis que l'on quitte à l'occurrence pour rester fidèle à cet ami intime dont le destin forme l'intérêt dominant.

On n'avait rien à attendre de l'Empire, on travaillait contre lui avec les théories parlementaires, les armes étaient toutes forgées, on les trouvait sous sa main suspendues, comme des trophées héréditaires, dans le vestibule du château paternel, excellent exercice d'ailleurs, auquel prenaient part les hôtes, les parents, le petit monde choisi qui pénétrait dans le sanctuaire académique; mais enfin le but supérieur était de se défaire de l'Empire, subsidiairement du préfet Janvier agaçant, imprenable comme une mouche, et de frayer une route

Digitized by Google

à sa fortune au milieu de cette destruction ; quelle pauvreté bourgeoise de la part de ce pauvre Léon Renault, de venir aujourd'hui citer Paradol et *la France nouvelle !* Paradol! qui dit le contraire? que l'on restaure l'Empire et l'on y reviendra !

En attendant, sous le système républicain, l'ami particulier de M. de Broglie ne pouvant rien espérer que d'une coalition soutenue entre tous les éléments antirépublicains et surtout antidémocratiques, et la méthode parlementaire étant impropre à ce résultat, on l'a remisée jusqu'à nouvel ordre. « Il faut souvent changer de parti pour rester fidèle à ses amis. »

Voilà une interprétation; c'est la petite, c'est l'explication par en bas. Aurait-elle satisfait l'ingénieux Doudan? J'avoue que, pour moi, elle ne me suffit pas. J'ai cherché, je me suis souvenu, j'ai réfléchi et j'en arrive à ceci : M. de Broglie est inexplicable si on enlève de sa conduite politique le grand moteur, la raison déterminante : ses croyances catholiques. Catholique n'explique encore rien; si vous ne mettez pas catholique libéral, vous restez dans l'obscurité; avec cette nuance tout s'éclaire.

Ceci, c'est de l'épigraphie. Avez-vous ouï parler de la Roche-en-Brenil, et de son inscription? c'est un manoir qui appartenait au comte de Montalembert; il y a des années l'évêque d'Orléans, Mgr Dupanloup, y prêcha une retraite où ne furent admis que ce qu'il y avait de plus exquis, de plus recherché, de plus inaccessible parmi l'élite du troupeau libéral-catholique. Imaginez un numéro secret du *Correspondant* exclusivement rédigé par de pieux académiciens aspirant tous à devenir ministres d'un Louis-Philippe légitime, libéral, parle-

Digitized by Google

mentaire, catholique et de bonne compagnie : telle fut cette retraite où la politique et la religion fusionnèrent sous les auspices de la dictinction.

Le malheur voulut que le seigneur du lieu, qui avait le goût des marbres commémoratifs, composât une inscription en son honneur et que plus tard un abbé rédacteur de *l'Univers*, et âpre ennemi des catholiques libéraux, déterrât l'inscription, qui lui parut malsonnante. On y parlait, en effet, de l'Église libre dans l'État libre, une mode de Cavour que les catholiques libéraux du temps jadis rêvaient d'acclimater. Interminable polémique à propos de l'inscription, chacun soutenant la pureté exclusive de sa traduction ; on en a fait un gros livre ; entre-temps *l'Univers* égratignait rudement les catholiques libéraux ; le « petit *Français* » en saigne encore ; Rome se mit en mouvement ; on décréta d'hérésie le catholicisme libéral ; les catholiques libéraux déclarèrent que cela ne les regardait aucunement, que leur catholicisme libéral, pur et soumis, n'avait aucun rapport avec le catholicisme libéral, justement réprouvé ; ils exhibèrent des lettres de monsignor Mercuriali, secrétaire de Sa Sainteté pour les lettres latines, homme d'esprit qui excelle aux compliments vagues dans lesquels un chacun trouve à paître ; bref, le catholicisme libéral demeura anathème ; mais les catholiques libéraux de bonne maison se déclarèrent justifiés ; nonobstant, ils sentaient toujours le fagot.

Comment, direz-vous, rattacher ces pieuses haines et ces saintes querelles aux évolutions présentes de la politique de M. de Broglie? Voici mon induction. Un homme de mérite assurément ne remplit pas une bonne part de sa

Digitized by Google

vie de préoccupations de ce genre, sans être dominé par une conviction très vive. Le climat, le bel air du faubourg Saint-Germain sont catholiques, mais la retraite de la Roche est de plus grande marque qu'une pratique de bonne compagnie. N'oubliez pas, d'ailleurs, que l'affluent protestant et philosophique qui s'était introduit dans cette maison de Broglie par madame de Staël, semble absolument tari. Le frère du duc est entré dans les ordres; il est fort zélé, il s'est établi à Coppet, où il travaille, dit-on, à convertir les Suisses; on suppose qu'il dit des messes pour le repos de l'âme de Benjamin Constant, qui en a besoin.

Tout cela démontre que la foi du duc actuel est sincère et profonde; raison de plus pour que l'odeur de fagot du catholicisme libéral lui semble particulièrement nauséabonde. Aujourd'hui, le pèlerin de la Roche-en-Brenil a le droit de se retourner vers ses détracteurs d'autrefois et de leur dire : « Qui de vous aurait fait ce que nous avons obtenu? » Bien nous en a pris de travailler obstinément dans la politique: ce n'est pas avec des sermons contre la société moderne que nous aurions décidé l'Élysée au 16 mai. L'affaire a mal marché, soit; tel que la voici pourtant, elle est le point de départ d'une série de complications, de hasards d'où tout peut sortir et au milieu desquels les plus grands desseins peuvent trouver leur jour. N'est-ce rien d'avoir tout remis en question, et l'Église a-t-elle cessé d'être l'inévitable héritière de toutes les révolutions? Cessez de nous excommunier: « Il y a plus d'une place dans la maison de notre Père céleste. » Le petit *Français* et *le Correspondant* réclament la leur, ils l'ont bien payée.

Digitized by Google

Voilà la seconde interprétation; la première est selon La Rochefoucauld, la seconde selon Mgr Dupanloup; on choisira.

En attendant, les républicains me semblent lancés sur une mauvaise piste. Cet échange de récriminations entre gauche et droite est ridicule et sans conclusion. Les républicains ont raison contre le gouvernement; mais le gouvernement n'a pas tort contre les républicains. « Voilà ce que vous avez fait! » s'écrie M. Ferry. — « Vous en avez fait bien d'autres! » riposte M. de Fourtou. Personne ne s'est encore avisé de répliquer : « Malgré la pression gambettiste de 1871 fort malséante, le courant national a pris le dessus; il a donné l'Assemblée de Bordeaux; malgré la pression conservatrice de 1877, plus agaçante que tyrannique, mais d'une maladresse incomparable, le courant de l'opinion est demeuré le plus fort; il a donné la Chambre actuelle; cessez donc à droite et à gauche de vouloir diriger le suffrage universel; c'est une sorte de force primitive qui décidément échappe à tous les réseaux. »

Quoi qu'il en soit, si l'on continue quelques jours sur ce ton, sans l'avoir prévu, ni positivement voulu, on se trouvera en pleine catastrophe. On dit çà et là : « L'armée! l'armée! » On le disait en 1830, on le disait en 1848; il est vrai qu'on le disait également en 1851.

Si le dernier mot de tout ce qui se passe devait être le mot à l'espagnol, de quelque façon que tourne la chose, quel que soit le vainqueur ou le vaincu, ce serait un épisode à jamais humiliant; si on nous force au silence le lendemain, profitons de la veille : Maudit, trois fois maudit qui l'aura provoqué!

Digitized by Google

XLI

PASSERA-T-ON LE RUBICON?

Paris, 18 novembre 1877.

On s'efforce dans une certaine région du monde conservateur de diminuer autant que possible la signification des paroles prononcées par le ministre de la guerre en réponse à une assertion du discours de M. Gambetta; il y a quelques jours, j'avais vu les mêmes conservateurs aveuglés, ensevelir, autant qu'il dépendait d'eux, les quelques mots assurément très significatifs que le général de Galliffet avait placés dans une réunion militaire à Dijon.

Ces deux déclarations pourtant ne contenaient rien de plus que la formule modérée et extrêmement brève, comme il sied à des soldats, d'une doctrine qui est au premier chef conservatrice, à savoir : la séparation rigoureuse entre l'armée et la politique, l'interdiction pour la troupe de s'immiscer en aucune façon dans les dissensions civiles qui nous ravagent. Je me flatte d'être un conservateur pour le moins aussi orthodoxe que les honnêtes gens qui ont eu l'imprudence de laisser percer, à l'occasion du toast de M. de Galliffet et des paroles du général Berthaut, l'expression de leur déconvenue et de leur mécontentement, et c'est au nom des idées conserva-

Digitized by Google

trices que j'ai jugé l'attitude de ces deux généraux heureuse et rassurante. Je ne crois pas qu'on puisse rêver un état plus lamentable pour les véritables intérêts conservateurs, plus dangereux pour l'organisme de la société française actuelle, que celui qui aurait pour principal facteur une intervention habituelle de la force armée dans les affaires civiles, chaque parti s'étudiant à avoir ses régiments, ses généraux et s'évertuant à faire l'un contre l'autre son *pronunciamiento*.

En thèse générale, ce régime espagnol est l'une des marques les plus sûres de la décadence d'un peuple, et ce n'est ni l'Espagne ni la pratique des républicains du Sud-Amérique qu'on peut citer comme preuve du contraire ; toutefois, il faut voir les choses comme elles sont et non pas comme on les voudrait ; il faut donc reconnaître qu'à de certains moments extrêmes, les solutions par la force paraissent inévitables, et qu'à deux reprises, au 18 brumaire et au 2 décembre, ces coups de main victorieusement exécutés ont été le point de départ de phases brillantes et prospères, pendant la durée desquelles les intérêts conservateurs se sont crus à l'abri de tout danger.

C'est le mirage du souvenir, c'est cette illusion historique qui a créé le penchant que nous constatons en ce moment dans une fraction de la société conservatrice. Sans doute, dit-on, c'est une opération périlleuse et pénible, un mauvais pas à franchir. Mais, le lendemain, quel apaisement ! Au point où l'on en est, c'est un risque à courir en songeant à l'importance de l'enjeu et à la ruine certaine si l'on ne tente pas ce suprême hasard.

Je veux me borner à analyser les chances diverses de

Digitized by Google

la partie; je ne discute pas la moralité intrinsèque du jeu: je n'ai aucun goût pour les prosopopées républicaines, d'autant que la tradition démocratique est peuplée de coups de force. En regard d'un 18 brumaire et d'un 2 décembre, notre histoire enregistre un long catalogue de coups d'État populaires, les uns ayant réussi, ce sont les révolutions, les autres ayant échoué, ce sont les insurrections; insurrection ou révolution, la tradition démocratique les revendique comme des pages glorieuses; par conséquent, l'anathème aux coups d'État purement militaires, contrebalancé par l'adoration des coups d'État populaires, est un sentiment contradictoire dont la sincérité me paraît souvent suspecte.

La prétention, l'espoir du temps actuel, c'est de remplacer les insurrections par des votes et les révolutions par le respect des majorités; c'est un progrès. Est-il définitivement acquis? n'est-il pas incessamment mis en question par les minorités passionnées qui refusent le jugement du nombre? Nous sommes encore trop voisins de la Commune, et les aspirations de certains groupes en sens contraire se sont produites trop ouvertement, pour que nous puissions à cet égard risquer autre chose qu'une espérance conjecturale.

Il n'est donc pas absolument déplacé d'examiner dans quelles conditions ces recours à la force de l'exécutif contre le législatif offrent quelque chance d'aboutir à un succès. Je commence par déclarer que je suis fermement convaincu que personne dans le gouvernement — je ne parle que des gens sérieux et consistants — ne s'est mis posément en face de cette expectative; mais c'est une région où il semble régner un tel décousu, où les illu-

Digitized by Google

sions s'évanouissent et renaissent avec une si singulière fertilité, qu'il ne paraît pas invraisemblable que, sans s'y être jamais fixé le moins du monde, on l'ait laissée néanmoins s'offrir à l'esprit comme une interrogation à laquelle çà et là on a cherché des réponses.

Certaines phrases, d'une jactance à mon avis simplement oratoire, sur la résistance gouvernementale, dont M. de Fourtou a relevé son dernier discours, un mot de M. de Broglie faisant miroiter la force destinée en cas de besoin à « briser l'opposition », quelques vantardises de M. Baragnon autorisent là-dessus les conjectures des esprits mal disposés.

C'est donc une possibilité qui, à de certaines heures, a traversé les esprits gouvernants. Il a couru dans ce sens nombre d'anecdotes que je crois légendaires : l'avis demandé aux chefs de corps et la réponse prétendue de l'un d'eux : « En cas de bataille, la première balle serait pour nous; » le mot du général Canrobert : « Ce serait la guerre civile dans les casernes ! » Tout cela, je le répète, me paraît très aventuré, mais tout cela prouve la préoccupation de l'opinion, et, comme l'opinion, dans des moments tels que ceux-ci, a un flair étrange, une sorte de lucidité magnétique qui résulte de son état nerveux, il est probable que des rêves dans le genre de celui-ci ont par moments traversé le désarroi ministériel.

Dans le cas où l'on aurait eu quelque chose de plu que des rêves, — ce que je ne crois nullement, je le répète encore, — avait-on essayé d'analyser les conditions nécessaires pour mener à bonne fin une entreprise aussi hasardeuse ? avait-on tenté de se rendre compte, autrement que par des conversations de salon de quel-

Digitized by Google

ques grands chefs, des sentiments qui règnent dans le monde militaire? J'en doute, j'en doute extrêmement.

Les conditions nécessaires à la réussite des coups d'État, l'histoire les enseigne; il y faut une armée victorieuse très enivrée de sa fortune, ayant été longtemps par la guerre séparée de la vie civile, un général enveloppé de prestige, ou bien un prince populaire, armé d'un grand ascendant, soit personnel, soit héréditaire; il faut encore que son succès ouvre à ceux qui s'associent à son hasard une longue perspective d'avantages de tout genre, d'avancement et de domination; il faut, de plus, que la société civile et les corps politiques présentent le spectacle d'un trouble profond, de dissensions acharnées.

Pour passer le Rubicon à coup sûr, il faut avoir derrière soi les légions conquérantes des Gaules, et devant soi une Rome livrée à l'anarchie; malgré tout cela, même quand on est César, on hésite un instant, assez longtemps pour laisser place à l'apparition du fantôme poétique recueilli par Lucain, qui, d'ailleurs, lui fait tenir, parlant à un héros aussi spirituel, un discours trop long et trop ampoulé.

Des injures à venger, l'esprit de corps mis en jeu, peuvent à la rigueur, en de certains moments, entraîner une armée contre les pouvoirs civils et réguliers. Les ressentiments des journées de Juin ont été un adjuvant puissant au 2 décembre; on avait, d'ailleurs, le prince populaire, un vote national, une Assemblée discréditée et confuse; on avait la perspective de satisfactions indéfinies et d'une fondation durable; néanmoins la chose ne s'enleva pas toute seule; on se heurta plus d'une fois, en la préparant, à des obstacles dont l'épisode du général

Digitized by Google

Neumayer fut un des échantillons. Quelqu'un, qui a vu cette époque et qui y a réfléchi, disait : « On ne peut risquer un coup d'État qu'au moment où les épiciers se disent le matin en ouvrant leur boutique : « Est-ce pour aujourd'hui ? »

Actuellement, de toutes ces conditions, une seule subsiste ; les souvenirs de la Commune ; ils sont dans l'armée beaucoup plus cuisants que dans la population civile, même la bourgeoisie, qui en a pourtant supporté avec horreur l'épouvantable oppression, et sur laquelle ces souvenirs n'agissent plus qu'entourés de bien des restrictions. On a tant crié au spectre rouge, à propos de personnages tels que les Feray, les Rampon et maints autres de couleur analogue, que le bourgeois, pareil au marmot de la fable, ne se dérange plus quand on lui annonce le vrai loup.

Quoi qu'il en soit, il est hors de doute que, s'il se produisait des désordres matériels, l'ombre d'un mouvement insurrectionnel, on trouverait dans l'armée non seulement l'obéissance, mais un entrain irrésistible dans le sens de la répression ; mais voilà, j'en suis convaincu, ce qui n'a aucune chance d'apparaître. Au delà, il faut douter.

Le sentiment dominant, tenez-le pour positif, se trouve résumé de la façon la plus nette par le toast du général de Galliffet : « A l'armée, qui garde un silence absolu au milieu des dissensions civiles et qui s'enferme dans la pratique de ses devoirs professionnels ! » non moins justement résumé, dans les quelques paroles du général Berthaut, établissant le désintéressement absolu de l'armée au milieu des dissensions et des rivalités des partis.

Au delà du maintien rigoureux de l'ordre matériel et

Digitized by Google

de la sauvegarde de la stricte légalité, c'est une illusion de la même famille que toutes celles que les conservateurs ont embrassées depuis six mois et qui ont successivement fondu entre leurs mains, que d'attendre de l'armée une intervention décisive.

On a beau rappeler, comme le faisait hier M. Saint-Genest, que le raisonnement est la subversion de toute discipline; quoiqu'il ait en principe grandement raison, il est trop clair que la passivité absolue des forces armées est une sorte de fiction constitutionnelle qui s'affaiblit quand on met le pied dans le cycle révolutionnaire. Cette fiction est le corollaire de tout un ordre légal. Si on sort de la légalité dans un sens quelconque, la passivité militaire est incontestablement compromise; c'est un grand malheur; qui le conteste? mais c'est un fait plus fort que tous les raisonnements. Il résulte de ceci que, chaque fois que l'on pousse à ses conséquences extrêmes, même la plus respectable des fictions, elle éclate comme une arme trop chargée.

Au reste, tout ce que je dis résulte d'informations puisées à diverses sources que je crois impartiales. En voici une parmi beaucoup d'autres : c'est le jugement d'un officier supérieur, homme froid et d'inclinations très conservatrices : « L opinion de l'armée, me dit-il, est très partagée ; mais, il est fâcheux de le dire, les opinions avancées ont fait dans ses rangs de grands progrès ; sauf quelques gros bonnets, on est loin d'approuver la conduite du ministère de Broglie. Il est donc très probable que, si l'on poussait en haut lieu les choses à l'extrême, l'armée ne marcherait pas avec ensemble comme au 2 décembre ; il y aurait bien des crosses qui se lèveraient

Digitized by Google

en l'air d'elles-mêmes malgré les chefs, quelquefois peut-être avec l'assentiment *tacite* de certains chefs. Voilà la vérité. Ce serait un gâchis pitoyable. »

Nous n'en arriverons pas là, je l'espère fermement et avec plus de conviction aujourd'hui que ces jours derniers. Personne ne sortira de la légalité, et il me semble que l'attitude prise au Sénat par le duc Pasquier, à propos de la proposition de M. de Kerdrel, sans compter les paroles si significatives prononcées par lui en annonçant la mort de M. Lanfrey, enlèvent le risque le plus grave que cette légalité eût pu courir, puisque cette attitude me paraît supprimer toute expectative de dissolution ; or, en cas de dissolution, la légalité pouvait être mise en péril par la résistance possible de la majorité républicaine.

D'autre part, il est évident que la Chambre, en validant les élections à *affiches blanches* qui n'ont contre elles que leur caractère officiel, et, ce qui est encore plus essentiel, en mettant à son ordre du jour la nomination de la commission du budget, ce qui coupe court aux hypothèses du refus d'impôt, la Chambre démontre, par ces deux actes, qu'elle revient, ainsi que je l'avais prévu, de son effervescence oratoire du premier moment et qu'elle va poursuivre avec une irrésistible fermeté une ligne moyenne et modérée.

Il n'en est que plus regrettable, quand on est attaché aux idées conservatrices, d'avoir vu jusqu'au dernier jour les conservateurs les compromettre comme à plaisir. Comment n'ont-ils pas compris que plus les tendances démocratiques s'accentuent et prennent le dessus dans notre société, plus il est essentiel, pour une politique prévoyante et conservatrice de travailler à mettre abso-

Digitized by Google

lument en dehors de toute politique trois corps que l'on doit s'efforcer de rendre exclusivement sociaux, indépendants de toute lutte et de toute théorie politique, à savoir : le clergé, la magistrature et l'armée.

On s'est étudié, au contraire, à les engager et à leur faire prendre couleur autant qu'on l'a pu; les deux premiers n'ont pu, à mon avis, résister à ces sollicitations politiques autant que les conservateurs éclairés devaient le souhaiter. On aurait dû au moins savoir gré, parmi les conservateurs, au général Berthaut d'avoir si nettement formulé la neutralité politique du militaire.

Mais telle est l'ardeur étroite de certaines passions actuelles, qu'on lui a au contraire reproché comme une défection l'assentiment que son attitude avait provoquée à gauche. Ce n'est pas avec une telle intolérance que l'on relève les partis vaincus et que l'on reconquiert l'opinion. *Habent sua fata.*

XLII

COUP D'ŒIL SUR LA PROVINCE

Paris, 28 novembre 1877.

Dans les circonstances actuelles, une excursion de quelques jours en province présente un assez vif intérêt, quand on y porte la préoccupation d'observer et d'analyser scientifiquement (si l'on me permet cette ambition)

Digitized by Google

les sentiments et les intérêts, préoccupation qui prédomine dans ces études, et dont il me semble que je sens croître l'impartialité et l'absence de parti pris en raison même de la véhémence et de l'affollement des passions que je vois monter autour de moi.

C'est donc en déplacement dans une grande ville de l'Ouest où les renseignements, les relations et les attaches étaient loin de me manquer, que j'ai suivi les derniers incidents de la crise qui se poursuit, et c'est de ce point de vue provincial que je vais essayer de vous en rendre compte. Bien souvent je me suis demandé si la promptitude et la multiplicité de nos impressions parisiennes n'avaient pas pour résultat de donner à notre jugement une pente d'exagération; ne voyons-nous pas les choses avec un caractère excessif de généralité et gouvernées par une logique rigoureuse — logique des passions ou logique des intérêts — que le milieu provincial fait singulièrement dévier?

Chaque fois que ces doutes me sont revenus et que j'ai eu l'occasion peu après de me retrouver dans un de ces milieux de province que je supposais si différents de celui que je venais de quitter, j'étais forcé, après quelque temps d'observations, de constater que les courants généraux qui dominent l'opinion parisienne se poursuivent en province sans modification très sensible quant à leur direction; ce qui diffère, c'est l'intensité, c'est le volume variable de ces espèces de cours d'eau intellectuels qui rencontrent, suivant les régions, ici des obstacles qui les éparpillent, là des pentes résultant du tempérament local et des précédents historiques qui les précipitent et en accroissent l'impétuosité.

Digitized by Google

J'en citerai un exemple. Les observateurs ont dû remarquer que, dans toutes les régions de l'Ouest qui formèrent pendant la révolution la zone de frontières, *les marches* de la guerre civile, celles par conséquent où le choc des deux partis fut le plus âpre, la lutte plus profonde et l'entre-croisement des belligérants plus accusé, il est resté dans les opinions, après un siècle bientôt, des ferments de division qui donnent à chaque parti une résistance et une ardeur qu'on ne trouve plus quand on pénètre au cœur même de la région.

De même que, dans les contrées où les catholiques et les protestants sont juxtaposés, pour ainsi dire entrecroisés, dans les Cévennes, dans le Gard, les sentiments religieux dans les deux camps sont plus actifs que dans le pays où l'une des deux communions domine sans partage; pareillement dans les provinces qui formèrent dans l'Ouest, au moment de la Révolution, les frontières du pays insurgé, telles que le Maine, la portion de l'Anjou riveraine de la Loire, quelques cantons de la basse Normandie et du Perche, les divisions et les antagonistes politiques sont restés encore aujourd'hui beaucoup plus tranchés qu'ils ne le sont dans les foyers mêmes où les guerres de l'Ouest se sont allumées.

Le trait caractéristique de cette région, c'est la différence de couleur des campagnes et des villes. La campagne est blanche, la ville est bleue. Le bleu gagne incontestablement beaucoup de terrain dans la masse rurale; mais, en revanche, il s'est formé dans les villes, sous l'influence des idées catholiques, une bourgeoisie blanche qui s'est beaucoup grossie depuis la chute de l'Empire. La bourgeoisie conservatrice, qui n'avait qu'une

Digitized by Google

religion tiède et de convenance, qui conservait en vertu de ses origines certaines traditions, non pas assurément révolutionnaires, mais modernes et semi-libérales, et dont la préoccupation dominante était l'enrichissement, l'avancement et le bien-être; cette bourgeoisie trouvait dans le régime de l'Empire une sorte de transaction et de compromis où ses intérêts et la plupart de ses idées avaient pris l'habitude de se combiner.

Dans quelques départements, l'impérialisme est resté assez compact, pour que cet état-major local, se sentant appuyé sur une force suffisante, ne se soit pas dissous; je crois que généralement, dans l'Ouest, la persistance de ces noyaux bonapartistes n'est plus qu'une exception; en tout cas, la bourgeoisie des grandes villes, qui se retrouverait probablement impérialiste si une entreprise dans ce sens aboutissait à un succès propre à garantir un certain nombre de lendemains, s'est sentie, depuis la chute de l'Empire, livrée à toutes les incertitudes, à tous les hasards, à toutes les anxiétés. Elle forme cette agglomération incertaine qui se désigne sous le titre de parti conservateur.

Situation curieuse et en somme assez triste que celle de ces conservateurs. Lorsqu'on l'analyse à fond, on s'aperçoit qu'elle représente bien plutôt une condition sociale qu'une idée politique. Les uns ont des inclinations légitimistes; le plus grand nombre avaient trouvé dans l'Empire, comme on vient de le dire, la forme de gouvernement la mieux appropriée à ses intérêts et à ses instincts; un autre groupe assez notable regarderait volontiers un système de monarchie parlementaire et bourgeois, tel que celui dont l'orléanisme présente le

Digitized by Google

type, comme le but que le conservatisme devrait s'assigner; mais ce qu'il faut bien dire, c'est que toutes ces aspirations sont platoniques, incapables d'agir avec décision, et qu'elles ne risqueront rien d'essentiel pour faire triompher la solution qu'elles préféreraient.

Tout cela, tant que les intérêts domestiques ne seront pas en jeu, ou que les habitudes de la vie ne seront pas menacées, est voué d'avance à une entière résignation. Cette résignation n'a qu'un correctif : — la mauvaise humeur et l'inquiétude. Un seul lien, en effet, rassemble les divers groupes de cette ancienne classe dominante de la province : la répulsion pour la forme républicaine du gouvernement et la terreur que lui inspirent ses conséquences futures.

La raison véritable de cette répulsion et de ces terreurs ne provient pas, comme on pourrait le croire au premier abord, d'un jugement positif, d'une vue d'ensemble sur les infirmités et les périls du régime républicain, mais uniquement de ce fait que la durée de ce régime a pour conséquence de faire peu à peu passer l'influence et l'autorité locales aux mains de la nouvelle classe sociale qui dépossède progressivement l'ancienne bourgeoisie.

Il faut venir quelque temps en province, pour constater la pénétrante exactitude d'un mot fameux de M. Gambetta. Quand il a parlé des « nouvelles couches sociales » qui s'emparaient du gouvernement, grâce au suffrage universel et au régime républicain, il a assurément donné une formule très juste du mouvement social qui se poursuit en province depuis cinq ou six ans. Je ne garantis nullement que cette nouvelle couche sociale sera

Digitized by Google

douée de capacités équivalentes à la classe qu'elle pousse lentement, mais d'une façon certaine en dehors des affaires; je ne certifie pas que ce *parti* des *pharmaciens* et des *vétérinaires* possédera la modération, la respectabilité qui caractérisaient l'ancienne bourgeoisie consolidée; mais, en définitive, si ses manières et son éducation sont inférieures, si ses passions sont moins arrondies que celles de la haute bourgeoisie qu'elle remplace, la différence d'instruction n'est pas énorme; elle a, de plus, une activité et une familiarité pratiques que l'ancienne bourgeoisie a perdues en se *nobilisant*.

A mon avis, cette bourgeoisie a commis une faute irréparable, en ne s'emparant pas de la République le jour où il a été démontré qu'une restauration monarchique était devenue impraticable, en raison des idées personnelles du comte de Chambord et du mariage du catholicisme ultramontain et de la royauté. M. Thiers est le premier grand bourgeois français qui ait deviné le sens réel de cette situation; il a été suivi par une fraction intéressante de l'ancienne classe gouvernementale qui a constitué le centre gauche, la nuance des Feray, des Léon Renault, des comte Rampon. Mais, comme à ce moment le faisceau de l'ancienne bourgeoisie s'est rompu, l'état-major républicain sorti de ses rangs s'est trouvé trop faible, et rien n'a pu contre-balancer la prépondérance de la nouvelle.

Étudiez la composition des conseils municipaux de toutes les grandes villes de province, et vous y trouverez la démonstration de ces remarques; partout la nouvelle couche sociale gagne du terrain, et tend à devenir dominante. Les préfets, qui presque partout et en général

Digitized by Google

avec une assez violente maladresse, se sont fait les agents des répugnances et de la mauvaise humeur de l'ancienne bourgeoisie, résistent à cette alluvion à l'aide de maires imposés ou de commissions municipales, quand les conseils élus se montrent par trop intraitables. Ces moyens, qu'on ne pourra pas, d'ailleurs, indéfiniment employer, me paraissent d'habitude n'aboutir qu'à des résultats sans valeur. On s'aveugle de parti pris sur un grand fait : la modification de la société française dans le sens démocratique et le déplacement d'axe des influences qui l'ont jusqu'ici gouvernée.

Ce déplacement, pour quiconque a de la mémoire, n'est pas, d'ailleurs, un phénomène sans précédent ; il s'est opéré dans la même direction, quoique avec moins de brusquerie, pendant tout le cours du règne de Louis-Philippe. Quand je reconstitue mes souvenirs d'enfance qui se rapportent à une ville importante de province, à beaucoup d'égards analogue à celle que je viens de visiter, je retrouve dans une couche sociale supérieure à celle qui s'épanouit aujourd'hui, des résistances, des antipathies et des préjugés fort semblables à ceux qui se débattent maintenant contre le flot montant des nouvelles mœurs.

Il faudrait renvoyer aux tableaux de Balzac ceux qui n'ont pas pu étudier par eux-mêmes notre province, pour leur donner une idée de ce qu'était, au milieu du régime de 1830, le faubourg Saint-Germain d'un grand chef-lieu de département. Rien de plus fermé, de plus inaccessible et en somme de plus respectable que ces cabinets *des antiques*. La parenté seule, de longs services, l'immémoriale renommée des *bonnes opinions* ouvraient la porte de la vieille demeure, dont le train était simple, les

Digitized by Google

habitudes réglées et presque austères. La compagnie en était par conséquent peu nombreuse : l'évêque, quelques chanoines et prêtres notables, des gentilshommes, d'anciens gardes du corps ayant quitté le service en 1830, quelques vieilles dames occupées de piété et de bonnes œuvres, quelques ménages du même monde plus jeune habitant leur terre et ne passant que l'hiver à la ville, tout cela, admirablement apparenté, avec des manières parfaites, une politesse simple, les sentiments les plus élevés, ce qui n'empêchait nullement les ressentiments politiques d'y être extrêmement vifs, les préjugés très amers et les rancunes intraitables.

Quand il m'arrive aujourd'hui en province, dans les milieux sociaux qui ont remplacé celui que j'ai connu en mon temps d'écolier, d'entendre traiter les députés de la gauche et du centre gauche, que la nouvelle bourgeoisie vient de renvoyer à Versailles, de rouges et de communards, d'ennemis implacables de la religion et de la propriété, je me souviens des discussions du faubourg Saint-Germain légitimiste et provincial de mon enfance.

Il y avait là un vénérable évêque, le dernier peut-être des évêques gallicans[1], spirituel, homme du monde, gentilhomme ayant vu la cour et en ayant gardé la grâce, type épiscopal qui n'existe plus en France, homme pieux, d'ailleurs, et qui passait sa vie à vendre ses chevaux pour en donner l'argent aux pauvres; il venait à pied, éclairé par une petite lanterne, — à cette époque ni le gaz ni les chemins de fer n'étaient établis en province; — cette petite lanterne, son jeune grand-vicaire, évêque

1. Mgr Clausel de Montals. (Voir l'*Histoire du cardinal Pie*, par Mgr Baunard, tome Ier, chez Oudin, rue Bonaparte, 17, Paris.)

Digitized by Google

aujourd'hui, homme d'un rare mérite, mais pas gallican, la portait à côté de lui. Quand la politique entrait en jeu dans le respectable cénacle, il fallait entendre de quelle manière le régime de Juillet, le roi Louis-Philippe et tout son monde étaient traités ! La Révolution, 93, l'exécution de la reine et de Louis XVI n'étaient certainement pas qualifiés avec plus d'âpreté que les *glorieuses*, que les doctrinaires et M. Guizot.

Il y avait dans le cercle un ancien officier de marine qui avait suivi le duc de Richelieu à Odessa pendant l'émigration et qui représentait le libéralisme; il était d'habitude assez maltraité; il inclinait à soutenir M. de Martignac; j'ai entendu alors maintes fois M. de Martignac qualifié de jacobin; Chateaubriand semblait suspect et M. de Villèle ne paraissait pas irréprochable.

Mais où la verve de ces honnêtes gens devenait sans merci, c'est quand elle se donnait carrière sur le compte des hommes de 1830. Cette ville avait alors pour député un homme de beaucoup de valeur, d'une éducation parfaite et orné, par-dessus le marché, de soixante à quatre-vingt mille livres de rente; comme opinions, il était le modèle accompli du conservateur orléaniste, un des plus invariables fidèles de M. Guizot, pour lequel il a voté sans variation jusqu'à la dernière heure. Aux yeux du cénacle légitimiste, ce conservateur semblait pourtant un détestable révolutionnaire; on insinuait à l'occasion qu'il y avait du bien national à l'origine de cette grande fortune; que, d'ailleurs, au moment de la Révolution, un des grands-oncles du député orléaniste, ami de Sieyès, l'avait suivi dans son apostasie et, comme lui, abandonné l'Église pour devenir notable dans le parti de la Révolution.

Digitized by Google

A cette même époque et dans la même ville, il existait un jeune pharmacien et un petit journaliste; le pharmacien était achalandé, le journaliste modeste et justement estimé nonobstant la profession; pourtant l'un et l'autre causaient parfois quelques inquiétudes au grand bourgeois orléaniste qui leur supposait des idées avancées; ils étaient, en effet, partisans de la réforme électorale et dépassaient en hardiesse Odilon Barrot.

Aujourd'hui l'ancien pharmacien est sénateur — gauche républicaine — et il a, comme le député de Louis-Philippe, ses cinquante mille livres de rente; le petit journaliste, toujours modeste, est député, et il siège parmi les républicains modérés. Mais ce qui achève le tableau et ce qui résume d'une manière en quelque sorte symbolique les transpositions des opinions et des situations sociales en province, c'est que le fils du député, ami de M. Guizot, que le faubourg Saint-Germain local traitait si durement du temps de Louis-Philippe, est maintenant le candidat conservateur et malheureux dans sa circonscription, et que les fils de tous ceux qui regardèrent son père comme un dangereux révolutionnaire, se sont ralliés autour de lui et le regardent comme leur représentant.

Donc, de même qu'après 1830 il s'était formé une nouvelle bourgeoisie que l'aristocratie dépossédée de la Restauration poursuivit d'une insurmontable rancune, il s'est constitué aujourd'hui, en province, une nouvelle couche bourgeoise qui dépossède à son tour celle de 1830. Si on perd de vue ce phénomène d'ascension des nouvelles couches, on ne comprendra rien au mouvement actuel. On peut s'en plaindre, je persiste à croire qu'il est irrésistible.

Digitized by Google

XLIII

LE CATHOLICISME LIBÉRAL

Paris, 30 novembre 1877.

Si l'objectif des conservateurs frénétiques, dont l'influence me paraît jusqu'ici prédominer dans la politique élyséenne, n'est pas de parvenir à une seconde dissolution, il faudrait croire que les quelques hommes qui ont entraîné le parti conservateur depuis le renversement de M. Thiers, qui l'ont conduit de là au 16 mai, qui ont décidé la résistance incohérente mais tenace de l'Élysée depuis le 14 octobre, il faudrait croire que ces hommes n'ont ni plan ni dessein.

La masse conservatrice, le gros de l'armée en est en général dépourvue; elle se croit menacée dans son existence même; elle cherche le salut, elle se divise dans ses préférences pour tel sauveur plutôt que pour tel autre d'après ses affinités de société, les souvenirs qu'elle a conservés ou les espérances qu'elle nourrit; mais, en definitive, tout ce qui la sauverait serait le bienvenu le lendemain de l'opération; elle est dans la situation de ces malades à la dernière période qui, n'ayant aucune idée de médecine ni de physiologie, vont de l'allopathie à l'homéopathie, et accepteraient au besoin le magnéti-

Digitized by Google

seur ou le thaumaturge dans l'espoir d'un soulagement et d'un sursis.

Pour le dire en passant, c'est sur ce sentiment que comptent, et non à tort, les politiques du bonapartisme; ils se disent que la masse conservatrice, qui n'a d'autre idée qu'une idée négative, à savoir son insurmontable répugnance pour le régime républicain, d'autre lien que l'effroi et l'effarement dans lesquels elle a pris l'habitude de vivre, se rallierait à eux quand elle les croirait les seuls sauveurs vraiment efficaces.

Je parle ici de la masse conservatrice, du gros de l'armée; l'Élysée, ce me semble, en reproduit assez exactement l'inquiétude et la moyenne intellectuelle; mais, au-dessus de cette masse conservatrice, on entrevoit quelques politiques qui la dirigent à son insu, qui la poussent dans des chemins dont les détours et les aboutissants ne lui apparaissent que lorsqu'elle est engagée et que les conséquences de ses mouvements se déroulent avec un enchaînement à peu près inévitable.

C'est ainsi qu'on a conduit cette bonne foule conservatrice par étapes du 24 mai au 16 mai; c'est de la même manière qu'on se propose maintenant de la conduire à une future date de nouvelle dissolution, dont les suites, je le redoute, seront pour elle encore plus funestes que ne l'ont été celles du 16 mai, dont nous voyons depuis les élections l'agréable épanouissement.

Il est clair que les hommes qui poursuivent une telle entreprise avec un acharnement souterrain qu'aucun échec ne démonte, ont un plan et des desseins. Je n'ai pas besoin de dire que ce plan me paraît détestable, et que ces desseins me semblent pour les conservateurs gros de ca-

Digitized by Google

tastrophes prochaines; mais, en considérant les choses avec un désintéressement en quelque sorte artistique, on doit reconnaître que l'existence de ce plan chez les quelques hommes qui engagent ainsi, sans qu'ils s'en doutent, les braves gens conservateurs, est la marque d'une certaine énergie politique dont ces braves gens, pour leur part, sont incapables d'avoir même la notion.

Dans la poursuite de ces desseins, il serait injuste de ne pas mentionner en première ligne le duc de Broglie. Ne perdez pas de vue que tout ce qui se manège aujourd'hui est en définitive une mise en œuvre des idées du catholicisme libéral et parlementaire. On affirme, et j'ai lieu de croire l'affirmation exacte, qu'à l'heure présente le conseiller le mieux venu à l'Elysée est M. Buffet. M. de Broglie ou M. Buffet, c'est tout un; ils sont des *succédanés* l'un de l'autre, comme dirait un chimiste; mais l'âme de cette politiqne réside au-dessous d'eux; son véritable génie est l'évêque d'Orléans, Mgr Dupanloup. J'ai entendu affirmer que l'archevêque de Reims y avait apporté à maintes reprises une influence utile.

Cet archevêque de Reims, Mgr Langénieux, est un prélat d'une remarquable souplesse. Ce n'est pas un évêque provincial grandi dans les obscurs honneurs d'un diocèse lointain; très jeune il est arrivé à des places de premier rang dans l'Église; il était curé, à Paris, d'une paroisse opulente et mondaine, *la Trinité,* cette charmante église en style de la Renaissance italienne que M. Haussmann fit construire par M. Baltard à l'extrémité de la chaussée d'Antin, quartier riche s'il en fut; banquiers, agents de change, grands commerçants, boutiquiers de luxe, avec le *substratum* d'élégance interlope

Digitized by Google

qu'un monde de ce genre crée nécessairement, tel était le troupeau. Mgr Langénieux y avait réussi par un mélange d'onctueuse hauteur, d'adresse dans les affaires, de bien dire et de façons d'homme du monde, que les curés, même à Paris, ne réunissent que fort rarement.

Comme de juste, il quitta *la Trinité* pour la mître; il ne s'était compromis dans aucun parti; il n'avait ni la figure d'un ultramontain légitimiste, comme l'éloquent évêque de Poitiers, ni le renom d'un orléaniste libéral et transactionnel comme l'évêque d'Orléans; il avait évité les tendresses de *l'Univers* et les éloges du *Correspondant;* peu après, il fut promu à l'archevêché de Reims.

Dans le monde religieux, les traditions sont particulièrement fortes. Reims est un siège qui conserve, en conséquence, un certain relief de la sainte-ampoule et du sacre des rois; c'est son archevêque qui marquait du saint-chrême au front, à l'épaule et aux mains, les souverains de la lignée de saint Louis; il était duc et pair, et le reflet resta si vif, que, sous l'Empire, on attribuait à l'archevêque, par une sorte de courtoisie, le titre d'Excellence. M. Langénieux, installé dans ce grand poste, persévéra dans cet art supérieurement ecclésiastique de ne jamais attirer l'attention; mais on prétend que son influence a été souvent décisive, qu'il a été toujours fort écouté à l'Élysée, et qu'il a apporté maintes fois au travail de Mgr Dupanloup un appui des plus essentiels.

Toutefois, on ne peut guère douter que l'action de l'éloquent et passionné *évêque de Jeanne d'Arc*, ainsi que Mgr Dupanloup se plaît à se qualifier lui-même, titre, pour le dire en passant, que le retard de canonisation de l'héroïne par la cour de Rome contrarie tant soit peu,

Digitized by Google

n'ait été à l'Élysée l'action prépondérante. Veuillez vous souvenir qu'avant le 16 mai, à un moment où les conservateurs les mieux entraînés regardaient une manifestation soudaine du maréchal comme un rêve irréalisable, l'organe particulier de Mgr Dupanloup, *la Défense*, la prédisait quotidiennement. Remarquez qu'en ce moment, *le Figaro*, qui écume avec beaucoup d'à-propos les bruits du jour autour de M. d'Harcourt, remet en scène la vieille nouvelle, tant de fois démentie par les faits, du chapeau de cardinal concédé enfin par le pape moribond à l'*évêque de Jeanne d'Arc*, et que, dans tous les cas, il est avéré que Mgr Dupanloup a eu ces jours-ci avec le maréchal d'assez longs entretiens.

On regarde également comme positive la persistance, dans le même lieu, de l'influence de M. de Broglie; ministre ou non, il est toujours une *persona gratissima;* il inspirait la politique élyséenne avant le 16 mai, il en a pris à ce moment la responsabilité nominale; il est rentré dans la coulisse par suite de la dureté momentanée des événements; mais il continue, de là, à diriger la pièce, sous l'inspiration supérieure de l'évêque d'Orléans et du catholicisme libéral, M. Buffet le relevant de faction en cas de besoin.

Tout cela n'est pas inutile pour apprécier avec justesse les singulières résistances, les alternatives d'abattement et d'entêtement qui caractérisent, depuis les élections, la conduite présidentielle et aussi pour se rendre compte des incidents tantôt violents, tantôt conciliants, que la politique de la majorité républicaine a successivement traversés.

La conclusion de ces remarques est celle-ci : la masse

Digitized by Google

moyenne conservatrice, l'Élysée, le maréchal qui en résume avec beaucoup d'exactitude l'honnêteté, l'innocence et les préjugés, sont entraînés insensiblement et presque à leur insu à des extrémités dont ils ne comprendront les conséquences que lorsque la décision leur aura échappé et qu'il ne sera plus temps de revenir sur ses pas; alors on fera agir, comme depuis les élections, le point d'honneur, les engagements imprudents, et on conduira tout le monde, par ce moyen, fort au delà du point où il aurait voulu s'arrêter. Il n'y a aucune raison pour que, dans l'entraînement de ce jeu périlleux, où les perdants doublent leur mise et prétendent recommencer le coup sur nouveaux frais, nous ne nous trouvions presque subitement en présence des événements les plus tragiques.

Au reste, il me semble que c'est sur de telles conjectures qu'en ce moment certains états-majors politiques basent tous leurs projets. Le bon sens de la masse moyenne et les clairvoyances de la majorité parviendront peut-être à prévenir ces explosions, il faut l'espérer, mais rien n'est moins certain.

C'est un trait du moment bien digne d'être noté que la différence de température qui existe entre l'esprit des chefs du parti conservateur et la masse de ce parti; les chefs semblent décidés aux aventures les plus hasardées; la masse aurait souhaité la conciliation et la détente; si l'on entraîne cette masse, ce sera à la condition de réussir à lui persuader que toute transaction a été rendue impossible par les exigences intraitables de la majorité.

Je suis très frappé du travail qui s'est opéré dans les opinions, depuis les élections. Incontestablement le parti

Digitized by Google

conservateur, abandonné à ses simples instincts, n'aurait pas fait le 16 mai; la chose lancée, il a suivi le mouvement, il s'est efforcé de se persuader que le résultat lui en serait avantageux; cette confiance forcée était d'ailleurs entre-croisée de doutes incessants.

Après les élections, la déconvenue et l'abattement ont été extrêmes pendant quelques jours. Que pourra-t-on sauver dans la défaite? C'est à cela que se bornaient alors les vœux conservateurs. Les plus clairvoyants disaient : « Sauvons le maréchal! le maréchal tout seul! Il est un article et un article essentiel de la Constitution! car tant qu'il demeure, on ne peut pas la reviser, quels que soient les ministres et la majorité, la Constitution demeurant intacte. Avec le Sénat, suffisant pour barrer le passage à des lois socialement subversives, nous avons deux ans d'assurés. Deux ans! c'est énorme, étant données les fautes que les républicains au pouvoir ne peuvent manquer de commettre et dont nous profiterons si nous sommes adroits! »

Aujourd'hui, on n'en est plus là; les conservateurs, ou du moins l'état-major du parti s'est remonté; on peut constater un regain, une sorte de floraison d'automne de toutes les illusions qui se sont épanouies entre le 16 mai et les élections. Je vois se faire une seconde édition de ce paradoxe gascon que M. de Fourtou et son entourage opposaient aux observateurs, lorsqu'ils rappelaient les élections faites par M. Buffet. Cette fois-ci, dit-on, absolument comme le disait M. de Fourtou, ce sera le vrai coup; nous allons jouer le grand jeu; nous aurons l'état de siège; nous avons gagné quarante voix à la dernière partie; remettons les dés au cornet; c'est celle-ci qui sera la belle!

Digitized by Google

Donc, il faut arriver à une seconde dissolution ; c'est à quoi l'on travaille ; on s'efforce de pousser la majorité des députés à en fournir les prétextes, en lui faisant faire de fausses manœuvres, comme celle qu'elle a commise avec son ordre du jour envers le nouveau ministère.

A quel résultat cette nouvelle dissolution peut-elle amener ? Peut-il en sortir une solution ? Dans quel sens seraient les probabilités de nouvelles élections ? Toutes ces questions demandent une autre lettre.

XLIV

LE CATHOLICISME LIBÉRAL

(SUITE)

Paris, 1er décembre 1877.

Il existe une très belle pièce de vers de Théophile Gautier qui porte ce titre : *les Vœux stériles*. Ce n'est plus seulement aujourd'hui la rêverie douloureuse d'un rand poète ; les vœux stériles sont devenus présentement le régime des plus humbles Français. Ceux qui suivent la politique y sont accoutumés depuis longtemps ; maintenant la politique s'occupe de tout le monde et pénètre de force dans les existences qui étaient les plus décidées à lui fermer leur porte ; à celles-là de faire le triste apprentissage des *vœux stériles*.

Aucun vœu n'a été plus ardent, parmi la foule moyenne

Digitized by Google

et modérée que celui de voir surgir une transaction quelconque susceptible de mettre un terme à la lutte énervante et ruineuse qui s'est ouverte au 16 mai, et qui, depuis les élections, a passé à l'état suraigu. Hélas! je le crains, jamais vœu n'aura été plus stérile. On peut apprécier l'ardeur de ce désir en voyant avec quelle promptitude l'opinion s'est emparée de l'entrevue du maréchal avec les présidents du Sénat et de la Chambre, et avec quel empressement elle a construit sur cet incident tout un échafaudage de conciliation.

Je prévois qu'il faudra bien peu de temps pour que cette même opinion éprouve une nouvelle déception qui sera, je le crains, plus amère, plus fertile en ressentiments que toutes celles qu'elle a précédemment traversées.

Je fais effort pour ne pas forcer la note pessimiste et pour ne pas insister outre mesure sur la stérilité trop probable des vœux d'accommodement et d'apaisement qui ont formé jusqu'ici le trait dominant de cette opinion ; mais, comme, avant tout, il est nécessaire de voir les choses comme elles sont et non pas comme on les souhaiterait, je suis obligé de constater que les entrevues du maréchal et des deux présidents ne me paraissent pas destinées à amener cette conciliation, cette détente que le sentiment public, au premier abord, a embrassé avec tant d'espoir. Il est inutile de relater de nouveau le détail de ces deux visites ; ce détail est connu de tous vos lecteurs. Il est impossible de ne pas être frappé du langage explicite et décisif prêté au duc Pasquier par le *Journal des Débats*. J'ai remarqué, tout d'abord, que les amis de l'Élysée s'attachaient à taxer le récit des *Débats* d'exagération. Qu'a dit réellement le duc

Digitized by Google

Pasquier? Je l'ignore. Le certain toutefois, c'est que le récit de l'entrevue est venu d'un de ses amis les plus directs, un jeune député de la Manche, et que le rédacteur des *Débats* l'a écrit sous sa dictée; il est positif, en outre, que le président du Sénat ne dément ce récit sur aucun point, et que, si par hasard il n'a pas dit au maréchal absolument tout ce qu'on raconte, il est enchanté de passer pour l'avoir dit.

M. d'Audiffret-Pasquier croit que le maaéchal lit les journaux; il aurait donc de la sorte complété son discours et mis les points sur les *i*.

Au surplus, l'essentiel dans ce colloque se borne à deux propositions : la déclaration du duc Pasquier que le groupe constitutionnel n'en arriverait pas, même *la mort dans l'âme*, à voter une nouvelle dissolution; la déclaration du maréchal qu'en aucun cas il n'acquiescerait à un coup d'État et que la représentation nationale devait en conséquence se croire en pleine sécurité. Cette déclaration aurait été renouvelée au président Grévy.

Sur le premier point, la résistance des constitutionnels à une nouvelle dissolution, entraînant par conséquent la majorité du Sénat, j'avoue que l'assurance du duc Pasquier n'est pas sans me surprendre un peu. Assurément, il connaît son Sénat et ses constitutionnels, beaucoup mieux que ne peut les connaître un spectateur du parterre ; pourtant, je garde mes humbles doutes, je persiste dans le sentiment qu'exprimait ma dernière lettre, à savoir que l'objectif des politiques conservateurs est toujours de parvenir à une dissolution, comme l'objectif des politiques bonapartistes serait de déterminer un coup d'État amenant un plébiscite; or, la barrière des vingt

Digitized by Google

constitutionnels me paraît, malgré l'attestation de M. d'Audiffret-Pasquier, un rempart fragile et bien suspect. D'abord, au dernier moment, en resterait-il vingt? Combien pourraient se laisser convaincre par des arguments analogues à ceux dont l'honorable M. de Peyramont a éprouvé l'autre jour la vertu?

Ceux qui resteront debout dans « leur montagne et dans leur volonté », comme dit quelque part le plus vieux des burgraves de Victor Hugo, ne se sentiront-ils pas saisis de ce tremblement spécial aux parlementaires, le jour où on les placera dans l'alternative de la démission du maréchal ou de la dissolution de la Chambre? Supposez une majorité intraitable, un budget non voté, ou voté seulement par fragments, et la dissolution pourra se trouver arrachée malgré le duc Pasquier, aux constitutionnels éplorés.

La seule chose qui puisse prévenir cette extrémité, ce serait, de la part des constitutionnels, le sentiment très net que la dissolution, dans le présent, n'accommoderait rien, puisqu'on sera toujours en face d'un budget illégal, et, en second lieu, la certitude que la Chambre qui reviendrait après un second renvoi serait plus déterminée, plus accentuée que la Chambre actuelle. Il est possible que ces considérations restent les plus fortes; dans ce cas, dans ce cas seulement, l'engagement du duc Pasquier, au nom de ses alliés constitutionnels, n'aura pas été une témérité.

Quant à la déclaratien du maréchal, qu'il ne prêterait les mains à aucun coup de force, sa sincérité en ce qui le touche personnellement doit sembler indiscutable; on peut supposer qu'au-dessous la même réserve n'a pas

Digitized by Google

été toujours observée et qu'on a quelquefois tâté ce terrain périlleux avec imprudence et légèreté.

En tout cas, il est extrêmement fâcheux qu'avec cette intention formelle de laisser l'élément militaire en dehors de nos dissensions civiles, on n'ait pas conservé à la guerre le général Berthaut, qui inspirait confiance à tous les partis et qui était devenu le symbole de cette neutralité du sabre. On avait là, en outre, une occasion, manquée à la suite de tant d'autres, d'appliquer la maxime si souvent préconisée, depuis la réorganisation de l'armée, de la permanence et de la continuité dans le commandement.

Quel horoscope peut-on, en définitive, tirer raisonnablement de l'entrevue des trois Présidents ? Est-ce l'annonce d'un dénouement prochain ? Examinons brièvement les hypothèses qui restent ouvertes. Si l'expectative de la dissolution doit être éliminée, ainsi que l'affirme le duc Pasquier, si l'effraction de la Constitution par la méthode extraparlementaire doit également être rayée du programme d'après la parole du maréchal, nous ne sortons pas de l'insoluble dialogue qui dure entre lui et la majorité législative, depuis le retour de la Chambre.

— Suivez la loi des majorités, que vous avez vous-même reconnue, en invoquant l'arbitrage du pays, dit-on, d'un côté.

— Je ne saurais, réplique-t-on de l'autre, étant conservateur et mandataire exclusif des conservateurs.

Aujourd'hui, le dialogue s'allonge et se complique.

— Votez le budget, dit l'Élysée, et, après, nous transigerons, je prendrai un cabinet parlementaire.

— A d'autres ! reprend la majorité ; le budget voté,

Digitized by Google

nous sommes désarmés, on n'a plus besoin de nous : — Quelle garantie nous reste-t-il contre un nouveau 16 mai?

Il y a une fable classique qui représente cette situation et une foule de proverbes dans toutes les langues qui la résument en termes pittoresques; nous avons en français celui du chat échaudé; il est suffisant.

La moralité, c'est que la confiance a été tuée au 16 mai comme Macbeth avait tué le sommeil en poignardant Duncan. Or, quoique la politique soit un commerce plein de chausse-trapes et d'embûches, on s'aperçoit en maintes occurrences qu'elle devient impraticable quand la confiance a disparu.

Si la majorité se croyait en face du maréchal seul, je demeure convaincu, néanmoins, que l'accommodement se ferait sans difficulté et que personne ne songerait à d'autres garanties que celles de ses promesses verbales. Mais, à tort ou à raison, on s'est entêté dans cette idée qu'il existe au-dessus de lui quelques politiques tenaces qui ont l'art de le conduire en quelque sorte à son insu. Sous feu Picard, sous M. de Marcère, sous M. Jules Simon, on prétend avoir senti sans cesse cette influence occulte qui, au 16 mai, est brusquement sortie de l'ombre; et alors on ajoute que c'est elle encore qui aujourd'hui a déterminé l'entrevue des trois Présidents, car elle se proposerait d'en tirer cette conclusion, qu'on s'attachera à faire valoir auprès du public : Le maréchal a fait les premières avances. Ce n'est pas à lui qu'on peut reprocher d'être intraitable. Que demande-t-il? une chose indispensable et juste : le budget. La Chambre se refuse à rien entendre ; c'est donc elle, et elle seule, qui fait obs-

Digitized by Google

tacle à la paix. Avons-nous tort de nous retourner vers le Sénat et de demander sa dissolution?

Je ne sais pas jusqu'à quel point la masse du public mordra à ce raisonnement. Il est possible toutefois que les constitutionnels du Sénat finissent par en être touchés. Alors on procéderait à de nouvelles élections, mais la Chambre peut-être résisterait à la dissolution; dès lors elle sortirait de la lettre de la loi, et tout devient possible.

On ne songe pas à cette éventualité que certaines imprudences et fanfaronnades radicales ont fait entrevoir, et sur laquelle quelques politiques ont peut-être tablé; mais, si la déclaration du duc Pasquier tient jusqu'au bout, si, d'autre part, comme on doit en moins douter encore, celle du maréchal subsiste sans atteinte, si cependant il persiste à vouloir le budget avant de redevenir parlementaire, si le Parlement, de son côté, s'obstine à le vouloir parlementaire avec garantie avant de lâcher le budget, faites-moi la grâce de me dire par où l'on en sortira, ou qui sortira?

Digitized by Google

XLV

LA POLITIQUE EST LA FATALITÉ
LES CONSERVATEURS ONT FONDÉ LA RÉPUBLIQUE

Paris, 3 décembre 1877.

Un philosophe cosmopolite qui se plaît en France parce que, dit-il, les expériences sociales y présentent en ce moment plus de variété que partout ailleurs, résumait à peu près en ces termes ses impressions :

— J'étudie, depuis la fin de la guerre de 1871, la marche des choses et des idées dans ce pays-ci; deux traits me frappent par-dessus tout : d'abord, la persistance d'une sorte de fatalité qui dirige les événements, pour ainsi dire par-dessus les hommes et qui les entraîne tous, par la force d'un courant dont ils n'ont pas conscience, fort au delà de leurs opinions originelles; en second lieu, l'extraordinaire valeur acquise par l'intelligence, et je mesure cette valeur en constatant ce qu'elle obtient, même à dose ordinaire, et plus encore d'après les singuliers effets qui ressortent de son absence.

On criait au paradoxe; alors il reprenait :

— Fatalité ! je ne vous parle pas de fatalité à la mode antique, du mystérieux et divin *fatum* gouvernant les mondes; à cet égard, toutes hypothèses sont licites, c'est une cause finale, et, quoi qu'en ait dit le doux philosophe Janet, les causes finales sont une question de sentiment

Digitized by Google

sur laquelle, aussi bien dans le sens *pour* que dans le sens *contre*, le pur raisonnement n'a rien à prétendre. « On ne discute pas ces choses-là avec Voltaire, disait Diderot, Voltaire est un *cause-finalier;* » à mon sens, Diderot avait raison.

Quand je parle de fatalité, je l'entends dans une mesure beaucoup plus modeste, dans une mesure usuelle, pratique; j'ai en vue cette force des choses qui résulte de l'enchevêtrement des événements, des contre-coups de la veille sur le lendemain, de l'entraînement que les passions adverses produisent réciproquement l'une sur l'autre. Vous souvenez-vous de la parole profonde que Napoléon dit à Gœthe, à Erfurth, en 1808? L'entretien avait porté sur le théâtre; le poète parla de la tragédie grecque et du rôle dominant qu'y remplit la fatalité divine. « Ces pièces, répliqua Napoléon, appartiennent à une époque obscure. Au reste, que veulent-ils dire avec leur fatalité? *La politique est la fatalité.* »

A un esprit de l'ordre de celui de Gœthe, l'empereur n'avait pas besoin d'expliquer ses formules sibyllines; il sentait qu'il était superflu de lui dire qu'il entendait par fatalité politique l'action des faits accomplis sur les faits futurs; cette domination du passé sur le présent et sur l'avenir, que les plus rares génies ne peuvent pas rompre; la force de certains courants sociaux qu'on ne remonte pas et qu'on accroît quand on essaie de les barrer.

Soit dit en passant, ce jeu de la fatalité politique dans le développement du premier empire est un point de vue dont M. Thiers, dans sa classique histoire, semble résolu à ne jamais tenir compte. Après la paix d'Amiens, après Tilsitt, après le traité de Presbourg, même au moment

Digitized by Google

extrême du congrès de Châtillon, il suspend invariablement son merveilleux et lucide récit, pour laisser passer quelques réflexions dans le genre de celle-ci : « Trop heureux si cet incomparable génie, parvenu alors au sommet de la gloire humaine, eût arrêté ici sa carrière conquérante et consacré à la paix ses facultés sans égales. »

A quel point était-il possible à Napoléon de s'arrêter, du moment qu'il avait commencé ce duel colossal avec l'Angleterre, dont le blocus continental forme l'exorbitant résumé? Dans quelle mesure était-il loisible de se soustraire à cette fatalité, à cette lutte de la terre contre la mer, dont la rupture de la paix d'Amiens donna le signal? C'est là, sans doute, ce qu'il n'eût pas été hors de propos d'examiner; c'est ce que Proudhon, dans ses *Contradictions économiques*, condense sous la forme d'éphémérides, établissant le synchronisme des progrès du commerce maritime anglais et des plus grandes victoires continentales de Napoléon. Quoi qu'il en soit, la fatalité résultant des situations prises est ici flagrante de part et d'autre, et c'est à elle, à n'en pas douter, que songeait Napoléon quand il disait à Gœthe :

— La politique est la fatalité.

Aujourd'hui, cette fatalité s'exerce en France avec moins d'ampleur que dans la phase du premier empire; mais, en ce qui touche les conservateurs, elle a je ne sais quoi de navrant et d'ironique qui doit frapper les yeux les plus distraits. Cette fatalité se résume en ceci, que tous les efforts, toutes les agitations des conservateurs aboutissent à des résultats diamétralement opposés à ceux qu'ils poursuivent, et que plus leurs efforts sont ardents et leurs agitations passionnées, proportion-

Digitized by Google

nellement croît l'importance des résultats adverses.

Ceci vous semble un paradoxe; rappelez-vous les faits. A-t-on jamais rencontré une assemblée plus foncièrement antirépublicaine que celle de Bordeaux? Souvenez-vous de la réaction dont elle était sortie, de la dictature inévitablement désastreuse contre laquelle elle fut nommée; n'oubliez pas que le bonapartisme, au moment où elle fut élue, semblait irrévocablement enseveli dans la plaine de Sedan, voyez de quels événements elle fut formée; eh bien, à quoi la fatalité ironique l'a-t-elle conduite en dernière analyse? A reconnaître la République, à concéder à ce gouvernement abhorré un titre légal, un droit constitutionnel et positif.

Cette même ironie éclate dans les incidents, dans le détail des faits dont l'enchaînement inéluctable l'a amenée à cette conclusion radicalement contraire à toutes ses opinions et à tous ses rêves; c'est pour avoir eu le ferme propos de faire la monarchie sans y pouvoir réussir que l'Assemblée de Bordeaux et de Versailles en est arrivée malgré elle à constituer la République. Aucune prérogative ne lui a semblé plus précieuse que sa prérogative constituante, aucune n'a été défendue par elle avec une plus jalouse ardeur. Cette prérogative, finalement, s'est retournée contre ses opinions mêmes. Vous avez voulu à tout prix demeurer constituante, eh bien, constituez!

Ainsi parlait la force des choses, qui n'est à bien voir que la logique en action; cette même force des choses qui réduisait la Constituante à constituer, l'a obligée à constituer la République à son corps défendant, parce que rien de faisable ne se présentait en dehors d'elle, parce que tous les partis monarchiques se neutralisaient

Digitized by Google

en se contrebalançant, et parce qu'en définitive, en grand comme en petit, la mauvaise humeur est une défense vaine; qu'on finit toujours par se plier à l'inévitable et que toute la différence entre les gens d'esprit et les autres résulte pour les uns de leur bonne grâce et de leur promptitude à subir le destinée, tandis que les autres croient s'en venger et en adoucir l'amertume en maugréant contre elle aussi longtemps qu'ils le peuvent.

Après l'animosité de l'Assemblée de Bordeaux contre le nom de République, son sentiment le plus actif fut assurément sa haine du bonapartisme. Ici encore, — admirez l'ironie des choses! — la conséquence de cette haine a été justement d'activer la renaissance d'un parti qu'elle se flattait d'enterrer. En imaginant la coalition conservatrice, qui n'était qu'un syndicat provisoire contre le mot de République et un abri sous le couvert duquel elle espérait préparer la monarchie, elle était contrainte de faire une part au bonapartisme reconnaissant; ce partage était inévitable, et cependant ce partage entravait par avance l'achèvement de l'entreprise; on ne pouvait pas se passer des bonapartistes pour empêcher la légalisation de la République, grâce à laquelle seulement on croyait pouvoir tenir la porte ouverte à la monarchie, et pourtant cette inévitable aide des bonapartistes rendait cette porte infranchissable à celui pour qui on prétendait la conserver. Un *scholar* ne résisterait pas ici à citer le vers classique des stoïciens :

Et propter vitam vivendi perdere causas.

Cette même fatalité ironique attachée aux conservateurs

Digitized by Google

ne s'est pas démentie un jour depuis lors. La République légalement établie, quelle a été leur préoccupation dominante? Empêcher cette République de devenir trop manifestement démocratique, et, dans ce but, s'opposer à l'occupation du pouvoir par les républicains; ce fut l'objet du 16 mai.

Ironie! ironie! quel en est le résultat? D'abord il a rendu au parti républicain une unité qu'il était à la veille de perdre; ensuite il a redonné aux républicains l'incomparable avantage de redevenir l'opposition, c'est à savoir la popularité et l'irresponsabilité; l'opposition, c'est l'amoureux; le gouvernement, c'est le mari; ne vous laissez marier qu'à la dernière extrémité, ambitieux qui tenez à votre prestige.

Enfin, chose infiniment plus grave, depuis le 16 mai les conservateurs semblent avoir fait gageure de justifier dans le passé tous les excès de leurs adversaires en les imitant et d'autoriser dans l'avenir tous les actes arbitraires qu'ils pourront commettre. Que répondre aux républicains, voulant congédier en bloc tous les fonctionnaires conservateurs, après que M. de Fourtou a renvoyé quarante préfets en deux matinées?

Quelle raison opposer à une réforme de la magistrature, quand on l'a compromise sans mesure dans une multitude de procès électoraux et politiques dans lesquels on ne sait plus maintenant ni comment avancer ni comment reculer? Les républicains prétendront réduire le clergé à un rôle strictement religieux; ne l'a-t-on pas entraîné autant qu'on l'a pu dans un rôle politique? Ce sera la réponse du berger à la bergère; qu'y objecter? Les républicains organiseront un gouvernement de parti,

Digitized by Google

perspective détestable assurément; mais qu'y pourront riposter les conservateurs? leur gouvernement a-t-il été autre chose qu'un gouvernement de parti?

Tout cela ne serait pas irrémédiablement grave et pourrait s'atténuer à la longue par l'action modératrice des intérêts; mais ce qu'on ne peut pas négliger, c'est le coup de fouet qu'a reçu l'opinion moyenne par le fait de toutes ces manœuvres; reconnaissez encore ici l'action de cette fatalité ironique qui préside aux actes des conservateurs, et dont le trait caractéristique est de leur faire produire l'effet diamétralement opposé à celui qu'ils poursuivent.

Je suis convaincu qu'abandonnés à eux-mêmes, les républicains n'auraient qu'à très grand'peine fondé la République; ils l'auraient déchirée par leurs divisions à un âge où elle n'eût pas été de force à résister à de tels assauts; ce sont les conservateurs qui l'ont fondée, justement en se coalisant contre elle; ils ont forcé les républicains à la tempérance et à l'union. Voulez-vous maintenant savoir ce qui m'effraye dans l'aveuglement passionné des conservateurs, dont pourtant la société française ne se passera pas sans l'affaiblissement le plus douloureux? c'est que, de même qu'ils ont fondé la République en s'acharnant contre le mot, ils sont en train de fonder la démocratie, Dieu me pardonne! j'allais dire le radicalisme, en cataloguant sous ce titre une multitude d'idées peut-être dangereuses, à coup sûr prématurées, auxquelles le public s'accoutume et qu'il épouse par contradiction.

Que les conservateurs se souviennent du point où ils en étaient avant le 16 mai, qu'ils voient où ils en sont

Digitized by Google

aujourd'hui et qu'ils disent s'ils n'ont pas descendu, en six mois, une rampe qui aurait employé des années et des années si on avait marché posément et sans convulsions.

Existait-il un remède à cette ironique fatalité? Un seul : l'intelligence; moins que cela, l'esprit. Avec de l'intelligence, on ne surmonte pas la force des choses, on ne neutralise pas l'enchaînement des faits, mais maintes fois on réussit à les ralentir et même à les tourner. L'intelligence, hélas! c'est ce qui a le plus manqué; ceux qui en avaient, tels que M. de Broglie, y joignaient une sorte d'âpreté étroite, l'absence complète de ce scepticisme supérieur sans lequel l'intelligence politique ne mène qu'à des fautes; les autres jouaient exclusivement un jeu de parti, les précédents de leur vie et leur situation ne leur imposant rien de plus; les autres... les plus essentiels, ils étaient comme le quatrième page de Marlborough : ils ne portaient rien.

Pas d'esprit, des rancunes intraitables, des préjugés obscurs, des intérêts qui croient se sauver en gagnant quelques jours et puis un honnête entêtement que rien n'éclaire, et vous croyez qu'avec ces digues de paille vous ralentirez la marche de l'ironique fatalité! Grand bien vous fasse, conservateurs! Mais, croyez-le en attendant, vous avez l'air créés et mis au monde pour le désespoir des gens clairvoyants.

Ainsi parlait notre philosophe cosmopolite. S'il avait eu besoin d'excuses, sa philosophie et son cosmopolitisme auraient répondu. Sur l'entrefaite, quelqu'un survint, annonçant d'une part que M. Dufaure avait été mandé ce matin à l'Élysée, où notre interlocuteur l'avait vu, ce qui s'appelle vu; d'autre part, qu'on y était cepen-

Digitized by Google

dant toujours butté à une résistance superbe; que les délégués des commerçants parisiens, parmi lesquels un Dolfus, un Kœchlin, s'étant présentés et insistant pour voir le maréchal, avaient dû se contenter d'un officier d'ordonnance, suffisant en somme pour cette rue du Sentier; — l'aide de camp est du *Jockey*, — où Dolfus et Kœchlin n'ont pas accès ; enfin qu'aujourd'hui la Chambre, décidée de son côté à ne rien céder, se disposait à refuser le budget.

Voilà le point de conciliation où nous en sommes, et pourtant, avec le moindre esprit et pas de 16 mai, tout cela eût duré au moins dix ans. Marche donc, ironique fatalité

XLVI

L'A-PROPOS DE LA POLITIQUE

Paris, 4 décembre 1877.

Non! la situation ne s'améliore pas ; le pis, c'est qu'elle devient plus obscure; elle pourrait devenir plus périlleuse, mais cependant plus claire; ce n'est pas là que nous en sommes; ce qui la rend inextricable, c'est que les difficultés sont des difficultés morales, je dirais presque des difficultés de sentiment. La confiance manque absolument d'un côté ; de l'autre, on croit le point d'honneur en jeu. Essayons de préciser la situation des belligérants.

Hier, à la suite d'un entretien avec M. Batbie, qui paraît dans la crise actuelle avoir porté à l'Élysée des con-

Digitized by Google

seils judicieux, le maréchal a fait appeler M. Dufaure. Après une conférence assez longue, il l'a chargé, non pas, comme on l'a dit, de former un ministère, mais de voir, en s'abouchant avec les personnages notables de la majorité, s'il serait possible d'arriver à en former un dont il serait le chef. Évidemment, il y avait dans cette décision du maréchal le point de départ d'une transaction ; en agréant M. Dufaure, le maréchal ne pouvait pas se faire illusion sur les concessions essentielles auxquelles il serait obligé de consentir : sacrifice des fonctionnaires compromis, abandon de la résistance à l'enquête parlementaire, modifications probable de la loi sur l'état de siège et sur le colportage des journaux. Tout cela était impliqué dans la formation d'un cabinet Dufaure.

Il est impossible de croire que sur tous ces points M. Dufaure n'ait pas été très net, impossible de supposer également que le Président ne s'y soit pas résigné. Comment la combinaison a-t-elle échoué, nonobstant les sacrifices acceptés? Par le manque absolu de confiance qui s'est emparé de la majorité. Voici son raisonnement : Tant que le budget n'est pas voté, nous sommes les maîtres de la situation ; on ne peut avoir raison de notre résistance que par un coup de main militaire, auquel on a solennellement déclaré qu'on ne songerait jamais ; en tout cas, c'est un risque à courir qui n'est pas plus périlleux pour nous que pour le pouvoir exécutif, s'il en risque l'aventure. Ce risque, à tout prendre, est moins à craindre pour nous que d'être dupés en nous laissant désarmer sans garantie ; nous ne mettons en doute assurément ni le libéralisme parlementaire de M. Dufaure, ni la bonne foi personnelle du maréchal, mais nous ne sommes pas

Digitized by Google

en face du maréchal tout seul; nous avons à nous mettre en garde contre l'Élysée, c'est-à-dire contre quelque chose de très obscur et de très incohérent, où les influences et les préjugés de salon se combinent, — nous le croyons, — avec certaines influences ecclésiastiques beaucoup plus profondes et mieux suivies.

Admettons que nous acceptions, argent comptant, le cabinet Dufaure; on remercie vingt préfets, on s'engage de la meilleure foi du monde dans une politique de républicanisme modéré, susceptible d'obtenir à la Chambre une majorité et d'en former une à gauche au Sénat avec l'appoint des constitutionnels; en définitive, nous revenons à une situation à beaucoup d'égards analogue à celle qui existait avant le 16 mai et dont le ministère Jules Simon était le symbole.

Là-dessus, nous votons le budget; les difficultés et les résistances reparaissent soudain; le budget voté, on nous proroge; le ministère Dufaure y résiste... On en trouve un autre en remontant un peu vers la droite; puis au retour de la Chambre, dont on peut dorénavant se passer jusqu'au budget prochain, pour peu que l'opinion harassée semble devenue plus maniable, on profite de nos fautes, des exagérations que nous aurons commises et qui seront d'autant plus marquantes que le jeu de nos adversaires sera de les provoquer et que l'extrême gauche, irritée de nos concessions, y portera l'indiscipline de son tempérament et la véhémence de ses idées. Alors on refera un nouveau 16 mai, on se retournera du côté du Sénat, on demandera la dissolution et on l'emportera à cinq ou six voix, majorité suffisante pour avoir de son côté le texte de la loi.

Digitized by Google

Alors de deux choses l'une, ou la Chambre résistera à la dissolution; et, comme dès lors elle n'est plus qu'un club privé d'autorisation, il est tout simple de la disperser *manu militari*, et c'est là probablement l'hypothèse que les stratégistes de la droite caressent de préférence au fond de leur pensée; ou bien elle obéit au texte constitutionnel, et elle court l'aventure de troisièmes élections; comme, le budget étant voté, on n'a pas besoin des députés avant six ou huit mois au plus tôt, rien n'empêche d'adopter, cette fois-ci, l'interprétation judaïque relative au délai électoral qui avait été proposé lors des élections dernières; on y joint l'état de siège universel, la suppression méthodique de tous les journaux, et l'on nous renvoie dans ces conditions, et Dieu sait quand! nous pourvoir devant des électeurs à bout d'énergie. Donc, quand on nous parle de transaction, nous serions trop innocents si nous n'exigions pas au préalable des arrhes et des garanties. Un simple ministère Dufaure ne garantit rien, car qui garantira le ministère Dufaure lui-même? Nous ne nous exposerons pas à une nouvelle édition de la lettre à Jules Simon. On nous demande de décharger nos canons en votant le budget; donnant donnant; que l'on désarme du droit de dissolution, c'est à savoir que l'on acquiesce à une modification constitutionnelle en vertu de laquelle la dissolution désormais ne pourra être votée par le Sénat qu'à la majorité des deux tiers; nous y joignons l'acceptation des propositions Bardoux sur l'état de siège et sur le colportage; ces garanties acquises, nous serons traitables, et ce n'est pas nous qui empêcherons le maréchal d'ouvrir en pompe, au printemps prochain, l'Exposition du Trocadéro.

Digitized by Google

Tel est le raisonnement de la majorité républicaine; on y peut assurément apposer une multitude d'objections, on ne saurait en trouver la logique en défaut. Cependant chacun étant, ainsi que vous le voyez, parvenu à l'extrémité de la logique, et la confiance manquant totalement pour arrondir les angles de cette logique rectiligine, la conclusion, c'est qu'on ne peut plus sortir de l'impasse que par un coup de force ou par la retraite pure et simple. Le recours au Sénat — pour obtenir autre chose qu'une dissolution — ne mènerait absolument à rien; en matière de budget, le Sénat est radicalement démuni, tant qu'un vote de l'autre Chambre n'a pas eu lieu. C'est une illusion de discuter académiquement, ainsi que je le vois faire dans quelques journaux, l'obligation de la Chambre de voter le budget quand même. Il ne s'agit pas de ce qu'elle *doit*, mais de ce qu'elle peut. D'ailleurs, comme on en est à la limite extrême de la logique légale, rien ne l'empêcherait de répliquer : « Nous devons voter le budget; vous devez, vous, de votre côté, nous le faire présenter par un ministère que nous agréions. Faites votre devoir, nous ferons le nôtre; mais, en définitive, c'est à vous de commencer. »

Comment en sortira-t-on? Moins que jamais je me risque à le prédire. Je vois nombre de conservateurs qui veulent espérer que l'attitude intraitable de la Chambre ramènera et adoucira l'opinion. Il est certain qu'il y a trois semaines, quinze jours peut-être, un ministère Dufaure, Duclerc, Léon Rénault, Waddington, eût très exactement représenté la moyenne de l'opinion de Paris; aujourd'hui, on a fait du chemin; surtout, et c'est là le terrible, cette opinion s'est familiarisée avec ce rai-

Digitized by Google

sonnement de défiance que je viens de résumer; je le retrouve partout; défiance d'une part, en même temps conviction que l'intelligence n'est pas au niveau de la situation; enfin, que des influences que l'on déteste finissent toujours par rester prépondérantes dans le sanctuaire exécutif, c'est cela que l'on trouve maintenant à la base de l'opinion parisienne. A mon avis, il y a de l'exagération et de la légende dans ces jugements; par malheur, quand on fait de la politique et non pas de l'histoire, les choses ne sont pas telles que la réalité les donnerait, mais telles que l'opinion se les représente. Dire pourtant que, dans la quinzaine qui a suivi la néfaste partie des élections on se serait tiré de la liquidation relativement à bon compte et en sauvant l'essentiel : la personne et la prérogative du maréchal, la seule qui en valût la peine, celle qui assurait contre toute revision jusqu'en 1880. Aujourd'hui!... Oh! l'esprit et l'à-propos, comme on en sent le mérite, surtout quand ils manquent!

XLVII

HYPOTHÈSE D'UNE SECONDE DISSOLUTION

Paris, 5 décembre 1877.

Je disais, il y a quelques jours, que, si nous ne marchions pas à une seconde dissolution, il faudrait en conclure que les conseilleurs toujours prépondérants à l'Élysée n'avaient ni plan ni dessein, chose qui n'était

Digitized by Google

pas supposable, quelque jugement qu'on voulût porter d'ailleurs sur la politique du 16 mai. J'avais vu juste, hélas ! Nous ne marchons pas à une nouvelle dissolution, nous y courons. Après la séance d'hier, après la déclaration faite par M. Jules Grévy, après la réplique de M. Gambetta à M. Rouher, la demande de dissolution semble désormais la première péripétie légale et constitutionnelle à laquelle la crise paraisse devoir arriver. Je ne dis pas qu'elle fournira une issue, ni un dénouement. Je continue cependant à raisonner dans l'hypothèse qu'on ne sortira pas de la lettre de la loi, du texte de la constitution ; cette hypothèse, au surplus, reste, à mes yeux, toujours vraisemblable. M. de Broglie entend bien toujours rester du bon côté de la loi. Je persiste, quant à moi, dans mon induction, à savoir que tout l'espoir de sa revanche repose sur l'idée que la Chambre résistera à une nouvelle dissolution, qu'elle la déclarera inconstitutionnelle et illégale ; d'où il résulterait qu'au pied de la lettre de la Constitution, ladite Chambre, dissoute par décret présidentiel autorisé de la majorité sénatoriale, devrait être considérée, en cas de résistance, comme un rassemblement factieux qu'on aurait incontestablement le droit de disperser par la force, quitte à mettre à Mazas ses membres les plus échauffés, qui ne seraient plus (c'est le point capital) couverts par l'inviolabité parlementaire.

M. de Broglie n'a pas manqué une occasion, sous l'Empire, de qualifier le 2 décembre avec la plus violente amertume; il a trop d'esprit pour vouloir l'imiter de point en point; son rêve serait d'obtenir un résultat analogue avec des procédés plus savants, et surtout en gar-

Digitized by Google

dant l'écorce d'une littérale légalité. N'oubliez jamais, si vous voulez le comprendre, l'éducation du personnage, l'étrange combinaison d'idées catholiques, de traditions parlementaires et de ressentiments aristocratiques qui constituent sa nature morale; tout son effort doit donc se concentrer sur ceci : irriter ses adversaires, attendre que cette irritation leur fasse commettre de fausses manœuvres, les provoquer à sortir de la lettre de la loi, puis tomber sur eux aussitôt qu'ils auront eu l'imprudence de se découvrir et de fournir le prétexte cherché.

Quand on considère la politique comme une bataille de partis intraitables, une telle idée doit se présenter naturellement; j'ajoute que de telles parties se gagnent quelquefois; l'histoire est pavée de succès de ce genre, spécialement l'histoire des républiques italiennes, pendant les interminables luttes des guelfes et des gibelins. Faut-il cependant se féliciter de voir renaître parmi nous cette conception de la politique, en même temps cauteleuse et implacable, au moment où l'on pouvait entrevoir l'avènement d'une politique basée sur la domination des opinions moyennes? Non, certes, et le succès même de l'entreprise dans laquelle M. de Broglie me paraît s'engager ne me ferait pas là-dessus changer de sentiment.

Je continue à le considérer, je ne m'en défends pas, comme l'inspirateur réel de la politique élyséenne; je répète que l'objectif, maintenant évident, de cette politique, est une seconde dissolution. Mais je ne saurais m'empêcher de penser que l'espoir de cette seconde dissolution repose, non pas sur d'autres élections, qu'on ne peut guère se flatter d'obtenir très différentes de celles d'octobre, même avec l'état de siège universel et l'accrois-

Digitized by Google

sement de tous les moyens coercitifs employés la dernière fois, mais bien sur l'expectative d'une résistance des républicains, fournissant contre eux l'occasion d'un 2 décembre, cette fois-ci strictement légal et rigoureusement constitutionnel.

N'oubliez pas qu'il y a eu au sujet de la résistance à une nouvelle dissolution des thèses fort imprudentes à maintes reprises soutenues par les feuilles républicaines; elles ont dit que, le cas échéant, on en contesterait la légitimité; on a parlé assez mystérieusement de précautions prises en vue de cette résistance, d'un certain local désigné dans une grande ville du Nord où la majorité de la Chambre dissoute, mais résistante, trouverait un point de réunion.

Si les choses en viennent à cette déplorable extrémité, il est douteux, suivant moi, qu'elles aboutissent à un succès parlementaire, quoique le courant de l'opinion soit manifestement dans le sens de la Chambre; mais ce sera probablement le signal de la guerre civile; la Constitution sera déchirée, et on aura réussi à la faire déchirer par ceux-là mêmes qui y trouvent en ce moment un inexpugnable abri.

Dans tous ces plans, il est malheureusement trop clair qu'on doit faire abstraction de la bonne foi. Si le litige que nous voyons aujourd'hui entrer dans sa phase la plus aiguë avait dû se résoudre par la bonne foi, nul doute que, dans la semaine qui a suivi les élections, il n'eût été aplani par un ministère de transaction que la Chambre eût trouvé installé lors de sa réunion; si la décision demandée à la nation avait été réclamée avec la seule idée de se conformer à la réponse, depuis longtemps, le pro-

Digitized by Google

cès serait clos ; le maréchal serait rentré dans l'irresponsabilité constitutionnelle dont les néfastes conseillers du 16 mai l'ont fait sortir ; il y serait rentré sans aucun doute amoindri et ébréché, conséquence inévitable d'incursions imprudentes et malheureuses, mais il s'y serait retrouvé avec une position encore importante et toujours investi de ce droit auquel les conservateurs auraient dû s'attacher uniquement : le droit de maintenir intégralement la Constitution jusqu'en 1880 ; avec ce droit et un Sénat dont le *véto* conservateur ne faisait pas doute, chaque fois qu'on eût voulu mettre en pratique des théories excessives, on pouvait faire, sans péril prochain, l'expérience de tous les ministères républicains qu'il eût convenu à la majorité de mettre en avant.

Aujourd'hui, il est vrai, on peut dire avec une apparence de raison que c'est justement pour maintenir l'intégrité de la Constitution que le maréchal s'est décidé à pousser la résistance à ses dernières limites, puisque, assure-t-on, c'est devant l'exigence de la majorité réclamant comme garantie la modification de l'article constitutionnel relatif à la dissolution, c'est devant cette exigence uniquement que la combinaison Dufaure ou Duclerc aurait échoué ; tout cela paraît incontestable. On voudra bien remarquer toutefois qu'il ressort de la déclaration faite hier à la Chambre par M. Léon Renault et des paroles très graves prononcés par le président Grévy que l'exigence de la majorité au sujet du droit de dissolution n'a pas été formulée au maréchal d'une manière officielle et absolue.

Je crois, quant à moi, néanmoins, que cette exigence existe ; on parviendrait peut-être, avec du bon vouloir, à

Digitized by Google

l'arrondir quant à la forme ; mais, quant au fond, c'est à savoir une garantie précise contre une dissolution soudaine, tout indique que la majorité ne s'en départira pas, et qu'aucun cabinet parlementaire ne sera possible avant que cette garantie ait été obtenue.

L'exigence est excessive et blessante? je le veux bien; mais qui est-ce qui l'a produite, sinon le spectacle des sept semaines écoulées depuis les élections? Ces sept semaines ont été uniquement employées par le gouvernement à tâcher de mettre en doute la signification du scrutin, à contester le sens de la manifestation du pays et à chercher des biais et des combinaisons pour ne pas obtempérer au jugement rendu et qu'on avait soi-même invoqué, en déclarant qu'il serait décisif alors que l'on croyait l'avoir pour soi.

De là est sortie cette défiance dont nous voyons aujourd'hui les résultats lamentables.

Maintenant, dernière question à se poser : le Sénat en arrivera-t-il à voter une seconde dissolution? Je réponds oui, très probablement, et ce qui m'autorise à le penser c'est le scrutin d'hier, qui a fait sénateurs inamovibles MM. de Larcy et Ferdinand Barrot à une majorité de douze et treize voix, plus que suffisante pour enlever la dissolution. La majorité demeure donc, au Sénat, très ferme à droite. Comme, en demandant la dissolution, le maréchal présentera rigoureusement l'alternative de sa démission ou de la dissolution, il est présumable que le Sénat votera comme la première fois.

Une seule chose pourrait faire démentir ce pronostic et donner raison à l'affirmation du duc Pasquier, celle-ci : Que le groupe constitutionnel eût envisagé l'éven-

Digitized by Google

tualité de la démission du maréchal comme favorable au but qu'il poursuit, c'est-à-dire qu'ayant pour la présidence un candidat de grande surface, il en arrivât à croire qu'au milieu de l'embarras des républicains, dénués de candidat imposant, aiguillonnés d'ailleurs par les inquiétudes que leur cause le bonapartisme, il devînt possible de faire triompher au Congrès ce successeur du maréchal, qui serait, lui aussi, à cheval avec chapeau bordé et grand cordon, de plus remarquablement intelligent et cultivé, immensément riche, et à qui on doit dire tout naturellement « monseigneur ».

Ce dénouement est sans aucun doute l'un des moins probables parmi tous ceux qui peuvent s'offrir à l'esprit; nous sommes dans un moment néanmoins où tous les coups de parti sont jouables, et bon nombre sont plus déraisonnables que celui-ci. J'ignore si on a été amené à s'entretenir de ce rêve entre sénateurs constitutionnels à la grande chasse où un certain nombre d'entre eux ont figuré récemment à Chantilly....

J'achevais cette lettre lorsque survient un visiteur bien informé, avisé, instruit, et, de plus, homme d'affaires. Voici son sentiment, beaucoup moins pessimiste que mes inductions, et voici également les raisons qu'il allègue, lesquelles sont d'ailleurs, plausibles à beaucoup d'égards : « Vous croyez, dit-il, que le duel de l'exécutif et du législatif est désormais inévitable; je vois les épées, j'accorde qu'on les a tirées de l'étui; ce sont des épées de premier ordre, et le combat avec elles serait inévitablement meurtrier; eh bien, je constate que le sacramentel : « Engagez, Messieurs ! » prononcé par le premier témoin, et qui ouvre seulement le combat, n'a encore,

Digitized by Google

grâce à Dieu! été prononcé par personne ayant pour cela qualité.

» Au contraire, après la manifestation du budget et la note Havas, ce qui s'est produit, c'est la déclaration Léon Renault, la déclaration plus importante du président Grévy et les notes officielles plus importante encore des groupes de la gauche sénatoriale. Que résulte-t-il de toutes ces manifestations? Ceci : que la condition de la révision de la Constitution, impliquant la nécessité des deux tiers pour le vote de la dissolution, n'a jamais été formulée d'une manière officielle et irréfragable. Que faut-il en inférer? C'est que tout accommodement sur ce chapitre n'est pas irrémédiablement interdit et qu'on peut encore arriver, sans modification constitutionnelle, sans Congrès, chose à laquelle, au surplus, quantité de membres de la gauche, M. Dufaure en tête, répugnent singulièrement, à trouver contre le péril d'une nouvelle dissolution une garantie qui finira par sembler suffisante.

» D'un autre côté, en ce qui touche la note présidentielle publiée par Havas, on sait qu'il existe une note de M. Duclerc, laissée, contrairement à la prudence habituelle du personnage, entre les mains du maréchal, dans laquelle note M. Duclerc, en son nom personnel et sans mandat, indiquait cette modification constitutionnelle dans le sens des deux tiers, comme une des exigences probables des républicains; c'est sur cette note que les conseillers de la résistance à l'Élysée se sont fondés pour envoyer à Havas la communication qui a tant ému; ces débats autorisent à soutenir qu'il n'y a eu ni duplicité, ni mauvaise foi, ni piège tendu.

Digitized by Google

» On est sur le terrain, ajoute en terminant mon interlocuteur, les armes sont en mains, et pourtant je parie finalement en faveur du déjeuner. Il sera assez guindé probablement et d'une cordialité modérée, peu importe! A l'extrême dernier moment on s'entendra juste assez pour ne pas se battre. »

Tel est l'avis d'un optimiste. Ainsi soit-il!

XLVIII

L'IRRÉSOLUTION

Paris, 5 décembre 1877.

Je songe à un certain mot du duc de Guise, le grand Balafré, et, quoique au milieu de la mesquinerie actuelle des hommes, que la gravité des circonstances ne sert qu'à faire ressortir, le souvenir de ces physionomies héroïques semble n'avoir pour résultat que de rendre plus amer le spectacle de nos infirmités, on ne parvient pas à le chasser quand on a pris l'habitude de vivre dans le monde de l'histoire. « Coligny! Coligny! défenseur de la foi! » s'écrie Marcel dans *les Huguenots;* l'écho renvoie dans la nuit lointaine cet autre cri de guerre : « Guise! Guise! » et ces clameurs historiques évoquent dans l'esprit mille images de majestueuses discordes, de luttes implacables et gigantesques dans lesquelles, c'est là le trait saillant, si douloureusement grandioses qu'aient été les

Digitized by Google

événements, jamais dans aucun des camps les hommes ne s'y montrèrent disproportionnés.

C'est à ce cycle réellement homérique que se rapporte l'aphorisme du grand Balafré; tous les hommes qui se piquent de politique devraient l'inscrire sur la muraille de leur chambre, et le méditer, soir et matin, à la façon de ces fragments de l'*Imitation* dont les religieux tapissent leur cellule. « Ce que je n'ai pas su résoudre en cinq minutes, disait Guise, je ne le déciderai de ma vie. »

Certes, *l'Irrésolu* est une assez jolie comédie, encore qu'un peu traînante, et qui n'offre d'irrésistiblement comique que le classique dernier vers :

« J'aurais mieux fait, je crois, d'épouser Célimène. »

L'Irrésolu s'est décidé si tard et après tant de va-et-vient, qu'il semble très probable que le ménage marchera mal; mieux eût valu pour lui choisir le dénouement du *Misanthrope* et fuir au désert dans l'*endroit écarté* d'Alceste; vous me direz que c'est là une résolution, le mariage n'en est pas une, c'est la capitulation finale d'une âme molle et harassée.

C'est pourquoi, remarquons-le en passant, le type de *l'Irrésolu* n'offre jamais qu'un comique tiède et à fleur de peau; il a moins de peine à prendre la forme tragique. Hamlet est un irrésolu si foncièrement irrésolu, qu'il est nécessaire que l'ombre paternelle sorte de l'éternité pour le décider à l'action, et encore il hésite jusqu'à la fin; il passe son temps à envelopper ses doutes d'admirables dissertations. Tous les philosophes sont irrésolus; au moins ceux-là ont de belles raisons; ils ont pénétré le

Digitized by Google

pour et le contre de tous les partis, quoi qu'ils fassent, ils en prévoient les conséquences; ce qui les incline trop souvent à ne rien faire et à attendre que le courant les pousse.

Autre irrésolu tragique, Pyrrhus; celui-ci pourtant, emporté, comme nous le voyons, par une passion souveraine, n'hésite pas sur ce qu'il veut; s'il fait mine d'aller d'Hermione à Andromaque, ce sont les alternatives du dépit; il a toujours en réalité poursuivi une seule et même chose, et il en meurt, très bravement, ma foi! Ne trouvez-vous pas qu'à tout prendre il est le plus attrayant personnage de la tragédie, plus intéressant même que la languissante Andromaque? Pourtant, dans l'exécution, il est toujours sacrifié, comme la tendre Aricie de *Phèdre*, comme l'Infante du *Cid*. On s'imagine que la tragédie est un art monarchique; les princes et princesses cependant n'y ont jamais fait heureuse figure; c'est le seigneur, l'homme de qualité, qui y tient partout le premier rang.

Excusez cette digression de critique; nous sommes dans la situation de spectateurs ennuyés et agacés, obligés d'assister aux interminables péripéties d'une pièce trop longue jouée par de médiocres acteurs, et, dans l'intervalle des scènes de cette tragi-comédie démesurément traînante, nous nous rappelons malgré nous nos classiques, et nous occupons notre ennui à analyser des caractères et à leur chercher des rapprochements.

A coup sûr, le maréchal, qui est un brave soldat, n'a jamais ouï parler de l'aphorisme de l'ancien Guise, et les jeunes gens bien élevés qui l'environnent et même le bloquent, n'ayant, dit-on, que la tradition superficielle qui constitue chez nous la fine fleur de l'éducation diplo-

Digitized by Google

matique, n'ont pas été à même d'attirer son attention sur ces enseignements du passé.

La maxime demeure nonobstant profonde et juste : « Ce que je n'ai pas su résoudre en cinq minutes, je ne le déciderai de ma vie. » Hélas! nous ne le voyons que trop. Le maréchal, après les élections, avait plus de cinq minutes pour se décider; mais il fallait se résoudre ou à céder franchement, ou à résister carrément, ou à se démettre galamment.

Le malheur, c'est que ce réprouvé de Gambetta l'avait dit; on ne s'imagine pas la quantité de choses que rend difficiles pour les petits préjugés la clairvoyance de certains hommes qui bravent « l'impardonnable fait d'avoir trop tôt raison ».

En face de la formule tranchante de Gambetta, on s'est résolu à quoi? A jouer sur nouveaux frais *l'Irrésolu*. Le bon vouloir, l'honnêteté des intentions, tout au moins en ce qui concerne le maréchal personnellement, ne peuvent pas être réellement mis en doute; on peut assurer que, pour son compte, il regarde cette situation comme assommante; il l'a dit à M. de Lesseps, en ajoutant que ce n'est pas lui qu'il faudrait convaincre; le correspondant du *Times* raconte le propos avec une liberté anglaise que certainement je ne voudrais pas imiter. Le même sentiment s'est fait jour dans l'entrevue avec le président du tribunal de commerce, M. Houette, sous une forme très simple, si l'on veut soldatesque. *Sancta simplicitas!* Preuve non douteuse de l'innocence et de l'inviolable honnêteté de cette âme sans complication, que tout ce qui l'entoure tiraille avec une persévérance décousue qui finit par inspirer une pitié profonde.

Digitized by Google

Quoi qu'il en soit, nous en sommes au troisième ou quatrième acte de *l'Irrésolu*. La péripétie principale a été fournie par la note de l'*Agence Havas* et par le petit papier de M. Duclerc; cette combinaison n'a pas été fort goûtée; elle a eu cependant pour résultat de faire voir que l'Élysée ne voulait pas s'engager, mais qu'il voudrait bien amener son adversaire à s'engager. Toutefois, l'adversaire a agi fort habilement; il a riposté qu'aucun programme de ce genre n'avait été demandé dans de telles conditions.

Remarquez incidemment à quel point toute cette politique a pris la tournure et les procédés des affaires des coteries de salon, de club; toutes ces allées et venues, tous ces pourparlers, toutes ces entremises, tous ces billets du matin ressemblent à des négociations de société; on dirait qu'il s'agit d'obtenir une invitation pour une jolie bourgeoise au bal de la duchesse ou de faire recevoir au Jockey-Club un jeune homme dont le père a gagné des millions dans la droguerie.

Bref, on a rappelé ce matin M. Dufaure; c'est à ce point que nous en sommes. M. Dufaure, qui est de l'Académie et classique nourri aux bonnes sources, aurait pu dire au maréchal en revenant :

Me quitter, me reprendre et me quitter encore.

C'est du Racine, on le sait, et, quand on met le pied dans ce jardin, comme je l'ai fait imprudemment au cours de cette lettre, il est difficile de se dégager des enchantements de la mémoire.

M. Dufaure, assure-t-on, sans reproche aucun, s'est

Digitized by Google

borné à déclarer qu'il avait eu trop de souci et avalé trop de couleuvres, et particulièrement des couleuvres radicales, pour être bien pressé de se remettre à un pareil régime; que cependant on pouvait tâter le terrain et voir ce que la majorité des gauches exigeait précisément. Tenez pour certain qu'elle exigera, comme condition *sine qua non*, je ne dis pas le Congrès et la revision de la Constitution sur l'article de la dissolution, mais assurément une garantie formelle contre la possibilité d'un nouveau 16 mai. Comment formuler cette garantie? J'avoue que le procédé m'en échappe; les optimistes répondent que le parlementarisme a justement été imaginé pour tourner des difficultés de ce genre.

Quoi qu'il en soit, c'est là-dessus qu'a été immédiatement érigée l'hypothèse du ministère Dufaure, Batbie, Waddington, Berthaut (de Caen), Léon Say, ministère qui faisait tantôt la joie et la hausse de la Bourse. Les gens de mauvaise humeur disaient : « Non ! non ! cela ne s'arrangera pas. — Mais alors, que fera-t-on? — La dissolution, disaient alors ceux qui ne doutent de rien. » Eh bien, soit; mais la dissolution, qui n'est pas impossible, n'accommodera encore rien en temps utile d'ici au 1er janvier; impossible de se défaire de cette Chambre, d'en avoir une nouvelle et un budget en règle. Eh bien, alors? Ah ! alors...

Digitized by Google

XLIX

IL FAUT SE RÉSIGNER

Paris, 7 décembre 1877.

Il est superflu de vous transmettre d'amples détails sur les pourparlers et les négociations qui se poursuivent en ce moment pour constituer le ministère Dufaure. Tous ces détails vous sont déjà connus, les journaux en regorgent et le télégraphe vous en aura très probablement transmis le dénouement avant que la poste ait pu vous apporter cette lettre.

Du moment que la résignation du maréchal à la force des choses est un principe acquis, il n'est guère possible que l'accommodement n'aboutisse pas. Au milieu des péripéties de cette crise interminable, je me suis attaché à reproduire les alternatives que le sentiment général a traversées, et, plus encore, à mettre en lumière la force de logique qui a gouverné ces événements; logique d'autant plus impérieuse qu'il ne s'est trouvé nulle part, dans le parti de la résistance, de caractère assez pénétrant ou assez bien trempé soit pour comprendre la situation, soit pour en contrarier le développement par une initiative périlleuse, mais qui pouvait, comme tous les partis périlleux, donner naissance à des résultats inattendus.

Digitized by Google

Je n'ai cessé de répéter que, depuis les élections, et à plus forte raison depuis celles des conseils généraux, qui avaient confirmé, en l'aggravant, le sens des élections législatives, le maréchal n'avait devant lui que trois marches possibles : la retraite, l'acceptation franche et formelle du résultat électoral, ou enfin la poursuite d'une seconde dissolution, uniquement fondée sur l'espoir que la majorité républicaine se risquant à y résister, on y trouverait l'occasion d'un 2 décembre à écorce légale, à excuse constitutionnelle.

Les deux premiers partis étaient ce qu'on peut appeler l'alternative de la politique directe; le troisième, dont les hasards et les chances adverses étaient innombrables, appartenait à un autre ordre de spéculation que les moralistes actuels envisagent en général avec sévérité. Je ne veux pas rechercher jusqu'à quel point le parti républicain, dont l'histoire est un tissu de conspirations, de coups de force et de surprises, serait fondé à se montrer aujourd'hui aussi sévère; ce qui est certain, c'est le sentiment en ce moment dominant, dans l'opinion moyenne, sur le compte d'une nouvelle dissolution, soit qu'elle dût conduire régulièrement à de troisièmes élections, soit qu'elle pût engendrer, par suite de la résistance de la Chambre, un prétexte à coup d'État; à cet égard, il est impossible d'imaginer rien de plus formel et de plus répulsif que le sentiment général.

J'hésite à croire, d'ailleurs, que le maréchal personnellement ait jamais envisagé la dissolution dans le sens que j'indique ici; son honnêteté ne peut pas faire doute pour quiconque a suivi avec réflexion la triste comédie qui s'achève sous nos yeux; mais de même, il est non moins

Digitized by Google

évident que, chez lui, le raisonnement politique procède avec une regrettable lenteur. On lui a fait faire le 16 mai en surexcitant chez lui certains sentiments ou plutôt certains préjugés en quelque sorte mondains, ce que j'appelle le cycle des idées de salons, et en mettant en jeu pour la défense de ces idées un instinct très noble et très pur qui domine de très haut l'inexpérience ordinaire de son jugement : l'instinct de l'honneur et le respect des engagements par lesquels il se croyait lié envers les conservateurs qui l'avaient choisi pour défenseur et pour chef.

Les quelques personnes qui l'ont entrevu pendant cette crise, et qui pensent avoir deviné ses impressions n'en ont, en somme, jamais senti qu'une seule qui fût nette et bien formulée; elle se résumait ainsi : « Je ne saurais abandonner les conservateurs; ce sont eux qui m'ont nommé; je suis leur délégué, je suis un homme de droite, je ne puis gouverner qu'avec la droite. » C'est en exploitant cette honnête chevalerie, cette sorte de fidélité militaire à un drapeau de parti, que les imprudents inspirateurs du 16 mai l'ont amené durant la période électorale, sans qu'il se doutât de l'incroyable gravité de son action, à rompre derrière lui de ses propres mains tous les ponts qui lui étaient indispensables pour opérer sa retraite en cas d'insuccès. Eux, en cas de déroute, n'avaient rien à ménager; mais le maréchal, même après des élections défavorables, était muni d'une prérogative constitutionnelle qui survivait aux élections; il eût dû avant tout s'attacher à ne pas la laisser compromettre au bénéfice de partis qui, tout compte fait, utilisaient à leur seul profit sa loyale imprévoyance, et qui, en faisant

Digitized by Google

grand tapage de leur dévouement à sa personne, n'étaient en réalité attentifs qu'à leur propre intérêt.

Depuis six mois, j'ai entendu de bien des côtés juger ce digne galant homme avec une extraordinaire aigreur; dans ces derniers temps, ces critiques ont redoublé d'amertume; aujourd'hui, elles changent de camp : les états-majors censervateurs commencent contre lui un concert de récriminations qui arrivera d'ici à quelques jours à son *summum* d'intensité, aussitôt que le désarmement de la politique de résistance sera définitif et opéré sans espoir de retour.

Les récriminations, celles surtout des conservateurs enragés qui semblent avoir pris pour devise le classique « Abimons tout plutôt, c'est l'esprit de l'Église, » me confirment dans cette idée, qu'en toute cette lamentable histoire, le maréchal est peut-être le seul, parmi ceux qui se rangeaient si bruyamment derrière lui, qui aît agi de franc jeu et en dehors de toute espèce de préoccupation personnelle. Sa franchise, qui manquait de perspicacité politique, l'a exposé maintes fois à risquer d'énormes imprudences qui étaient de sa part l'effet d'une sorte de naïveté chevaleresque et qui devenaient, au point de vue de son intérêt, une véritable duperie.

En ce moment, je commence à voir naître dans les rangs de certains états-majors conservateurs un sentiment de déconvenue violente; on dirait volontiers au maréchal : « Comment! vous ne vous êtes pas fait tuer pour nous! Nous y comptions! » Le maréchal n'est pas un cynique spirituel et acéré comme le fut jadis le président Dupin. Quand on lui fit le reproche d'avoir, en 1851, si facilement abandonné l'Assemblée à son sort : « Soyez certains, ré-

Digitized by Google

pondit-il en ricanant, que, si j'avais eu quatre hommes et un caporal, je les aurais fait tuer !

On réplique, je le sais, que le maréchal avait à sa disposition tous les hommes et tous les caporaux de l'armée française; admettons-le, quoique, pour une entreprise aussi manifestement illégale que celle qu'on va lui reprocher tout à l'heure de ne pas avoir risquée, on puisse concevoir quelques doutes quant à l'unanimité des hommes et des caporaux; mais, même en supposant qu'aucune hésitation ne se fût produite, je m'imagine qu'on s'était mal rendu compte du tempérament moral du duc de Magenta en calculant qu'il sortirait de l'inextricable embarras dans lequel on l'avait plongé à l'aide de cette effraction; on s'écrie : « Il était engagé envers les conservateurs ! » Je ne dis pas non, mais il s'était non moins solennellement et non moins souvent engagé à ne franchir sous aucun prétexte les limites de la Constitution.

Cela étant et la solution extralégale se trouvant de la sorte supprimée, je défie qu'on trouve autre chose que l'un des trois points spécifiés ci-dessus : la résignation, la démission ou la dissolution. Mais la dissolution elle-même s'est trouvée éliminée avant-hier. Lorsque M. Batbie, au nom du groupe constitutionnel sénatorial, est venu déclarer que, quant à présent, ce groupe, qui décide la majorité, se refusait à la dissolution, ce parti décisif m'a surpris de sa part au lendemain de l'élection de MM. de Larcy et Ferdinand Barrot; mais enfin le fait paraît hors de conteste.

Donc, coup de main et dissolution étant hors de cause, que faire, je le demande? J'entends des conservateurs exaspérés qui répondent : « Se démettre et laisser les

Digitized by Google

républicains se débrouiller à leur compte dans un gâchis que nous ferons de notre mieux pour empirer. » C'est un jeu de purs partisans; je le crois terrible, et généralement il tourne contre ceux qui le jouent. Ce qui ressort de plus clair dans l'histoire de la Révolution, quand on l'étudie du côté de la résistance, c'est que rien n'a mieux servi sa marche et irrité sa terrible force que la maxime « Le bien sortira de l'excès du mal, » qui a dirigé la conduite de l'émigration. Sans doute, le bien, c'est-à-dire l'autorité, a fini par sortir du chaos révolutionnaire; mais ce bien fut quelque chose d'absolument imprévu dont la cour et l'émigration n'avaient pas l'idée : ce fut le consulat et Bonaparte, un soldat de génie plongé jusqu'au cou dans la cause de la Révolution, au moment où les bons royalistes attisaient le mal pour en faire sortir le bien.

Ma conclusion, c'est qu'en somme, nonobstant clameur de haro, il n'était pas loisible au maréchal de faire autre chose que de se résigner. Le malheur, c'est qu'il l'ait fait si tard et qu'il se croie forcé d'environner sa résignation inévitable de quelques façons dernières. Quant à se retirer, si les conservateurs étaient prévoyants et moins égoïstes, ils devraient lui savoir un gré extrême de n'en pas prendre le parti. S'il ne s'agissait que de son agrément personnel, nul doute que la Forêt, par ce doux hiver où la chasse est délicieuse, où le passage des bécasses est en pleine floraison, ne fût en tout point préférable aux pourparlers, aux conférences sans fin avec toutes les nuances de la gauche parlementaire. Quelle vie pour un homme de grand air, aimant le cheval et le bois!

Digitized by Google

Reste la question des garanties contre un nouveau 16 mai; il est clair qu'on ne peut pas ne pas exiger; où en est-elle? C'est le point délicat, la pierre toujours possible d'achoppement. A l'heure actuelle, on dit encore que rien n'est fini. On a renoncé au Congrès, à la modification de la Constitution; le plus pratique, c'est d'en arriver à un message portant engagement formel de ne congédier dorénavant un ministère qu'au cas où ce ministère aurait été manifestement renversé par les Chambres.

Remarquez que cette combinaison aurait le double avantage de lier le président d'un côté, mais aussi d'imposer à la majorité la modération, puisqu'il ne pourrait revenir à la droite, en supposant que l'expérience actuelle lui en ait laissé l'envie, qu'après que la Chambre l'aurait elle-même débarrassé du centre gauche et de la gauche. S'il doit y avoir un dénouement régulier tout à l'heure, et je le crois, ce sera le dénouement.

L

LES FAUX-FUYANTS

Paris, 8 décembre.

Tout est rompu, vous le savez. La combinaison Dufaure est à vau-l'eau, et le gâchis dans lequel nous nous noyons depuis six semaines est devenu plus répugnant, plus lamentable, plus décourageant que jamais.

Digitized by Google

Une note d'*Havas*, parvenue hier soir, à minuit, aux journaux, a fait connaître la dernière décision de l'Élysée. Personne ne croira utile de discuter les allégations de cette note; les raisons alléguées pour rompre la combinaison Dufaure sont des prétextes de la dernière catégorie qui ne comportent pas une minute d'examen sérieux.

Le maréchal avait consenti à des concessions autrement graves que celles devant lesquelles on l'a fait cabrer à la dernière heure; il avait accepté les propositions Bardoux sur l'état de siège et le colportage, il avait accepté le désaveu des fonctionnaires, il avait accepté en principe le message dans lequel l'engagement de ne pas recourir à un nouveau 16 mai aurait été libellé, et c'est après toutes ces résignations, qui n'étaient d'ailleurs que l'expression d'une inéluctable nécessité, c'est après qu'il avait déjà essuyé la première bordée de l'exaspération des conservateurs exaspérés, qu'on le fait revenir à cette prétention d'excepter de la loi parlementaire trois portefeuilles : affaires étrangères, guerre, marine, lesquels, lui fait-on dire, doivent être soustraits aux oscillations des partis.

Mais alors il eût fallu commencer par donner soi-même l'exemple de cette fixité; il fallait conserver le général Berthaut, qui n'était ni sénateur, ni député, et qui n'était intervenu dans la politique qu'une seule fois et pour dire, aux applaudissements de tous les partis, que sa préoccupation unique était de maintenir l'armée en dehors de toutes nos discordes; il avait mis en pratique la théorie que le maréchal invoque, et à ce moment il n'y eut qu'une clameur autour de l'Élysée : «Le ministre

Digitized by Google

de la guerre est devenu impossible, il s'est compromis! » bref, on s'en défit, et voici que maintenant on s'en réfère à cette même idée que le général Berthaut représentait et qui lui a valu son congé.

La prétention de soustraire quelques portefeuilles à la loi parlementaire dans un régime parlementaire et constitutionnel, n'est soutenable qu'à l'égard de la guerre et de la marine, et encore, en examinant la chose avec bonne foi, on verrait qu'il y a un départ à faire entre le ministre politique, responsable, et le commandant en chef, le major général chef militaire, qui ne doit pas changer au gré de la fluctuation des partis. C'est ce qui a lieu en Angleterre, où nous voyons un ministre de la guerre au Parlement, tantôt wigh, tantôt tory, suivant la couleur du cabinet, et un commandant en chef qui est depuis plus de vingt ans le duc de Cambridge; même combinaison pour l'amirauté. Quant aux affaires étrangères, en soustraire le ministre à la règle parlementaire semblerait en Angleterre, en Belgique, en Italie, dans tous les pays constitutionnels, une plaisanterie à laquelle les politiques les plus simples dédaigneraient de répondre.

Mais enfin, en admettant ces naïfs paradoxes, il eût fallu au moins, pour avoir le droit de les soutenir, les avoir soi-même fidèlement appliqués; il fallait alors conserver le général Berthaut, l'amiral Gicquel; il fallait garder le duc Decazes. On ne l'a pas fait, et, à présent, dans l'incompréhensible espoir de gagner deux ou trois jours, on fait appel à cette idée bizarre d'inaugurer des ministres parlementaires et des ministres césariens, absolument comme il existait sous l'empire romain des provinces de César et des provinces du Sénat.

Digitized by Google

Si une telle idée était sérieuse, si elle pouvait être prise pour autre chose qu'un de ces prétextes quelconques qu'au dernier moment on invoque afin de se dérober à la signature du contrat, il faudrait se demander quelle frivolité passionnée finit toujours par avoir le dernier mot à l'Élysée.

Car, enfin, où se flatte-t-on d'en arriver? à une dissolution? Mais la dissolution ne remédierait à rien; en supposant qu'on l'obtienne du Sénat, ce qui est, dit-on, désormais improbable, on ne pourra pas, d'ici au 1er janvier, avoir une nouvelle Chambre. Quant à arracher à la majorité actuelle le budget ou même un vote de douzième provisoire, moins que jamais on n'y doit songer. Après une mystification enfantine et blessante comme celle d'hier soir, la Chambre est persuadée qu'elle ne peut plus avoir aucune confiance en l'Élysée; elle ne se dessaisira pas de l'arme terrible dont elle est munie, et j'ajoute que le courant de plus en plus vif de l'opinion est dans son sens.

J'en reviens donc à toutes les questions de mes dernières lettres : où va-t-on et que veut-on? Faire voter par le Sénat un douzième provisoire, le faire décréter par le conseil d'État? simples puérilités; ce sont là des coups d'État de papier mâché; on sort de la Constitution, on sort de la légalité, on court tous les risques que comporte une semblable hardiesse; il faut associer à ce péril deux corps qui ont tout à perdre en s'y associant, rien à gagner si par impossible on aboutissait à un succès; si l'on en est là, autant essayer le coup d'État classique, celui des gendarmes; on ne le veut pas, on ne le peut pas, on ne l'ose pas... Encore une fois, où va-t-on et que veut-on?

Digitized by Google

Je m'aperçois, à mesure que l'incohérence et l'irrésolution gouvernementales m'obligent à tourner plus longtemps dans ce manège de redoutable niaiserie; que, dans tous les raisonnements, dans toutes les inductions que je vous transmets depuis le début de cette crise, je n'ai pas pu m'empêcher de maintenir une part assez large au bon sens et au raisonnement. A maintes reprises j'ai dit : Il faudra en arriver à un accommodement et à la résignation; le malheur, c'est que plus cette résignation sera tardive, plus on sera forcé d'en augmenter l'humiliation. Alors je m'appliquai à vous démontrer les impossibilités insurmontables de tout autre parti. Ces impossibilités, ajoutai-je, qui frappent à ce point un observateur désintéressé, que tout le monde saisit, que tout le monde énumère, comment croire qu'elles ne finissent pas par être également sensibles à celui qu'elles intéressent le plus ?

En vous écrivant hier au moment où la résignation paraissait acquise, j'énumérais encore toutes les inéluctables raisons qui avaient forcé le maréchal à l'accepter; je le louais de sa résolution, si lente qu'elle ait été à venir, et j'ajoutais que les conservateurs, qui commençaient à la même heure à le couvrir d'imprécations, étaient, à mon gré, bien aveugles et bien imprudents; car, en définitive, c'était encore, même pour les intérêts conservateurs, si entamés par leur faute, si en déroute par suite de leur stratégie déplorable, — c'était encore un point essentiel que de sauver la personne du maréchal, de gagner deux ans sans remaniement intégral de la Constitution.

De toutes ces réflexions, je n'ai rien à retirer, mais ce que je suis forcé de reconnaître, c'est que toutes mes inductions étaient fondées sur le raisonnement. Si lente-

Digitized by Google

ment qu'il agisse, disais-je, il agit; je me trompais. Le raisonnement n'est pour rien dans tout ce que nous voyons; on raconte, par exemple, que le maréchal, qui avait accepté toutes les conditions du cabinet Dufaure, s'est cabré quand sa maison militaire est venue lui offrir sa démission à la nouvelle que le général Gresley devenait ministre de la guerre; le général Gresley était le chef d'état-major du général Berthaut; il passe pour le plus décidé parmi les officiers généraux composant ce qu'on appelle la nouvelle armée dont le *Bulletin de la réunion des officiers* est l'organe. Cette antipathie est donc le résultat de visées particulières qui échappent à cet ordre général qu'on appelle le raisonnement politique. On a tout cédé parce qu'on est parvenu à voir qu'on ne pouvait faire autrement; on reprend tout, quitte à ne pas savoir quel parti on prendra demain, sous une impression nerveuse, pour ainsi dire domestique.

La plupart des récriminations des conservateurs sont malheureusement à peu près du même ordre que l'incident que je viens d'indiquer, on s'élève amèrement contre le comité des 18, le comité de salut public, ainsi qu'on dit, contre l'intolérance de la majorité; on dit qu'elle n'a jamais poursuivi qu'un but : forcer la démission du maréchal. Eh bien, après? quand tout cela serait exact au pied de la lettre, quoiqu'il y ait sur quelques points à en rabattre, au lieu de perdre des journées en lamentations et en déclamations, des esprits politiques auraient examiné quelle était la force réelle de cette majorité, et, s'ils avaient compris, ainsi qu'il était vrai, que constitutionnellement elle était irrésistible, ils auraient examiné sans désemparer s'il était possible de

Digitized by Google

sortir de la Constitution, et, s'ils avaient reconnu qu'on ne le pouvait pas, qu'on courait un risque disproportionné, ils auraient fait résolument la part du feu.

C'était là du simple raisonnement, c'est à quoi on a le moins songé; on n'a pas raisonné, on a gémi ou l'on s'est fâché, et nous en sommes à ceci : que la démission même, qui peut en quelques heures devenir inévitable, sera le plus triste et le plus impitoyable des dénouements, et de plus le point de départ d'une nouvelle crise dans laquelle les conservateurs achèveront de perdre ce qu'il leur était, il y a trois semaines, encore facile, très facile de sauver.

LI

LA TOUTE-PUISSANCE DE L'OPINION

Paris, 14 décembre 1877.

Il est difficile, je le crois, d'apprécier à distance les sentiments qui dominent dans une population aussi intelligente et dont la compréhension est aussi rapide que celle de Paris. Pour moi, qui l'observe depuis ma première jeunesse, dont les voyages n'ont été que des entr'actes dans une vie toujours parisienne et bien placée pour l'observation, je vous assure, sans aucune exagération, que jamais, à aucun moment, je n'ai vu le sentiment public, plus irrité, plus profondément froissé qu'il ne l'est en ce moment.

Je me souviens de 1848; j'ai suivi, avec l'attention pas-

Digitized by Google

sionnée propre à la vingtième année, la phase agitée qui a précédé le 2 décembre 1851; je sens encore la poussée de haine et d'ironie qui s'empara du boulevard dans les deux dernières années de l'Empire et dont *la Lanterne* de Rochefort fut l'expression. A ces moments mêmes, l'état de l'opinion parisienne n'était pas comparable à celui que je constate en ce moment; alors, s'il y avait d'un côté une explosion véhémente d'animosité, on sentait de l'autre côté des opinions énergiques, un puissant organisme gouvernemental auquel d'innombrables intérêts étaient rattachés de longue date. Rien de pareil aujourd'hui.

A la suite de la déception provoquée par la fausse entrée du cabinet Dufaure, on peut attester que, dans l'agglomération parisienne, il n'existe plus actuellement un seul noyau qui réponde à l'ensemble d'idées que nous avons jusqu'à présent réunies sous le titre d'opinions conservatrices. Je rencontre, chaque jour, des notaires, des avoués, des médecins, des négociants, le nerf jusqu'ici du conservatisme parisien, qui émettent à voix haute sur la politique élyséenne des jugements dont l'âpreté nous eût semblé, il y a quelques mois, à sa place seulement dans les journaux les plus avancés.

Je vous disais, il y a quelques jours, que le 16 mai avait enfoncé la République dans les classes les plus récalcitrantes, comme ces masses pesantes à l'aide desquelles les ingénieurs enfoncent les pilotis dans un sol incertain. Depuis les élections, je vois, avec une inquiétude qui devient plus anxieuse d'heure en heure, que ce que le gouvernement a fait pour la République, il est en train de le faire pour les idées radicales.

Digitized by Google

Si vous essayez de décomposer les impressions qui se combinent présentement dans l'opinion moyenne, vous y trouverez d'abord le sentiment d'une déception amère et irritée. On avait cru que les élections seraient une solution: on s'est aperçu peu à peu que le gouvernement n'avait eu depuis lors qu'une étude : rendre impossibles toutes les solutions qui s'offraient naturellement à l'esprit. Une transaction était le dénouement qu'espérait le plus grand nombre; au début, on aurait pu l'effectuer à assez bon compte; jusqu'à ces derniers jours, l'opinion s'y est rattachée avec une sorte de confiance désespérée; aujourd'hui, elle n'y croit plus. Avant que le maréchal eût dit au duc Pasquier la cruelle parole parfaitement exacte que les récits des journaux nous font connaitre et que *le Soleil*, organe certain du président du Sénat et des constitutionnels, ratifie ce matin : « Je ne veux ni transaction ni conciliation, j'irai jusqu'au bout ! » l'opinion générale était convaincue que l'Élysée avait pris son parti de pousser la résistance à sa plus extrême limite.

On ne voyait plus qu'une solution, à laquelle se rattachaient en désespoir de cause ceux mêmes qui, il y a quelques jours, l'envisageaient avec le plus d'effroi : la démission de M. de Mac-Mahon. C'est probablement une illusion d'y compter. On s'était dit : « Le maréchal sent bien lui-même que sa situation est devenue inextricable ; il n'a pas voulu se soumettre, il a cru son honneur engagé par les engagements imprudents que les conseillers du 16 mai lui ont fait prendre; c'est un grand malheur; mais enfin soit; nous n'en sommes plus à compter sur la perspicacité de son esprit politique; il ne veut pas se démettre purement et simplement; il a besoin d'une raison

Digitized by Google

irréfragable qu'il puisse se donner à lui-même pour justifier son départ; cette raison, le refus du Sénat d'accorder la dissolution la fournira aussi complète que possible. »

Ce refus semblait de plus en plus probable; l'attitude du groupe constitutionnel dans la réunion chez M. de Bondy, la déclaration de MM. Bocher et Lambert Sainte-Croix faisaient penser que le Sénat, mis en demeure, ne fournirait pas une majorité dissolutionniste. D'autres indices corroboraient cette induction. Un article très signicatif de M. de Mayol de Luppé dans *l'Union*, dont la vrai conclusion était en somme celle-ci: « Nous ne voterons la dissolution qu'à la condition d'être, cette fois, certains que le renvoi de la Chambre sera la préface d'une restauration! — cet article autorisait à penser qu'un certain nombre de voix légitimistes de l'extrême droite s'associeraient au vote des constitutionnels. On parlait d'une lettre du comte de Chambord dans ce sens, et je crois, pour ma part, d'après des informations qui m'ont rarement trompé, que c'est en vertu d'instructions de Frohsdorff que l'article de *l'Union* a été écrit.

D'autres défections semblaient présumables au Sénat. Tous les bonapartistes n'étaient pas, tant s'en faut, décidés à une nouvelle dissolution, à moins que le lendemain ne fût garanti à leur bénéfice. Bonapartistes et légitimistes disaient donc en somme: « Nous dissoudrons, mais à la condition *sine qua non* d'en profiter. » L'engagement était impossible, l'engagement légitimiste excluant l'engagement bonapartiste, et réciproquement.

On concluait donc à la non-acceptation de la dissolution par le Sénat, laquelle entraînait la démission du maré-

Digitized by Google

chal; il aurait été de la sorte jusqu'au bout de la légalité, et il ne se retirait que devant une impossibilité positive de marcher plus loin sans entamer le texte de la Constitution. La retraite demeurait correcte, honorable pour lui-même, en ce sens qu'elle donnait satisfaction aux scrupules dans lesquels on le croyait immobilisé.

Je crains fort qu'il ne faille renoncer à l'espoir de cette solution, qui paraissait, il y a quinze jours, une extrémité funeste et qui aujourd'hui eût semblé un énorme soulagement. Demain, nous aurons un ministère Batbie, avec quelques noms changés, l'honorable comte Daru par exemple en moins; un sénateur de renom doucement bonapartiste, nommé M. Jahan, à l'instruction publique.

Je ne crois pas me tromper en assurant que le plan de ce cabinet ne sera pas de demander la dissolution tout au moins immédiatement; il se présentera à la Chambre et adjurera solennellement la majorité de voter le budget; il reviendra trois fois à la charge avec quelque intervalle; il s'efforcera entre temps d'arracher au Sénat un vote de confiance ou de semi-confiance; on arrivera ainsi au 1er janvier sans budget; on espère que le pays sera terrifié par cette perspective de l'interruption de la plupart des services publics et que c'est à la majorité et non pas au gouvernement qu'il en fera remonter la responsabilité.

On compte aller au milieu de cet effarement et de cet effroi ou bien obtenir du Sénat la dissolution; on compte, ainsi que je vous l'ai maintes fois indiqué, que la Chambre résistera. On a dès lors le droit de faire un 2 décembre constitutionnel; après quoi, on pourrait tenter un plébiscite; mais sur quoi porterait ce plébiscite? Sur la

Digitized by Google

prorogation des pouvoirs du maréchal. Voilà où nous en sommes. Quoi qu'on fasse, on aboutit à une illégalité irréfragable et très probablement à la guerre civile. Ce sera l'épilogue du 16 mai.

Je n'y fais qu'une objection : quelles mains tremblantes et ambiguës pour toucher à la hache ! Tout cela est navrant. La population, soyez-en convaincu, demeurera impassible, mais le refus d'impôt s'organisera d'une manière générale. On croit à l'Élysée qu'avec la Banque de France on peut, pendant un certain laps de temps, se passer de contributions. Tout cela est révolutionnaire jusqu'aux moelles, et c'est avec de pareilles méthodes que l'on croît combattre la Révolution !

LII

LA TOUTE-PUISSANCE DE L'OPINION PUBLIQUE

(SUITE)

Paris, 13 décembre 1877.

Non ! la logique et la puissance des situations ne sont pas des choses frivoles ; chaque jour, pendant le développement de cette crise fastidieuse, je constatai avec quelle force irrésistible et croissante cette logique dominait de plus en plus les positions maladroites dans lesquelles les conservateurs faisaient mine de se retrancher, et en même temps j'indiquai avec découragement l'aveu-

Digitized by Google

glement frivole, l'inconcevable imprévoyance qui semblaient dominer dans les conseils élyséens; il suffisait pourtant d'analyser avec sang-froid les éléments de la situation pour voir que, chaque jour, et dans les derniers temps presque à chaque heure, l'alternative où le maréchal et son gouvernement se trouvaient réduits devenait plus impérieuse, plus étroite, plus inéluctable. Cette alternative devenait d'une simplicité terrible : ou déchirer violemment la Constitution, ou capituler, ou se retirer, ce qui n'était en somme qu'une forme moins pénible de capitulation.

Depuis les élections, on dirait qu'à l'Élysée on a fait appel à toutes les ressources d'une imagination, d'ailleurs courte et peu fertile, pour susciter au jour le jour des illusions successives chargées de dérober à ces regards troublés la triste vérité.

Toute l'industrie de ces politiques effarés semble n'avoir eu d'autre but que d'imaginer des biais, des détours quelconques susceptibles de tourner le dilemme : Se résigner ou s'en aller. On ne voulait pas se résigner, on ne voulait pas s'en aller. Que faire dès lors? Résister sans doute. On s'est alors installé sur cette illusion suprême qu'on serait en mesure de résister constitutionnellement, légalement.

A partir de ce moment a commencé un travail d'élimination curieux et implacable. « Nous résisterons à l'aide du Sénat, a-t-on dit d'abord; le Sénat nous prêtera main-forte contre la Chambre, et, en dernière analyse, il ne nous refusera pas la dissolution. Au bout de quelques jours, il a bien fallu se rendre à l'évidence. » Après la visite du duc Pasquier, il devenait manifeste que rien ne

Digitized by Google

serait plus douteux qu'une majorité sénatoriale dissolutionniste. « Qu'à cela ne tienne! Il nous reste à essayer d'intimider la majorité législative; nous allons la mettre en demeure de voter le budget; et, si elle refuse, c'est elle que nous déclarerons responsable de tous les troubles qui peuvent s'ensuivre; en suite de quoi, nous marcherons sans budget régulier. » Quand il s'est agi de passer à l'exécution de ce plan audacieux et pourtant enfantin, on a vu les déboires et les mécomptes se succéder comme dans une comédie. Les courses, les entremises, les pourparlers de M. Batbie pendant ces derniers jours ont un côté bouffon qui rappelle l'odyssée de la noce du *Chapeau de paille d'Italie.*

Le plan paraissait admirable, mais personne ne consentait à s'en charger, à moins d'en poursuivre l'exécution au bénéfice exclusif de ses prétentions. Un coup d'État, c'est à examiner; car, en réalité, toute perception d'impôts non votés sera un coup d'État formel; mais, pour s'embarquer dans ce hasard, nous voulons être assurés, nous, bonapartistes, qu'il doit aboutir à un plébisciste impérial; nous, légitimistes, qu'il sera la préface garantie d'une restauration. En attendant, point de ministre des finances! Pour une entreprise du genre de celle que l'on croyait tentable, il eût fallu mettre la main sur un Saint-Arnaud financier, graine encore infiniment plus rare que celle des Saint-Arnaud militaires; car il est beaucoup moins difficile avec une armée résolue et entraînée, quand on est d'ailleurs populaire et qu'on a pour soi le vent de la fortune, de s'emparer d'un gouvernement et de vaincre des résistances matérielles, que d'avoir raison de l'impassible résistance d'une nation qui se

Digitized by Google

réfugie dans le refus d'impôt; or, c'est au refus d'impôt que l'on marchait.

Les conservateurs actuels sont, pour leur malheur, médiocrement perspicaces et mal éclairés, ils en sont toujours au vieux jeu, comme disent les vaudevillistes. Les émeutes d'une part, les gendarmes de l'autre, voilà pour eux encore la mise en scène de la Révolution; ils ne voient pas que ce matériel ancien tend à se transformer et à aller rejoindre les diligences. Plus d'émeutes, des votes! et pour sanction du vote, si les gouvernements refusent de s'incliner devant son verdict, le refus d'impôt. On a beau enfiler tous les raisonnements qu'on voudra sur l'épouvantable excès révolutionnaire dont le refus d'impôt est l'expression, toutes les dissertations sont ici des enfantillages académiques; on peut citer Donoso Cortès, qui démontrait théologiquement qu'une assemblée n'avait pas le *droit* de refuser le budget; le droit abstrait est une misère en face de son pouvoir; droit ou non, elle peut, et, si la grande majorité de la nation s'associe à elle dans ce cas, si elle considère que toute perception de taxe devient illégitime n'ayant pas été votée, si elle refuse de payer, tous les raisonnements philosophiques, toutes les dissertations n'amènent à rien; vous vous heurtez à une résistance invincible, vous êtes en face d'une de ces forces passives dont il est impossible d'avoir raison.

La question métaphysique du droit est, en somme, une pure chimère, car je ne vois pas par quel procédé coercitif, sauf le procédé de la conquête, on pourrait faire payer la majorité d'un peuple qui s'y refuserait résolument. Tout cela, c'est de la Révolution, je ne dis pas le con-

Digitized by Google

traire; mais, je vous le demande, n'est-ce pas aussi de la Révolution, et de la Révolution parfaitement caractérisée, que la prétention d'un gouvernement fondé sur le vote, sur la domination de l'opinion, de se soustraire à ses jugements et de considérer les élections comme nulles et non avenues? Quand le pouvoir exécutif affiche le dessein d'aller jusqu'au bout de tels projets, le pouvoir législatif, de son côté, va jusqu'à l'extrémité de son droit. *Summum jus, summa injuria*, je l'accorde; mais, encore une fois, à qui la faute si l'on en arrive à ces redoutables limites, sinon à celui des deux pouvoirs qui refuse de se conformer à l'arbitrage sur lequel l'un et l'autre semblaient pourtant d'accord, l'arbitrage de l'opinion, l'arbitrage de la majorité de la nation?

Pour en revenir à M. Batbie, dont la conduite pendant ces journées énervantes et confuses semble en contradiction avec les conseils modérés et clairvoyants dont on lui attribuait précédemment le mérite, il a passé le plus clair de son temps à courir en fiacre à la recherche d'un ministre des finances; le portefeuille a été, pendant ces dernières heures, offert à une multitude de fonctionnaires inconnus; les avisés et les instruits, comme M. Dufrayer, par exemple, ferré sur la matière, déclinaient l'aventure et refusaient d'abandonner une bonne place, bien sûre et bien légale, telle que la Caisse des dépôts et consignations, résidence charmante, une des plus enviables abbayes de l'Église financière, pour courir les hasards d'un ministère inconstitutionnel et les dangereux risques de la concussion si terriblement prévus par le Code pénal.

En somme, impossibilité absolue de constituer le ministère Batbie; on a songé à un ministère légitimiste

Digitized by Google

Kerdrel-Lareinty ; immédiatement les bonapartistes, déjà très refroidis, ont montré que, contre lui, ils n'hésiteraient pas à faire cause commune avec les républicains. A travers tous ces tiraillements le préfet de police, M. Voisin, que le privilège de sa charge met en rapports journaliers avec le maréchal et qui semble avoir joué une partie intelligente dans le jeu du duc Pasquier, serait, dit-on, revenu assez adroitement à la charge auprès du duc de Magenta ; il en est résulté une nouvelle entrevue avec le président du Sénat, et, de cette entrevue, qui a eu lieu hier au soir, il est sorti la résolution de renouer les pourparlers avec M. Dufaure.

Naturellement M. Dufaure maintient son programme ; il exige de plus des garanties positives et il a demandé, avant de s'occuper d'aucune espèce de négociation, une lettre du maréchal l'y invitant, lettre qui lui a été expédiée ce matin par un attaché de la présidence, M. de Tanlay. Aujourd'hui, à Versailles, à trois heures, M. Dufaure et le maréchal doivent conférer. J'ignore, à l'heure où je clos ma lettre, le résultat de la conférence. Si elle n'aboutit pas, il ne restera qu'une issue : la démission, car le travail d'élimination a été si complet, si irrémédiable, qu'il faut se retirer ou capituler. Évidemment aujourd'hui, après la tergiversation de l'Élysée, les faux-fuyants de ces derniers jours, la capitulation ne peut pas ne pas être plus rigoureuse. Tout cela est assurément lamentable ; le spectacle de ces tentatives inutiles et mal conçues, ces allées et venues, ces retours, ces incohérences, ces combinaisons d'honnêteté, de bon vouloir, de préjugés et d'insuffisance sont en définitive tristes à contempler. Voilà le dernier mot de la politique *des*

Digitized by Google

gens du monde; c'est à cela pourtant qu'on est parvenu à réduire la politique conservatrice.

LIII

LE MESSAGE DU MARÉCHAL DE MAC-MAHON

Paris, 14 décembre 1877.

Je n'ai pas le loisir aujourd'hui, à cause de l'heure tardive où le Message présidentiel nous a été connu à Paris, de me livrer à mes développements habituels, et cependant je désire vous faire part, sans perdre un jour, de quelques-unes des impressions principales que ces événements provoquent dans le milieu que j'observe. La plus curieuse de ces impressions peut, suivant moi, se traduire ainsi : On est enchanté que le maréchal ait cédé et très heureux que sa résignation dispense de songer à son remplacement; car le sentiment de la classe moyenne à Paris était formé de cette antinomie : le conserver, mais le conserver soumis à la décision électorale. Je voyais croître l'irritation ces jours-ci, et je vous en ai fait part, sur l'idée qu'il s'était invariablement buté à la résistance, et que, par conséquent, cette obtination allait conduire à des extrêmes : refus d'impôts, démission, choix d'un nouveau Président, peut-être guerre civile; tout cela semblait une perspective épouvantable; mais, comme la majorité de la population était fermement con-

Digitized by Google

vaincue que le bon droit et la légalité étaient avec elle, je ne crois pas qu'elle eût reculé même devant les conséquences qui lui semblaient le plus redoutables.

C'est pour elle néanmoins un soulagement immense de voir que la résignation du maréchal la délivre du long cauchemar dans lequel elle vit depuis des semaines, et qui lui faisait regarder à tort ou à raison la volonté obstinée d'un seul homme comme l'unique obstacle à la transaction après laquelle elle aspirait. Je me répéterais fort inutilement si je reprenais tous les regrets que je n'ai cessé de formuler au sujet de la lenteur et des tergiversations maladroites qui ont précédé l'évolution inévitable à laquelle nous assistons. On aurait liquidé la néfaste entreprise du 16 mai, il y a six semaines encore, avec moitié moins de perte qu'aujourd'hui. Maintenant, voici la liquidation faite : elle est terriblement onéreuse pour les conservateurs.

Pourtant, les républicains, qui ont eu jusqu'ici incontestablement dans leur sens le courant de l'opinion, se tromperaient s'ils voulaient pousser leurs avantages beaucoup au delà de ce qu'ils obtiennent en ce moment. Autant cette opinion a été vive et décidée pour les soutenir quand ils ont revendiqué l'application sincère de la loi des majorités, autant elle deviendrait tiède et hésitante s'ils cherchaient à pousser leur succès jusqu'à la destruction du maréchal et jusqu'à la modification de la Constitution. Je ne m'aperçois pas que l'abnégation absolue et sans réserve dont il vient de faire preuve soit interprétée par l'opinion moyenne dans un sens à lui défavorable, et les appréciations violentes dont il est l'objet de la part de quelques conservateurs enragés, me

Digitized by Google

semblent, au contraire, lui ramener toute une couche d'opinion.

Comme on n'a jamais beaucoup compté sur sa perspicacité politique, mais qu'on l'a toujours considéré comme un homme loyal et droit, sans ambition personnelle, très préoccupé de ce qu'il croyait son devoir, plein d'anxiété et de souci au sujet des engagements dans lesquels il croyait son honneur intéressé, on reste persuadé que son entourage, ses habitudes, ses relations mondaines ont été les seules causes des hésitations et de la marche incohérente de sa politique depuis six mois; s'il avait été mieux entouré, mieux conseillé, mieux éclairé, on est persuadé que de lui-même jamais il ne se serait jeté dans les hasards où il nous a lancés.

Tout cela reste au compte des conseillers auxquels on suppose qu'il a jusqu'ici obéi avec une abnégation qui, probablement d'ici à peu de jours, est menacée d'une singulière récompense. Le sentiment général à l'égard du maréchal est donc, suivant moi, très loin d'être malveillant; il se résume en une sorte de commisération respectueuse; on sent qu'il a dû passer par des angoisses douloureuses, par de terribles déchirements, pour en arriver à l'inévitable abandon dont le ministère et le message forment la conclusion. On lui sait gré cependant d'avoir résisté à cette amertume et de s'être bravement sonmis plutôt que démis; car, je le répète, la démission ouvrait des perspectives inconnues, où l'on serait entré sans doute s'il avait été impossible de les éviter, mais qu'on est présentement reconnaissant de ne pas avoir à traverser.

A ce sentiment se joint celui d'une lassitude singulière.

Digitized by Google

Si le parti républicain ne tient pas compte de cette lassitude, de l'incommensurable besoin de la population de faire halte plus ou moins longtemps, ne doutez pas d'un revirement rapide de l'opinion. Je ne crois pas d'ailleurs qu'il ait maintenant le dessein de marcher trop vite. Le Message, bien mal écrit d'ailleurs et dont la forme étonne sous la plume d'un membre de l'Académie française, donne contre le retour d'un nouveau 16 mai des garanties qui doivent sembler plus que suffisantes. D'autre part, un point capital, c'est la nomination de M. Waddington aux affaires étrangères à la veille d'un conclave; l'installation au quai d'Orsay d'un protestant et d'un bourgeois est un fait d'une immense portée; il est plus significatif encore que la nomination de M. de Freycinet. On dit, d'ailleurs, que sur ces deux points M. Gambetta s'est montré formel.

Demain, je vous transmettrai les impressions et ce que je démêlerai des projets des partis. Je voudrais cependant voir aujourd'hui quelques-uns de ces conservateurs aveuglés que je rencontrai le soir du 16 mai, devant le *Grand-Hôtel*, et qui avaient l'air de partir pour la conquête du monde!

Digitized by Google

LIV

LA RÉACTION RÉPUBLICAINE

Paris, 17 décembre 1877.

L'emménagement triomphal du parti républicain n'offre par lui-même rien d'extrêmement curieux, ni de réellement imprévu ; nous allons assister à une reprise de possession de la plupart des fonctions par les personnages qui les occupaient avant le 16 mai ; ils reviennent comme des habitants chassés par une invasion qu'un retour de l'armée, un instant battue, réintègre dans leurs foyers. Il faut s'attendre d'ailleurs à ce que bon nombre de fonctionnaires antérieurs qui avaient trouvé grâce sous les ministères de MM. Ricard, de Marcère et Jules Simon, et que l'influence de l'Élysée avait alors réussi souvent à maintenir, vont cette fois-ci être obligés de disparaître.

Quand on s'est lancé dans l'extravagante entreprise du 16 mai, on n'a pas plus songé à cet inévitable résultat de la défaite qu'à toutes les autres conséquences si graves qu'elle entraînait ; on ne s'est pas dit une minute que jusqu'alors, si pressantes que fussent les réclamations républicaines, on parvenait toujours pourtant, quand il était question du personnel administratif, à y résister dans une certaine mesure, en invoquant la tradition, la

Digitized by Google

nécessité de ne pas bouleverser les services, la suite dans les affaires que des révocations trop nombreuses devaient forcément interrompre; par ce moyen, les deux tiers du personnel ancien, administratif et judiciaire, s'étaient trouvés sauvés. Les républicains ne s'emparaient de l'administration que peu à peu, par une sorte d'infiltration lente, et il en résultait que les éléments nouveaux s'imbibaient dans une certaine mesure du sentiment qui persistait dans l'ancienne hiérarchie. Tous ces fragments de l'ordre de choses antérieur, que des conservateurs clairvoyants se seraient uniquement étudiés à conserver, et qu'on ne pouvait conserver qu'à la condition de ne les jamais compromettre, le gouvernement brouillon et échauffé du 16 mai les a précipités sans mesure dans l'entreprise funeste à laquelle il présidait; il les a tirés à tout prix de la neutralité qui les protégeait, pour les faire militants et agressifs. On les a poussés à la bataille : ils sont battus; il est tout naturel qu'ils supportent les conséquences de la défaite.

Remarquez que de même que ces grands politiques avaient apporté un soin extraordinaire à couper derrière le maréchal tous les ponts qui pouvaient servir à sa retraite en cas d'échec, si bien que, quand le mouvement en arrière est devenu inévitable, le pauvre galant homme a dû passer à gué nombre de fossés pénibles où il laisse bien des pièces de son équipage, de même également ils ont eu la prévoyance de rendre d'avance ridicules et vaines toutes les protestations que les conservateurs désemparés pourraient être tentés de formuler contre le remaniement du personnel administratif.

Pour le moment, on assure que, sous peu de jours, M. de

Digitized by Google

Marcère aura effectué sur la plus large échelle l'épuration au point de vue républicain des préfets et sous-préfets. Quoi qu'il fasse, il ne fera rien de plus dans son sens que ce qu'a fait si allègrement M. de Fourtou en deux ou trois matinées. Comment réclamer contre ces hécatombes au nom de la bonne administration, quand les conservateurs ont donné un pareil exemple et qu'ils ont prouvé par leurs actes qu'ils ne se préoccupaient en semblable matière que des résultats électoraux?

Au nom de quel principe et de quelle idée serait-on bien venu à récriminer, si M. Dufaure opère dans l'armée des justices de paix un contre-bouleversement analogue à celui que M. de Broglie y a effectué pour donner satisfaction à l'intérêt des partis qu'il s'efforçait de coaliser? Qui donc plus que lui a compromis la magistrature dans les luttes politiques?

M. Dufaure, quoi qu'il fasse, n'arrivera jamais au sans gêne expéditif avec lequel ce grand seigneur a poussé le monde de robe dans la lutte qu'il avait engagée. Certes, je ne crois pas les républicains dénués de l'avidité des places; mais leurs adversaires les ont pour ainsi dire excusés par avance; ils n'imagineront rien de plus fort que la nomination à brûle-pourpoint d'un avocat obscur à une charge de conseiller à une cour d'appel. Conseiller! la robe rouge d'emblée; c'est énorme! uniquement pour désintéresser cet ingénieux personnage, qui s'était posé en candidat rival du candidat officiel et qui avait fondé un journal *ad hoc* dont on a éteint le feu par ce moyen héroïque. Que voulez-vous qu'on risque de mieux que de pourvoir un gendre d'un grand emploi, pour s'assurer de la voix habilement douteuse du beau-

Digitized by Google

père? Ces faits sont les plus saillants; on en cite une multitude du même ordre; je veux bien que celà soit de tous les temps et de tous les partis, et que la politique, qui est fournie d'une chronique scandaleuse aussi variée que la chronique mondaine, cite de pareilles gentillesses au compte de toutes les causes; néanmoins ici, grâce à l'emportement et à l'urgence qui ont dominé pendant six mois la politique conservatrice, des faits comme ceux-ci se sont trouvés rassemblés dans un espace plus restreint que de coutume, et ils ont eu, en outre, je ne sais quelle apparence provocatrice et dégagée qui a blessé le sentiment général.

Il faut donc en prendre son parti; le déménagement du personnel conservateur et le retour du personnel républicain, considérablement accru et devenu plus exigeant, sont une conséquence forcée du mouvement qui a triomphé; c'est un fait dont assurément les suites seront considérables. Ce que j'y trouve encore de plus désolant, c'est que les chefs du 16 mai se sont arrangés de manière à enlever aux conservateurs tout moyen de s'en plaindre, toute raison plausible de protester. *Patere legem quam ipse fecisti;* avec cette réplique toutes les doléances paraîtront sans intérêt et demeureront sans écho.

Il est donc inutile de s'arrêter avec détail à ce va-et-vient de fonctionnaires qui rappelle l'ironique description tracée à la fin de *Candide :* « On voyait passer des bateaux remplis de pachas et d'effendis que l'on emmenait en exil à Chypre et à Lemnos; d'autres bateaux amenaient d'autres pachas qui venaient remplacer les premiers et qui à leur tour étaient exilés. » La masse du public est devenue au fond absolument indifférente à ces

Digitized by Google

alternatives de la menue fortune politique, et n'attache aucun prix à ce qu'un rédacteur du *XIX*e *Siècle* ou de *la République* remplace à la préfecture de Limoges ou d'Alençon un rédacteur du *Français* ou du *Moniteur;* elle en conclut seulement que ces carrières-là ne sont plus que des parties de dés et que tout homme qui se sent un certain mérite personnel, du courage et de la capacité, doit à l'avenir mettre tous ses soins à les éviter.

A mesure que les mœurs démocratiques se développeront parmi nous, à mesure également le recrutement des carrières administratives, dans les emplois moyens, deviendra plus difficultueux. On rencontrera toujours pour le ministère et pour les Chambres une surabondance de candidats, dont quelques-uns dans le nombre pourront se trouver d'un vrai mérite; mais des jeunes gens corrects, instruits et de mœurs suffisantes pour s'en aller sous-préfets à Orange, à Bergerac, ou à Domfront, rien ne me prouve que, dans dix ans, s'ils ont assisté à deux ou trois déménagements du genre de ceux que nous voyons depuis quelque temps, on en trouve en aussi grand nombre qu'il sera nécessaire.

On en sera amené alors soit à réduire la quantité exagérée des fonctionnaires, ce qui serait, suivant moi, la meilleure voie, soit à leur attribuer une sorte de grade civil par lequel ils échapperaient aux remue-ménages électoraux, parti qui répugnera à tous les ministères, à ceux de gauche pour le moins autant qu'à ceux de droite, soit à avoir la manche large pour l'occasion aux fonctions de second ordre, qui deviendront le refuge temporaire des déclassés et des fruits secs politiques.

C'est là qu'est le futur et prochain péril du parti dé-

Digitized by Google

mocratique. La difficulté principale gît dans la formation d'un personnel administratif et politique pour les seconds emplois. Sa troupe parisienne est incontestablement en mesure de lutter avec avantage contre la troupe conservatrice. Dans les Chambres, dans la presse, la supériorité de savoir, d'intelligence et d'habileté penche en ce moment du côté républicain ; mais la troupe de province est à créer, et je n'en vois pas jusqu'ici les éléments. Quand on aura replacé une vingtaine de préfets intelligents et corrects, tels que MM. Decrais, Hendlé, de Brancion, ce qui sera accompli d'ici à deux jours sans plus tarder, on aura épuisé le dessus du panier, et au delà on subira un grand déchet.

Ce n'est pas par les opinions et les idées que les prochains fonctionnaires courent risque d'échouer; ce sera par les manières et par les habitudes sociales. Quand on a vu la province et mesuré la pruderie scrupuleuse qui y domine partout, on sait que, dans la lutte actuelle, la question des habitudes et des manières a été pour le moins aussi vive que la question des idées. Sous la dénomination de parti républicain et de parti conservateur, c'est la rivalité de deux catégories sociales qui s'est le plus souvent produite. Il n'est guère de chef-lieu de département où ce que l'on appelle la *société*, agrégat composé d'une base légitimiste, d'un sédiment orléaniste et d'une abondante alluvion bonapartiste, n'ait eu à soutenir la concurrence contre une couche de bourgeois nouveaux venus, avoués, médecins, commerçants récemment enrichis, qui entendent devenir à leur tour la *société* et accaparer l'importance locale. En résumé, presque partout la lutte de la République contre le con-

Digitized by Google

servatisme s'est symbolisée par la rivalité du *Cercle de l'union*, dans lequel fusionnent la noblesse et l'ancienne bourgeoisie, contre le *Cercle du commerce*, naturellement libéral et républicain, puisque tous les éléments de la nouvelle bourgoisie s'y sont concentrés.

Comme de longue date je n'ai, pour ma part, aucune illusion sur la valeur et la médiocre culture des gens d'ailleurs polis et bien élevés qui composent le Cercle de l'Union, et que je sais qu'en vertu d'une inéluctable loi historique, toutes ces pseudo-aristocraties qui ne reposent que sur des manières, qui prennent les préjugés pour des principes et les scrupules pour des doctrines, sont vouées à la défaite, je n'ai jamais douté du triomphe final du Cercle du Commerce; mais c'est le lendemain de la victoire que commencent les difficultés profondes; il est plus facile de s'emparer d'un gouvernement que de gouverner; la question de bonne tenue et de correction de ses agents en province sera l'une de celles dont le parti républicain fera bien de s'occuper sérieusement. Avec des manières décousues, avec trop de sans gêne, le Cercle du Commerce lui-même sera bientôt refroidi et scandalisé, et se sentira sans réponse contre le dédain et les quolibets du Cercle de l'Union.

Le parti républicain a besoin plus qu'aucun autre d'un personnel sérieux, modeste et tolérant. Le formera-t-il? je n'en sais rien; à l'œuvre seule, on en pourra juger; mais, s'il s'imagine que sa mission désormais est de donner satisfaction à la poignée de démocrates, bruyante et mal équilibrée, qui se rencontre dans tous les centres provinciaux, et que c'est sur les exaltés que ces fonctionnaires devront prendre leur point d'appui, il faudra beau-

Digitized by Google

coup moins de temps qu'on ne le croit pour donner naissance à une réaction en sens inverse du mouvement qui vient de triompher.

Quant au parti conservateur envisagé dans son ensemble, n'en doutez pas, c'est, avant tout et jusqu'à nouvel ordre, la résignation qui y prévaudra. Les états-majors ne désarmeront pas assurément; ils n'ont de raison d'être qu'à cette condition; mais le gros de l'armée est envahi par une lassitude profonde, et, tant que le parti républicain n'aura pas commis de grands excès, atteint profondément les intérêts, ou troublé les habitudes sociales, le parti conservateur ne sortira pas de son découragement.

En somme, sa masse moyenne commence à analyser la marche des derniers événements; elle s'aperçoit très bien que, depuis sept mois, les chefs des divers partis coalisés qui constituaient la direction conservatrice ont fait preuve d'une capacité médiocre et d'un incorrigible égoïsme. Ce qu'il y avait de plus clair en chacun d'eux, c'était une visée utopique, des formules sans réalisation possible et des déclamations de théâtre que l'examen le plus simple de la réalité réduirait à néant. Aussi, quand un conservateur pratique tel que M. Pouyer-Quertier est venu, au dernier moment, démontrer au maréchal qu'on le berçait de chimères, qu'on était à l'extrême frontière d'un coup d'État, que ce coup d'État on ne voulait pas le faire et que, le voulût-on, on ne le pourrait pas, parce qu'il manquerait de force et d'instruments et qu'il se heurterait inévitablement à une résistance passive contre laquelle rien ne prévaudrait, et, quand le maréchal, à qui personne ne semblait jusqu'alors avoir parlé avec une

Digitized by Google

telle précision, s'est déclaré convaincu et éclairé et qu'il a envoyé rechercher M. Dufaure, cette masse moyenne lui a su gré de comprendre comme elle ce que depuis longtemps elle avait compris.

Quant aux démissions d'apparat de certains préfets, je crois qu'on se trompe si l'on s'imagine qu'elles soient de nature à produire le moindre effet, même sur cette masse moyenne conservatrice dont je m'applique à démêler les impressions, car on trouve qu'elles ne peuvent servir qu'à accentuer l'amertume de la résignation inévitable du maréchal. Or, le sentiment général est qu'il a fait preuve d'abnégation en restant à son poste, et qu'en définitive le dénonement de la crise eut été infiniment plus périlleux s'il n'avait écouté que son goût personnel, et s'il avait refusé de reprendre sa démission qui a été un instant écrite et signée.

D'ailleurs, les indignations de certains préfets sont d'un style suranné et romanesque qui n'échappe pas au ridicule. Voilà M. de Biancourt, par exemple, qui invoque ses obligations de gentilhomme et qui reproche au maréchal de l'abandonner comme un suzerain félon qui livrerait un vassal aux Sarrasins! Tout cela est d'une littérature tant soit peu frelatée; c'est une combinaison bizarre de Feuillet, de Dennery et de *la Vie parisienne*. Du moment que le conservatisme ne veut pas comprendre qu'il n'a d'autre base sérieuse que l'exacte appréciation des intérêts, la notion du possible, qu'il ne veut pas tenir compte de la nécessité des situations, ni sentir que c'est encore un bien que le choix du moindre mal; qu'à tout cela, qui forme pourtant la substance de l'art politique, il substitue des déclamations de théâtre, des

Digitized by Google

préjugés de salon, des antipathies mondaines, ont est obligé d'avouer qu'il mérite tous les déboires dont il est abreuvé.

LV

LE SPIRITUALISME ET LE POSITIVISME

Paris, 19 décembre 1877.

J'ai eu l'occasion de lire l'exposé que les sœurs de Saint-Vincent de Paul, qui dirigent à Saint-Denis un orphelinat de jeunes filles, adressent aux personnes charitables qu'elles croient disposées à aider leur œuvre; ce compte rendu, tracé avec beaucoup de simplicité et une touchante modération, ressemble néanmoins en ses traits généraux à tous ceux que les entreprises catholiques font de temps en temps parvenir aux âmes croyantes qui s'intéressent à leurs efforts. Tous donnent l'idée de fondations sociales évidemment utiles et bienfaisantes, essentiellement moralisantes.

Ces fondations abondent dans les grandes villes, et à Paris plus encore que partout ailleurs; quelques-unes sont de véritables merveilles de zèle, d'audace et d'ingéniosité. Je citerai dans ce genre, comme un véritable exemple de la hardiesse superbe qui préside au développement de beaucoup des œuvres de la charité religieuse, la maison fondée à Auteuil par l'abbé Roussel.

Digitized by Google

Cet abbé, homme d'un tempérament incontestablement populaire, d'une activité et d'une ressource étonnantes, alerte, familier comme le fut saint Vincent de Paul, s'est imaginé, sans un sou vaillant, d'organiser un refuge dans lequel il accueillerait les enfants idiots, rabougris, incomplets ou endommagés, en un mot, tous ces détritus humains que la civilisation corrosive de la grande ville produit si abondamment ; il s'est persuadé de plus qu'il parviendrait à en tirer parti, non seulement qu'il les nourrirait, mais qu'il les redresserait, qu'il leur donnerait une certaine éducation, l'aptitude et l'habitude du travail.

Vous avez ouï parler de ces manufactures bizarres qui accaparent les vieilles étoffes de laine, les morceaux dépareillés et hors de service ; on ramène tous ces chiffons à une sorte d'état primitif, on les détisse, on les recarde, on en reconstitue une laine, puis on la file et on en tire des étoffes qui fournissent encore un assez bon service. L'abbé Roussel, avec ses chiffons humains récoltés dans tous les ruisseaux, arrive à des résultats moraux encore plus curieux que ceux de ces fabricants. Toujours est-il que sa charitable et touchante usine, commencée, comme je le disais, avec une absence complète de capital, trait commun à la plupart des fondations de la charité religieuse, a acquis des proportions considérables. Il façonne, il éduque, il rend productifs des centaines d'êtres disgraciés que Sparte eût précipités dans le Taygète, comme le potier qui rejette à la masse de son argile les produits manqués et mal venus de sa fabrication.

Cette manière d'envisager les détritus et les scories de l'humanité et cette admirable obstination à vouloir en

Digitized by Google

tirer parti sont une conséquence du spiritualisme chrétien; à travers ces corps déformés et imparfaits, le chrétien voit une âme qui lui semble d'autant plus intéressante qu'elle est logée dans un plus misérable habitacle; c'est à cette âme, à cette personnalité immortelle et, à ses yeux, quasi divine, que s'adresse son dévouement. On peut philosophiquement penser ce que l'on voudra de cette hypothèse. On ne lui reprochera pas en tout cas d'avilir l'idée que l'homme se forme de lui-même et de sa destinée, et, en n'envisageant que les résultats sociaux qu'elle obtient et les entreprises qu'elle inspire, on en saluera la puissance et l'efficacité.

M'attachant, ainsi que je m'y plais, au mouvement des idées dans la société contemporaine, je ferai remarquer que cette conception spiritualiste, sur laquelle repose uniquement la charité, se trouve chaque jour menacée davantage par le courant grossissant des idées positivistes. Je n'entreprends pas contre elles, notez-le, un réquisitoire formel; je ne cherche même pas à dissimuler l'attrait que quelques-unes de ces idées m'inspirent. En tant que méthode, le procédé de classification et de comparaison du positivisme me semble l'un des instruments les plus énergiques de savoir que l'intelligence humaine ait jusqu'ici construits; appliquée à la science, l'observation positive me paraît d'une incontestable fécondité, justement parce qu'elle se défend des conclusions absolues et qu'elle maintient, comme étant rationnellement insolubles, certains problèmes primitifs que la métaphysique classique réunit sous la rubrique de causes finales.

Mais, quand on passe de ce domaine abstrait, de cette région en quelque sorte insensible et glacée, au monde

Digitized by Google

social, à l'humanité agissante et saignante, je ne prétends pas qu'on soit fondé à récuser absolument le mérite de l'influence positiviste ; mais j'affirme qu'il faut savoir où elle conduit, et qu'on doit analyser avec virilité et sans illusions les conséquences que le développement de telles idées doit avoir sur les mœurs, sur le régime, sur les inclinations du monde au sein duquel nous vivons.

J'indique la plus rigoureuse et la plus inévitable de ces conséquences : le développement d'un organisme social de plus en plus dur, de plus en plus inhospitalier pour le faible, pour le chétif, pour le disgracié. On me répond par ce grand mot mal défini de démocratie : je ne vois pas d'abord en quoi la puissance du nombre et la domination des masses feraient obstacle à ce règne de la force que la conception positiviste autorise. Force scientifique, force organisée, force résultant d'une sélection assidue et méthodique, tant que l'on voudra ! mais qui, en vertu même de sa perfection, n'en piétine qu'avec plus d'indifférence sur l'infirme, sur l'être physiquement et intellectuellement mal conformé.

Quantité de civilisations antiques parmi les plus brillantes, parmi celles qui ont produit les fleurs les plus rares, ont été en même temps très démocratiques et très dures. A-t-on songé à ce que pourra être une *démocratie darwinienne*, c'est-à-dire une société dans laquelle le terrible et dominant principe du darwinisme, le combat pour la vie, la *struggle for life*, aura prévalu?

Qu'on se le dise bien pourtant, la pente des idées dans la démocratie française est à présent dans le sens positiviste et darwinien ; les démocrates à la manière de Rous-

Digitized by Google

seau, les démocrates spiritualistes et déistes de l'école du *Vicaire savoyard* et de Robespierre sont des échantillons surannés, des espèces de blocs erratiques, vestiges d'une création disparue.

Cette démocratie scientifique et positiviste qui se substitue partout à la démocratie spiritualiste et idéale, qui fut le rêve et le tourment de la Révolution française, marche vers des conséquences sociales dont ne se doutent pas la plupart de ceux qui la propagent. Laissez agir le temps et se dérouler les idées, vous en verrez sortir, dans la pratique et dans les mœurs, une négation formidable de l'égalité; le *combat pour la vie* fonctionnera dans la société comme dans la nature au bénéfice des plus robustes; il fonctionne déjà sous nos yeux, au point de vue économique; dans le cycle des intérêts, la doctrine de la concurrence absolue, du laisser faire, laisser passer, est incontestablement un corollaire du principe darwinien; or elle a une conséquence, c'est le paupérisme industriel, l'accumulation progressive du capital et sa force sans cesse croissante dans les mêmes mains.

Où voulais-je en venir? A mettre en lumière l'une de ces mille contradictions et, suivant moi, l'une des plus profondes, qui constituent l'étrange tissu de notre société présente, et cela me ramène aux sœurs de l'orphelinat de Saint-Denis et aux petits malingrets de l'intrépide abbé Roussel.

Dans l'exposé que les sœurs de Saint-Denis adressent aux personnes bienfaisantes dont elles sollicitent les dons, je relève cette simple phrase : « On ne doit rien attendre des nouvelles municipalités. » Je ne crois pas, d'autre

Digitized by Google

part, que l'institution de l'abbé Roussel touche la moindre subvention du budget parisien. D'ailleurs, on sait qu'il est de principe, pour les municipalités démocratiques, de refuser toute espèce de secours aux fondations qui résultent d'une idée religieuse, et qui ont pour base le sentiment catholique ou, comme on dit présentement, clérical.

Quand on s'élève contre cet ostracisme des démocrates et qu'on s'avise de leur faire honte de leur intolérance envers des institutions vouées au soulagement de la misère et de l'ignorance populaires, ils répondent par des raisons dont il faut tenir compte, et qui ne sont dépourvues ni de logique ni d'à-propos.

— Vous figurez-vous, disent-ils, que nous ignorions cette charité, que nous ne connaissions pas ses bienfaits et que nous soyions sans savoir que ces services et ce dévouement profitent à cette classe déshéritée, à ce résidu social que la démocratie se flatte d'améliorer? Certes, nous ne sommes pas assez aveugles pour prétendre que la clientèle des petites sœurs des pauvres et que les nourrissons de Saint-Vincent de Paul se recrutent dans les couches monarchiques ou aristocratiques de la société, et cependant partout nous sommes obligés de faire la guerre à ces institutions et de leur refuser les secours dont nous disposons; vous vous en étonnez, vous demandez pourquoi. On peut le dire, c'est que, au-dessus de cette charité, nous sentons une politique dont cette charité n'est en quelque sorte que le décor et l'abri, et que cette politique est fondée sur la négation la plus agressive des idées que nous représentons.

» Vous insistez sur le sens populaire, sur l'esprit en

Digitized by Google

apparence démocratique qui inspire des œuvres telles que les orphelinats des sœurs ou la maison de refuge du brave abbé Roussel; mais au-dessous nous devinons la direction de l'évêque, du cardinal, celle de Rome; et cette direction constitue l'hostilité la plus violente à la société telle que nous la voulons; vous nous parlez de la bienfaisance et de l'abnégation de ces belles âmes; nous les reconnaissons, nous convenons même volontiers que ces religieux charitables n'obéissent à aucune préoccupation politique; il n'en est pas moins certain que, presque à leur insu, tous ces braves gens sont imbibés de sentiments qui sont la contradiction de tous les nôtres; assurément les dignes filles qui apprennent dans les ouvroirs l'alphabet et la couture aux petites pauvresses ne s'occupent ni de république ni de démocratie, et cependant, quand vous parvenez à tirer d'elles par hasard une impression se rattachant à ces matières, vous vous apercevez qu'elles envisagent la société actuelle, le monde moderne, tout l'ensemble d'idées au sein duquel nous évoluons, comme un monde de pestilence, où les principes mauvais ont pris le dessus sur les bons; leur idéal social et politique est à l'opposite du nôtre, leurs neuvaines et leurs prières implorent le retour d'un organisme que nous détestons; aussi partout les affinités les portent vers nos ennemis; ces serviteurs des humbles, des misérables, des disgraciés, ces sectateurs de la pauvreté, ces démocrates en action, sont en idée aristocrates et monarchistes; le comte de Chambord, le droit divin, le trône et l'autel, tel serait pour eux le dernier mot du bon ordre.

» Et cela est tout naturel : quelle est la politique, quelle

Digitized by Google

est l'inclination de l'Église ? On nous montre ses œuvres, qui sont démocratiques; nous voyons sa conduite, qui est absolument contraire; partout où il s'est produit une action violente contre les courants populaires, nous l'avons trouvée en association étroite avec nos persécuteurs; elle a béni toutes les armes qui nous ont égorgés; ce n'est pas avec des ouvroirs, des orphelinats et des hôpitaux qu'on pourra nous faire oublier cette invariable direction ; la charité catholique fait masse bon gré mal gré avec le catholicisme; nous ne séparerons pas deux éléments si étroitement unis. La papauté politique a voulu être la clef de voûte de la pseudo-société d'ancien régime qui prétend réduire la nôtre ; nous acceptons l'antagonisme et nous nous efforcerons d'en avoir raison; pour y atteindre, il ne nous est pas permis de faire des exceptions parmi les forces qui se dressent contre nous et de mettre la charité catholique en dehors du catholicisme qui nous combat. »

J'ai résumé assez exactement, je le crois, le raisonnement de la démocratie. Il est à peine besoin de dire que, pour ma part, je trouverais beaucoup à y objecter, mais ce n'est point de cela qu'il est question ici; ce que je veux faire remarquer, c'est uniquement la contradiction qui jaillit des choses, l'antinomie qui s'établit presque inévitablement entre l'inclination politique de l'Église, ses tendances, ses alliances, qui toutes sont aristocratiques, monarchiques en un mot, toutes tournées vers les choses d'ancien régime, et son action de charité, de bienfaisance qui semble toute populaire, toute démocratique et si propre à s'accommoder aux nécessités du monde nouveau.

Ainsi donc, on pourrait croire qu'ici la tendance poli-

Digitized by Google

tique et la tendance sociale forment une sorte d'antithèse. Je note le phénomène, et j'ajoute que toutes les conclusions qu'on en voudra tirer ne seront de longtemps que des inductions sans preuves définitives.

Maintenant, phénomène non moins curieux, cette contradiction, cette antinomie, cette antithèse qui éclate au sein du catholicisme, si vous voulez y prêter une attention tant soit peu prévoyante, vous verrez qu'elle est en préparation également au sein de la démocratie. Là aussi, la direction politique et la direction sociale sont en train de se porter vers des résultats contradictoires. En devenant positiviste, matérialiste, darwinienne, la démocratie favorise la formation plus ou moins prochaine d'une société dure, rigoureuse, qui deviendra foncièrement aristocratique; c'est là sa pente sociale, tandis que sa pente politique, au contraire, incline vers un organisme égalitaire, vers une restriction graduelle de l'autorité, vers la prééminence du nombre, c'est-à-dire, en définitive, vers une société construite en faveur des petits, des humbles, des faibles, qui formeront toujours la majorité de la masse humaine.

Ces contradictions échappent aux regards distraits : on ne s'explique pas par quelle bizarrerie, par quel aveuglement de passions la foule démocratique en arrive à considérer un abbé Roussel, une petite sœur des pauvres, comme une sorte de prolongement d'un ensemble d'idées qu'elle tient pour hostiles à toutes les siennes, tandis qu'en même temps elle regarde vaguement comme un ami un anthropologiste tel que le docteur Broca, lequel poursuit scientifiquement la démonstration de la thèse la plus anti-égalitaire qu'on puisse imaginer, ou un

Digitized by Google

anatomiste positiviste tel que Charles Robin, dont les idées, quand on réussit à les clarifier, aboutissent à une sorte de sélection physique qui ferait fuir d'épouvante le *Vicaire savoyard*, et qui, dans l'application, ne laisse aucune ressource à cet incommensurable déchet humain que la charité catholique s'efforce de sauver.

Il ne me paraît pas inutile de prendre note de ces étrangetés morales, dans les moments où la politique courante nous offre quelques entr'actes; c'est notre cas aujourd'hui, et j'en ai profité.

LVI

COUP D'ŒIL RÉTROSPECTIF SUR LE 16 MAI

Paris, 21 décembre 1877.

Ces notes cursives sur le temps présent sembleraient incomplètes si je ne m'arrêtais pas une dernière fois pour recueillir dans une sorte de bouquet final quelques révélations qui jaillissent de côtés différents sur les incidents de la crise que nous avons traversée. Nous en sommes sortis grâce à quatre choses qui ont fini par se combiner après bien des heurts : la droiture et l'honnête simplicité du maréchal, la bonne tenue de l'opinion, le sang-froid de la majorité des députés et le coup d'œil judicieux du groupe constitutionnel sénatorial.

Après tout ce que j'ai écrit presque journellement au cours de cette crise fastidieuse, je me garderai bien

Digitized by Google

d'entreprendre à nouveau la démonstration en forme des propositions susdites; pas davantage je n'essayerai d'insister sur l'exactitude de la plupart des informations qui m'étaient parvenues et que les faits me semblent en général avoir corroborée; j'ai en vue en ce moment un autre objet, et le voici : à maintes reprises, il m'est arrivé de me lamenter sur la frivolité audacieuse, sur le manque de précision, enfin sur ce que je me permettais d'appeler la fatuité politique des conservateurs. J'ai répété que leur manière de s'engager dans l'entreprise la plus hasardée semblait uniquement provenir d'habitudes mondaines, d'antipathies et de préjugés de salon; j'ai dit que tout cela ressemblait plutôt à ces cabales qui se pratiquent dans les cercles élégants quand on veut faire *blackbouler* quelque candidat dont la provenance ou les attaches paraissent insuffisantes, qu'aux procédés mûris et calculés qu'on veut de prime abord supposer à une politique qui risque une partie aussi redoutable.

Cette induction a semblé, m'a-t-on dit, à quelques lecteurs ou téméraire ou malveillante; je veux m'efforcer de prouver que les révélations qui commencent à surgir autour de nous de côtés divers justifient mon jugement. Certaines de ces révélations font deviner, parmi toutes ces confuses intrigues, quelques particularités d'un comique accompli; or c'est le comique qui met dans les événements la touche vraiment lumineuse. Shakspeare est dans le vrai : les drames complets sont ceux où le bouffon figure, le bouffon grave surtout, le bouffon inconscient, celui qui a de la dignité, des principes, une cravate blanche et des formules officielles, Polonius en un mot, cet incomparable grand-père de M. Prudhomme

Digitized by Google

Polonius qui complète Hamlet, non seulement parce qu'il est le père d'Ophélie — trait charmant et d'observation profonde, quantité de ces Prudhommes ont des filles charmantes qui ravivent la race, — mais surtout parce qu'il semble que son creux radotage de président d'un groupe de droite est plus efficace pour décider à l'action l'irrésolu prince de Danemark que l'apparition même du fantôme sur le rempart d'Elseneur.

Prudhomme-Polonius est devenu légion pendant ces derniers temps ; c'est lui incontestablement qui a présidé à la rédaction des notes sibyllines et gourmées qui ont paru en bonne place dans la plupart des feuilles conservatrices. Une fois l'action finie et la partie perdue, tout le monde a l'air de n'avoir plus songé qu'à se composer une attitude respectable, qu'à vouloir sortir de scène sur un mot qui portât ; ceci est élémentaire en art dramatique : Dennery y excelle, mais Clairville n'y est pas maladroit.

Les légitimistes classiques ont commencé : « On avait offert au maréchal pour la résistance, ont-ils déclaré gravement, un personnel et un plan. » Là-dessus les catholiques de *l'Univers*, qui sont à même de ne rien ménager et qui mêlent à leur rosaire certaines pointes *gaminesques* souvent intéressantes, se sont permis de demander quel était ce personnel et si ce plan par hasard n'aurait pas de nombreuses ressemblances avec le mémorable plan Trochu. Les légitimistes ont répliqué d'un ton pincé que les convenances leur interdisaient d'en dire plus long. Ah! convenances, convenances! dernier refuge, lien suprême des partis qui se dissolvent, qui ne sont plus des partis politiques, mais des partis de salon, des

Digitized by Google

agrégations de société. Convenances! comme vous apparaissez ici à point nommé.

Pourtant, ce personnel et ce plan méritaient d'être connus; il ne s'agissait plus, dans le cas qui nous occupe, de payer avec des phrases, avec des politesses sans conséquence; il ne s'agissait plus de mettre en ligne des déductions très belles démontrant académiquement que la société française s'en allait à vau-l'eau si la monarchie légitime n'était pas restaurée; il fallait maintenant agir en personne, risquer l'existence correcte, bien élevée, opulente à laquelle on est habitué, pour brasser de ses propres mains la pâte révolutionnaire.

Or les légitimistes, et M. le comte de Chambord plus encore qu'aucun de ses fidèles, sont des personnages académiques et littéraires; ils pensent qu'il doit leur suffire de professer des doctrines à leur gré irréprochables; d'écrire des lettres bien tournées, nourries de saine morale; de faire des discours; mais, pour les gestes, ce n'est pas leur affaire; ils attendent que quelqu'un en prenne la décision et la responsabilité.

En résumé, quand on pénètre au fond des choses, on voit parfaitement que, pendant cette crise, les chefs des partis n'ont pas cessé de dire au maréchal, chacun pour son compte :

« Allons! enlevez Malakof, c'est pour cela que nous vous avons inventé; nous restons, comme de juste, dans la tranchée; nous ne sommes pas des gens d'action; mais nous applaudirons à l'assaut et nous occuperons la place aussitôt qu'elle sera prise. »

Restait toujours l'exécution, l'enlèvement de la redoute qui demeurait exclusivement à son compte. Le *Times* a

Digitized by Google

raconté cette scène dernière de l'Élysée dans laquelle la vérité de cette situation a éclaté enfin aux yeux du maréchal, et où il a opposé à toutes les obsessions dont il était l'objet son immuable résolution de ne pas sortir de la légalité.

Voilà au fond ce qu'on fait mine de ne pas lui pardonner encore. Sortir de la loi! Ces messieurs en parlent à leur aise; ils n'y risquaient pour leur compte rien ou bien peu de chose; ils lui passaient procuration pour en sortir; il était l'agent d'exécution, par conséquent seul engagé et seul responsable dans une partie dont on attendait l'issue à l'abri dans la coulisse. Quand même le maréchal n'eût pas été animé de cette droiture simple qui a pris le dessus dans cette circonstance, n'eût-il été qu'un homme d'esprit avisé et prévoyant, il eût encore décliné l'opération; car, à son point de vue personnel, elle était une pure duperie.

Au reste, on ne m'ôtera pas de l'idée que ceux qui conseillaient le coup de main à la condition, bien entendu, de ne pas opérer eux-mêmes, ont eu un grand poids de moins sur le cœur quand ils ont vu que cette partie hasardeuse ne serait pas jouée. Ce qui m'a le plus frappé comme observation de moraliste pendant le développement de cette pièce laborieuse, c'est l'abolition générale de l'esprit aventureux. Personne aujourd'hui, et cela dans tous les partis, ne semble plus disposé à se lancer dans le feu; chaque parti cherche un mandataire de bonne volonté auquel il voudrait passer procuration.

Au Japon, jadis, dans les derniers temps du régime féodal, quelque chose d'analogue s'était constitué. Les feudataires avaient renoncé à se battre entre eux par

Digitized by Google

eux-mêmes; mais, comme ils se haïssaient fort nonobstant leur accord apparent, ils avaient créé une classe d'hommes de sabre nommés *lonines*, gens déclassés et courageux qu'on entretenait en les désavouant, qui guerroyaient les uns contre les autres, chacun agissant officieusement pour le compte du chef qui l'avait embauché; il était entendu que les seigneurs ne reconnaissaient jamais leurs condottieri. Quand l'entreprise manquait, le *lonine* pris sur le fait s'ouvrait le ventre silencieusement sans se réclamer de qui que ce soit; c'était un des risques de la profession; pendant ce temps, les seigneurs qui se battaient par procureurs continuaient l'un envers l'autre leurs compliments et leurs révérences. Cette profession de *lonine* ne me semble pas destinée à faire ici fortune; en tout cas, on voit que le maréchal n'en a pas voulu.

C'est à propos du récit du *Times* au sujet de la dernière scène politique de résistance à l'Élysée, que l'élément comique dont je parlais plus haut a commencé de se révéler. Les informations qui m'étaient parvenues à moi-même concordaient en général avec celles du journal anglais; les démentis qu'on a depuis lors essayé d'y opposer n'ont, à bien voir, fait qu'en confirmer l'exactitude. C'est en pesant ces démentis qui ne démentent rien, qu'on est à même de mesurer exactement la valeur de l'esprit politique de Prudhomme-Polonius, ainsi que les conséquences de son respect des convenances, de son asservissement chinois au cérémonial mondain, à la haute civilité appliquée aux affaires d'État.

Premier démenti, deux lignes sèches de l'*Agence Havas :* ce n'est pas ainsi que les choses se sont pas-

Digitized by Google

sées ! Soit, mais alors dites-nous comment elles ont eu lieu. Second démenti, cinq lignes de M. Batbie : le récit n'est pas exact. Eh bien, mais par où pèche-t-il? Silence complet. Tout cela ressemble un peu trop à ces dénégations de cérémonie que la famille ne manque jamais de faire paraître quand il arrive qu'une dame lui appartenant se trouve notoirement compromise. Nous connaissons vingt histoires de ce genre.

M. Batbie, on l'a vu, n'a, quant à lui, rien expliqué; mais c'est alors que les révélations d'un véritable comique ont jailli de côtés divers. N'est-ce pas un trait de comédie que le duel à dix pas, un seul pistolet chargé, que le sénateur du Gers réclamait du duc Pasquier, la condition de son physique ne lui en permettant pas d'autre, ont dit les témoins, qui ne voulaient pas être plaisants. Ah! sans doute, le récit du *Times* est incomplet; il n'a pas révélé cet incident que les Tallemant futurs ne pourront pas oublier.

Notez que, pour que nul n'en ignore, le baron de Lareinty confirme dans une lettre d'hier la provocation de son arrangement; donc il reste hors de doute que la séance fut très vive; alors que dément-on?

Toutes ces petites notes de convenance, tout cet épistolaire officieux et gourmé sont, en somme, assez ridicules et aboutissent, de plus, à des résultats absolument contraires à ceux que leurs auteurs en attendent; ils corroborent l'irrémédiable scepticisme du public à l'égard de toutes ces protestations, et le confirment dans l'idée qu'il s'est faite de l'incohérence et de la débilité de la plupart des chefs du conservatisme actuel. Voilà que la droite du Sénat ne croit pas non plus pouvoir se dispenser de sa

Digitized by Google

note; celle-ci a été rédigée, dit-on, par M. Kolb-Bernard. Que dit-elle? A la première lecture, on croit bien qu'elle dit uniquement que la droite reste très chiffonnée de tout ce qui est advenu; mais il paraît qu'il y a, entre les lignes, de certaines protestations ou réserves contre le plan Trochu, des légitimistes purs et contre les conseils qu'ils auraient ensuite fait pénétrer à l'Élysée; en somme, un écho du dissentiment que les questions de *l'Univers* à *l'Union* avaient fait pressentir.

Ces messieurs, d'ailleurs, sont persuadés qu'ils ont accompli un acte notable, que leur manifestation est essentielle et qu'elle restera; la note rédigée et publiée, chacun s'en est allé dîner correctement; les convenances étaient sauves; que demandez-vous de plus?

Lettre ou note également de M. de Montgolfier, le petit-fils des ballons. Cet important conservateur déclare qu'il a été invariablement à la disposition du maréchal pour jouer la résistance; alors que ne s'est-il offert pour les finances au moment où personne ne voulait se placer sur cette poudrière? Donnez acte à M. de Montgolfier de sa vaillance, acte à tous les préfets, sous-préfets, maires, adjoints, gardes champêtres et agents de police qui se croient en droit d'adresser directement au maréchal des épîtres impertinentes et trop longues, à seule fin de lui reprocher de ne pas tomber avec eux; mais ils restent les modèles de cette chevalerie méconnue et sacrifiée, qui reviendra d'ailleurs plus tard; M. de Fournès, qui du moins écrit mieux que ses confrères, en donne l'assurance aux maires vendéens.

Tous ces épanchements cérémonieux ou mélodramatiques ont une pointe de ridicule, mais cette littérature

Digitized by Google

aide à comprendre l'affaiblissement du conservatisme. Tout cela est d'une *mincité* qui épouvante quand on songe à la fermeté des assauts en face desquels on n'a rien de mieux à dresser que des remparts de papier. Je l'avais remarqué : l'élément gascon semblait, avec le patronage de M. de Fourtou, avoir pris dans notre politique un développement exagéré ; je crois que les épistoles des préfets sont le dernier soupir du gasconisme.

Chacun a chanté son couplet final ou déclamé sa tirade de sortie; la toile peut tomber, elle tombe; la pièce est jouée. Reste Polonius, reste Prudhomme; ceux-là n'ont pas dit leur dernier mot, ceux-là ne le diront jamais; ce sont gens à métamorphoses. Nous allons retrouver Prudhomme radical et Polonius constitutionnel; adieu jusqu'à nouvel ordre aux conservateurs ! Suivons désormais, dans leurs évolutions libérales et démocratiques, Prudhomme et Polonius.

LVII

MÊME SUJET

(SUITE)

Paris, 28 décembre 1877.

On ne peut pas éviter de parler des incidents militaires qui se rapportent à la phase confuse qui a précédé la formation du ministère actuel. Il eût été à coup sur très

Digitized by Google

souhaitable pour l'armée, pour le principe de la discipline, que tous les faits de cet ordre eussent été ensevelis dans un silence politique à la suite de la détente que le maréchal a inaugurée le 13 décembre. Mais l'affaire de Limoges, la mise en retrait d'emploi du commandant Labordère, le rappel de son commandement du général Bressolles, le bruit qui s'est fait autour de ces affaires, les commentaires des journaux et la sensibilité de l'opinion ne permettent plus de croire que ces maladresses et ces imprudences tombent désormais dans l'oubli. L'émotion du public aura, au retour de la Chambre, des conséquences probablement inévitables; quelques-unes de ces conséquences peuvent, à mon avis, n'être pas sans de graves inconvénients au point de vue de l'esprit militaire et de la cohésion de l'armée; d'autres conduiront, un peu plus tôt, un peu plus tard, à des modifications significatives dans le personnel des hauts commandements.

Dans l'ordre militaire comme dans l'ordre civil, l'extravagante politique du 16 mai aboutira donc à des résultats diamétralement opposés à ceux que ses auteurs poursuivaient. Dans l'ordre civil, le 16 mai n'a servi qu'à développer la force républicaine et l'idée démocratique; dans l'ordre militaire, il est probable que les tâtonnements et les rêveries de coups de force auxquels on s'est abandonné par moments autour du maréchal, mais assurément en dehors de lui, pendant les dernières journées du ministère intérimaire, conduiront à des changements de personnes et à un ensemble de déclarations et de précautions légales qui auront pour objet de rendre impossible le retour de velléités de ce genre, mais qui en

Digitized by Google

même temps pourront bien développer dans l'armée certains ferments dont l'épanouissement est loin d'être favorable aux anciennes tendances conservatrices.

De toutes les informations, maintenant assez nombreuses, relatives aux incidents de Limoges, il ressort évidemment que, dans les derniers jours du ministère Rochebouët, des instructions furent transmises à différents commandants de corps d'armée dans le but de disposer la force militaire à une action inusitée. La version conservatrice est celle-ci : Assurément, le gouvernement prenait des précautions; il était dans son droit et il remplissait un devoir. A ce moment, son but était d'obtenir une seconde dissolution; il pouvait encore supposer que le Sénat y consentirait. Cependant la majorité des députés, sans s'expliquer avec précision, laissait entendre qu'elle résisterait à cette mesure; tous les journaux de l'opposition déclaraient qu'une seconde dissolution serait un fait anti-constitutionnel auquel la Chambre ne devait pas se soumettre. On parlait de mesures secrètement arrêtées pour réunir la Chambre dissoute dans une ville de province, on désignait tout bas certaines villes; en présence d'expectatives semblables, le gouvernement devait se prémunir : c'est ce qu'il a fait en adressant à certains commandants des instructions qui ne devenaient applicables qu'en cas de rébellion et de guerre civile commencée par l'une des branches du pouvoir législatif.

Je ne discute pas cette théorie, je n'analyse ni sa bonne foi ni sa légalité; je raconte et je puis rappeler qu'à maintes reprises, pendant l'évolution de cette phase incohérente et sourdement violente, j'ai signalé le plan d'une

Digitized by Google

seconde dissolution, suivie d'une résistance de la Chambre des députés, comme l'idée dernière à laquelle se cramponnaient les politiques du 16 mai. Ce qu'il ne faut jamais oublier, c'est que pendant les semaines qui se sont écoulées entre les élections et le désarmement de l'Élysée, opéré à la dernière heure par le loyal bon sens du maréchal, et par lui seul, toutes les fantaisies de résistance, toutes les stratégies, tous les plans de campagne ayant pour objectif la suppression du résultat électoral, se sont entrecroisés autour de la présidence; tous les partis, toutes les coteries ont eu leur jour, leur demi-journée, leur demi-heure. On dit qu'au delà des instructions militaires du ministère Rochebouët, il existait un projet de plébiscite. Ce rêve, à la suite de tant d'autres, a dû traverser les cerveaux échauffés et légers qui s'efforçaient alors de mener les événements et qui réussissaient à les agiter; mais je suis convaincu que ce projet a été un projet d'un jour, un projet en l'air, qui s'est évanoui comme tous les autres quand on s'est avisé d'examiner sérieusement la manière de le mettre en pratique.

Une seule chose a été nette un peu plus longtemps que le reste : la dissolution et la résistance probable et espérée de la Chambre; c'est à cette éventualité que les instructions militaires se rapportent. Il est évident que, lorsque l'on en est venu aux dispositions préliminaires que les instructions nécessitaient, il y a eu sur certains points des imprudences, des exagérations et des intempérances de langage; c'est le cas de Limoges. Le ministre de la guerre reconnaît qu'il y a eu, de la part du général Bressolles, exagération dans l'interprétation des ordres transmis, ce qui ne diminue nullement, au point de vue

Digitized by Google

de la discipline militaire, le tort du commandant, qui, au point de vue de la discipline, n'avait qu'à accepter silencieusement ces instructions et à appliquer l'axiome oriental. Entendre, c'est obéir. Reste un point, un point politique qu'il me semble bien difficile qu'on évite dorénavant. Quelles étaient les instructions et de quels commentaires ont-elles été accompagnées par certains généraux? Si la Chambre était réunie dès aujourd'hui, le débat serait inévitable; on aura bien de la peine à l'étouffer à son retour, et les conséquences n'en seront pas avantageuses. Je reviendrai sur ce grave et regrettable incident.

LVIII

L'OBÉISSANCE MILITAIRE

Paris, 29 décembre 1877.

Je ne crois pas que théoriquement le dogme militaire de l'obéissance soit contesté ailleurs qu'aux extrêmes limites de la démocratie. Dans ces régions, ce n'est pas du reste l'obéissance passive de la force armée qui se trouve battue en brèche, c'est le principe même des armées permanentes; rien de plus inutile que de discuter ces utopies révolutionnaires; il suffit de remarquer qu'elles se sont propagées parallèlement au développement croissant de l'organisme militaire parmi toutes les nations.

Digitized by Google

Les millénaires de la paix répliquent, il est vrai, que cet accroissement indéfini de la puissance militaire tournera, à la fin du compte, contre elle-même, et que le désarmement général sera la conséquence dernière de l'excès des armements. Ces hypothèses, quoi qu'on en pense, visent des futurs contingents si lointains, que ce serait, je le répète, perdre son temps que de les discuter.

Tenons-nous-en donc aux conditions de la civilisation présente, qui ne marche pas sans immenses armées, solidement et savamment organisées. Qui dit armée, dit obéissance passive; pas d'armée digne de ce nom, pas de guerres sérieuses, si les masses armées se transforment en masses discutantes, et si les ordres deviennent des objets de débat qui ne seront exécutés par le subordonné qu'à la condition d'avoir été au préalable compris et agréés. Sur ce point, en théorie, l'obéissance passive du soldat est un véritable dogme, et je ne suppose pas que personne parmi les gens sérieux et raisonnables en mette en doute la nécessité.

Il n'en est pas moins vrai qu'en sa qualité de dogme, l'obéissance passive ne doit pas être exposée à une critique trop rigoureuse, et qu'il faut surtout éviter autant que possible de soumettre ceux qui le pratiquent aux tentations d'un examen historique approfondi, dans lequel il court le risque de mesurer de trop près l'écart considérable qui sépare le relatif des événements de l'absolu des doctrines; autre chose contre quoi il est plus essentiel encore de se prémunir, c'est de mettre en présence le devoir militaire, le devoir professionnel et le sentiment en quelque sorte civil qui, quoi qu'on fasse, subsiste au fond du cœur du soldat et qui, dans des phases

Digitized by Google

incertaines comme celles que nous traversons, conserve une vivacité, une susceptibilité que les lamentations, les imprécations et les déclamations n'atténuent en aucune façon.

A mon avis, ainsi que je l'indiquais dans ma précédente lettre, l'un des plus fâcheux inconvénients des incidents de Limoges : mise en retrait d'emploi du commandant Labordère, disponibilité du général Bressolles, est justement d'attiser le feu dissolvant de la discussion sur une question où la discussion est particulièrement dangereuse à quelque conclusion qu'elle aboutisse.

Tout dogme discuté est un dogme en péril, et tous les dogmes sont inévitablement discutés quand on s'étudie à les pousser à leur extrême limite et qu'on prétend leur faire dire le dernier mot qu'il est possible logiquement d'en extraire. J'admets parfaitement, si l'on veut, que le dernier mot logique de l'obéissance passive militaire réside dans les formules de prud'homie déclamatoire que M. Saint-Genest excelle à rédiger; tout cela se réduit, en définitive, à un seul trait : le militaire est irresponsable; du moment qu'il est couvert par un ordre hiérarchique, il marche, il exécute cet ordre, il ne l'apprécie ni ne le juge; quel que puisse être cet ordre, il le remplit.

C'est à merveille en conversation; mais, quand on arrive à la pratique, à la mise en œuvre des choses, on s'aperçoit immédiatement que la nature humaine est beaucoup moins abstraite et qu'elle résiste, quoi qu'on fasse, à un tel absolu; dans tous les cas, c'est une incroyable imprudence que de proposer des problèmes de ce genre dans de certains moments. Savez-vous quel est le résultat le plus clair de l'incident de Limoges? c'est

Digitized by Google

qu'actuellement il n'y a, pour ainsi dire, pas un seul officier dans l'armée qui n'examine, à part lui, ce dogme de l'obéissance passive et qui ne se demande si le droit du commandement est en toute matière aussi absolu, aussi illimité que l'établit le code de l'armée. Je suis persuadé que l'immense majorité des officiers répond à cette question dans le sens de l'affirmative. Néanmoins, la discussion intérieure du problème, même quand il est résolu de la manière la plus rigoureuse, est l'indice d'un certain doute. Quand on a proclamé l'infaillibilité du pape, on a pu surprendre dans l'âme d'une foule de catholiques les marques d'hésitation du même genre ; personne assurément, parmi les croyants sincères, n'a résisté ; tout le monde s'est courbé sous la houlette rigoureuse de l'Église ; mais, au fond d'une multitude d'âmes soumises, il est resté une sorte de vague amertume qui aurait pu se traduire par cette plainte : fallait-il donc obliger notre foi à aller jusque-là ! A plus forte raison, quand il s'agit de l'obéissance militaire, dogme purement social et qui ne peut s'appuyer sur rien de surnaturel, on doit supposer une série d'impressions du même genre. C'est un grand danger que d'en pousser les conséquences à un point tel, qu'on expose l'officier à se demander si on ne touche pas là à cette limite de l'extrême logique prévue par le classique axiome : *Summum jus, summa injuria.* L'armée, en tant qu'armée, ne doit pas raisonner. Eh ! sans doute, mais, de quelque façon que vous vous y preniez, rien n'empêchera que, dans un milieu comme le nôtre, avec une organisation militaire et des mœurs générales qui maintiennent l'armée au sein de la masse nationale, cette armée ne soit raisonnable ou raisonnante ; c'est, par con-

Digitized by Google

séquent le fait d'une politique imprévoyante de soumettre le dogme de l'obéissance passive à une tension exagérée. C'est ce qui a eu lieu incontestablement dans les instructions émanées du ministère Rochebouët. On voit combien ces instructions étaient imprudentes et mal calculées, puisque leur mise à exécution a suscité l'incident de Limoges, sans compter nombre de faits moins saillants qu'on recueille çà et là, que l'on groupe et qui conduiront, je le crains, à des éclaircissements qu'il eût été préférable à tous les points de vue d'éviter.

Quant aux éclaircissements sur les incidents militaires de Limoges, vous verrez que la plupart des journaux — journaux républicains et journaux conservateurs, ces derniers avec une certaine imprudence, suivant moi, — semblent d'accord pour les réclamer officiellement dans une discussion engagée devant la Chambre. Je conçois, tout en regrettant qu'on en arrive à ces extrémités, l'utilité et la portée des déclarations que le gouvernement se trouvera dans cette occurrence obligé de formuler ; mais, pour le public, il me semble que, dès à présent, il est parfaitement en mesure de se rendre compte de la manière dont les faits se sont produits. Il paraît manifeste aujourd'hui, en rapprochant les informations qui surgissent de divers côtés, que le ministère de la guerre a expédié des instructions générales relatives aux faits possibles d'émeutes et de rébellion. Ces instructions étaient évidemment rigoureuses, mais il semble non moins évident que certains généraux, et le général Bressolles paraît un de ceux-là, y ont joint, quant à leur application, un supplément dont la tournure des événements a fait ressortir l'imprudence et l'exagération. Le plus fâcheux en toute

Digitized by Google

cette aventure, c'est qu'elle donne à penser que le monde supérieur de l'armée se rend bien mal compte de la situation actuelle et du courant nouveau des idées; il demeure obstinément dans ce que je suis obligé d'appeler le *vieux jeu*, en prenant un terme de vaudevilliste, des émeutes, des barricades, des coups de fusil; c'est pour lui le dernier mot de la révolution; il ne veut pas voir qu'avec le suffrage universel et la conscience réfléchie que les masses ont acquises de leur droit, tout cet appareil ancien est allé rejoindre les armures du moyen âge et les diligences de la Restauration. Les masses ne feront plus d'émeutes; elles votent, et, comme sanction du scrutin, elles arriveraient avec un ensemble et une promptitude extraordinaire au refus d'impôt en cas de résistance du gouvernement à la loi des majorités. Sans aucun doute, le procédé est brutal; on peut y opposer une multitude de théories plausibles et de raisonnements infiniment sages; tout cela aboutit à des satisfactions académiques; toutes les dissertations sur le droit abstrait sont de véritables puérilités en face d'un fait irrésistible qui démontre que la force et le droit ont divorcé définitivement; tout cela rentre dans la série des raisonnements légitimistes; la majorité de la nation, disent-ils, n'avait pas le droit de détruire l'œuvre de l'histoire et de renverser la monarchie traditionnelle. C'est bien possible; mais, si elle n'en avait pas le droit, elle en avait le pouvoir, et elle l'a prouvé, et, pour que la restauration de cette monarchie fût réalisable, il faudrait indispensablement que cette majorité commençât au préalable par mettre d'accord la force qui est en elle avec le droit abstrait qu'elle ne reconnaît plus.

Digitized by Google

En face du refus d'impôt, la situation serait encore plus impérieuse; on aurait beau s'épuiser à démontrer par les plus irréprochables raisonnements que c'est un droit extrême et abusif; si la nation refusait de payer, les plus belles déductions ne signifieraient absolument rien. Le monde militaire dans sa région supérieure semble n'avoir aucune idée de cette transformation; le spectre rouge, le réveil de la Commune lui paraissent toujours le péril imminent; on fera des barricades, on tirera des coups de fusil, nous marcherons et tout rentrera dans l'ordre ! C'est la conception d'une foule de braves gens à grosses épaulettes; quand on oppose à cette conception naïve, qui ressemble à la critique avec laquelle les curés de campagne répondent à l'exégèse scientifique d'un Strauss ou d'un Renan, cette simple objection : « On ne fera pas de barricades, on ne se révoltera pas; vous espérez vous battre : pour se battre, il faut être deux; or, l'adversaire ne paraîtra pas ; il attendra le scrutin, et, si on le supprime, il refusera de payer! » — ces braves gens ne savent que répliquer, et ils se sentent, en définitive, en présence d'une force passive qui échappe à leur action. En vous rendant compte d'après ce que nous en connaissons, ce qui est dès aujourd'hui suffisant, des instructions transmises à l'armée par le ministère intérimaire, vous verrez qu'elles ne visent que ce cas d'émeute et de révolte à main armée demeuré l'objectif unique de l'ancien conservatisme; or, ce qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est le calme rigoureux des masses populaires pendant le développement de la crise finale causée par le 16 mai. Personne ne songera à excuser le commandant Labordère refusant par avance de se prêter à l'exécution d'ordres

Digitized by Google

conditionnels qui n'étaient, en réalité, que des hypothèses relatives à des manifestations qui, pour une foule de raisons, avaient chance de ne pas se produire; mais rien n'empêchera les réflexions et les remarques du public et des intéressés au sujet de ces instructions effarées; c'est là le plus grand inconvénient de ces incidents déplorables, et si, au retour des Chambres, on demande au gouvernement de mettre définitivement l'armée — par le changement d'un certain nombre de ses chefs — à l'abri de pareilles agitations, je me demande ce qu'il sera possible, en bonne logique, de répondre aux républicains.

LIX

DÉMOCRATIE ET ARISTOCRATIE
A PROPOS DE LA MORT DE M. BOUCICAULT

Paris, 30 décembre 1877.

La fermeture, pendant trois jours pleins, du *Bon-Marché*, par suite de la mort du fondateur et du propriétaire de ces immenses magasins, a été un véritable événement parisien. Je n'exagère rien en disant que M. Boucicault était infiniment plus connu dans le monde moyen de notre bourgeoisie qu'un ministre quelconque, soit du présent, soit du passé; il avait acquis une notoriété universelle parmi les dames; je dis les dames avec

Digitized by Google

l'idée d'indiquer par cette nuance de langage à quelle région sociale correspondaient le *Bon-Marché* et son fondateur.

Ce magasin gigantesque, qu'on peut rapprocher sans témérité de l'immense bazar d'étoffes et de nouveautés de tout genre organisé dans Broadway, à New-York, par un Boucicault transatlantique, M. Stuart, à son début petit commis irlandais, mort l'an passé en laissant une fortune évaluée par les Américains, qui s'y connaissent, entre 300 et 400 millions, le magasin du *Bon-Marché* n'était pas, à Paris, un établissement aristocratique s'efforçant d'attirer la clientèle du beau monde, clientèle mélangée et confuse, celle du *Sport* et de *la Vie parisienne*, monde particulier dans lequel se réunissent, sans se confondre, la grande naissance, la grande finance et la grande bohème, où la duchesse authentique et la millionnaire incontestée figurent de plein droit, mais où l'actrice à succès et la fille à la mode pénètrent aussi par mille portes secrètes : pas davantage le *Bon-Marché* n'était un magasin démocratique, s'étudiant malgré son exergue à capter le populaire. Le *Bon-Marché* était une institution de classe moyenne; en réalité, vous pouvez saluer en lui le *Camp des bourgeoises* de la nouveauté.

Pour cette immense couche féminine, qui commence à Paris immédiatement au-dessous de la couche mince et voyante de la haute élégance et qui finit à la lisière du monde ouvrier, région immense qui renferme la portion la plus saine et la plus sagement cultivée de la société française, pour cette innombrable tribu de mères de familles accortes et raisonnables, de femmes de chefs

Digitized by Google

de bureau, agréables et modérées, pour toutes ces Parisiennes alertes et bien chaussées, honnêtes et coquettes, sceptiques et dévouées, qu'on rencontre à pied dans nos rues, qui prennent l'omnibus au passage, un fiacre en cas de besoin, pour toute cette population féminine dont l'étranger n'oublie jamais la grâce aisée, et avec laquelle les Viennoises seules pourraient rivaliser, pour toutes ces dames, le *Bon-Marché* avait incontestablement la valeur sociale d'une institution.

Aller au *Bon-Marché* était assurément l'un des emplois habituels de l'après-midi de cette attrayante bourgeoisie féminine. Maintes fois j'ai essayé de démêler les causes de ce succès sans cesse grossissant; on me disait : « L'enseigne n'est pas menteuse, et ce titre de bon marché n'est pas une illusion; » des enthousiastes ajoutaient : « Là, on trouve tout ! Les commis sont expéditifs et polis, l'organisation incomparable; à la rigueur, on peut y emmener un mari et le mettre en dépôt au salon de lecture pendant que l'on choisit. Il y a un buffet qui présente gratis un petit gâteau et un verre de sirop. En sortant, disaient encore quelques dévotes acheteuses, on peut entrer de l'autre côté de la rue à la chapelle des Jésuites et faire un bout de prière sur la tombe des pères martyrisés par la Commune. Toutes ces raisons, que j'abrége, pour ne pas faire concurrence aux substantielles réclames des annonciers, toutes ces raisons me semblaient intéressantes. Et pourtant, me disais-je, elles n'expliquent qu'imparfaitement pour moi le succès du *Bon-Marché*.

A l'exception de l'édifiant voisinage de la chapelle de la rue de Sèvres, qui ne pouvait agir que sur un tout

Digitized by Google

petit nombre d'âmes de la tribu de Lévi, la plupart des attraits du *Bon-Marché* devaient se retrouver, avec de bien minimes différences, dans quelques-uns des plus grands magasins du centre de Paris. Qui poussait donc journellement vers cette région lointaine et inusitée la multitude des bourgeoises du boulevard et de la chaussée d'Antin ? Une raison paradoxale, et par cela même irrésistible : l'éloignement. On allait au *Bon-Marché* parce que le *Bon-Marché* est situé très loin; cela devenait un pèlerinage.

Tous les Parisiens experts ont remarqué que, quand une vogue s'établit, la distance devient un excitant; pour ce motif, quand l'Odéon empoigne un succès, ce succès dure infiniment plus longtemps que dans un théâtre central; à l'époque où *l'Honneur et l'Argent* fut lancé, on put croire quelque temps que l'entraînement du public ne s'arrêterait plus; le courant une fois créé charriait chaque soir vers la rive gauche des familles et des sociétés entières. Au Vaudeville, aux Variétés, on va seul, on entre par hasard et sans préméditation; à l'Odéon on vient par bandes.

La difficulté, le nœud du problème, c'est de faire naître ce courant, c'est de créer cet ébranlement par lequel le public se trouve entraîné à l'Odéon : Ponsard y avait réussi, et madame Sand, après lui, en a plus d'une fois renouvelé la merveille; l'an passé nous l'avons vu reparaître encore à propos des *Danicheff*. Cet entraînement, M. Boucicault était parvenu à l'instituer en l'honneur de son magasin. D'où venait cet habile homme? Comment s'étaient formées et développées son entreprise et sa fortune? A quel résultat atteignait-il quand la mort l'a saisi

Digitized by Google

à un âge encore assez éloigné de la vieillesse? Ce sont des questions qu'on se pose volontiers, et, en essayant de rassembler quelques renseignements pour y répondre, on fait de la politique dans le sens le plus large et le plus vrai.

Ce grandissime marchand de nouveautés qui faisait, dit-on, soixante-dix millions d'affaires par an, qui gouvernait mille ou douze cents commis, un nombre égal d'employés subalternes et de serviteurs, est un phénomène social plus digne d'étude qu'un avocat devenu ministre ou un journaliste promu préfet. J'ajoute que le propriétaire et le directeur du *Bon-Marché* tenait en définitive dans la société française actuelle, — société démocratique, laborieuse, mais en même temps, si vous me permettez ce mot, savamment barbare, foncièrement ploutocratique, — une place plus importante qu'une foule de personnages qui se croient socialement placés sur un degré supérieur à celui qu'il occupait.

Veuillez faire attention à cette fortune et surtout veuillez vous rendre compte du développement de patronage et de l'étendue d'autorité qui résultaient de sa situation, et vous saisirez sur le vif la manière, les procédés et le jeu des forces qui font surgir les véritables aristocrates du sein des sociétés les plus démocratiques. C'est par là que M. Boucicault et le *Bon-Marché* se rattachent à ces études.

Les anciennes classes supérieures et soi-disant dirigeantes en France vivent dans un monde d'illusions, d'idées fausses et conventionnelles; elles sont persuadées, par exemple, qu'un aristocrate ne peut être qu'un personnage d'une naissance distinguée, orné d'ancêtres cer-

Digitized by Google

tains, de relations choisies, de manières irréprochables; joignez à ces avantages une fortune suffisante, une conduite correcte, l'habitude du monde, et vous aurez le type achevé de l'aristocrate de salon, de l'homme de bonne compagnie dans sa forme la plus attrayante; assurément nous sommes ici en présence d'un produit social charmant et délicat, et c'est une heureuse destinée que de pouvoir passer sa vie dans le commerce de ces gens aimables; toutefois cette bonne société n'est qu'un simulacre et une illusion.

Le danger, c'est qu'elle s'imagine que le raffinement de ses manières l'appelle à gouverner un monde pour lequel elle n'est plus en réalité qu'un ornement, une sorte d'objet de luxe, une superfétation décorative. Si, par surcroît, ce fantôme aristocratique perd complètement la notion du monde au sein duquel il subsiste, s'il en arrive à prendre son isolement pour une force, non seulement il se condamne à une irrémédiable stérilité, mais, par les prétentions qu'il affecte, il devient pour l'instinct égalitaire de la foule un excitant redoutable, et il finit par compromettre aux yeux des masses l'idée même d'aristocratie, dont il ne présente plus qu'une caricature élégante et affadie.

En deux mots, telle est l'histoire de la noblesse française; c'est aujourd'hui le résumé de la situation des anciennes classes dirigeantes : des prétentions sans limites que ne justifient que par hasard l'importance réelle ou une sérieuse capacité.

On célébrait, il y a deux jours, à Saint-Thomas d'Aquin, dans le sanctuaire le plus recherché du faubourg Saint-Germain, les obsèques du fondateur du *Bon-Marché*,

Digitized by Google

obsèques d'ailleurs d'une pompe extraordinaire. J'imagine qu'on aurait bien surpris et légèrement scandalisé les habitants des hôtels solitaires des environs si on s'était avisé de leur dire : « On a raison d'enterrer ce marchand avec autant de luxe qu'un duc; car, en vérité, celui-ci a été dans la société présente un véritable type d'aristocrate actif et pratiquant. Savez-vous ce que c'est réellement qu'un aristocrate? Vous vous figurez que c'est un homme bien né, bien élevé, bien apparenté, qui passe sa jeunesse au Jockey-Club, son âge mûr au cercle des Pommes de terre et qui parfois figure à l'annuaire des affaires étrangères? Eh bien, défaites-vous encore, s'il est possible, de cette illusion. Un aristocrate, c'est un personnage de qui dépendent une multitude d'autres hommes, qui possède une vaste clientèle, un cercle étendu de commandement; étudiez toutes les aristocraties à leur point de départ, examinez-les au moment de leur prospérité la plus brillante et la moins contestée, et vous verrez que l'aristocrate n'est jamais autre chose qu'un chef, un être agissant, qui tient la barre d'une grande machine sociale, qui commande et à qui on obéit; ce n'est jamais une figure de parade, un être vivant à part, séparé de ses contemporains par une sorte d'isolement cérémonieux; c'est en définitive un individu souvent rude et fruste, imbibé le plus souvent des passions du milieu où il vit, mais vigoureux, laborieux et prodigieusement actif.

Voilà l'aristocrate à l'état pour ainsi dire natif; celui-là, les masses populaires ne le contestent jamais, et la preuve, c'est qu'il émerge des sociétés les plus démocratiques comme une sorte de produit naturel, comme une

Digitized by Google

efflorescence à laquelle ni la loi ni les mœurs ne sauraient faire obstacle.

Je citais tout à l'heure comme figure d'aristocrate moderne le colossal marchand de nouveautés de New-York, Stuart, mais on ferait sans peine sur ce sol démocratique toute une galerie de personnalités du même genre. Que pèse un pauvre petit duc français contemporain, je le demande, en face de ce que fut le commodore Vanderbilt, maître absolu de cinq ou six lignes de grands steamers et administrateur souverain d'autant de chemins de fer? « La puissance de l'argent! » répond-on; non! la force du capital accumulé n'est pas ici le générateur unique de ces curieuses personnalités; le capital n'est venu que comme conséquence d'un génie spécial, d'une faculté extraordinaire de commandement et d'organisation, d'une hardiesse et d'une justesse de coup d'œil qui distinguaient ces hommes parmi la foule de leurs concitoyens.

Dans toutes ces fortunes on aurait tort de ne voir que le caprice d'une chance heureuse. Sans doute il a fallu du bonheur, surtout au début; mais, si le bonheur n'était pas tombé sur un homme particulièrement bien doué, c'est en vain qu'il aurait souri à une individualité molle ou médiocre.

Le fondateur du *Bon-Marché*, Aristide Boucicault était né à Mamers; c'est une petite ville du département de la Sarthe, dont la notabilité politique actuelle est M. Caillaux, le ministre des finances du 16 mai; j'ai entendu conter que, dans sa première jeunesse, il fut *camelot*, petit marchand ambulant, et qu'il vendait dans les foires du Maine et du Perche des cotonnades et des mouchoirs de Cholet; voilà un début qui ressemble à un dé-

Digitized by Google

but américain. Comment arriva-t-il à Paris très humble commis, comment entra-t-il dans la petite boutique obscure, formant l'angle de la rue du Bac et de la rue de Sèvres, boutique qui fut l'embryon du gigantesque *Bon-Marché?* comment en devint-il l'associé, puis le propriétaire? Voilà ce que des biographes spéciaux pourront expliquer plus tard, pour exciter l'émulation des commis ambitieux qui rêvent millions le soir en rangeant leurs rayons.

L'extraordinaire fut d'attirer tout Paris dans ces quartiers inaccoutumés; mais le plus curieux, quand la vogue immense et la gigantesque prospérité de l'entreprise furent créées, ce fut de poursuivre et de mener à bien l'organisation en quelque sorte domestique du *Bon-Marché*. Boucicault ne voulait pas être simplement un négociant riche et adroit, il avait des visées plus étendues, je dirais volontiers des tendances socialistes, si l'ignorance et la passion n'avaient pas donné à ce mot une signification funeste.

Toujours est-il qu'il s'empara de son peuple de commis, d'employés et de demoiselles — tout cela fait deux ou trois milliers d'êtres humains — et qu'il se proposa de constituer pour eux une existence complète sans sortir de son *Bon-Marché;* non seulement il nourrissait, logeait et dirigeait cette population, mais il prétendait l'instruire et même l'amuser; il avait organisé des cours du soir à l'usage de ses commis; il leur avait ouvert une sorte de cercle; enfin, est-ce une légende? j'entends dire qu'il leur avait loué des chasses, où ils allaient le dimanche, traînés par la cavalerie splendide de la maison, respirer l'air des bois et se remettre du gaz de la semaine.

Digitized by Google

Tout cela est véritablement œuvre d'aristocrate; car tout cela, c'est la direction et le gouvernement des hommes. J'ai vu dans ma vie quelques ducs, quantité de marquis et des comtes à foison; les trois aristocrates les mieux caractérisés que j'aie rencontrés en France ont été M. Talabot, le directeur du Paris-Lyon-Méditerranée, seigneur suzerain de vingt-cinq mille employés, dont pas un ne conteste sa supériorité; M. Dubochet, lequel était passionnément démocrate, qui gouvernait l'armée du gaz de Paris; enfin, Aristide Boucicault, le duc du *Bon-Marché*.

LX

DE LA MAUVAISE HUMEUR CONSIDÉRÉE COMME PRINCIPE D'OPPOSITION

Paris, 4 janvier 1878.

S'il existe quelque part à l'heure présente, dans le monde conservateur, un moraliste perspicace et sans illusions, tel que fut, par exemple, en son temps, le commensal de l'hôtel de Broglie, M. Doudan, on pourrait lui indiquer un joli sujet de dissertation : *De la mauvaise humeur comme principe d'opposition.* Notre moraliste devrait s'appliquer d'abord à mettre en relief les causes de la mauvaise humeur politique; il montrerait que la défaite ne suffit pas à l'expliquer, qu'on peut citer une multitude d'exemples de partis battus, écrasés même par

Digitized by Google

la fortune, qui se sont retirés après leur échec dans la dignité impassible de leur principe, considérant les conséquences secondaires de la bataille perdue comme inévitables, indignes, par conséquent, de servir de thème aux récriminations des vaincus, se bornant à protester de haut contre la victoire elle-même et à attendre que l'avenir rétablisse l'équilibre des choses, suivant eux funestement rompu.

Le moraliste expliquerait ensuite les motifs qui empêchent, à de certains moments, les partis désemparés d'adopter cette conduite fière et ceux qui les portent à user ce qui leur reste de force en lamentations séniles, en protestations misérables, en chicanes mesquines; il ferait voir que, quand les partis battus en arrivent à ces extrémités piteuses, c'est d'une part que les idées générales et le sens pratique commencent à leur manquer tout à fait, et de l'autre que les questions personnelles, les préjugés de monde et de salon sont restés le seul lien, le seul aliment des coteries à qui l'influence et le pouvoir échappent.

Pour que le traité de la mauvaise humeur en politique fût complet, il serait bon d'y ajouter une conclusion destinée à démontrer sa stérilité; on insisterait sur le rétrécissement et le racornissement intellectuel que ce régime de clabauderie grognonne peut imposer à ceux qui le pratiquent; on montrerait, de plus, que la mauvaise humeur, devenant l'unique excitant d'un parti, l'entraîne presque à son insu dans la mauvaise foi, et que, pour conclure, la combinaison de ces deux sentiments de nature essentiellement subalterne s'oppose à toute reprise de crédit, à tout retour de l'opinion en faveur des partis qu'elle délaisse.

Digitized by Google

Je veux me borner à indiquer ici aux Doudans futurs ce petit traité de la mauvaise humeur, qui me paraît propre à les tenter; j'ajoute qu'aucun moment n'a été plus que celui-ci propice aux remarques et aux observations relatives au développement de la mauvaise humeur en politique.

Là-dessus on me dit : « Vous en parlez réellement trop à votre aise et en critique trop détaché des incidents de la pièce qui se déroule sur le théâtre politique. Comment voulez-vous que les conservateurs ne soient pas dominés par les impressions les plus amères, quand ils se voient enlever toutes les fonctions, toutes les situations sur lesquelles leur influence était fondée? Il y a huit jours, ils ont perdu toutes les préfectures sans exception; le coup de balai vient d'atteindre le plus grand nombre de leurs sous-préfets, les justices de paix et les parquets sont à la veille de subir la même opération; dimanche, on va renouveler dans toute la France les conseils municipaux; on doit s'attendre, avec le courant libéral et républicain qui est encore dans toute sa force, à ce que les élections modifient d'une façon très notable un nombre considérable de municipalités, ce qui entraînera le changement de la majorité sénatoriale dans dix-huit mois, lors du tiers sortant, la majorité du Sénat passant à gauche et devant en conséquence à ce moment marcher dans le même sens que la majorité de l'autre Chambre. C'est le développement certain, par voie légale et constitutionnelle, des institutions actuelles dans la voie démocratique; c'est donc la ruine méthodique des influences conservatrices.

Après la déroute du 16 mai et le coup de fouet que cette déroute a donné aux idées républicaines, on ne voit plus

Digitized by Google

de quelle manière les conservateurs pourraient éviter le complément de désarroi dont ils se sentent menacés. Refaire quelque nouvelle tentative dans le genre du 16 mai est une extravagance à laquelle les plus extravagants mêmes n'auraient pu songer. Il est donc trop naturel que, se voyant à date fixe condamnés à un irrémédiable déclin, ils se vengent de cette cruauté de la fortune de la seule manière qui reste ouverte aux gens déconfits, — en maugréant contre le présent, en drapant les nouveaux venus et en faisant pour l'avenir les prophéties les plus lugubres.

Je suis loin de prétendre que tout cela ne soit pas fort naturel et que tout cela ne soit pas l'expression habituelle de l'humanité. On ne devait pas s'attendre assurément à ce que les préfets et sous-préfets révoqués, leurs familles et leurs amis, à ce que cette considérable tribu de *cessantes* dont nous nous enrichissons à la mode espagnole, aient une philosophie assez alerte pour comprendre immédiatement que leur départ est une conséquence logique, inévitable du tour des événements; on ne peut pas se flatter qn'ils se souviennent qu'improvisés par un ministère pour être les agents secondaires d'une entreprise périlleuse qui a avorté au milieu de circonstances ridicules et funestes, il est trop juste qu'ils disparaissent avec le système auxquel ils étaient liés. Ce serait même demander plus que le cœur humain ne comporte, que d'espérer qu'ils n'envisageront pas leur accident sous un aspect tragique et qu'ils ne se montreront pas convaincus qu'un système où il leur est impossible de demeurer est voué dans un avenir très prochain à l'abomination de la désolation.

Il faut donc laisser une très large marge aux lamenta-

Digitized by Google

tions, aux récriminations et aux noirs pronostics du peuple des destitués. Je me figure pourtant que ceux des conservateurs qui ont l'esprit plus élevé, plus d'indépendance, plus de clairvoyance qu e cette population de *cessantes*, ne tarderont pas à s'apercevoir qu'on ne soutient pas un parti, et surtout un parti social, avec un simple régime d'acrimonie mesquine, de grognerie et d'épigrammes; un parti qui n'abandonne pas tout espoir ne saurait se transformer en conciliabule de décavés grognons.

Dans les circonstances actuelles, cette attitude semblera d'autant plus ridicule, d'autant moins faite pour impressionner l'opinion, que le changement du personnel opéré par le nouveau ministère n'est que la répétition, dans son sens, du remue-ménage que les conservateurs avaient eux-mêmes effectué depuis le 16 mai. Les hécatombes de préfets, de sous-préfets, de juges de paix, les changements de résidence des magistrats du parquet, que la précédente administration a compromis avec une imprévoyance que ces lettres ont maintes fois signalée, ne sont à tout prendre que la contre-partie exacte, au point de vue républicain, des pratiques de l'administration antérieure. Il n'y a rien de sérieux à répondre à l'axiome classique : *Patere legem quam ipse fecisti.*

On ne pourrait se rejeter que sur une chose, l'indignité, l'incapacité ou l'incorrection sociale des nouveaux fonctionnaires. Nul doute qu'en fouillant un peu, on ne leur trouve de côté et d'autre bien des pailles, bien des tares; mais je crois que les conservateurs s'abusent singulièrement s'ils s'imaginent que ces anecdotes rétrospectives produiront un grand effet sur l'opinion moyenne.

Digitized by Google

D'abord, les préfets du 16 mai ont été obligés, par la lutte même dont ils avaient accepté la responsabilité, à de tels excès administratifs, à une attitude si militante, que tout ce qu'on peut dire de ceux qui leur succèdent paraît fade. On est persuadé que, quoi qu'ils fassent, ils n'arriseront pas au niveau de leurs prédécesseurs. Reste leur qualité sociale. Sans doute nombre des nouveaux ou des réintégrés — car il faut remarquer que les fonctionnaires absolument neufs forment la minorité des fournées administratives — appartiennent à une autre nuance sociale que ceux qu'ils remplacent, ce qu'on appelle les *gens du monde*. Les hommes tenant par des attaches diverses à l'ancienne classe dirigeante sont moins nombreux aujourd'hui dans le cadre préfectoral qu'ils ne l'étaient dans celui du ministère précédent. Pourtant on en trouve encore une bonne quantité qui ne serait disparate dans aucun salon; on ne fera croire à personne par exemple, que M. Decrais ou M. de Brancion soit un échappé de brasserie ou un habitué de café démocratique.

D'ailleurs, je reviens sur ce trait que j'ai déjà signalé plus d'une fois à la méditation des observateurs perspicaces et qui est, à mon sens, la marque la plus certaine des idées et des mœurs démocratiques; la masse de la population, c'est-à-dire cette immense couche moyenne en dehors de laquelle s'agitent l'extrême démagogie et les petits états-majors des partis, cette masse attache de moins en moins de valeur à cette distinction d'écorce qui résulte de certaines manières et de certaines relations; cela ne veut pas dire le moins du monde qu'ellle incline vers le sans-gêne et la rusticité.

Digitized by Google

L'ancien conservatisme se fait à cet égard beaucoup d'illusions mondaines qui prouvent qu'il a mal étudié la société présente; il faut bien qu'il s'imagine cependant qu'il n'aura pas raison des idées démocratiques actuelles par de nouvelles éditions de la pipe et du chapeau mou de feu Flocon; il ne trouvera nulle part en face de lui, parmi les fonctionnaires du régime qui s'installe, des citoyens à pipe et à chapeau mou; il va se trouver en présence d'une tribu de citoyens suffisamment corrects, très serrés dans leur conduite, très avisés, parfaitement accoutumés à manier la loi et à lui faire rendre dans le sens de leur parti tout ce qu'elle peut donner; ils ne vont pas poursuivre des croisades contre les cabarets, mais on peut être certain qu'ils ne les hanteront pas. Cette catégorie de fonctionnaires rencontrera justement, par ses mœurs moyennes et ses habitudes bourgeoises, de nombreuses affinités avec une couche provinciale sur laquelle les fonctionnaires de l'ordre moral n'ont jamais eu aucune prise.

Les conservateurs n'ont jamais voulu comprendre le déplacement d'influence qui s'est opéré au sein de la société française depuis une vingtaine d'années environ; ils ont fermé les yeux sur l'avènement de cette nouvelle bourgeoisie, de cette alluvion secondaire ou tertiaire que l'action des idées de 89 et le fonctionnement du Code civil ont produite, alluvion à laquelle je me suis permis de donner le nom de parti des pharmaciens et des vétérinaires, non pas certes pour tourner en ridicule ces deux catégories de citoyens estimables, mais parce qu'ils symbolisent mieux que personne la nuance de cette nouvelle bourgeoisie entre les mains de laquelle, pendant

Digitized by Google

plus ou moins longtemps, l'influence et la direction vont demeurer.

Je ne garantis nullement qu'il sorte de cette classe un gouvernement supérieur et brillant; loin de là : sa prépondérance ne s'exercera pas sans un certain développement d'envie et de tendances mesquines; mais, somme toute, elle fournira un gouvernement médiocre peut-être, mais modéré et habitable. Les anciennes classes dirigeantes d'ailleurs, à l'exception d'une certaine supériorité de culture mondaine, n'ont, en fait de savoir et d'aptitude aux affaires, rien d'assez éminent pour lutter avec avantage contre les nouveaux venus. Bouder, grogner, ricaner, attendre tous les jours des excès qui ne viendront pas ou grossir au delà de toute proportion certains excès locaux, tels que ceux d'Arles et de Rivesaltes en ce moment, produits naturels du sol comme le vin muscat ou des mœurs comme la farandole, tout cela ne mènera pas très loin; il faudra en arriver à accepter l'inévitable, et, sur le seul terrain qui reste au conservatisme, à défendre par la liberté certains grands principes sociaux qu'un développement exagéré de la démocratie peut mettre quelquefois en péril. Saura-t-on y venir, et quand on y viendra ne sera-t-il pas trop tard?

Digitized by Google

LXI

ENCORE LA POLITIQUE DE L'ÉLYSÉE

Paris, 9 janvier 1878.

Je m'étais promis désormais de ne plus dire mot des détails et particularités rétrospectives qui pourraient surgir à propos de la phase confuse et désolante que le conservatisme français a traversée entre les élections et le 14 décembre. Quoique mon serment ne soit pas un serment politique, je me décide à y manquer; mais, comme de juste, je me figure être nanti d'excellentes raisons. D'abord il ne s'agit pas, à mon point de vue, de reprendre à nouveau l'historique de ces journées. Ce que je vous en ai dit, au fur et à mesure que le tissu incohérent s'en déroulait sous nos yeux, continue à me paraître parfaitement suffisant. J'ajouterai volontiers, avec la pointe de vanité professionnelle que le lecteur bénévole concède d'habitude aux journalistes correspondants, que tout ce qu'on a appris depuis lors sur le compte de ces jours agités et contradictoires confirme l'exactitude des informations et des inductions que je vous transmettais.

Mais, encore une fois, ce n'est pas pour me décerner un *satisfecit* innocent que je reviens aujourd'hui sur ces épisodes. Le récit de *l'Estafette* en reproduit le tableau, sous forme d'agenda, pour ainsi dire heure par heure,

Digitized by Google

avec un luxe de détails et de noms propres qui semblent au public extrêmement probants. Les rectifications solennelles et vagues de M. Batbie n'y rectifient en somme rien d'essentiel. En admettant que l'annaliste de *l'Estafette* attribue tel jour à M. de Montgolfier une attitude ou un propos qu'il faut reporter au lendemain et mettre au compte de M. de Maillé, de M. Jahan ou de telle autre illustration de la droite sénatoriale, les traits importants du récit restent intacts.

Les rêveries élyséennes, le plan d'une seconde dissolution, l'espoir de lever l'impôt par décret avec l'assentiment du Sénat, la chimère du plébiscite mac-mahonien, tout cela demeure acquis, et les dénégations vagues de M. Batbie n'y portent aucune atteinte. Non moins acquise reste l'intervention du bon sens et du franc parler gaulois par l'entremise de M. Pouyer-Quertier, millionnaire du Danube, dont les paroles réfrigérantes font l'effet d'une bouffée d'air pénétrant soudain dans un salon depuis longtemps clos; acquis également les ballons légitimistes de M. de Lareinty, appuyé du général Ducrot, combinaison qui représentait l'idéal de Mgr Dupanloup et de son journal *la Défense*, et qu'on n'a pas le droit de traiter légèrement quand on se souvient que la merveilleuse invention du 16 mai est née dans ces régions et qu'on sait à quel degré d'aventure un évêque homme du monde est susceptible de parvenir; acquise enfin la scène étrange entre M. Batbie et le duc Pasquier, dans laquelle tous les nerfs de l'irascible et parlementaire seigneur ont donné leur note la plus aiguë, ce qui n'exclut nullement dans la circonstance le coup d'œil politique et la résolution.

Digitized by Google

Réunissez les informations antérieures, les notes officieuses et volontairement obscures des journaux intéressés, celles de *l'Union* par exemple; joignez-y les explications vagues et dilatoires des personnages en jeu, et vous verrez qu'en appliquant à tous ces documents la méthode de l'exégèse moderne, vous aboutissez à la confirmation du récit de *l'Estafette*.

Parmi tous ces incidents, il y a un trait cependant qu'on ne me paraît pas jusqu'ici avoir fait suffisamment valoir, et j'avoue que c'est pour y insister que je reviens en ce moment sur ce sujet; ce trait, c'est l'attitude personnelle, c'est la conduite du maréchal Mac-Mahon.

Cette attitude, suivant moi, est un modèle de bonne foi et d'honnêteté. Personne ne songe à ériger le maréchal en homme d'État, ni même en homme d'esprit : il n'y prétend pas, et il y aurait une sorte d'impertinence à lui faire honneur de qualités qu'il décline avec une modestie qui n'est pas, à mon gré, dépourvue d'une certaine grandeur. Mais, s'il ne possède ni grande culture politique ni esprit très ouvert à toutes les combinaisons qui constituent aujourd'hui le train des choses, s'il est évidemment trop facilement accessible aux répugnances, aux préjugés, aux illusions de monde et de salon qui dominent le milieu auquel il appartient, et dont par malheur il n'est jamais sorti, il est doué en revanche d'un mérite extraordiairement rare partout, et plus rare encore maintenant dans son monde que partout ailleurs : il a des idées peu nombreuses sans doute, mais franches, nettes et très claires.

En somme, pendant ces jours de crise, tels que les reproduit le récit de *l'Estafette*, le beau rôle est pour

Digitized by Google

lui; son simple bon sens, sa naïve honnêteté, tout, jusqu'à sa douleur, à son émotion et à ses larmes, nous semble très supérieur à l'agitation, au bourdonnement fiévreux des conservateurs qui assiègent l'Élysée.

Il est clair que ce galant homme n'a vu d'abord qu'une chose; on n'a cessé de lui répéter : évêques, lettrés, politiques de profession, gens envers lesquels il lui est difficile de ne pas ressentir quelque chose de la superstition craintive que le simple professe envers le savant, que la société française marchait aux abîmes, que son devoir était de la sauver, que, pour y réussir, il suffisait qu'il se mît en avant, qu'il fît personnellement appel à toutes les forces conservatrices; qu'il susciterait par ce moyen un mouvement irrésistible; c'est ainsi qu'on l'a décidé au 16 mai et à tout ce qui s'en est suivi; mais il est aujourd'hui manifeste que ce n'est qu'au dernier moment qu'il a saisi avec netteté les conséquences réelles des actes dans lesquels on l'avait jusqu'alors entraîné.

Jusqu'à ces derniers jours, le maréchal est demeuré, avec une obstination ingénue, cantonné dans la fiction de la conservation pure et simple, dans l'idée de la résistance indistincte aux opinions et aux hommes qu'on avait réunis sous le titre indéfini de radicalisme; en définitive, il était, parmi tous ceux qui l'entouraient et le faisaient agir, le plus sincère des républicains conservateurs, peut-être le seul; on peut sourire de la simplicité de cette croyance, on ne saurait s'empêcher de la trouver touchante.

D'autant plus qu'il est hors de doute qu'aucune pensée d'ambition, aucune préoccupation personnelle n'en altérait la candeur; on sent, à n'en pouvoir douter, que la

Digitized by Google

retraite eût été pour lui la plus heureuse des délivrances. Du moment qu'il a compris que ce qu'on lui demandait, c'était de prendre l'initiative et la responsabilité d'un coup de main dont chaque parti se réservait d'accaparer le succès, son seul désir a été de quitter la partie.

On trouvera, pour peu qu'on y réfléchisse avec sang-froid, que ce qui ressort par-dessus tout du récit de *l'Estafette*, c'est l'abnégation du maréchal; personne, au milieu de cette confusion, n'a fait preuve de plus d'honnêteté, d'un esprit plus droit; il s'est rendu compte fort tard de la vérité des choses et du sens de la situation; mais, aussitôt qu'il eût compris, il a pris son parti avec une franchise, une absence de pose, une simplicité qui ne sont point le fait d'une nature vulgaire. C'est une grande force, quoi qu'on fasse, que d'être absolument destitué d'ambition; on devrait faire plus d'attention à ce mérite, dont personne décidément, parmi nous, n'est orné au même degré.

Si les conservateurs voulaient mieux écouter leurs intérêts que leurs ressentiments, ils sauraient gré à ce galant homme du sacrifice qu'il a fait en restant à son poste malgré les dégoûts et l'amoindrissement que la situation rend inévitables. Quant aux républicains, je me demande si leur gratitude ne devrait pas être plus vive encore. M. Thiers mort, ils n'avaient pas, pour la présidence, de candidat suffisant ou mûr; ils se trouvaient donc tout à coup dans la nécessité de réaliser l'opération la plus difficile du système républicain, c'est-à-dire d'inaugurer un président d'une personnalité secondaire, sans prestige acquis, sans ascendant; de plus, d'introniser le président en habit noir, ce qui sera en France,

Digitized by Google

si jamais on y parvient, l'équivalent d'une révolution.

Je sais à merveille ce que répliquent les conservateurs. Mieux eût valu, disent-ils, la retraite du maréchal et l'accumulation d'embarras que les républicains auraient eu à traverser que ce régime extérieurement régulier, que cette infiltration méthodique des idées républicaines et démocratiques qui va se poursuivre dans le régime auquel le maréchal a consenti à servir de couvert et d'ornement. Ils rééditent à cet égard l'éternelle théorie du bien sortant de l'excès du mal; à mainte reprise, j'ai expliqué par quelles raisons je la croyais décevante et périlleuse; j'y ajouterai cette remarque, c'est qu'il suffit de se rendre compte de la lassitude extrême de la masse du pays, du besoin de repos dont elle est travaillée, pour être convaincu que la matière première, si j'ose ainsi dire, de l'excès ne se trouverait nulle part.

Aujourd'hui, les petits états-majors conservateurs vivent sur un seul espoir, — les excès très prochains de leurs adversaires. Je suis convaincu qu'il se produira des exagérations de langage, qu'on se résoudra à quelques mesures qu'il serait préférable d'éviter; mais on s'abuse en croyant que tout cela ira bien loin et surtout assez loin pour émouvoir la masse moyenne. C'est un nouveau *stade* d'illusions conservatrices; mais il sera moins long à parcourir que les précédents.

Digitized by Google

LXII

MORT DE VICTOR-EMMANUEL
ROYAUME D'ITALIE ET POUVOIR TEMPOREL DU PAPE

Paris, 14 janvier 1878.

S'il existait une Bourse pour les idées, il est certain que l'idée de l'intervention directe de la Providence dans le développement des affaires humaines aurait éprouvé une très forte reprise de hausse à la nouvelle de la mort soudaine de Victor-Emmanuel.

Cette idée, il faut le reconnaître, était depuis quelque temps en baisse sur le marché intellectuel, par suite de l'infiltration des doctrines positivistes et aussi par suite du spectacle des événements contemporains dans lequel la logique, l'enchaînement des causes et des effets semblent beaucoup plus saillants jusqu'ici que ces coups de théâtre par où le cours de l'histoire est subitement bouleversé et qui servent d'âge en âge aux prédicateurs de toutes les communions à rappeler à l'homme la contingence de sa destinée.

Vous pensez bien que je ne me risquerais pas à entreprendre quelque centième édition du dialogue qui durera autant que l'humanité, et qui se poursuivra indéfiniment sans solution possible entre ce qu'on peut nommer l'école de Lucrèce et l'école de Bossuet. Dans sa majorité, l'espèce humaine inclinera toujours plus volontiers, je le

Digitized by Google

crois, dans le sens de la direction providentielle des événements que dans le sens du déroulement fatal des forces naturelles. La Providence est plus consolante, plus séduisante que cet incommensurable fleuve de l'Être roulant sur une pente inconnue et entraînant la foule humaine comme une parcelle du tout infini, parcelle dont l'histoire n'est qu'un mode et les civilisations des accidents successifs.

Le doigt de Dieu est assurément plus explicatif que cette terrible conception du fatalisme naturaliste dans laquelle se sont complu une lignée d'intelligences profondes qui part du messie boudhique Çakiamouni pour arriver au philosophe contemporain à mon gré le plus robuste, à Herbert Spencer, en passant à travers les âges par Épicure, par Lucrèce et par Spinoza.

Mais, je le répète, Dieu me garde d'entreprendre ici une dissertation méthodique sur un tel sujet, *admirable sujet à mettre en vers latins*, incomparable matière à thèse de doctorat pour la Sorbonne, par devant M. Caro et M. Janet.

Évitons ces sentiers glissants; ce que ces notes, d'ailleurs, se proposent, c'est bien plutôt d'enregistrer les variations des opinions et des sentiments dans un certain milieu français, d'une culture moyenne et d'une température équilibrée, que de faire une critique de la vérité substantielle de ces opinions et de ces sentiments. A ces point de vue, la mort foudroyante de Victor-Emmanuel a ému vivement les esprits et rendu, comme je viens de le dire, un notable relief à la théorie classique du gouvernement des empires par l'intervention directe, on dirait volontiers par l'intervention ironique de la Providence.

Digitized by Google

Eh quoi ! s'est-on dit, ce prince arrivé à peine de la veille au plateau qui sépare les deux versants de la vie, ce prince si vigoureux, qui semblait avoir achevé la partie la plus difficile de la tâche à laquelle il s'était voué, il meurt en trois jours, et, pendant ce temps-là, Pie IX, ayant dépassé les limites habituelles de l'extrême vieillesse, Pie IX, il y a quinze jours encore moribond, dont on attendait le dernier soupir d'heure en heure, Pie IX a l'air de se ranimer, de refaire un nouveau bail avec la vie ! Dans tous les cas, il assistera du haut du Vatican à la pompe funèbre de son vainqueur ; il voit le deuil de Rome pour la mort de celui dont le dernier acte, dit-on, avait été de régler le cérémonial du deuil du royaume pour la mort du pape.

C'est par cette antithèse que les imaginations ont été tout d'abord frappées ; une foule de végétations légendaires se sont immédiatement enroulées autour de ce fait frappant, comme les lianes et les lierres qui enveloppent les grandes ruines : superstitions légitimistes et catholiques, prédictions, horoscopes, rapprochements, sort inévitablement funeste de quiconque touche au temporel de la sainte Église ; à preuve Napoléon Ier, à preuve Napoléon III, à preuve Cavour, enfin démonstration plus dramatique encore, Victor-Emmanuel foudroyé au Quirinal, la première fois qu'il y couche ; car la légende tient à ce détail caractéristique : il avait été prédit, dit-elle, que le roi ne dormirait pas impunément dans une demeure du pape ; lui-même croyait si fermement à la prophétie qu'il n'entrait jamais qu'en courant au Quirinal. La première nuit de la prise de possession de Rome, il s'échappa pour la passer chez le prince Doria ; il y

Digitized by Google

est à la fin imprudemment resté : la malaria l'a saisi!

Tels sont les ingrédients premiers de la légende; tout cela dans peu de temps se sera cristallisé dans une forme définitive; faites attention à ces pieuses historiettes d'almanach; c'est par là que se continuent les mythologies. Essayez cependant de démêler l'idée qui inspire ces créations imaginatives; vous en trouverez une qui s'est emparée d'une partie des cerveaux catholiques, à savoir que quiconque touche au domaine de l'Église est atteint tôt ou tard par le doigt de Dieu. D'après cette conception qui est le dernier mot de la pensée ecclésiastique, toute terre sur laquelle l'Église a posé le pied devient à jamais inviolable et sacrée; l'Église lui imprime en la touchant une sorte de sacrement territorial qui porte caractère comme le baptême et l'ordre; il en résulte que tous les precédés historiques qui ont partout présidé à la forme des États, tantôt la conquête, tantôt la volonté des peuples, sont à ses yeux inacceptables; une conquête ou une annexion opérées à son détriment ne représentent pas pour elle une de ces vicissitudes temporelles qui forment le tissu de l'histoire; c'est un sacrilège.

On objecte vainement que la formation même de l'État ecclésiastique donne d'innombrables démentis à cette prétention; que le domaine temporel de l'Église s'est constitué par des méthodes identiques à celles qui ont servi à la génération des autres États, méthodes dans lesquelles la conquête et la guerre ont eu leur part; on rappelle l'annexion à main armée des Romagnes, Jules II, couvert d'une armure blanche, coiffé d'un casque en forme de tiare, entrant par la brèche dans Bologne. On ajoute qu'il paraît logique et légitime que ce qui a été

Digitized by Google

fait par la guerre soit défait par la guerre; qu'en admettant que, pour sa plus grande part, l'État ecclésiastique ait eu pour source soit des donations de princes, soit la volonté des populations, ces titres deviennent caducs quand d'autres combinaisons territoriales s'imposent, et surtout quand la volonté des populations non seulement vient à manquer, mais se retourne dans un sens opposé; qu'en tout cas, ces titres sont d'une portée simplement historique et humaine, qu'ils n'ont pas plus de valeur et ne sont pas plus sacrés que ceux sur lesquels se sont organisés tous les États et toutes les souverainetés du monde, qui depuis des siècles ont été transformés, bouleversés, modifiés, souvent détruits.

Ces considérations sont nulles en face de la prétention de l'Église; peu importe l'origine de ses possessions, elles ont acquis une sorte de caractère surnaturel indélébile en devenant ecclésiastiques; la géographie de l'Église échappe aux conditions changeantes de la géographie temporelle; son cadastre est inscrit dans le ciel, et c'est Dieu qui en a la garde.

Remarquez ici combien les conceptions les plus subtiles en arrivent quelquefois à se rencontrer avec les données enfantines de certaines races primitives; l'idée romaine touchant le domaine ecclésiastique, qu'est-ce autre chose, sous forme agrandie et savante, que cette idée du *Tabou* qui forme à elle seule à peu près l'unique droit public et l'unique lien religieux des tribus polynésiennes? Tout lieu, tout objet marqué de certains signes devient *Tabou*, c'est-à-dire consacré à des puissances supérieures; quiconque s'en emparerait s'exposerait à d'implacables châtiments.

Digitized by Google

L'Italie contemporaine, le Piémont, Victor-Emmanuel en tête, ont violé le *Tabou* catholique; si on ne tient pas compte de la forme religieuse sous laquelle l'inviolable légitimité du domaine de l'Église a fini par se concentrer dans l'esprit des croyants, vous ne vous expliquerez jamais le caractère tout spécial des anathèmes et de la réprobation qui poursuivent, dans certaines régions catholiques, l'œuvre italienne; ce n'est pas une conquête que l'on déplore par patriotisme et par politique, comme, par exemple, celle de l'Alsace et de la Lorraine; ce n'est pas une violence sanctionnée par le fait accompli que l'on condamne au nom de la justice; c'est quelque chose de bien plus grave : c'est une impiété ! Ce n'est pas un souverain perdant son domaine par la guerre, comme le roi de Hanovre, c'est Dieu lui-même spolié par le diable.

Suivant moi, il ne faut jamais perdre de vue le caractère mystique de ces sentiments, quand on s'efforce d'analyser les impressions que la formation du royaume d'Italie et la dépossession de la papauté temporelle ont provoquées dans une partie des imaginations catholiques; ces impressions n'ont rien de politique; les considérations qu'on pouvait invoquer légitimement en se plaçant au point de vue de l'intérêt français, par exemple le réel danger pour la France de favoriser à côté d'elle la formation d'une puissante agglomération nationale qui servirait d'exemple à d'autres agglomérations issues des mêmes principes, entre lesquelles elle se trouverait inévitablement déprimée et réduite, cet ordre d'idées d'État qui détermina jadis la répugnance des politiques de l'école de M. Thiers contre la constitution de l'unité italienne, n'a jamais eu sur les sentiments des

Digitized by Google

catholiques qu'une influence assez limitée ; ils en ont agréé l'appui comme une sorte d'auxiliaire momentané, mais sans se faire illusion sur son point de départ et sans croire un instant que ces raisons de politique mondaine eussent aucun rapport avec la politique surnaturelle à laquelle ils se référaient.

Seulement l'envers et la contre-partie de ces théories absolues, c'est justement l'inertie et le platonisme dont les catholiques intransigeants prennent peu à peu l'habitude ; leurs idées, leurs opinions abstraites sont plus entières, plus irréconciliables que jamais, mais leur conduite est soumise et leur attitude résignée ; comme ils comptent désormais uniquement sur le doigt de Dieu, ils attendent paisiblement le moment où il lui plaira de se révéler.

De temps à autre, ils animent l'ennui de ces interminables veilles en s'écriant comme le vieux Joad :

Et quel temps fut jamais plus fertile en miracles !

Le miracle, un jour, c'est l'effondrement de l'Empire ; un autre, c'est la mort soudaine de Victor-Emmanuel. « Voyez, disent-ils, au milieu de ces ruines, la pierre éternelle reste immuable ; rien ne prévaut contre son éternité divine ; attendons le moment inconnu mais certain de son triomphe définitif. »

En attendant, tout le monde s'accommode et se plie peu à peu à ce qui existe : des prières, des messes, des aumônes, l'Église en manque moins que jamais, mais en même temps le peuple baptisé, comme dit M. Veuillot, pratique avec une soumission de plus en plus facile la

Digitized by Google

loi civile et s'adapte, sans résistance aucune, à un état social rigoureusement laïque dans lequel les prétentions religieuses sont maintenues sur le même plan que toutes les autres conceptions de l'esprit; on déclame académiquement contre le mariage civil, pas un catholique ne songe sérieusement à frauder la loi; on couvre d'injures littéraires les enterrements sans prêtre, nul ne s'aviserait maintenant d'en contester le droit et de prétendre les faire suivre d'une incapacité légale quelconqne.

En somme, le principe français moderne qui consiste à faire passer les questions religieuses du domaine public, du domaine d'État, au domaine purement individuel et privé, ce principe se développe peu à peu avec un irrésistible ascendant; il a imbibé la société tout entière, et ceux mêmes qui protestent en parole contre lui le pratiquent en action et y conforment leurs mœurs; ils en arrivent sans le vouloir à ne plus réclamer que la liberté.

Tout indique que le même phénomène se produira au sujet de l'abolition de la papauté temporelle; pendant des années, pendant des siècles peut-être, les âmes croyantes se lamenteront sur l'iniquité de cette spoliation, comme aujourd'hui encore toutes les synagogues de l'univers adressent, à certains jours, des malédictions consacrées à Titus et aux Romains qui ont détruit le temple et éteint le foyer du sacrifice allumé par Aaron. Rien ne relèvera le temple, rien ne rallumera sur l'autel le bûcher de Moïse; les juifs tous les premiers ne s'en soucient nullement; à peine si quelques pèlerins dévots viennent de loin en loin pleurer devant le pan de muraille, unique vestige, dit-on, de la construction d'Esdras. Cette Jérusalem matérielle et temporelle n'est plus qu'un

Digitized by Google

thème poétique pour l'Israël cosmopolite et idéal qui s'est envolé de ses ruines.

Là aussi, sans doute, s'est montré le doigt de Dieu; vénérons-le tant qu'on voudra dans la mort foudroyante du grand roi d'Italie, du Henri IV de la maison de Savoie; mais n'oubliez pas toutefois qu'il y a quelque chose aussi du doigt de Dieu dans l'avènement sans embarras de son successeur; que c'est une confirmation, une corroboration de la prise de possession de Rome par l'Italie, que la pompe funèbre du premier roi italien conduite paisiblement dans Rome par son successeur au milieu de l'émotion et de la sympathie de tout un peuple; n'oubliez pas enfin que vous touchez à la seconde génération des organisateurs de la nouvelle Europe et que cette génération sera probablement envers le passé plus rigide que celle qui s'en va, par la raison que ces jeunes hommes ont été élevés dans un milieu tout différent de celui où l'adolescence de leurs pères s'était formée.

Plaise à Dieu que les catholiques si implacables envers Victor-Emmanuel ne le regrettent pas un jour en présence du roi Humbert; de même qu'ils regretteront amèrement l'empereur Guillaume, le jour où notre respectable ennemi aura transmis le trône au prince Frédéric-Guillaume, au mari de cette princesse philosophe, audacieuse et lettrée, qui écrivait naguère au docteur Strauss une lettre qu'ils ne devraient pas oublier.

Digitized by Google

LXIII

ROYAUME D'ITALIE ET POUVOIR TEMPOREL DU PAPE

Paris, 15 janvier 1878.

C'est une étude remarquablement instructive que de recueillir les sentiments et les opinions qu'un événement imprévu tel que la mort du roi Victor-Emmanuel fait jaillir des différentes couches de notre société. Je me suis attaché dans ma dernière lettre à résumer les impressions qui me paraissent dominantes dans le monde purement catholique. Le sujet ne me semble pas épuisé.

Le valeureux prince italien résumait, aux yeux de la foule, comme une sorte de symbole vivant, l'un des plus considérables événements de l'histoire contemporaine : la constitution de l'indépendance et de l'unité de l'Italie, l'abolition du pouvoir temporel de la papauté ; tous les jugements, toutes les conversations qu'a provoqués cette mort rapide aboutissent donc à une opinion sur ce double fait. La suppression de la papauté temporelle semble incontestablement, même aux esprits les moins tournés vers cet ordre de spéculations, comme étant d'une portée plus profonde que l'indépendance et l'unité de la Péninsule. C'est pourquoi je me suis attaché tout d'abord à analyser les sentiments purement catholiques.

Nous allons maintenant essayer de saisir quelques

Digitized by Google

autres jugements. Je me figure que tout cela n'a encore rien perdu de cette actualité que nos lettres doivent ne jamais perdre de vue; Victor-Emmanuel est encore exposé au Quirinal dans la chapelle ardente, tendue de draperies rouges, couleur du deuil royal; la pompe funéraire qui va remplir la ville éternelle et envelopper d'un immense flot national le Vatican solitaire n'aura lieu que dans deux jours. Nous restons donc au milieu de la plus actuelle réalité en revenant aujourd'hui sur ce sujet.

Je cherche à saisir, à propos de Victor-Emmanuel et de l'Italie, deux ordres de sentiments qui se sont produits aux pôles opposés de l'opinion : le sentiment légitimiste, royaliste, le sentiment républicain.

Existe-il encore en France des royalistes ayant conservé le sens véritable et la réelle tradition de la politique royale? Pour ma part, j'en doutais depuis bien longtemps; l'explosion d'implacable rancune que je vois surgir dans les cénacles qui se donnent comme exclusivement royalistes m'a prouvé, ainsi que je le soupçonnais de longue date, qu'il n'y avait plus en France, en fait de royalistes, que des cléricaux; je me sers de ce mot sans y attacher aucun sens dénigrant; le terme est usuel; quand on l'emploie, tout le monde, sans plus d'explications, sait quelle nuance il désigne; j'en use en guise d'abréviation.

Clérical quiconque croit que le pouvoir civil et laïque ne saurait trouver en lui-même, soit dans la tradition historique, soit dans l'acclamation des peuples, une sanction suffisante, et qu'il a besoin pour subsister d'une base religieuse et surnaturelle; clérical quiconque professe que

Digitized by Google

l'autorité politique, que le temporel des rois, comme on disait dans notre vieux droit gallican, relève du domaine spirituel; clérical quiconque regarde comme inévitable et indissoluble le mariage du trône et de l'autel sous la condition rigoureuse que le trône sera soumis à l'autel, qu'il s'y appuiera et ne se croira en sûreté qu'à son ombre.

Ces théories ne sont pas des billevesées et des rêveries de vieilles dames; elles procèdent d'une manière très profonde de concevoir la nature de l'homme et la société humaine; elles ont captivé d'illustres esprits; on n'a pas raison, avec des gaudrioles, des opinions d'un de Maistre et d'un Bonald; je les envisage donc, pour ma part, avec calme et respect. Je les crois toutefois sérieusement discutables, et, à l'occasion, je n'en esquiverais pas de parti pris la discussion; pour le moment un seul point importe dans la démonstration que je poursuis, à savoir que ces doctrines, quelle qu'en soit, d'ailleurs, la valeur intrinsèque, sont en contradiction absolue avec les traditions de la politique monarchique; en second lieu, qu'il ressort clairement des leçons de l'histoire que la royauté, que le principe du gouvernement héréditaire est devenu chancelant, incertain, uniquement parmi les nations où les idées ultramontaines et cléricales ont dominé le trône, et avec le trône les classes naturellement monarchiques.

L'un des lieux communs des lamentations royalistes consiste à prétendre que, dans le siècle actuel, le principe monarchique s'effondre de toutes parts. Rien de plus inexact, quand on considère l'ensemble du monde contemporain; en aucun temps, le principe du gouvernement héréditaire

Digitized by Google

ne s'est affirmé avec plus d'énergie et n'a servi à la réalisation de plus grandes choses; c'est le principe héréditaire et royal qui seul a mené à bonne fin l'indépendance et l'unité de l'Italie. Si les royalistes français étaient encore des royalistes dans le sens historique et s'ils n'étaient pas devenus de purs théocrates ultramontains, ils auraient été frappés de ce fait étrangement significatif et qui démontre si bien l'énergie de la royauté, à savoir que tant que l'œuvre de la libération de l'Italie n'a été poursuivie que par les républicains et les démocrates, tant qu'elle est restée uniquement confinée entre les mains mazziniennes, elle a marché d'échec en échec, et que la police de M. de Metternich n'aurait pas cessé d'en avoir facilement raison; du jour où elle devient une entreprise royale, du jour où Charles-Albert y risque la couronne de Savoie, l'énergie inhérente au principe monarchique lui est acquise, et, en fin de compte, elle triomphe de toutes les difficultés qui jusqu'alors avaient empêché son succès.

Au point de vue strictement français, on peut, comme M. Thiers, se plaindre de l'unité italienne; mais, au point de vue royaliste, on ne peut pas dire qu'elle soit une démonstration contraire à la supériorité du principe monarchique.

Au surplus, l'histoire actuelle, envisagée en dehors des préjugés d'Église, qui sont devenus par malheur la substance à peu près unique du légitimisme français, l'histoire actuelle renferme presque à chacune de ses pages une véritable apothéose du gouvernement héréditaire. Où trouverez-vous une plus formidable démonstration de sa valeur que dans la création de l'empire alle-

Digitized by Google

mand? C'est sur une base essentiellement monarchique que ce colosse s'est fondé. Ce n'est pas avec l'idée républicaine que M. de Bismark poursuit la réalisation de la devise mystérieuse des Hollenzollern du moyen âge : *Du rocher à la mer*. C'est en enflammant la maxime monarchique que nous avons tant de fois, hélas ! pu lire pendant la guerre, gravé sur le casque de nos ennemis : *Pour Dieu, le roi et la patrie.*

Quant à l'énergie du principe de l'hérédité pour l'accomplissement du progrès, pour le développement de la civilisation et de l'humanité, à quelle époque remonterez-vous pour en trouver un exemple aussi éclatant que celui de l'émancipation des serfs en Russie? Quel gouvernement républicain aurait été capable d'opérer avec autant de résolution, de bon ordre et de sagesse une transformation sociale aussi immense, auprès de laquelle la plupart des révolutions populaires ressemblent à des colères d'enfants ?

Non certes! le principe monarchique n'a pas pâli; il ne s'est pas effondré dans le temps actuel; à aucune époque peut-être il n'a mieux révélé que de nos jours sa vigueur et sa fécondité; il a fait l'Italie, il a fait l'Allemagne actuelle, il a présidé à la richesse de l'Angleterre, et c'est ce même principe qui dominera demain, grâce à l'initiative russe, dans la nouvelle constitution de l'Orient européen.

Voilà ce que les royalistes français auraient dû voir; ils n'ont vu qu'une chose, l'effondrement de deux ou trois monarchies stérilisées par l'adoption de leurs idées; ils ont de parti pris fermé les yeux devant la floraison robuste du principe monarchique dans les deux

Digitized by Google

tiers de l'Europe, pour se répandre en sanglots éternels sur la chute de Charles X, la dépossession temporelle du pape, la ruine du duc de Modène et l'expulsion des Bourbons de Naples.

Ils n'ont jamais voulu comprendre deux choses : premièrement, que ce qui sombrait dans le monde moderne, ce n'était nullement le principe monarchique, mais exclusivement un certain type de royauté, d'invention en réalité très récente, une royauté issue du catholicisme contemporain, dont la mise en pratique ne remonte pas plus haut que 1815 : la royauté cléricale devenue par malheur l'idéal bourbonnien et qui a entraîné partout la déroute des Bourbons.

Ils n'ont pas compris, en second lieu, que les nations européennes, dont tous les précédents historiques, dont la formation même est monarchique, bien loin de se précipiter vers le régime républicain comme vers une perfection, vers une amélioration, n'y arrivaient, au contraire, qu'à leur corps défendant, malgré elles et à la suite en quelque sorte d'*actes de carence* prouvant l'impossibilité locale et momentanée de la royauté.

L'instinct national partout en Europe est monarchique. Quand il devient hésitant et troublé, quand même il a l'air de se retourner et d'incliner vers le régime républicain — c'est le cas de la France en ce moment-ci, — soyez certain que la cause réelle de cette transformation provient de l'esprit obscur, des préjugés incorrigibles, de la politique malfaisante des princes et de l'état-major royaliste qui accapare la monarchie.

On parle sans cesse de la Révolution, on nous la montre comme le diable rôdant autour du monde ; volon-

Digitized by Google

tiers évêques, douairières et *cocodès* bien pensants se signeraient en prononçant son nom. Eh! sans doute, elle existe cette révolution; dans toutes les sociétés, même les plus solides, on ne supprimera pas une certaine force destructive, un certain appétit subversif et violent qui s'empare d'une catégorie sociale, suivant le temps plus ou moins nombreuse et plus ou moins active; mais cette force n'aboutit à rien; elle est vouée à un insurmontable insuccès quand elle a devant elle des gouvernements éclairés et bienfaisants, une classe dirigeante intelligente, vraiment supérieure et au niveau du rôle qu'elle occupe. Qu'a voulu la révolution en Angleterre? qu'est-elle en Allemagne? que pèse-t-elle en face d'un empereur Alexandre? quelle place a-t-elle tenue en Italie en présence de Victor-Emmanuel? Là, elle s'est patriotiquement soumise dans la personne de Garibaldi qui, boitant encore de la balle royale d'Aspromonte, est venu se réconcilier au Quirinal en donnant pour gage son acceptation du million national.

Ne cherchez pas d'autre eau bénite, d'autre exorcisme contre la révolution, monsieur l'abbé! Voilà la vraie formule; elle est irrésistible : l'intelligence, le patriotisme, le courage et l'esprit des rois!

On assure que, dans son entretien avec Victor-Emmanuel, M. Gambetta aurait dit : « Si la France avait possédé un prince libéral, éclairé, progressif tel que le roi d'Italie, jamais elle n'en serait arrivée à la république. » Je ne vois pas que ce propos ait été démenti. En admettant, d'ailleurs, qu'il comporte quelques modifications de pure forme, le langage de *la République française*, à la nouvelle de la mort de Victor-Emmanuel, prouve que

Digitized by Google

la pensée de l'école républicaine dont M. Gambetta est aujourd'hui l'expression ne diffère pas des paroles qu'on lui a attribuées. Que nous voici loin de la république inévitable, de la république couronnement obligatoire des sociétés modernes, qui forme le dernier mot de la doctrine des vieilles barbes de l'ancienne démocratie! et que l'on conçoit bien le respectueux dédain avec lequel la nouvelle école a suivi le convoi du vieux Raspail et écouté les périodes cadencées et surannées de M. Louis Blanc!

Tous les jugements publiés par cette nouvelle école sur la carrière de Victor-Emmanuel ne sont pas en résumé sortis de cette gamme sympathique dont M. Gambetta avait donné le ton; de même les jugements sur Raspail; tous les lieux communs, dont la démocratie a enguirlandé ce cercueil populaire dans tous les faubourgs parisiens, semblaient doublés de cette réserve ironique : admirable existence, mais il ne faudrait pas la recommencer! D'ailleurs, absolue liberté; aussi nul encombre, et le lendemain personne n'y pensait plus.

Je ne sais pas si l'expérience réussira, et certes je ne m'en porte pas garant; mais il me semble évident qu'aujourd'hui l'espoir de cette nouvelle école républicaine, qui n'est ni doctrinaire ni révolutionnaire comme l'ancienne, mais essentiellement politique et critique, réside dans la consolidation d'un gouvernement qui aura pour base à peu près unique l'opinion s'exprimant par le suffrage universel, et pour conséquence un laisser faire et un laisser passer sociaux plus étendus que jamais.

Pour que tout cela ne devienne pas une chimère à la suite de tant d'autres, il faudra que les passions reli-

Digitized by Google

gieuses et irreligieuses — les deux faces du même objet — n'introduisent pas leur principe inflammatoire dans un système où le sang-froid est indispensable; il faudra en outre qu'aucune complication internationale ne fasse trembler les vitrages des laboratoires où l'expérience se poursuivra. Tout cela, c'est l'inconnu; doutons-donc, et continuons nos analyses.

LXIV

LA THÉORIE MODERNE DES NATIONALITÉS

Paris, 17 janvier 1878.

On n'a rien négligé pour donner au service célébré aujourd'hui à la Madeleine, en l'honneur de Victor-Emmanuel, le caractère d'une imposante cérémonie et pour que cette cérémonie eût un caractère politique très saillant. Je ne m'étendrai pas sur les détails de la solennité que tous les journaux de ce soir apporteront en même temps que ma lettre, pas plus que je ne m'attacherai à dresser une nomenclature des personnages qui y ont pris part et qui méritaient à un titre quelconque d'y être remarqués. Ce sont également des listes que tous les journaux donneront et dont il serait inutile d'allonger ces notes.

Ce qui me semble digne d'être remarqué, c'est d'abord l'attitude de la foule assez compacte qui se pressait aux abords de l'église, les sentiments qui paraissaient y dominer; en second lieu, la signification, en résumé très

Digitized by Google

curieuse, qui ressort de cette cérémonie funèbre. L'attitude du public exprimait fort justement cette combinaison de curiosité et de sympathie spéciale aux foules parisiennes. L'idée que l'agglomération italienne peut être, à un moment donné, sinon un danger, tout au moins une inquiétude pour la France, cette idée qui dominait les hommes d'État de l'école de M. Thiers, cette tradition de l'ancienne politique française qui conseillait de s'attacher invariablement à la faiblesse et à la division des voisins comme à la meilleure sauvegarde de notre prépondérance nationale, — cette idée est évidemment aujourd'hui très mal comprise par la masse moyenne du public. Je suis convaincu de plus en plus que la formation de l'Italie libre et une a été le principal et efficace agent du discrédit dans lequel cette idée est tombée. Si l'opinion française s'était trouvée sans préparation en face de l'unité allemande, nul doute qu'elle ne se fût violemment cabrée; mais elle a été en quelque sorte aménagée par l'unité italienne; cela suffit pour indiquer ici les réserves et les restrictions qu'au point de vue purement français je n'abandonnerais pas volontiers.

Ce qui est évident néanmoins, c'est que, quoi qu'on en puisse penser en ne songeant qu'à l'intérêt national, la théorie des nationalités s'est imposée à la masse des esprits en même temps qu'elle triomphait dans les événements; ceux qui les déplorent sont obligés de plier sous la légitimité du fait accompli; c'est l'unité italienne qui a amené le résultat moral par deux raisons : d'abord parce que le sentiment libéral s'est trouvé de son côté pendant toutes les vicissitudes de sa formation; en second lieu, parce qu'elle a semblé une protestation contre

Digitized by Google

les idées de cléricalisme et d'ancien régime antipathiques à la majorité de ce pays. L'unité de l'Italie s'est faite par la destruction d'une série de gouvernements que le sentiment général français, à tort ou à raison, considérait comme mauvais, arriérés, étroitement tyranniques, jugement, à mon avis, bien fondé sur quelques-uns, Modène, Naples, État temporel ecclésiastique. Leur chute a donc satisfait. On n'a pas songé à se demander si la division qu'ils maintenaient de l'autre côté des Alpes n'était pas, quelle que fût leur infériorité particulière, avantageuse à l'intérêt français; on n'a vu dans leur ruine que le triomphe de la justice, de l'intelligence et des idées modernes. Si le mouvement d'unité, si la force de concentration des nationalités qui a prévalu depuis lors et qui se poursuit, avait commencé ailleurs que dans le milieu italien, s'il avait, par exemple, eu pour expression de début l'unité germanique, il me parait certain que l'impression et la direction de l'opinion française auraient été fort différentes de celles qui ont prévalu.

Quoi qu'il en soit, le sentiment général français a été dès le début et est demeuré favorable à l'Italie; ce sentiment était fort sensible dans le public de la Madeleine; il y en avait un autre qu'on nierait difficilement, à savoir un sentiment anticlérical. « Comment! dira-t-on, un sentiment anticlérical aboutissant à une messe solennelle dans la plus resplendissante des églises de Paris, à un service où aucune des pompes catholiques n'a manqué! Quelle contradiction! » La contradiction ici n'est qu'apparente; et en réalité personne n'en est dupe; l'organe ultramontain le plus alerte s'en tire avec un paradoxe ingénieux. « On ne se plaindra pas, dit-il, des honneurs

Digitized by Google

rendus à la mémoire de Victor-Emmanuel, puisqu'ils ont pour résultat d'amener les républicains à la messe et de faire entrer les libres penseurs à l'église. » C'est un résultat aussi et un résultat à coup sûr plus considérable que celui auquel le courant de l'opn ion a entraîné l'Église et qui consiste à solenniser comme elle le fait maintenant de bonne grâce les funérailles d'un prince notoirement e c mmunié. Il s'est rétracté, dit-on; il a fait amende honorable, il a désavoué tous les faits à propos desquels le saint-siège avait lancé ses foudres; d'abord, on nie formellement la rétractation, et, en tout cas, quelle qu'elle ait pu être, les faits subsistent : c'est au roi d'Italie, mort dans Rome capitale, que l'Église concède ses plus majestueuses prières. On trouve qu'il y a dans ce fait une signification que les restrictions mentales et les distinctions théologiques ne diminuent que bien peu.

Je dois ajouter qu'en général, la tolérance politique dont on fait honneur au pape personnellement, et qu'on suppose, sans en être autrement certain, avoir rencontré autour de lui plus d'une résistance, a été fort applaudie de cette opinion moyenne qui s'est toujours obstinée à poursuivre la conciliation des éléments contraires et à produire par la force de l'opinion et l'ascendant des mœurs la réalisation de la maxime de Cavour : l'Église libre dans l'État libre. Je ne me porte nullement garant de son succès final; mais, étudiant l'opinion dans ses aspects successifs, je maintiens qu'elle est actuellement fixée au point que j'indique. La popularité posthume qui enveloppe en ce moment le premier roi d'Italie vient de là tout autant que des inclinations françaises qu'on lui attribuait et de l'ancienne confraternité d'armes qui l'avait

Digitized by Google

uni à nous. En voyant la composition de l'assistance qui remplissait la Madeleine, on pouvait se rendre compte en outre de la préoccupation simultanée des républicains et des bonapartistes à imprimer chacun au profit de son parti un caractère politique à la cérémonie. Je crois que les bonapartistes l'ont emporté, quoique le Sénat et la Chambre eussent envoyé leur bureau; celui du Sénat conduit par M. Duclerc, premier vice-président, remplaçant le duc Pasquier, qui, à la même heure, mariait mademoiselle sa fille au très riche comte de Néverlée; celui des députés, M. Grévy en tête, — quoiqu'on ait entrevu M. Gambetta, qui n'a fait qu'apparaître et qui certainement n'a pas cherché à produire de l'effet, quoique la majorité des deux Chambres figurât à la Madeleine, où ne manquait que l'extrême droite et l'extrême gauche. Grâce à la présence au premier rang de la princesse Mathilde, accompagnée des enfants du prince Napoléon, grâce à M. Rouher, à côté d'elle en grand cordon vert des Saints Maurice et Lazare, grâce à un certain nombre de généraux en uniforme, la cérémonie avait sans contredit un certain coloris bonapartiste, couleur juste au surplus, et qu'aucun patriote italien ne désavouerait. Sans Napoléon III, sans le Congrès de Paris, sans Solferino, où en serait aujourd'hui l'Italie? Que les légitimistes et les ultramontains en accablent aujourd'hui sa mémoire, rien de plus logique; mais qu'une certaine nuance du bonapartisme actuel, pour complaire à ces alliés d'un jour, paraisse ressentir un certain embarras en face de ces souvenirs, c'est ce qu'on conçoit difficilement. C'est ainsi qu'après la mort d'Henri IV, on devait autour de Marie de Médicis, entre le maréchal d'Ancre

Digitized by Google

et Léonora Galigaï, apprécier les desseins de Henri IV.

Pour ne rien négliger, je dois dire qu'en général, l'absence du duc de Magenta à la Madeleine a été blâmée par la foule ; le général d'Abzac en uniforme le représentait; cela paraissait insuffisant. Les ministres, le corps diplomatique, moins le nonce, — notez ce détail, — étaient présents. Hier soir, on avait dit que le cardinal Guibert donnerait peut-être l'absoute; c'eût été un gros fait, trop gros, trop expressif, pour qu'il eût, suivant moi, chance de se réaliser; il n'en a rien été; mais, comme trait d'opinion, on peut noter qu'il en a été question et que le public l'agréait très volontiers.

LXV

LES ACTRICES ET LE GRAND MONDE. — DIVORCE

Paris, 19 janvier 1878.

Tous les journaux ont retenti des péripéties de l'affaire Valdrôme. Si donc on comptait sur le piquant de l'indiscrétion en venant en parler aujourd'hui, le calcul assurément tomberait à faux; c'est un attrait, on le sait, qui non seulement ne me séduit pas, mais contre lequel même suffirait à me prémunir le respect qui me paraît, dans une société bien réglée, devoir invariablement protéger les affaires domestiques et la personne privée.

Dans le cas actuel, aucune indiscrétion n'est désormais possible ; tout a été dit, rien n'a été réservé ; avo-

Digitized by Google

cats, juges et journaux ont exposé dans leurs plus pénibles replis les débâcles d'une union imprudente, disparate, disproportionnée, orageuse et finalement aussi malheureuse que possible pour les deux contractants. Malgré cette publicité, je ne m'aviserais pourtant pas d'y revenir, dussé-je y ajouter quelque remarque et certains souvenirs personnels, s'il ne me semblait que ce drame intime, se produisant après quelques autres du même ordre, dont l'interminable affaire Bauffremont fut le plus saillant, ne provoquait pas dans l'opinion des réflexions, un courant d'idées dont il est bon de s'inquiéter et dont il est sage dès à présent d'examiner les conséquences et la portée future.

Ceci indique que c'est à un point de vue général, à un point de vue moraliste politique que je veux toucher à ces procès. Les faits en eux-mêmes ne m'intéressent qu'à titre de symptômes; toutefois il est nécessaire de les rappeler brièvement et d'indiquer chemin faisant les observations qu'ils suscitent.

Nul n'ignore à présent le point de départ de cette fâcheuse aventure; c'est une banalité dans la vie parisienne qu'un homme du monde riche, élégant, mais touchant à la maturité, s'éprenant d'une jeune et charmante comédienne et finissant par l'épouser; au reste, la mariée était exquise, l'une des blondes les plus fines que nous ayons jadis applaudies au théâtre, où elle se montrait avec quelques dispositions à avoir du talent. L'amoureux — il l'était et à fond, on n'en doutera pas, — joignait à son état d'homme du monde correct et bien posé un talent de peintre très réel; dans l'émigration, il aurait pu, à la rigueur, vivre de ses paysages; il avait

Digitized by Google

exposé, conquis des médailles; on l'avait même à la fin décoré comme peintre; mais il est bien probable que sa qualité de frère d'un député important sous l'Empire, compté dans l'impérialisme libéral au moment de la ferveur de cette nuance, qui fut ministre de l'intérieur dans le cabinet Ollivier, n'avait pas nui à la peinture du cadet.

Puisque l'enchaînement du récit amène sous ma plume le souvenir de l'ancien ministre, je me reprocherais de ne pas dire que, parmi ceux qui composèrent cette administration inaugurée au milieu de tant d'espérances, de tant d'illusions, et qui sombra dans de si épouvantables catastrophes, personne n'a laissé à ceux qui eurent le hasard de l'approcher, l'impression d'un homme plus loyal, plus courageux et plus bienveillant que M. Chevandier de Valdrôme. J'ai vu d'assez près l'aurore de ce ministère Ollivier; j'en ai goûté les fragiles enchantements; un jour de loisir peut-être j'en noterai quelques traits. En attendant, on se plaît, quand l'occasion s'en offre, à dire un mot sympathique à des hommes pour qui la fortune a été dure et dont les intentions furent meilleures que la destinée.

Homme du monde et peintre, M. de Valdrôme, prenant femme au théâtre, se trouvait assurément moins dépaysé que ne l'eût été un homme du monde non doublé d'un artiste; tout cela parut charmant d'abord, et il y eut là quelque chose d'aussi attrayant que les débuts du ministère Ollivier. Survient un enfant, un fils, puis 1870, la guerre, l'effondrement de tout ce monde aimable, facile et oublieux, au milieu duquel ces amours conjugales s'étaient épanouies; en fin de compte, on se sépara.

Digitized by Google

Cet été, le malheureux homme du monde, qui n'avait gardé que son pinceau pour remplir sa vie dévastée, vint presque subitement mourir à Courville, dans une petite maison, sur le galet, bien connue des baigneurs de Dieppe, à deux pas du châlet où mademoiselle Pierson a déployé son goût charmant; je l'avais reconnu peu avant dans un chemin creux de ce pays adorable. Un brave curé se trouva à temps, par hasard, pour assister ses dernières heures.

A partir de ce moment, l'affaire, au lieu de se simplifier, se complique. Il restait, comme on vient de le dire, un enfant de ce mariage, finalement si difficultueux. La mère en devenait tutrice légale; mais le conseil de famille, se fondant sur le procès et la séparation précédente, investit l'oncle de la garde et de l'éducation du jeune Valdrôme, sauf de loin en loin visite à la mère; on le remit aux Dominicains. On sait comment la mère parvint à l'enlever et à s'enfuir avec lui à l'étranger. Une partie du monde parisien applaudit à ce jeu de scène maternel; le dominicain quinaud parut réjouissant; la mère emportant son petit, en dépit de la loi et des bourgeois, sembla dramatique. Un petit groupe, plus froid, plus prévoyant, se demanda pourtant si l'intérêt bien compris de l'enfant n'était pas ici en contradiction manifeste avec l'élan du sang maternel.

Cependant l'oncle réclame judiciairement son pupille à peine de mille francs par jour de retard; les tribunaux lui donneront gain de cause sans aucun doute; c'est la conclusion du ministère public, et les précédents sont fixés d'ailleurs par un des jugements de l'affaire Bauffremont. En définitive, la mère et l'enfant condamnés à l'exil,

Digitized by Google

peut-être à la pauvreté, un jeune homme séparé de ceux dont il porte le nom, grandissant en dehors du milieu où sa famille paternelle l'aurait maintenu, mais fidèle à sa mère, emporté par l'instinct qui lie ces deux êtres, tel est le résumé de la situation. Ce n'est qu'un des mille incidents de cette lutte éternelle entre la nature et la loi qui constitue le tissu de la société.

Où la chose devient intéressante et générale, c'est quand on se pose cette question : Par quels moyens, par quelles précautions serait-il possible de prévenir ou tout au moins d'adoucir la rigueur de cette lutte, la cruauté de semblables déchirements? Aussitôt un groupe qui grossit, qui devient de plus en plus affirmatif, qui est fort sérieux et qu'on ne peut pas traiter en plaisanterie, répond : On n'y parviendra qu'en rétablissant le divorce. Examinons le problème.

Je constate au préalable que plusieurs années passeront avant qu'il soit législativement posé ; il n'est pas mûr, mais la question fait sourdement son chemin dans une foule d'esprits; rassemblez les indices qui se révèlent : l'affaire Bauffremont, deux ou trois procès moins éclatants, mais de semblable famille ; l'un, entre autres, infiniment curieux, dans lequel un mari, d'accord avec sa femme, à laquelle il consent à rendre la liberté, se fait naturaliser Suisse pour profiter du divorce admis par la loi helvétique; la femme, voulant ensuite se remarier en France, arrêtée au seuil de la mairie et menacée de bigamie ; tout cela aboutit à la pièce d'Augier, *Madame Caverlet*, qui a évidemment froissé les habitudes morales du public, mais qui cependant l'a arrêté sur le problème, l'a forcé à y réfléchir et obligé d'en peser les incertitudes.

Digitized by Google

Je viens de le dire, ce n'est pas avec des gaudrioles qu'on le résoudra; il y a quelque temps, on s'est tout à coup avisé au Sénat de rapporter la pétition d'un citoyen naïf qui demandait le rétablissement du divorce; un sénateur facétieux s'écria : « Le pétitionnaire est-il marié? » on rit, et l'affaire en resta là, sauf un bout d'homélie de M. de Gavardie, dont on voit d'ici la fraîcheur et l'originalité rien qu'au nom de celui qui l'a prononcé; le pétitionnaire sans doute était marié, peut-être mal; on se figure difficilement un célibataire prenant tant de précautions avant de se décider; dans ce cas, il est plus simple de choisir la seconde conclusion de Panurge : « Adonc, ne vous mariez point! »

L'argument de tous les Gavardies présents et futurs, chaque fois que ce mot scabreux de divorce est remis sur le tapis, est celui-ci : « Ce serait le dernier coup porté à la famille et à la moralité. » Quand on discutera sérieusement cette question sur laquelle, pour ma part, j'avoue ingénuement que mon opinion est encore suspendue, il faudra renoncer à ce lieu commun; c'est une rengaine de curé de village bonne tout au plus pour les petits livres de Mgr de Ségur; le divorce est admis dans les deux tiers de l'Europe, et on ne voit pas le moins du monde qu'en Angleterre, en Allemagne, en Suisse, dans les pays scandinaves, la famille soit moins bien constituée et la moralité moins sévère que chez nous.

Admettons que le titre du divorce, que l'on réimprime toujours dans notre code civil, eût repris sa valeur légale, que la loi du 15 mai 1816 qui l'abolit eût été abrogée, et que, dans le drame intime, devenu malheureusement public, qui sert de point de départ à ces réflexions, les époux incompatibles aient eu l'issue du

Digitized by Google

divorce; l'enfant n'en restera pas moins, après la dissolution du mariage, avec des sentiments qu'aucune décision judiciaire ne peut prévoir. Une mère divorcée, à laquelle le jugement du divorce aura enlevé l'enfant, pourra être aussi bien tentée que la femme simplement séparée, de s'enfuir avec son enfant.

C'est donc une erreur de croire que le rétablissement du titre de notre code civil relatif au divorce supprimerait les maux et les désordres qui sont l'inévitable fruit des mariages maheureux; ce qu'il supprimerait, et c'est là-dessus qu'on insiste, c'est là ce qu'on fait valoir, ce sont des situations fausses, inexorablement immorales ou fatalement désespérées, qui résultent de la séparation légale ; elle suspend le mariage tout en conservant son indissolubilité, elle le supprime, et cependant elle le garde comme insurmontable obstacle à toute nouvelle union.

Je sens à merveille la logique et la force de ce raisonnement; j'y objecte ceci, que les faits sur lesquels on le fonde ne sont en réalité, pris dans l'ensemble, que de très minimes exceptions sociales; *Madame Caverlet* est une sorte de curiosité et de phénomène de laboratoire où l'auteur a accumulé avec un art extraordinaire toutes les particularités de la thèse qu'il soutient; mais la loi ne doit pas être faite en vue des exceptions ; c'est sur la généralité qu'elle doit se régler.

A quelque point de vue qu'on se place, il est hors de doute que les sociétés ont un intérêt immense à ce que les mariages soient stables et, autant qu'il est humainement possible, indissolubles; on doit se demander si l'acceptation du divorce ne serait pas une atteinte à cette stabilité.

Digitized by Google

On répond en faisant valoir la sagesse, la prévoyance, la rigidité même de la législation du code civil. En effet, cette législation est un chef-d'œuvre de bons sens; le point délicat en pareille matière, c'est le divorce par consentement mutuel, qui devient, en cas de relâchement et de facilité dans la loi, la source de désordres analogues à ceux qui ont signalé les mœurs du Directoire; le code civil rendait absolument impossible, cela n'est pas contestable, le retour de semblables abus. On remarque enfin que, si cette législation a été abolie en 1816, c'est sous l'influence, à ce moment triomphante, de la réaction catholique.

Il faut prévoir que, si la question du divorce se reproduit d'ici à quelques années, ce sera justement par l'effet d'un retour en sens contraire de l'opinion; et ce qui précipitera ce retour, ce seront les attaques contre le principe du mariage civil, qui sont devenues un des articles du symbole ultramontain. Au fond, la lutte est entre ceux qui disent : « Le mariage est un sacrement, un lien surnaturel que l'Église seule peut valablement créer, » et ceux qui répondent : « Non ! c'est un contrat auquel la loi préside et dont la valeur est équivalente, quelle que soit la croyance religieuse ou l'absence de croyance de ceux qui le forment. » Le mariage étant tenu pour un contrat civil, la question se réduirait à décider s'il est dans l'esprit de la législation d'admettre un genre de contrat indissoluble et irrévocable, ou si, au contaire, on ne doit pas déterminer les cas rares, les conditions, aussi faciles qu'on les veuille faire, dans lesquelles ce contrat pourrait être dissous.

Il ne m'est nullement prouvé que l'indissolubilité du

Digitized by Google

contrat matrimonial au point de vue strictement civil ne puisse être défendue par des raisons très fortes; mais, si, comme on le fait, on s'en prend à l'essence civile et sociale du contrat, si on veut ériger le mariage en fait exclusivement religieux, l'opinion se révoltera de plus en plus contre l'absolutisme de cette théorie, et on amènera le rétablissement du titre du code civil aboli en 1816 comme protestation contre le contempteur du mariage civil. Assurément l'Église est logique; elle sait qui est maître du mariage et de l'éducation, est maître de la société, mais le monde moderne ne l'ignore pas davantage; j'espère qu'il ne défendra son domaine que par la liberté.

LXVI

LA POLICE ET LES JÉSUITES

Paris, 22 janvier 1878.

On n'ignore point que le monde spécial des journaux s'est assez égayé ces jours-ci de l'historiette d'un garçon ultraradical, collaborateur des deux ou trois journaux dirigés par M. Duportal, dans lesquels on se vante de posséder la vraie, seule et authentique collaboration de M. Rochefort, représentée par la signature d'une grosse étoile. Un beau jour, on affirme que ce terrible jeune homme, qui faisait des courses et des entrefilets

Digitized by Google

pour *le Réveil* et *le Républicain*, a des attaches régulières avec la police. Jusque-là, rien de plus banal, et je dirai presque rien de plus régulier.

Cette préoccupation continuelle de la police et son immixtion habituelle sont une des maladies chroniques de la démagogie; la police et les jésuites constituent les deux principaux engins du merveilleux et de l'espèce de romanesque et de grossière poésie qui alimente ces cerveaux, en général médiocres et peu éclairés.

Quand on cherche à démêler l'état intellectuel des démagogues de profession, de ceux qui vivent sur cette sorte de frontière située entre la presse violente et une certaine portion du monde ouvrier, terrain vague où s'est principalement recruté l'état-major de la Commune, où vient échouer quelquefois un homme de talent dévoyé, tel que Vallès, à côté de fanatiques enragés, tels que Sérisier, ou de sceptiques *cocodès* d'estaminet tels que Eudes et la plupart des galonnés du 16 mars, on est frappé de l'analogie de leurs conceptions et de leurs mœurs avec les procédés et les habitudes qui règnent dans le monde subalterne du théâtre. C'est une autre façon de cabotinisme.

Quand vous essayez de vous rendre compte des sentiments et des passions qui animent les couches secondaires du monde dramatique, vous voyez que ce qui y règne à peu près sans partage, c'est, d'abord, un inextinguible besoin d'effet, puis une vanité lancinante doublée d'une envie très aiguë à l'adresse de quiconque a l'air d'avoir été plus heureux, d'avoir mieux réussi que la masse de ces pauvres gens.

Je crois qu'en général, on n'est que juste en envisageant

Digitized by Google

avec une indulgente compassion ces défauts, résultat presque forcé d'une existence somme toute pénible, besoigneuse et mal équilibrée. *Le Roman comique* est fort loin, dans la réalité, de la gaieté et de l'insouciance dont Scarron l'a paré dans ses temps primitifs. Bien des amertumes, une corrosive absinthe se sont mêlées depuis lors au petit vin blanc mousseux dont le joyeux conteur enivrait ses héros ; mais ce qui reste vrai aujourd'hui comme jadis, c'est que la foule des comédiens subalternes ne conçoit guère la société que sous un aspect théâtral. Personne ne croit plus fermement qu'eux à la réalité du monde fictif au sein duquel se passe une réalité de leur vie. Les traîtres de Dennery, les victimes innocentes, les secrets qu'un mystérieux papier révèle au dénouenemt, qui réhabilitent un brave homme persécuté et font tomber l'inique fortune d'un imposteur impertinent, tout cela leur semble une représentation véridique du monde ; ils sont persuadés que la société est remplie de ressorts mélodramatiques qui se détendent et qui éclatent dans une foule de cinquièmes actes domestiques que les familles s'efforcent de cacher.

Même procédé de jugement en ce qui touche l'histoire ; il n'y a pas d'autre histoire pour le comédien que la légende selon Dumas, pas d'autre Louis XIII, pas d'autre Louis XIV, pas d'autre Richelieu, pas d'autre Cromwell, pas d'autre Charles Ier, que ceux qui sont en scène dans *les Mousquetaires* et dans *Vingt ans après*. Il faut noter ce tour d'esprit qui résulte presque inévitablement de la profession ; cela, avec le besoin de l'effet et l'envie à l'égard de ceux qui l'accaparent, constituent les éléments principaux de ce composé particulier que le

Digitized by Google

moraliste classe dans son herbier sous l'étiquette : *Cabotinisme, produit parisien.*

Il peut se mêler à tout cela de l'esprit, des qualités et même, qui le croirait? des vertus. Le cœur humain est un magasin bizarre dans lequel le bien et le mal s'accommodent mieux qu'on ne le croit et cohabitent côte à côte bien plus souvent que ne se l'imaginent les esprits étroits.

En 1848, à l'époque où tout le monde se portait candidat, un musicien original, qui jouait de quelque chose à l'orchestre de l'Opéra-Comique, afficha cette profession de foi : « Nommons un tel, pauvre et sans talent; nul ne représentera mieux que lui la majorité des artistes! » C'était une spirituelle boutade d'esprit cabotin: elle fait songer au neveu de Rameau. Celui-là est réellement un ancêtre ; c'est au café Procope que se déroule l'immortel dialogue dans lequel Diderot l'a encadré. S'il vivait de nos jours, il est plus que probable qu'il travaillerait dans le monde de l'extrême démocratie, et, si on avait à le joindre, nous savons dans quels cafés et à quelles brasseries nous aurions chance de le rencontrer. M. Duportal nous a, ces jours-ci, fourni l'adresse de ces établissements, et appris au public que les histoires où la police, sa personne et ses journaux s'entre-croisent si singulièrement, couvraient le même jour les tables de ces bons endroits. Honni soit qui mal y pense!

La première conclusion à tirer de ces renseignements néanmoins, c'est que la police serait réellement plus naïve qu'il ne sied à son état, si elle payait au poids de l'or des secrets aussi bêtes et aussi mal gardés; aussi j'imagine qu'elle s'en tire à des prix doux.

Digitized by Google

Pourtant il est évident que l'idée de police, d'espionnage, de dénonciation entre coreligionnaires remplit un rôle essentiel dans le manège du parti ultradémocratique. Ces citoyens professent manifestement à l'égard de la police un sentiment dans lequel la terreur et la convoitise s'entremêlent d'une façon très bizarre; ils se complaisent à se soupçonner les uns les autres; de plus, ils ont, au sujet de la police, de ses ressources, de son activité, de sa clairvoyance, un certain nombre d'idées romanesques qui se rapprochent de toutes celles que la plèbe comique se forme de la société d'après les drames dans lesquels elle joue.

Il doit y avoir de grandes désillusions pour ceux qui finissent par céder à la tentation, comme il est advenu au jeune collaborateur du *Réveil* que ses camarades ont ces jours-ci vertueusement exécuté. En avouant qu'il avait accepté les ouvertures de la police, il laissait entendre que la rémunération avait été maigre; pour un peu, il eût déclaré qu'il y était du sien; mais, par exemple, il n'a pas manqué de déclarer que, s'il était entré dans cette voie obscure et si peu rétribuée, c'est par dévouement à sa cause, pour savoir le secret de certains rouages qui échappaient à son parti et faire ensuite profiter les siens de la découverte. Il semble qu'on a accueilli cette explication avec beaucoup de scepticisme; on n'a pas voulu croire à cet espionnage pour le bon motif, et le mouchard par conviction, qui prétendait reprendre le rôle du patriotique espion de Fenimore Cooper, a été allègrement sacrifié par les camarades.

Ces querelles de l'extrême démocratie ont fait éclater cependant un certain nombre d'incidents instructifs et

Digitized by Google

curieux. Tous pâlissent devant le bouquet offert aux spectateurs par *la République française* en publiant une supplique adressée en 1852 à *monseigneur* le prince-président par l'intransigeant citoyen Duportal; rien ne manque, d'ailleurs, à cette pièce charmante : c'est une combinaison fort réussie de suffisance et d'humilité; l'intraitable républicain se recommande d'abord à M. de Maupas, ensuite il demande à être nommé soit bibliothécaire, soit secrétaire général, soit sous-préfet; il a l'air de dire à chaque ligne : quand on fait une conquête comme la mienne, il faut savoir se montrer généreux : sentiment provincial et toulousain, parent des illusions des acteurs qui ont eu du succès dans les départements; ils ont enthousiasmé Carcassonne dans l'emploi de Mélingue, ils réclament un début à la Comédie-Française.

Mais, au fait, pourquoi n'a-t-on pas fait M. Duportal sous-préfet après 1852? Il eût suivi la filière et fût devenu préfet comme un autre; le 16 mai eût utilisé son savoir-faire; aujourd'hui, au lieu d'être député de Toulouse, directeur de trois ou quatre journaux et le rival déclaré de M. Gambetta, il serait révoqué et secrétaire de M. Baragnon ; il doit bénir l'indifférence impériale qui n'a pas apprécié à son prix sa soumission; c'est à cela qu'il doit d'être resté ultradémocrate ; à quoi tient la fortune!

Par exemple, ce qui semble inexplicable, c'est que l'Empire, ayant en mains cette jolie pièce, n'ait pas fait vingt ans plus tôt ce que M. Gambetta fait aujourd'hui. Cette impassibilité du gouvernement impérial en face des déclamations colorées de M. Duportal ne pouvait tenir qu'à des motifs que la situation particulière de Toulouse expliquera à ceux qui essayeront de s'en souvenir.

Digitized by Google

Les adversaires de l'Empire sur ce théâtre étaient orléanistes et légitimistes: le chef de cette opposition était le propre fils du premier président, M. Jacques Piou; le fracas ultrarépublicain de *l'Émancipation* et de son rédacteur, M. Duportal, semblait une diversion souvent avantageuse; on s'imaginait qu'allié par hasard aux légitimistes, il éloignerait d'eux une multitude de modérés, ou bien que, s'il leur faisait la guerre, il aiderait en définitive la préfecture.

Cette politique malicieuse est superbe dans les temps ordinaires, et à la condition qu'aucune catastrophe dramatique ne vienne en déranger soudain l'adroite bascule. Le drame, ce fut le 4 septembre : M. Duportal se trouva du jour au lendemain maître de sa ville.

On s'est beaucoup amusé ces jours-ci à rééditer les télégrammes et lettres échangés alors entre lui et M. Gambetta; ces documents prouvent d'abord que M. Duportal, proconsul révolutionnaire, n'avait rien abjuré de l'esprit avisé et pratique qui, en 1852, lui faisait briguer une place de sous-préfet; cette fois, il songe aux siens : c'est sa famille qu'il établit; ils démontrent ensuite qu'à ce moment, M. Gambetta et le Gouvernement de la défense nationale de province ne se jugeaient pas de force à entrer directement en lutte avec un dictateur local tel que M. Duportal l'était à Toulouse; il fut obligé de ménager de même Esquiros à Marseille, et à Lyon les chefs socialistes.

Nul doute, d'ailleurs, qu'entre le Gambetta actuel et le Gambetta de 1870, il n'existe, quant aux procédés, une différence aussi profonde qu'entre la phase présente et le moment d'invasion et de révolution. M. Gambetta s'est

Digitized by Google

transformé plutôt, à mon avis, quant à la méthode que quant au fond des idées et au but poursuivi. Je persiste à croire, à mon point de vue de conservateur invariable, quoique clairvoyant, que ce but est fort inquiétant; néanmoins je conçois l'âpre rancune et le ressentiment amer des ouvriers de la première heure condamnés à demeurer des déclassés et des bohèmes politiques, tandis que leurs associés de jadis deviennent peu à peu des hommes d'État; qui végètent dans des cafés et des brasseries borgnes pendant que les autres commencent à converser avec les rois et à recevoir l'hommage des grands clubs libéraux anglais; assurément il y a là de quoi nourrir une inextinguible haine.

On a conservé deux bien jolies épigrammes que le grand empereur Hadrien, rude soldat parvenu, teinté de philosophie, échangeait avec le grammairien Florus, un ami de sa jeunesse obscure. « Je ne voudrais pas être César, disait le conférencier; endurer les frimas scythiques, travailler comme un nègre de jour et de nuit, craindre tout le monde et n'avoir pas d'amis; quel métier! — Je ne voudrais pas être Florus, ripostait l'empereur, errer dans les buvettes, amuser les sots, débiter pour dîner des discours ampoulés et se débattre contre les moustiques, quelle destinée! »

Le dialogue sera éternel; les partis changeront suivant les temps. Au fond, éternellement les hommes qui sont partis ensemble, mais que l'intelligence ou un hasard propice a séparés à moitié route, l'un continuant son ascension, l'autre demeurant à piétiner dans la rue, échangeront des récriminations de ce genre. Seulement, pour qu'elles soient sans péril, il ne faut pas laisser traî-

Digitized by Google

ner derrière soi des petits papiers pareils à celui du citoyen Duportal parce qu'un beau jour, ils suffisent à écraser.

Pour de telles exécutions, rien de tel d'ailleurs que les républicains. L'Empire a gardé dans son tiroir la supplique de M. Duportal. M. Gambetta la publie le jour où le bourdonnement intransigeant lui semble devenir exagéré. Il ne m'est pas prouvé le moins du monde qu'un gouvernement monarchique aurait mené les journées de Juin avec la vigueur du républicain Cavaignac. Quant à la Commune, c'est M. Thiers qui, au nom de la république, est parvenu à la vaincre. Il est vrai que, sous la monarchie, ni les journées de Juin ni la Commune n'auraient probablement pu se produire. C'est une compensation.

Quoi qu'il en soit, du moment qu'on est dans le régime républicain, et qu'il est clair qu'on n'en peut pas sortir, il faut savoir tirer son parti de ses avantages; tous proviennent de la liberté pratiquée avec bonne humeur et sans mièvrerie.

En matière de presse, par exemple, cette liberté suscite des journaux qui sont des prodiges de platitude et de grossièreté; on se demande avec quel cirage et par quels savetiers tout cela est écrit. Laissez dire! au bout de peu de temps, ils se dévorent les uns les autres; ne vous en occupez jamais, l'indifférence du public finit par les réduire à la mendicité, et ils vont demander des bottes à la police. Quelquefois par hasard un homme de talent, un vrai écrivain émerge de ces détritus, comme ces beautés exquises qui fleurissent parfois dans les bouges; il en sort, et les anciens camarades restés à la brasserie

Digitized by Google

insinuent alors tout doucement que cet intrigant a été protégé par la police.

LXVII

LA QUESTION D'ORIENT. — TRIOMPHE DE LA RUSSIE

Paris, 26 janvier 1878.

L'opinion française en général semble s'être fait une loi d'une extrême réserve en face du développement dramatique des événements d'Orient. Je ne crois pas que, chez nous, il ait été jamais possible de constater ce double courant contradictoire, russophile et russophobe, qui s'est déployé dans l'opinion anglaise.

Non pas assurément qu'il n'y ait eu en France, en présence des péripéties de la lutte actuelle, qui aboutit, ainsi que nous le voyons, à un écrasement si complet de la résistance ottomane, des préférences, des attractions qui se sont ici prononcées dans le sens de la Russie, et ailleurs dans le sens de la Turquie ; mais ces préférences ces attractions, dont je veux essayer de rendre compte, ont été toujours enveloppées dans une sorte de platonisme résigné. Un sentiment a constamment dominé les impressions du public français, le sentiment de la neutralité absolue et de l'effacement inéluctable que la situation résultant des événements de 1870-1871 imposait à notre pays.

Je mentirais si je disais que cet effacement n'a pas fait subir aux souvenirs toujours cuisants de notre an-

Digitized by Google

cienne importance des retours d'une extrême amertume; mais, si quelque chose a réellement mûri depuis six ou sept ans dans ce pays-ci, c'est la faculté de percevoir la réalité, c'est une aptitude assez nouvelle de notre part à voir enfin les choses telles qu'elles sont véritablement, et non plus telles qu'on les voudrait.

En face du développement de la question d'Orient, cette clairvoyance s'est aiguisée, non sans tristesse incontestablement, mais avec une certitude de réflexion qui ne me paraît pas s'être démentie.

J'analyse ici non pas les sentiments des politiques de profession; ce que je cherche à saisir, c'est le jugement de cette foule moyenne qui apprécie la politique par ses lignes générales, qui sent les situations en bloc et qui s'inquiète des résultats d'ensemble qu'elles sont susceptibles de produire. Dans cette couche moyenne, l'immense développement des événements d'Orient a suscité trois impressions : la première, un regret très vif de l'explosion; aussi longtemps qu'on l'a pu, on s'est efforcé de se bercer de l'illusion que rien de nouveau ne surgirait en Europe tant que la France demeurerait dans la situation de convalescence où elle avait été réduite par les catastrophes de 1870. Combien de temps courait risque d durer cette convalescence? Par quel régime pouvait-on espérer d'en sortir et de recouvrer la vigueur? Autant de points sur lesquels personne n'était d'accord; mais, sur l'affaiblissement et l'immobilité que commandait cet état, tous les partis se rencontraient.

C'est le second sentiment qui a pris le dessus dans les esprits quand, à la suite de l'avortement de la conférence de Constantinople, il est devenu manifeste que le *statu*

Digitized by Google

quo européen si pénible qu'il pût sembler à notre amour-propre national, allait forcément se trouver modifié et qu'une série d'événements d'une portée inconnue allait fatalement surgir et donner naissance à une nouvelle constitution de l'Europe. C'est à partir de ce moment seulement que les sympathies du public se sont manifestées, une portion se prononçant pour la cause turque, une autre favorable à l'entreprise russe; mais ces sympathies, je le répète, ne sont jamais sorties du platonisme le plus rigoureux; elles étaient dominées de part et d'autre par ce sentiment qui a été le seul très marqué en présence de ces immenses événements, celui de la neutralité, je dirais volontiers de l'effacement, qui était pour la France la plus impérieuse des obligations.

Il y avait aussi pourtant un autre sentiment dans le public qu'il faut oser indiquer, le sentiment d'une vague inquiétude de voir, au dernier acte du drame, surgir des complications incidentes dans lesquelles la France se trouverait prise malgré elle. Aujourd'hui, ce sentiment, qui ne s'exprime pas très volontiers dans les journaux, demeure très en éveil, il faut qu'on le sache, dans la majorité des esprits français. Quant aux sympathies soit turques, soit russes, auxquelles la guerre d'Orient a donné naissance, sympathies, je le répète, exclusivement académiques, on aurait quelque peine à les classer selon les partis. Il s'est produit dans tout cela des entre-croisements singuliers. Une portion de la couche conservatrice inclinait visiblement du côté turc; elle ne voulait voir qu'une chose, à savoir que la Turquie était sur la défensive, qu'elle représentait la *statu quo* et que l'initiative russe dérangeait un organisme auquel on s'atta-

Digitized by Google

chait par le seul motif qu'il semblait consacré par l'usage et la possession d'état. En outre, le point de départ des événements actuels ayant été le soulèvement des populations, les conservateurs dont je parle se sont attachés uniquement au caractère insurrectionnel de ces faits, et ils les ont réprouvés. En se fondant sur cette idée d'une simplicité exagérée à laquelle se sont peu à peu réduits tous leurs sentiments politiques : l'effroi de la Révolution, ils en sont arrivés à ne plus faire de distinction entre une race opprimée qui veut rejeter une tyrannie intolérable et une émeute quelconque qui vise à détruire un gouvernement régulier. Il faudrait les pousser bien peu pour leur faire placer à peu près sur le même rang les énergumènes et les politiques dépravés de la Commune, et les Napolitains tentant de se soustraire à l'obscur gouvernement d'un roi Bomba, les habitants des Légations voulant échapper à l'administration rétrograde néoet taquine des délégats pificaux, les Herzégoviniens et les Bulgares résolus à rompre au nom de la religion, de larace et de la langue, l'oppression des conquérants turcs.

Aux yeux de ces conservateurs étroits et passionnés, toutes les insurrections paraissent également blâmables, par ce seul fait qu'elles sont une insurrection. Cette façon de concevoir l'histoire est assurément tout ce qu'on peut imaginer de plus banal, de plus court et de plus superficiel; elle est assez ancienne d'ailleurs; depuis 1815 notamment, elle a formé l'une des bases essentielles de la politique conservatrice, et, si le principe révolutionnaire de son côté a fait tant de progrès et ouvert tant de brèches dans ces remparts surannés, je suis convaincu qu'une des principales causes de son développement a été l'inintel-

Digitized by Google

ligence et l'entêtement du conservatisme, s'obstinant à vouloir appliquer le *statu quo* à des particularités européennes et sociales qu'il eût fallu au contraire aborder de front et transformer résolument. Nulle part cet aveuglement d'une portion du monde conservateur ne se révèle mieux que dans les luttes de races qui forment depuis plus d'un siècle le fond réel de la question d'Orient.

Relisez la correspondance de Voltaire avec la grande Catherine au moment de la guerre contre la Turquie, et vous verrez, aux quolibets dont il crible le vizir Mustapha, à l'entrain de ses épigrammes, que, pour le philosophe, le Turc est une des pièces de cet appareil de conservation obscure qu'il poursuit partout. Au siècle suivant, au moment de l'insurrection grecque, voyez comment se distribue l'opinion du monde européen : tout ce qu'il y a de rétrograde, d'arriéré, d'attaché quand même et sans discernement à l'immobilité, s'attache à la cause turque. Pour employer le terme italien qui désigne à merveille la catégorie de personnes que j'indique ici, tous les *codini* du monde à l'époque de l'insurrection grecque ont envie de considérer le sultan comme l'une des représentations de la légitimité, de la monarchie et des bons principes consacrés par le congrès de Vienne. La diplomatie conservatrice semble imaginer pour lui une sainte ampoule turque qui donne à sa couronne une espèce de reflet de droit divin; on ne veut pas songer à l'origine violente de cette domination ottomane, on oublie qu'au moment de sa splendeur elle n'a jamais consenti à entretenir avec les États européens que des relations injurieuses et précaires, qu'elle n'est jamais entrée de plainpied dans le droit des gens de l'Europe, qu'au milieu du XVIIe siècle

Digitized by Google

encore, les Turcs se sont avancés jusqu'à Vienne en ravageant tout devant eux. Non! grâce aux mirages de ce conservatisme aveuglé, le sultan s'est transformé pour M. de Metternich en une sorte de dignitaire de la Sainte-Alliance, en une espèce de Louis XVIII en turban dont les *carbonari* grecs travaillent à ruiner révolutionnairement l'autorité légitime et sacrée.

Je viens de relire la partie de la *Correspondance du chevalier de Gentz* relative à ce moment de l'insurrection grecque dans la phase que clôt le coup de tonnerre de Navarin,

Navarin la ville aux maisons peintes,

comme chanta Hugo dans une des plus éblouissantes des *Orientales*. Ces sentiments que je viens d'indiquer, s'y font jour bien souvent au milieu des considérations d'une politique très fine. Gentz était un sceptique clairvoyant dont les dépêches offrent en ce moment un véritable attrait d'actualité; il n'était probablement qu'à moitié dupe des impressions auxquelles il se soumettait; mais, confident de M. de Metternich, il est un reflet fidèle du milieu où il vivait. Il est tout naturel que quelques-unes des opinions du monde conservateur d'alors se retrouvent, avec les transformations que les années leur ont fait subir, dans une certaine région du conservatisme actuel; à dire vrai, elles se sont plutôt rétrécies et racornies que développées; elles aboutissent toutes à cet axiome naïf : la cause turque est la bonne cause, parce qu'elle représente ce qui existe depuis longtemps, et que toute modification est un danger au point de vue conservateur.

Digitized by Google

Je ne me propose pas de discuter cette manière de voir; j'ajoute pourtant qu'elle a eu quelques jours d'épanouissement pendant la phase des succès turcs. Jusqu'à la prise de Plevna, quelques bonnes âmes inclinaient à penser que le dieu des armées avait décidément opté pour elle; on faisait abstraction des coupons impayés de la dette ottomane, qui, au début pourtant, avaient singulièrement refroidi l'opinion. Ce qui est cependant moins explicable, c'est que les sympathies turques aient éveillé un certain écho à l'opposite de la région conservatrice que je viens d'indiquer, et que, dans le monde du radicalisme doctrinaire, quelques filons, assez minces, je le crois, mais réels, aient incliné dans le même sens. Je m'attacherai, dans une prochaine lettre, à déterminer les motifs de cette inclination.

LXVIII

L'IDÉE RÉPUBLICAINE ET LA RÉSISTANCE DE LA PORTE A L'INVASION RUSSE

Paris, 29 janvier 1878.

Les sentiments du monde républicain et démocratique relativement aux événements qui se déroulent en Orient et à l'action russe, sont plus difficiles à déterminer que ceux de la portion du parti conservateur dont ma dernière lettre a tenté de donner le tableau. Ces sentiments sont en effet beaucoup plus compliqués; ils sont formés d'une sorte de conglomérat — pour prendre le mot des

Digitized by Google

géologues — auquel contribuent des idées d'origines diverses et à beaucoup d'égards contradictoires. Vous souvient-il des manifestations polonaises de 1848, où se confondaient les montagnards émérites d'alors, une certaine jeunesse excentrique soi-disant étudiante, parmi laquelle brillait dans son éclat juvénile le fameux Nadar, tel qu'un coquelicot dans un champ de blé, plus un appoint de Polonais de table d'hôte, Polonais erratiques, *démagogisés* par la misère et dont nous avons trouvé la dernière expression dans ceux de la Commune?

Ces manifestations du polonisme montagnard de 1848 furent assurément l'un des symptômes les plus curieux de la confusion des idées qui commence, à partir de cette date, à s'effectuer dans une partie des cerveaux français. Par quelle bizarrerie cette Pologne catholique, ultramontaine, théocratique, cette terre d'élection de la Compagnie de Jésus, était-elle devenue chère et sacrée pour Barbès et pour ses amis? Évidemment, c'était là un des phénomènes extraordinaires d'une époque fertile en curiosités. Vous vous souvenez du dernier tableau des *Pèlerins polonais*, de Mickievitz, ce poème d'une obscurité mystique, souvent admirable, traduit, ne l'oublions pas, par Montalembert. Après d'innombrables pérégrinations à travers le monde, les chevaliers parviennent à Rome; ils rentrent dans Saint-Pierre; le sol tremble et le Parthénon catholique menace de s'écrouler, les pèlerins tirent leurs épées et soutiennent le dôme à la pointe de leurs glaives.

Par suite de quelle étrange confusion les ateliers nationaux de M. Louis Blanc en étaient-ils arrivés, en 1848, à regarder comme des frères ces porte-glaives catholiques? Je ne veux pas m'attarder à l'expliquer; il me suffit

Digitized by Google

de constater que quelque chose de ce sentiment confus de sympathie polonaise a survécu dans l'âme des foules démocratiques. M. Zola, dans *l'Assommoir*, avec cette précision merveilleuse et ce relief dont il a le don, a photographié une dissertation de politique populaire devant le comptoir de son marchand de vin. « D'abord, s'écrie Lantier, le docteur de la bande, je rétablis la Pologne! » Il faut tenir compte de cette superstition tenace quand on analyse les impressions actuelles du monde démocratique en face de l'évolution de la question d'Orient. On ne s'y dissimule pas plus que dans le monde conservateur que la conclusion aboutit à un épanouissement extraordinaire du prestige et de la puissance russes. Un empereur! un autocrate! le chef du gouvernement assurément le plus concentré et le plus monarchique de l'Europe, tout ce qui se passe a donc pour résultat d'en accroître la grandeur dans une proportion inouïe! Il est bien difficile au préjugé démocratique de ne pas régimber sourdement contre de telles idées.

Je me hâte de le dire pourtant, ces sentiments sont confus et flottants, et ils ne dépassent guère la religion la moins éclairée du monde démocratique; au-dessus d'elle, dans la portion instruite et réfléchie qui domine aujourd'hui, dirige et modère le mouvement, ce n'est pas sous l'impulsion de ces banalités sentimentales que se sont produites les hésitations et les inquiétudes que le développement des affaires d'Orient a suscitées. La Pologne, les formules creuses de 1848 sont ici tombées dans un discrédit définitif. Les seuls partisans obstinés de l'idée polonaise ne se trouvent plus maintenant en France que dans le groupe de l'ultramontanisme le plus intransi-

Digitized by Google

geant; cela figure dans le catalogue des miracles à l'aide desquels seulement l'Église réalisera son *millenium* temporel.

Ce point de vue par conséquent est plus que jamais antipathique à la démocratie éclairée et savante; pourtant, en présence de l'évolution qu'accomplit l'Orient européen, elle demeure perplexe et troublée. Bien des sentiments qui se contredisent quand on les presse, mais qui subsistent néanmoins côte à côte en dépit de la contradiction, alimentent cette perplexité, d'abord un sentiment qui n'est pas spécialement démocratique et que les Français de toutes les opinions ont ressenti : la déconvenue de voir les affaires d'Orient traverser une péripétie aussi décisive, au moment où la France est dans l'impossibilité de se mêler en quoi que ce soit des solutions prochaines. On a voulu se leurrer jusqu'à la fin de cet espoir improbable que le *statu quo* européen durerait aussi longtemps que notre recueillement; c'était un rêve sans doute qu'un peu de froide réflexion devait suffire à dissiper. On devait prévoir, au contraire, que la neutralité forcée et l'immobilité de la France constituaient une condition qu'on n'aurait peut-être jamais dans la suite des temps l'occasion de retrouver, et que, par conséquent, il était bien difficile à des hommes d'État prévoyants de ne pas en saisir l'opportunité [1].

1. L'étude des phases successives de la crise orientale démontre clairement qu'il n'y a eu, de la part de la Russie, aucun parti pris de pousser les choses jusqu'à la guerre; s'il y a eu chez cette puissance une résolution bien arrêtée dès le début, c'est de faire tout ce qui était possible pour éviter une guerre et pour résoudre par les moyens diplomatiques les difficultés qui avaient surgi dans la presqu'île des Balkans. Si ces efforts ont échoué, tout le monde

Digitized by Google

C'est ici le cas de faire remarquer l'une des faiblesses de notre esprit français en matière de politique ; nous ne parvenons jamais et nos hommes d'État, ou soi-disant tels, n'échappent que par hasard à cette faiblesse nationale, — nous ne parvenons jamais à apprécier les choses et la logique des faits qu'à un point de vue exclusivement personnel. Un philosophe hégélien dirait que nous sommes en général privés de la faculté d'objectiver les objets; il est certain que nous ne parvenons qu'avec effort à nous rendre compte, dans les questions qui nous touchent, du point de vue d'autrui; pour la question d'Orient, par exemple, nous ne sentons que l'intérêt français; assurément c'est celui qui, par-dessus tout, nous importe; mais c'est une vue courte et presque enfantine que de ne pas analyser, sans illusions, les intérêts des autres et de ne consentir à raisonner sur ce problème qu'en acceptant, au préalable, pour point de départ unique, nos avantages, nos désirs et nos souhaits. Nous devions ardemment désirer, assurément, que la question d'Orient continuât le plus longtemps possible à sommeiller; mais nous devions aussi comprendre que, justement en raison de l'impossibilité où nous étions d'y prendre part, son réveil avait, pour les puissances qui tiennent les plus grosses cartes dans cette partie et qui ne peuvent en juger qu'à leur point de vue propre, un à-propos, une sorte de conve-

sait à quelles causes leur échec est dû, et que ces obstacles à une solution pacifique ne sont venus ni de la Russie ni des puissances qui ont marché d'accord avec elle.

La neutralité de la France n'a été pour rien dans le développement que les affaires d'Orient ont pris depuis un an, en tant du moins qu'il s'agit des intentions de la Russie et ses alliés.

Digitized by Google

nance inévitable contre laquelle nos souhaits d'abord et nos lamentations ensuite seraient d'un poids médiocre.

Je retrouve ici, avec moins d'aigreur et d'acuité, mais avec une étendue plus vaste, quelque chose des dispositions morales qui se sont manifestées à l'occasion du 16 mai, c'est à savoir, d'une part, la répugnance invincible à se résigner devant des faits inévitables; de l'autre, quand les faits sont décidément les plus forts, la tendance à se lamenter sans fin et à se venger de la force des choses par la pleurnicherie et la mauvaise humeur. C'est une politique de douairières; les conservateurs n'en ont pas eu d'autre en face de l'inéluctable fatalité de l'établissement républicain; aujourd'hui, une partie des républicains appliquent la même méthode aux solutions inévitables des affaires d'Orient.

J'accorde tant qu'on voudra qu'à notre point de vue il est désolant que les affaires se soient engagées à fond; mais j'ajoute que, si l'explosion s'est produite, les tergiversations et la double conduite du cabinet anglais en ont été la cause déterminante, et je dis que, si la France, qui ne devait souhaiter qu'une chose : le prolongement du *statu quo* même très largement amélioré au détriment des Turcs, doit se plaindre aujourd'hui de cet incendie, c'est à la politique anglaise uniquement qu'elle doit en attribuer la responsabilité.

C'est là ce que me semblent imparfaitement comprendre les doctrinaires républicains : ils n'ont pas senti suffisamment que la situation de l'Orient européen était tellement instable, précaire et travaillée, qu'on ne pouvait pas se flatter de la maintenir telle quelle sans des modifications profondes; dès lors, si on voulait éviter une

Digitized by Google

guerre qui conduirait inévitablement à des conséquences autrement décisives que toutes les modifications pacifiques et diplomatiques, il fallait imposer rigoureusement ces modifications à la Turquie. Le cabinet anglais, en repoussant le mémorandum de Berlin, et en permettant aux Turcs, par sa double conduite, de repousser la transaction, extraordinairement anodine qu'offrait la Conférence de Constantinople, a été le seul obstacle au maintien de ce *statu quo*.

Ce qui demeure inexplicable, c'est qu'à partir de ce moment, les doctrinaires républicains ne se soient pas retournés contre l'Angleterre comme vers l'auteur réel de l'explosion qu'ils déploraient. Ils se sont, au contraire, trop souvent abandonnés à des objurgations oratoires sur l'ambition russe. L'ambition russe! la belle affaire! toutes les grandes puissances sont ambitieuses! Et d'ailleurs, dans les affaires d'Orient, ce qu'on est convenu de désigner sous le nom d'ambition russe est une tradition séculaire qu'on ne détournera pas avec des amplifications. La vraie question était de savoir s'il n'eût pas mieux valu pour l'Europe tout entière, et surtout pour la France, désintéresser pacifiquement cette prétendue ambition, en forçant sans guerre la Turquie à céder sur tous les points litigieux, plutôt que de célébrer ses vertus militaires et de l'encourager dans une lutte manifestement et d'avance inégale, à l'issue de laquelle elle ne pouvait pas ne pas se trouver en face de conditions autrement rigoureuses, autrement écrasantes que toutes celles qu'on lui faisait avant que le canon eût parlé.

J'avoue que je ne comprends pas encore à cet égard les illusions des doctrinaires républicains. Comment

Digitized by Google

n'ont-ils pas compris avant la déclaration de guerre qu'on ne pouvait sauver la paix que sur le dos des Turcs? Comment n'ont-ils pas compris que, pour la France, le maintien de la paix européenne avait une telle importance, que toutes les sympathies ottomanes plus ou moins justifiées, qui subsistaient ici, çà et là, ne devaient rien peser en face d'un tel intérêt? Ont-ils cru à la fin du compte à une intervention effective des Anglais? Ont-ils obéi à un ensemble d'idées anciennes, de formules surannées, se rapportant à des situations européennes toutes différentes de la situation actuelle et qui sont restées dans notre mobilier politique comme les bustes de nos souverains successifs dans les greniers du Garde-Meuble? Il y a eu de tout cela : des préjugés, des illusions, une bonne dose d'esprit superficiel et d'ignorance. Heureusement que la masse de la population moyenne est demeurée indifférente à toutes ces idées. Quant à elle, son siège est fait; elle a cessé depuis longtemps de croire aux emprunts turcs; les Turcs ont suivi.

LXIX

LE MARIAGE DU ROI ALPHONSE XII

Paris, 31 janvier 1878.

Qui ne connaît Worth? Nous avons perdu bien des plumes depuis huit ans; des provinces, des milliards, du

Digitized by Google

prestige; Worth nous est resté, et il est pour le beau monde une fontaine de consolations.

Qu'on s'imagine bien que je n'affecte pas ici un air de puritain morose ni de patriote misanthropique. Dieu me garde de faire fi des modes parisiennes, du roman et du mélodrame parisiens, de l'opérette et de la cuisine parisiennes, et de dédaigner cette suprématie européenne que ces choses ont conservé sans conteste. Les pédants exotiques, si gauches et si mal mis, traitent de haut ces arts frivoles. Quand une fois ils en ont goûté, ils les regrettent éternellement, et ils affectent de les maudire pour donner le change à leurs regrets.

Toujours est-il que, s'il vous arrive de passer rue de la Paix vers les quatre heures, — c'est l'heure préférée de l'essayage, — et si vous voyez devant la porte de l'illustre couturier deux ou trois rangs de voitures, vous constaterez que la moitié au moins de ces équipages appartient à la société étrangère. Les Amériques, celle du Nord et celle du Sud, y dominent. On ne peut pas dire au pied de la lettre : *Græcia capta victorem cepit*; car ce sont les Espagnes, celle d'ici et la transatlantique, qui peut-être maintenant occupent le plus les ateliers du fameux habilleur.

Dans ces dernières semaines, l'Espagne a redoublé de profusion; elle mariait son gentil roi. Que de robes! que de traînes! que de manteaux de cour! que de télégrammes entre Madrid et la rue de la Paix! Quelques jours avant l'irrévocable départ de toutes ces merveilles, une exposition très discrète en a été faite, à laquelle, bien entendu, n'ont été admises que des clientes choisies, des visiteuses bien pensantes, capables d'apprécier ces

Digitized by Google

chefs-d'œuvre. J'en ai recueilli quelques détails qui mériteraient d'intéresser la postérité.

Il est bon de savoir d'abord que la mort de Victor-Emmanuel a répandu pendant quelques jours la déconvenue et la confusion dans le programme de ces fantastiques toilettes. La cour d'Espagne, par confraternité monarchique, n'allait-elle pas se voir forcée de prendre le deuil? Dès lors, comment placer les quinze robes claires et variées de la duchesse de M..., et l'escadron de traînes de la marquise d'A..., et les toilettes vertigineuses de la comtesse de F... ? non seulement toutes ces couleurs allaient rester sans emploi, mais il fallait aviser à les remplacer vivement par des atours de deuil d'un luxe équivalent, péripétie terrible, dont aucune femme ne sera tentée de contester l'émotion.

Je crois qu'on a transigé et qu'on a fini par imaginer un accommodement entre la mode et l'étiquette : le deuil de cour a été levé pour la durée des fêtes du mariage. Parmi les merveilles dont on permettait chez Worth la vue aux invitées, on parlait d'un manteau royal brodé d'or, aux Tours de Castille et au lion d'Aragon, cadeau de belle-mère, disait-on, et de belle-mère exilée.

Pendant que, chez Worth, on laissait avec grande réserve entrevoir ces richesses, vous savez qu'à Madrid le trousseau de la future reine était exposé au grand complet. Le chroniqueur du *Figaro* a raconté qu'il n'avait pas vu sans quelque embarras, parmi tous ces charmants objets féminins, un corset royal, quel corset! brodé de perles avec agrafes d'or enrichies de diamants ! Voilà une mode qui prendra, quoique pourtant les perles et les diamants me paraissent là, autant

Digitized by Google

que j'en puis juger, d'un placement assez délicat.

L'historiographe du *Figaro* laissant percer quelque surprise devant cette exhibition, une dame espagnole, personne évidemment expérimentée, répliqua qu'on en voyait bien d'autres chez nous aux expositions des grandes corbeilles matrimoniales. C'est beaucoup dire, quoique la mode de ces exhibitions bizarres soit extrêmement accommodante. Il est difficile d'avoir assisté à quelques-uns de ces étalages conjugaux et à des ventes de femmes à la mode sans avoir fait de singulières remarques sur les bizarreries de la pudeur féminine. Les femmes, au milieu de toutes ces choses scabreuses, sont en définitive plus à l'aise que nous. *Omnia munda mundis*.

Tout ceci indique qu'une certaine portion du beau monde parisien s'est beaucoup récréée dans ces derniers temps avec le mariage espagnol et les fêtes de Madrid; il commence à nous en revenir ici une multitude de récits; tous les journaux ont publié là-dessus leur rendu compte, ressemblant, à s'y méprendre, au concours des feuilletonistes du lundi à la suite d'une pièce à grand spectacle. «Une vraie féerie!» a-t-on dit, mot très finement juste. Notez encore cette appréciation en réponse à un homme triste qui songeait à l'indigence du budget péninsulaire : « Les Espagnols ont toujours de l'argent pour s'amuser! »

Pourtant, en y réfléchissant, je crois que cette magnificence théâtrale ne suffit pas pour expliquer l'intérêt que ce mariage espagnol a provoqué dans une partie du public; il y a eu une autre raison très fine à laquelle a obéi inconsciemment la portion la moins naïve de la société;

Digitized by Google

cette raison, c'est que ce mariage a fourni un spécimen éblouissant de mariage d'inclination, un échantillon fantastique de mariage d'amour dans le lieu qui semble le moins fait pour l'épanouissement de cette fleur rare.

Vous souvenez-vous de cette jolie scène du *Nabab* qui dépeint l'étonnement enchanté d'un public de première représentation, en écoutant la pièce en vers du poète convaincu que Daudet nous présente? Femmes à la mode qui peuplent les loges, gens du monde préoccupés, critiques harassés, boursiers, hommes d'affaires, auteurs dramatiques, chacun s'aborde à l'entr'acte en s'écriant : *Cela rafraîchit!* Ce mariage d'amour sur un trône, cette scène de *Paul et Virginie*, bénie par un cardinal et enjolivée d'une profusion de pierreries et de grands cordons, a produit sur le monde sceptique et faisandé qui y assistait de loin quelque chose de l'effet rafraîchissant causé par les vers passionnés du poète du *Nabab*.

Ce monde est terriblement incrédule; au fond, il ne croit qu'à l'argent; de temps en temps à la force, et pourtant il a gardé la superstition de l'amour, à la façon de ces athées qui se désolent de la ruine de leur croyance. Dans la plupart de ces âmes corrodées par les soucis de l'ambition où de l'intérêt, toutes les illusions se sont effondrées l'une après l'autre.

> L'amour seul est resté comme une grande image
> Qui survit au réveil en un songe effacé.

Ces deux beaux vers sont de Lamartine; la clientèle de Worth ne connaît guère le grand poète qui semble s'enfoncer peu à peu dans une brume azurée. En fait de poésie, le feu qui luit parmi elle n'a pas dépassé Mus-

Digitized by Google

set ; à vrai dire dire même, Musset à son tour, dans ce milieu scintillant, commence à aller rejoindre Lamartine. La littérature de la nouvelle génération mondaine est bornée au nord par *la Vie parisienne* et *le Sport*, au sud par les opuscules de Mgr de Ségur. Les deux genres ne sont pas incompatibles.

En somme, ce mariage royal, pour la société élégante qui s'en est occupée quelques jours, n'a eu d'autre attrait que celui d'un dessin de Marcelin et d'une nouvelle de Gustave Droz; combinez *Monsieur*, *Madame et Bébé* et *Rothomago*, et figurez-vous que les places au théâtre aient été inabordables, et vous aurez quelque chose de la curiosité empressée qui s'est attachée à cette fameuse idylle.

Je note ce trait, non pas que pour ma part je demeure insensible au spectacle aimable de ces deux adolescents royaux qui ont réussi à faire entrer l'amour légitime dans des existences qui en sont souvent dépourvues, mais parce qu'il n'a pas été rare, ces jours-ci, de rencontrer des conservateurs déterminés, des monarchistes convaincus, qui dissertent sur le trône et l'autel avec des raisonnements de la famille de ceux que le chambellan Polonius déroulait au prince Hamlet, lesquels, en s'extasiant sur les fêtes espagnoles, en détaillant les carrosses dorés et sculptés dans lesquels resplendissaient toutes les traditions du droit divin, ne manquaient pas de faire remarquer combien toutes ces pompes et cet empressement populaire démontraient la vitalité monarchique.

J'ai entendu une première édition de ces homélies au moment de l'entrée du shah de Perse, et je me souviens encore de l'à-propos avec lequel M. de Broglie exploitait

Digitized by Google

cette mascarade contre le régime républicain. Le plus curieux, c'est que ces mêmes conservateurs qui se pâmaient au passage du shah et qui s'attendrissent en racontant les fêtes de Madrid, parlent avec la plus âpre amertume de Victor-Emmanuel et de l'œuvre monarchique, probablement la plus extraordinaire du temps actuel : la fondation de l'unité italienne.

Ce serait une redite de ma part que de déduire encore à cette occasion les raisons déjà si souvent exposées à vos lecteurs, en vertu desquelles je conserve tous mes doutes sur le compte de la forme républicaine et toutes mes inquiétudes à propos de la démocratie. Je n'ai pas cessé d'être convaincu que de tous les régimes sous lesquels une grande nation puisse vivre, aucun n'est plus épineux, plus incertain, plus glissant que le régime républicain, surtout quand il se superpose à un état social foncièrement démocratique ; mais j'ajoute immédiatement que, si le régime républicain gagne parmi nous quotidiennement tant de terrain, les conservateurs et les monarchistes ne doivent s'en prendre qu'à eux-mêmes.

Si la république se développe et s'implante, si la démocratie poursuit sa marche inquiétante, la véritable cause en est dans l'idéal ridicule et médiocre que les classes monarchiques de notre pays se sont fait de la royauté. A les entendre, on dirait que la fin dernière de la royauté est la mise en scène, la splendeur théâtrale, le bien-vivre et l'élégance d'une élite oisive et dorée. Le *comme il faut*, la bonne compagnie, les douceurs d'une vie de salon assez étroite et d'une culture intellectuelle assez inférieure, c'est à cela que se résument, à leurs yeux, les bien-

Digitized by Google

faits du régime monarchique; avec cela un insurmontable goût pour la médiocrité, la répulsion pour toutes les individualités intelligentes qui surgissent en dehors des coteries consacrées, une affection religieuse doublée d'un scepticisme fort ignorant, voilà ce qui forme à présent chez nous le plus clair des sentiments de la classe conservatrice et monarchique.

Comment voulez-vous qu'avec d'aussi vaines défenses, on résiste au bélier démocratique manié par des mains moins bien gantées sans doute que les mains conservatrices, mais plus énergiques, plus robustes et en outre dirigées par des intelligences plus ouvertes, plus instruites, plus étendues que celles qui commandent au bataillon conservateur?

Si la monarchie devait se résumer dans le Jockey-Club, dans Worth et dans le Sacré-Cœur, elle a beau être théoriquement supérieure à la république, il faudrait en prendre son parti et conseiller à la pullulante famille de Polonius d'en faire définitivement son deuil.

Je crois, d'ailleurs, que cet idéal monarchique, qui semble sortir de la collaboration d'un sportman, d'une couturière, d'un coiffeur et d'un suisse de paroisse, est un accident français et même un accident momentané; nos républicains s'évertuent à en attribuer l'invention à l'Empire, c'est, à mon avis, une inexactitude et une injustice; tant que Napoléon III a véritablement présidé à son gouvernement, il a maintenu sa politique, bonne ou mauvaise, à un niveau très supérieur à celui que les lamentations conservatrices nous montrent présentement; il a eu des plans étendus, des aspirations vastes dont la plupart ont mal tourné, mais qui néanmoins indiquaient

Digitized by Google

une élévation de pensée dont on n'a plus trouvé trace aussitôt qu'il fut disparu.

M. Renan, dans une page admirable de son étude sur la restauration de la société française, a indiqué cette action personnelle de Napoléon III au sein de son gouvernement avec une pénétration sympathique très digne de remarque. Quand je vois les néo-bonapartistes actuels s'embourber à plaisir chaque jour plus profondément dans les banalités du conservatisme actuel, n'avoir plus d'autre politique qu'un système de grogneries et de vaticinations acerbes qui rappelle l'attitude des légitimistes après 1830, telle que la résumait le journal *la Mode*, je voudrais les prier de rechercher cette page de Renan, de la relire avec réflexion, et de ne pas oublier qu'il y a dans cette Europe nouvelle qui se constitue sous nos yeux un ferment incontestablement napoléonien.

S'imagine-t-on pourtant que le principe monarchique périclite dans cette Europe nouvelle ? Je ne m'en aperçois pas. Ce qui s'effondre, ce sont les monarchies dévotes et surannées. Ce ne sont pas les féeriques idylles de Madrid et le triomphe du grand Worth qui le font véritablement valoir.

Monarchistes français, sachez donc reconnaître la monarchie là où elle resplendit de son éclat véritable; elle est à Berlin, elle est à Rome, elle a traversé les Balkans à travers la canonnade et la neige; elle est à Andrinople.

Digitized by Google

LXX

LA RÉPUBLIQUE ET LA POLICE

Paris, 1er février 1878.

Supposez qu'il y ait une quinzaine d'années un ministre de l'Empire fût venu déposer sur le bureau du Corps législatif un projet de loi réclamant quinze cent mille francs destinés à augmenter la solde des sergents de ville, quel eût été alors l'attitude, le langage des partis?

Du côté des amis du gouvernement, cette demande eût servi sans aucun doute d'occasion à une effusion exorbitante de discours conservateurs. Voltaire prétend, dans *Candide*, qu'à propos du mariage de la princesse de Palestrine, il se fit en Italie trois mille sonnets, dont pas un n'était bon. On aurait certainement prononcé, dans l'hypothèse que j'indique, cinquante discours et écrit deux cents articles pour lesquels le jugement de *Candide* n'aurait probablement pas été d'une rigueur exagérée. Nous y aurions tous contribué, et je me forme très bien l'idée du concert où chacun eût fourni sa note, concert qui eût célébré sous toutes ses faces le dévouement, l'abnégation modeste et trop mal payée de ces infatigables défenseurs de l'ordre, de la paix et de la propriété.

Style à part, rien assurément de plus exact et de mieux justifié. Pendant ce temps, quel langage aurait tenu l'opposition? Elle eût fait ressortir l'avidité de la police, son

Digitized by Google

accroissement continuel, le chiffre sans cesse grossissant des agents qu'elle soudoie. «Et ce que vous voyez, ce que l'on avoue n'est rien ! ce serait écrié M. Jules Favre; que serait-ce si vous pouviez pénétrer les mystères d'une administration dont les agents officiels et publics servent en quelque sorte d'abri à un vaste système occulte qui vise à enlacer la société, qui s'insinue dans les familles, qui menace sans relâche les opinions et la liberté des citoyens !»

Il n'aurait pas manqué la péroraison dans le genre élevé et philosophique, la péroraison style Montesquieu : « Appréciez, Messieurs, aurait-il dit, la moralité des gouvernements d'après le développement de leur police; les gouvernements populaires et véritablement civilisateurs n'ont pas besoin, pour se soutenir, d'un luxe de surveillance et d'une surabondance de précautions; leur meilleure police est le sentiment général des services qu'ils rendent; les bonnes mœurs et le goût de l'ordre que l'exercice de la liberté favorise sont pour eux, un plus sûr appui que l'accroissement de ces employés irresponsables dont le projet ministériel nous propose d'accroître le recrutement; je repousse ce projet au nom de la liberté et même au nom de l'ordre public, menacé trop souvent par d'injurieuses provocations.» Ainsi eût parlé M. Jules Favre ou son voisin.

Quant aux journaux hostiles, leur langage eût été beaucoup plus violent que celui de la gauche de la Chambre. Personne n'a oublié les déclamations empoisonnées dont la police fut l'objet dans les dernières années de l'Empire; tous les lieux communs, toutes les brutales légendes s'étaient, grâce aux journaux, emparés des imaginations

Digitized by Google

populaires; si bien qu'après le 4 septembre, on ne parvint à sauver les sergents de ville qu'en les envoyant devant l'ennemi aux postes les plus durs et les plus exposés; ils s'y montrèrent ce qu'ils étaient : braves gens et braves soldats.

Cette belle conduite ne désarma pas les préventions folles de la plèbe parisienne. Lors de l'explosion de la Commune, la préoccupation de la police, la haine des *roussins*, comme disaient les faubourgs, fut un des traits les mieux accusés de cette phase de démence. La Commune s'inaugura par l'assassinat d'un inspecteur de la préfecture reconnu sur la place de la Bastille et noyé dans le canal par la foule avec des raffinements de cruauté sauvage; elle finit par le massacre des otages, où les sergents de ville ont tenu leur rang à côté des gendarmes.

Voici cependant le curieux spectacle auquel nous assistons présentement : c'est un ministre républicain qui vient demander l'augmentation de la solde des sergents de ville; c'est le conseil municipal de Paris, ce repaire du radicalisme le plus chevelu, qui s'associe pour sa quote-part à cette augmentation; nous voyons les journaux républicains en vanter la convenance et la justice; ils font valoir en excellents termes le dévouement, l'activité et la bonne tenue de notre police urbaine; mais, par contre, les conservateurs observent jusqu'ici à cet égard un silence absolu; quelques-uns font remarquer cependant que jadis la police de Paris se contentait de cinq mille sergents de ville, tandis qu'aujourd'hui elle est montée au chiffre de plus de sept mille; insinuation que M. Jules Favre ou tel autre de ses congénères n'aurait

Digitized by Google

pas manquée, si on avait autrefois réalisé une augmentation de personnel que le développement de la banlieue rendait chaque jour plus nécessaire. Quant aux vertus de la police urbaine, quant aux incessants services de cette armée dévouée et modeste, quant à tous ces thèmes si propices aux amplifications conservatrices que la proposition de M. de Marcère semblait faite pour remettre à la mode, on ne voit pas que jusqu'ici personne y ait songé.

J'ai répété maintes fois que le temps actuel, en France, était une incomparable école de scepticisme; des traits tels que celui-ci sont plus démonstratifs que tous les raisonnements. Quoi qu'il en soit, il est bon de le redire, sans se faire la moindre illusion, d'ailleurs, sur l'accueil réservé à de semblables remarques. Rien n'est plus funeste pour un parti, et surtout pour un parti qui se pose comme le représentant de principes sociaux supérieurs aux formes mêmes des gouvernements, que de ne plus montrer d'autre politique que la mauvaise humeur. C'est une chose bien dangereuse que de donner à croire à la foule ironique que les idées qu'on a défendues quand on était le plus fort n'étaient en définitive qu'un abri sous lequel on entendait perpétuer sa prépondérance, et que ces mêmes idées deviennent indifférentes aussitôt qu'elles sont reprises par des adversaires.

S'imagine-t-on, par exemple, qu'une lettre comme celle de M. de Prandières à M. Dufaure, à la suite de sa révocation, que la démarche de la cour de Grenoble, venant apporter publiquement ses condoléances et ses regrets au procureur général destitué, soient un fait de nature à réveiller dans les esprits l'idée de la hiérarchie et le respect de l'autorité? Ce respect de l'autorité n'est-

Digitized by Google

il donc recommandé qu'à la condition que le pouvoir repose entre des mains qui plaisent?

Je crois qu'il eût été préférable de ne pas révoquer un magistrat comptant vingt-sept ans de services et qu'il eût fallu tâcher de le faire atteindre sur un autre siège les trente années nécessaires à la retraite; mais, quand on songe aux habitudes rigides de M. Dufaure, à ses scrupules en face des droits acquis, et que, d'autre part, on a lu l'épître acerbe que le procureur général de Grenoble a décrochée au garde des sceaux en descendant de son siège, on a peine à croire que le ministre de la justice n'ait pas eu pour sévir des raisons véritablement sérieuses.

Le mieux qu'on puisse dire du procureur général disgracié, c'est qu'il était un magistrat de combat; sa lettre autorise à le considérer comme tel :

> Tout l'univers le sait, vous-même en faites gloire.

Cela étant, on peut être surpris qu'ayant cherché la lutte, il se plaigne si amèrement de subir les conséquences de la défaite; c'est là surtout ce qui m'afflige dans l'attitude actuelle des conservateurs; ils sont mauvais joueurs, ils tempêtent contre les cartes qui les ont trahis, et ils chicanent pour payer l'enjeu. Il ne fallait pas faire le 16 mai; mais, l'ayant fait en dépit des pronostics de tous les gens clairvoyants, il faudrait au moins avoir du sang-froid dans la déveine, et attendre sans criaillerie un retour possible de la fortune.

Si ce retour doit jamais se produire, on en éloigne l'heure en s'épuisant en récriminations pointues qui

Digitized by Google

servent uniquement à faire dire à la masse moyenne du public, à cette masse flottante qui forme la galerie et qui décide la victoire suivant le côté où elle se porte : « De quoi se plaignent, après tout, les conservateurs? Ils ont sans motifs plausibles provoqué la crise; ils en ont appelé à l'arbitrage de l'opinion; ils n'ont rien épargné pour la décider dans leur sens; elle a décidé contre eux. Sont-ils bien venus de se plaindre qu'on leur applique la règle qu'ils ont eux-mêmes pratiquée? On a changé leurs préfets et sous-préfets. Qu'avaient-ils fait tous les premiers? On révoque quelques-uns de leurs magistrats compromis; comment procédait, s'il vous plaît, M. de Broglie, dont certains conservateurs nonobstant accusaient la mollesse?

« Vont-ils s'indigner maintenant de la nomination des maires? Mais d'abord le ministère a commencé par des élections municipales; il a donc le droit d'affirmer que ces nominations procèdent d'une manifestation toute fraîche de l'opinion, et en définitive à quelle règle obéit-il dans ces choix? à remettre dans les mairies, partout où le scrutin en a décidé, les magistrats municipaux qui y siégeaient avant le 16 mai. On nous dit que les maires et les adjoints sont souvent détestables, en maintes localités, mal mis, suspects, sans usage, en dehors de cette élite provinciale qui s'intitule dans les départements «la société»; c'est fort possible, mais qu'y faire? Le gouvernement actuel n'a d'autre base que le vote. La loi des majorités, que les résultats lui en plaisent ou non, est sa seule loi. On ne voit pas de quelle façon il pourrait s'y prendre pour les décliner, et la preuve qu'il s'y conforme, c'est que, dans les quelques villes du Midi où

Digitized by Google

la majorité est restée légitimiste, à Nîmes par exemple, la municipalité nommée par le ministère est légitimiste. »

Les récriminations des conservateurs ont d'autant moins de portée que, hormis les légitimistes, qui contestent théoriquement cette toute-puissance de l'opinion et du vote en avouant néanmoins qu'on ne peut rien faire contre elle, toutes les fractions conservatrices s'inclinent en l'invoquant. A quoi bon dès lors s'insurger contre une force dont on a par avance reconnu l'irrésistible ascendance? A quoi bon ces taquineries, ces chicanes et ces lamentations, sinon à faire suspecter la bonne foi des partis qui essayent de se consoler en s'y livrant?

A mon avis, la masse moyenne de l'opinion s'abandonne presque partout à des réflexions analogues à celles que je viens de résumer. Je persiste plus que jamais à penser que c'est la marque d'une politique mesquine et courte que d'y donner matière par une attitude grognonne, par des récriminations puériles contre un courant qu'on a provoqué soi-même et dont on a de gaieté de cœur décuplé la puissance.

Assurément le naufrage des conservateurs est une aventure déplorable. Le 16 mai a avancé de dix ans leur défaite, qui même peut-être ne serait jamais venue; car il existait auparavant dans le parti républicain des dissolvants que l'agression conservatrice a pour longtemps neutralisés; on a réuni les républicains; on les a mis à une école de discipline; on les a obligés à pratiquer une marche méthodique, qu'ils ne me paraissent nullement, il faut bien le dire, en train d'abandonner.

Les dangers ne commenceront pour eux qu'après le

Digitized by Google

renouvellement du tiers sénatorial; à partir du jour où, la majorité des deux Assemblées devenant, pour ainsi parler, *isochrone*, la tentation leur viendra de modifier la Constitution dans un sens de plus en plus démocratique.

Une femme d'un rare esprit qui a été ici, pendant des années, la mère d'une petite église mondaine, précieuse et délicieusement mystique, madame Swetchine, commentant quelque part le verset de l'Écriture : *Quis ipsos custodet custodes?* répond très finement : « C'est l'ennemi! » C'est l'ennemi en effet qui garde la sentinelle; tant qu'elle soupçonne, dans les plis du terrain qui se déroule devant elle, des bataillons alertes et sérieusement armés, nul danger qu'elle s'enivre, s'endorme ou dépasse sa ligne d'observation ; les républicains ont été gardés jusqu'ici par les conservateurs; ce sera pour eux un péril réel que d'en triompher trop.

Je ne suppose pas pourtant que ce soit à ce genre de succès, à cette démonstration par l'absurde que vise l'armée conservatrice; quoi qu'il en soit, si elle continue dans la voie où elle est engagée, elle est menacée de n'avoir bientôt plus en fait d'artillerie que des pétards, des chandelles romaines, des pièces d'artifice; les Chinois qui avaient inventé la poudre avant tout le monde, n'ont pas su, pendant des siècles en tirer, un autre parti.

Je me figure qu'après la bataille perdue du 16 mai, il eût fallu d'abord à tout prix ne pas s'engager; on pouvait cependant faire retraite dans de moins mauvaises conditions. Il eût fallu premièrement se rendre compte froidement du terrain perdu, confesser virilement

Digitized by Google

les fautes commises, s'interdire toutes les expéditions de fourrageurs et de bachi-bouzouks, qui ne servent qu'à attirer des horions nouveaux, et se cantonner dans un plan défensif dont quelques grands et simples principes sociaux auraient fourni les reliefs. Ainsi posté, il fallait attendre, sans se faire d'illusion sur la durée de la veille, les erreurs de l'adversaire et le retour possible de l'opinion.

On trouve plus récréatif de fronder à tort à et travers, d'envelopper dans un mécontentement indistinct tout ce que fait un gouvernement qu'on déteste, sans se douter que cette absence de discernement, que ce parti pris de récriminations contre le bon et le mauvais enlève justement à la critique aux yeux du public toute valeur et toute efficacité.

L'histoire est décidément un manège monotone dans lequel se reproduisent à point nommé des scènes équivalentes d'illusions. Quand je me rappelle les plus lointains souvenirs de ma première jeunesse et que je retrouve la fronde et la bouderie des légitimistes en face du gouvernement de Juillet, les inépuisables plaisanteries contre la cour bourgeoise et le roi citoyen, le dédain pour les fonctionnaires du régime nouveau, gens de petit monde et que les aristocraties provinciales se figuraient tenir à distance, il me semble que je vois la première représentation d'une pièce que les conservateurs actuels reprennent à grand orchestre ; c'est comme l'ancien *Orphée* des Bouffes par rapport au gigantesque *Orphée*, féerie de la Gaieté d'aujourd'hui.

— Eh bien, me répond un légitimiste invérété, on a eu raison ; Louis-Philippe est tombé ! A la fin, 1848 est

Digitized by Google

survenu! Si les légitimistes trouvent qu'ils ont gagné au change et que le suffrage universel, la première république, puis l'Empire, leur ont été d'un grand profit, rien à dire! Dieu préserve pourtant mes amis conservateurs d'arriver avec la république actuelle à un résultat semblable.

LXXI

DUEL ORATOIRE DE ROUHER ET DE GAMBETTA

Paris, 2 février 1878.

On se trompe singulièrement à mon avis, si l'on s'imagine que des séances aussi violentes que celle qui a eu lieu hier soir à Versailles, profitent aux opinions conservatrices. A vrai dire, ces séances de nuit, quand elles sont employées à des récriminations rétrospectives aussi véhémentes, et qui ne peuvent ni dans un sens ni dans l'autre recevoir aucune espèce de conclusion, ne sont intéressantes que pour la table d'hôte de l'Hôtel des Réservoirs, où les députés qui ne peuvent pas rentrer à Paris pour le dîner de famille sont obligés d'aller chercher pâture.

En thèse générale, on doit dire, aussi bien à la majorité de gauche qu'à la minorité de droite, que des pugilats oratoires du genre de celui qui a eu lieu, dans la soirée d'hier, entre M. Rouher et M. Gambetta, ne provoquent dans la masse du public qu'un sentiment de

Digitized by Google

dédaigneuse indifférence; on les considère en définitive comme des manières de conférences acrimonieuses et passionnées qui peuvent soulager en passant la bile des orateurs, mais qui ne peuvent aboutir à rien d'efficace et d'actuèllement utile!

De quoi s'est-il agi, en effet, dans tout ce tournoi oratoire? De remettre en scène pour la millième fois ce thème sur lequel républicains et bonapartistes se livrent assaut depuis sept ans : la responsabilité de la guerre de 1870. La prétention impérialiste est celle-ci : cette guerre funeste n'est devenue inévitable que par suite des manœuvres révolutionnaires de l'opposition; c'est elle qui, par ses discours et par ses journaux, a créé un état d'opinion tel, que l'Empire a été forcé d'accepter cette guerre pour donner satisfaction à un sentiment national qu'il n'avait pas suscité et dont au fond de son cœur même il déplorait l'entraînement. La guerre, a dit positivement M. Rouher, a été lancée par des journalistes comme M. de Girardin; et cependant, ajoute-t-il, malgré cette impulsion populaire, la vieille garde impériale, les hommes d'État qui avaient présidé aux destinées de l'Empire jusqu'à l'avènement des intrus libéraux du 2 janvier, auraient refusé de se risquer dans de si terribles hasards; ils se contentaient du désistement du prince Antoine de Hohenzollern; ils auraient même accepté sans objection l'essai d'un prince prussien en Espagne, et ils auraient attendu patiemment que l'incompatibilité du tempérament espagnol avec les dynasties étrangères fût venue donner raison à leur prévoyante impassibilité.

La responsabilié de la déclaration de guerre, suivant M. Rouher et les bonapartistes orthodoxes, doit donc

Digitized by Google

uniquement retomber sur les bonapartistes dissidents, sur les libéraux et sur les républicains que l'Empire en son sein n'avait point portés et qui y sont entrés pour le perdre sous la bannière à jamais maudite d'Émile Ollivier. Tel est le premier point de leur argumentation.

Pour la suite, que prétendent-ils? D'abord, que, dans la phase qui s'étend de la défaite de Reichshoffen à Sedan, et dont le trait décisif et irrévocablement funeste fut la conversion de l'armée de Mac-Mahon vers ce point fatal, au lieu du retour du camp de Châlons sous les murs de Paris, la responsabilité en incombe non pas à eux, qui voulaient ce retour, mais à l'exaspération de l'opinion parisienne, chauffée par les républicains, qui a fait regarder comme périlleuse la rentrée de l'empereur, déjà partiellement vaincu, dans une capitale fanatisée par la révolution. L'incohérence de conduite, l'affolement du gouvernement impérial à ce moment sont la conséquence du travail des républicains coalisés avec les orléanistes, et aussi, on le laisse entendre, du désarroi que les essais d'empire libéral avaient répandu dans l'ancien organisme dont M. Rouher et les siens étaient et sont restées les seuls représentants véritables.

Et ensuite, ajoutent-ils, si la responsabilité de la déclaration de guerre ne nous appartient pas, nous avons le droit également d'en décliner les conséquences néfastes; ces conséquences ruineuses proviennent de la révolution du 4 septembre. Si les républicains et les orléanistes toujours coalisés n'avaient pas renversé l'Empire devant l'ennemi victorieux, si ensuite les républicains seuls n'avaient pas poursuivi la guerre à outrance dans des conditions impossibles, sans l'ombre

Digitized by Google

d'espoir de succès et uniquement pour assurer leur domination, on eût traité avec l'Allemagne à meilleur compte : on eût sauvé au moins la Lorraine, sinon les deux provinces.

Telle est aujourd'hui la version bonapartiste. Est-il bien bon de rassembler contre elles les objections des républicains? Tout le monde les connait; elles forment la base des répugnances contre lesquelles les souvenirs impérialistes se heurtent à chaque instant; tout se résume à cette proposition : la politique imprévoyante et tergiversante de l'empire l'a jeté dans une guerre fatale qu'il a abordé avec d'incroyables illusions, une absence de préparatifs, un désordre de moyens et une inégalité de ressources militaires qui n'ont que trop justifié ses défaites. Il s'est effondré inévitablement, au milieu de ses échecs. Il lui était impossible de survivre à une semblable ruine. S'imaginer qu'au lendemain de Sedan, avec l'empereur prisonnier, quand même on n'eût pas fait le 4 septembre, on eût réussi à traiter avec la Prusse à des conditions moins écrasantes que celles qu'on a subies plus tard, est un paradoxe que tout dément.

D'ailleurs, à ce moment, le sentiment national se serait refusé à un traité; il croyait à la possibilité de la résistance, quelle qu'en fût l'issue; en outre, on sentait que l'honneur du pays n'eût pas été sauf sous le coup de cette capitulation prématurée; il fallait donc poursuivre la guerre et ne céder qu'à la dernière extrémité, le jour où il serait démontré qu'on était absolument à bout de ressources; c'est ce qu'a fait le gouvernement de la Défense nationale, c'est ce qu'a fait Gambetta en province; ils n'ont l'un et l'autre aucune circonstance atténuante à plaider;

Digitized by Google

ils ont fait ce qu'ils devaient, et, malgré les rigueurs de la fortune et beaucoup de détails de la résistance à l'égard desquels on peut, si l'on veut, se montrer rigoureux, leur détermination fut patriotique; elle était conforme au sentiment général du pays; non seulement ils ne se repentent pas de l'avoir prise, mais ils en considèrent la responsabilité comme un impérissable honneur.

Telle est, de son côté, la thèse républicaine. Ne voit-on pas qu'entre les deux prétentions également absolues, la discussion peut se prolonger indéfiniment, et que, quand elle se produit dans une assemblée législative, l'unique résultat qu'elle puisse amener, c'est un échange d'objurgations injurieuses et d'affirmations contradictoires qui ne peuvent donner naissance à aucun résultat? Le débat est historique; on peut se demander si à présent les informations sont suffisantes pour autoriser un jugement sans réplique.

Cependant, j'estime qu'en ce qui concerne la déclaration de guerre, ce que nous connaissons dès aujourd'hu rend bien difficile de soutenir sans d'importantes réserves la thèse de M. Rouher. Je ne veux pas entrer dans l'examen détaillé du jeu diplomatique à l'aide duquel on a motivé cette détermination. Le livre de M. Benedetti, à cet égard, abonde en renseignements, aussi n'est-il jamais invoqué par les impérialistes qu'avec une extrême circonspection. Ce qu'on entrevoit bien clairement, c'est qu'à ce moment, la Prusse regardait la guerre comme inévitable. Toutefois, à aucun prix, elle ne voulait se donner le tort aux yeux du monde d'en prendre l'initiative et de la déclarer; elle voulait que le feu fût mis à l'amorce par l'imprévoyance de l'adversaire. M. Rouher

Digitized by Google

assure que ses amis et lui étaient disposés à accepter tel quel l'arrangement de l'affaire Hohenzollern. L'extrême droite du Corps législatif à ce moment était fort loin de se montrer aussi accommodante; le groupe dont M. Jérôme David était l'expression la plus accusée poussait manifestement à la guerre.

Quand on recherchera comment le ministère Ollivier donna dans le piège, comment il fit cette irréparable faute de déclarer la guerre, on verra qu'il le fit par une préoccupation presque enfantine de rester aux affaires. L'ancien parti impérialiste la voulait; la cour se trouva acquise soudain à cette idée; on voyait dans la guerre d'abord le renversement d'un ministère abhorré, ensuite la perspective de grands commandements. Le ministère Ollivier accepta la guerre pour rester aux affaires en disant : «On est décidé à la guerre, soit! mais c'est nous qui la ferons!» Comme l'empereur, *le seul homme d'alors qui n'ait pas eu d'illusions*, gardait pour le cabinet Ollivier une sorte de préférence affectueuse, que, tout en cédant à ce qu'il croyait la fatalité, il en jugeait les perspectives périlleuses, le ministère Ollivier, grâce à lui, resta en place au lieu d'un ministère militaire Jérôme David et consorts, que le groupe de l'ancien bonapartisme comptait lui substituer en précipitant la déclaration de guerre.

Ce fut de la part de M. Émile Ollivier une faute irréparable, une de ces fautes qui écrasent sans retour un homme politique. Quelle ne serait pas aujourd'hui sa situation s'il s'était retiré alors en disant hautement et fermement : Je quitte le pouvoir parce qu'à aucun prix, je ne veux endosser la responsabilité d'une guerre qui

Digitized by Google

sera, je le crains, fatale. Il a accepté cette responsabilité, il en subit aujourd'hui le poids écrasant; mais, s'il l'avait rejetée, en est-il un seul parmi ceux qui en parlent aujourd'hui avec une si hautaine amertume qui eût refusé de la prendre à sa place? Je ne veux que poser la question. Ceux qui ont suivi de près le jeu lamentable de la politique dans l'été de 1870, savent bien que, pour bon nombre d'hommes d'État d'alors, la perspective de la guerre s'est offerte comme l'un des procédés qui pouvaient conduire ou ramener au ministère.

LXXII

LE CHOIX DES MINISTRES ET LA DÉMOCRATIE

Paris, 6 février 1878.

« Faire de bons choix et maintenir la règle, » c'était une des maximes favorites de Louis XIV. Les bons choix abondèrent dans la première partie, dans la partie prospère et glorieuse du règne. Quant à la règle, elle n'existait réellement plus après la Régence et la Fronde. Bonne ou mauvaise, ce fut lui qui l'établit, et on peut dire que jusqu'à la fin il se piqua de la suivre avec une minutieuse rigidité. Il ne s'agit pas, bien entendu, ici, d'entreprendre une dissertation historique. Je veux indiquer seulement que l'axiome du grand roi résume avec une judicieuse précision les conditions principales de l'art de gouverner, et que tous les régimes, quelle que soit

Digitized by Google

leur essence, monarchique, aristocratique ou démocratique, sont tenus à la même préoccupation : choisir avec intelligence leurs agents et suivre des règles fixes que les caprices du pouvoir ne soient pas à même d'ébranler quotidiennement.

Aucun gouvernement n'a plus de peine à réaliser ces conditions que le gouvernement démocratique. Est-il nécessaire d'en déduire les motifs? Comme il a pour base l'égalité, c'est à savoir l'aptitude théorique de tous les citoyens indistinctement à tous les emplois, il est sans cesse en présence d'une multitude presque infinie d'ambitions au milieu desquelles le discernement devient une difficulté presque insurmontable; il n'est pas aidé dans ses choix par cette sélection préparatoire qui constitue les aristocraties, en vertu de laquelle se forme une classe gouvernante limitée à un certain nombre de familles parmi lesquelles le choix de l'État s'exerce uniquement.

Cette caste gouvernante, par l'effet même du privilège qu'elle détient, reçoit une éducation spéciale qui développe forcément ses aptitudes politiques; elle se trouve héréditairement soumise à une méthode d'entraînement qui aiguise et fortifie ses facultés; elle possède un dépôt de traditions, des mœurs particulières qui donnent aux plus ordinaires parmi ses membres une valeur relative grâce à laquelle le pouvoir entre leurs mains garde de nombreuses chances d'être convenablement exercé.

Ajouterai-je, d'ailleurs, que je ne cherche pas le moins du monde à me lancer dans une apothéose de l'aristocratie? On peut démontrer théoriquement que ce régime gouvernemental est doué d'avantages incomparables; on

Digitized by Google

peut, quand on a du loisir, en énumérer tous les mérites et appuyer sa démonstration d'irréfragables témoignages historiques ; cette série de raisonnements ne modifie pas d'un atome la réalité des faits ; or, cette réalité, c'est que, dans la société où une aristocratie ne s'est pas produite, et, bien plus encore, dans celles où elle s'est dissoute, les théories les mieux appuyées ne peuvent donner aucun résultat. On ne crée pas une aristocratie par raison démonstrative ; cela est ou n'est pas. Qu'on se répande tant qu'on voudra en lamentations de dilettantes et d'archéologues à propos du nivellement de certaines sociétés, c'est un exercice littéraire en somme assez vain qui me fait toujours songer aux élégies — quelques-unes d'un accent noblement pénétrant — que M. de Laprade naguère a composées sur la ruine des grandes forêts. Il y a deux choses que les plus puissants génies sont impuissants à refaire quand elles ont disparu, — les aristocraties et les futaies ; on peut, quand on a du goût et des ressources, créer des noblesses décoratives et des bois de Boulogne, on ne fait sortir de terre, fût-on César lui-même, ni les massifs des Ardennes, ni les avenues du *Prater*, ni un patriarcat de Venise ni une Chambre des lords.

Si nous voulions nous attarder à rechercher de quelle façon s'opèrent d'habitude les grands déboisements sociaux, on verrait que généralement ils s'effectuent par le dépérissement, et que ce dépérissement commence à partir du jour où les aristocraties se transforment en noblesse, c'est-à-dire aussitôt que d'une part en se fermant, elles cessent d'absorber tout ce qui se produit de vigoureux au-dessous d'elles, et, en second lieu, à me-

Digitized by Google

sure qu'elles s'évertuent à devenir purement honorifiques et lucratives au lieu d'être effectivement actives et gouvernantes ; ne voulant plus dès lors conserver que le titre sans la fonction, le privilège et l'émolument sans le service qui les justifient, elles dépérissent, elles s'étiolent rapidement. C'est l'histoire de la grandesse espagnole et française, et, à l'égard de celle-ci, on ne peut désormais rien ajouter au tableau admirable qu'a tracé M. Taine de ce qu'elle était à la veille de la Révolution.

Aussitôt cependant surgit la grande difficulté, le problème laborieux des temps démocratiques : la difficulté d'une élection intelligente et méthodique propre à extraire de cette immense masse nationale, confuse et indistincte, ceux qu'on doit supposer les plus capables de remplir les fonctions sociales. Plus d'aristocratie, elle s'est suicidée en devenant une noblesse ; celle-ci n'est plus qu'un décor, une ornementation de luxe mondain ; il faut imaginer un nouveau procédé générateur de l'autorité ; on en arrive inévitablement à deux méthodes : l'élection et le concours. Ces deux procédés sont très loin l'un de l'autre, malgré l'apparence qu'ils ont de provenir de sentiments identiques et d'inspirations analogues. L'élection résulte de l'inclination démocratique. Son point de départ, c'est l'idée de l'égalité primordiale et absolue des individus. Le bon sens, la vérité, la sagesse résident au sein de la foule comme cet esprit de Dieu qui, suivant la Bible, planait sur les eaux du chaos primitif : par l'élection, par la voix des majorités, cette vérité se résume momentanément sur quelques-unes des unités extraites de cette foule ; l'élection les revêt, pour un temps qui doit en principe être toujours assez court, d'une

Digitized by Google

sorte d'ordination; c'est un sacrement populaire, une imposition des mains analogue à celle de l'évêque transmettant l'esprit saint à celui qu'il consacre; la différence, c'est que, dans l'ordre religieux, le sacrement porte en soi un caractère indélébile que rien désormais, pas même l'indignité de l'élu, ne saurait effacer, tandis que l'élection démocratique n'est valable que pour un temps d'autant plus étroit que le principe démocratique est plus rigidement suivi.

C'est un fait d'expérience que plus les foules sont imprégnées de l'esprit démocratique, plus elles se plaisent à briser souvent les instruments qu'elles emploient. Le changement fréquent d'idoles est pour elles une démonstration souvent nécessaire de leur toute-puissance; elles aiment à appliquer le verset du psaume *de stercore erigere pauperem*, à tirer souvent de la poussière et à y faire souvent rentrer les favoris temporaires dont la grandeur hâtive et les chutes incessantes deviennent comme une sorte de continuel hommage à la toute-puissance du peuple.

C'est pourquoi les deux histoires les plus foncièrement démocratiques que nous possédions, celle des républiques grecques, celle des communes italiennes du moyen âge, ne sont en réalité que le tableau d'une succession continuelle d'élections, d'acclamations populaires érigeant et brisant tour à tour de fragiles favoris.

Cette mobilité, ce besoin des renouvellements fréquents des agents qu'elles emploient, est probablement le plus grand danger des sociétés démocratiques; il développe et nourrit l'envie, qui est leur vice de prédilection. A mesure que la société devient plus industrielle, plus étendue

Digitized by Google

et plus riche, les inconvénients de cette mobilité s'accusent davantage, parce que le besoin de la stabilité et du bon ordre devient plus impérieux. On est donc poussé fatalement à rechercher un procédé à l'aide duquel on se flatte d'opposer un certain frein à cette mobilité; il n'en existe pas d'autre que l'examen et le concours.

C'est, en réalité, une atteinte formelle à l'idée d'égalité primordiale des démocraties; car l'examen et le concours pour l'obtention des charges publiques partent de cette donnée que la société est composée d'une multitude de capacités inégales et diverses qu'on doit mettre à même de faire leurs preuves, et auxquelles l'autorité doit légitimement revenir aussitôt que les preuves sont faites.

Que vous fassiez vos preuves par devant Chérin et d'Hosier, généalogistes de la couronne, ou par devant une commission de l'Institut qui vous délivre le bonnet de mandarin, quoique ce dernier système nous semble actuellement beaucoup plus juste, dans les deux cas l'idée de la toute-puissance de l'élection, l'idée que le vote de la majorité suffit pour constituer l'autorité, cette idée qui est le but de la démocratie, reçoit une atteinte incontestable.

On remarquera que cette idée de l'examen et du concours, cette idée de la capacité personnelle, cette idée du mandarinat indispensable aux fonctions est celle qui fait le plus de progrès dans l'opinion; sans s'en rendre formellement compte, on sent vaguement que c'est en elle qu'on trouvera les meilleurs éléments de résistance à l'excès du courant démocratique.

J'ai souvent entendu répéter, comme une sorte de lieu commun, que la France était affolée d'égalité; rien ne

Digitized by Google

m'a jamais semblé plus inexact; ce pays a l'horreur des inégalités fictives qu'aucune capacité personnelle ne justifie; mais, aussitôt qu'il se trouve en présence de ce qu'il croit le mérite, la valeur, le savoir, non seulement il ne conteste rien, mais il est disposé à une soumission presque exagérée; il peut se tromper, et il se trompe sans doute souvent dans ses évaluations, mais en principe rien n'est moins égalitaire que son inclination.

Si on voulait voir notre société sans préjugés, on devinerait que cette démocratie, bien loin d'être à la poursuite d'une grossière égalité, est au contraire à la recherche d'une classe gouvernante bien digne, par sa capacité, par son savoir, par sa supériorité de tout genre, de la situation qu'elle occuperait. Nos révolutions, nos difficultés, nos tiraillements ont pour cause profonde l'infériorité de la petite portion sociale qui veut rester dirigeante et qui ne justifie par aucun mérite indiscutable la rigueur de ses prétentions.

C'est surtout quand on analyse à l'heure présente, sans se payer de vaines formules, l'état moral et intellectuel des classes conservatrices qu'on sent l'exactitude d'un tel jugement. Aujourd'hui, pour tout observateur impartial, il paraît hors de doute que la somme du savoir, de la capacité individuelle, de l'activité, de l'intelligence dans tous les ordres, est plus grande à gauche qu'à droite; il est également évident que le recrutement social fonctionne à l'avantage des républicains et au détriment des conservateurs. Examinez les générations qui entrent dans la vie, toutes celles qui se composent des hommes de vingt à vingt-huit ans, à l'exception du petit filon catholique qui absorbe une certaine part d'intelli-

Digitized by Google

gences distinguées : on contestera difficilement que la majorité des capables, des instruits, sans compter les ambitieux, incline à gauche plutôt qu'à droite.

Il ne faut pas faire fi des ambitieux ; c'est une puérilité en politique que de s'imaginer qu'on en aura raison avec des objurgations de vieilles dames ou des anathèmes de bourgeois satisfait. Je dirais volontiers : « Malheur au parti qui n'attire pas ce qu'il y a de plus intelligent et de meilleur dans le stock de l'ambition contemporaine! Malheur au parti qui ne ferait pas aux jeunes gens qui se lancent dans la vie avec la conscience de leur mérite et de leur valeur, le débouché le plus favorable, le parti qui offre le plus de chance à leur avènement. De bonne foi, les conservateurs éclairés savent bien qu'ils n'ont rien de pareil à promettre.

M. Gambetta a parlé naguère des crapauds que les républicains doivent s'exercer à avaler; les couleuvres conservatrices valent bien à coup sûr le crapaud républicain; il existe dans le monde conservateur de vastes caves où on les élève avec un soin pieux dans le but de les servir au moment propice à la plupart de ceux dont on commence à redouter l'indépendance, la clairvoyance et la capacité.

Quel remède à cet état de choses ? Nous n'avons plus d'aristocratie politique munie d'une éducation à part et de traditions spéciales; notre noblesse n'est qu'un objet décoratif qui ne sert plus qu'à constituer des coteries élégantes, des clubs de bon ton, qui aide dans le mariage et qui favorise dans quelques carrières des avancements très souvent mal justifiés; le champ reste donc ouvert presque sans obstacle à l'efflorescence de la médiocrité

Digitized by Google

intrigante et active, c'est cette médiocrité que les conservateurs semblent particulièrement favoriser; il n'y a que demi-mal tant qu'on est le plus fort; mais, le jour où l'on passe à l'état de vaincu, on a besoin pour résister et sauver au moins ses bagages de quelque chose de plus que de la routine des commis ou de l'agitation des esprits subalternes; il faut recourir à la capacité, à la supériorité de son côté.

Je ne vois donc d'autre ressource que d'insister sur le concours, sur l'examen, que de réclamer son développement, son application à tous les ordres de fonctions; rien n'empêchera sur ce terrain les classes conservatrices de reconquérir par le savoir, par la démonstration de la capacité, l'influence dirigeante à laquelle elles prétendent sans la justifier.

C'est pourquoi les observations de M. Antonin Proust l'autre jour, à l'occasion de la discussion du budget des affaires étrangères, m'ont semblé très dignes de réflexion et c'est elles qui ont inspiré ces remarques. M. Proust a réclamé pour l'entrée dans la carrière diplomatique un système d'examens et d'épreuves qui devraient, suivant lui, en transformer le recrutement et y introduire un élément de capacité et de savoir dont la pseudo-aristocratie qui l'encombre lui paraît généralement manquer. Il y a beaucoup de vrai dans ces observations.

Reste à savoir quel système d'épreuves et d'examens il sera possible d'organiser. Des examens et des concours de quelques jours analogues à nos épreuves universitaires seraient évidemment très incomplets; ils donneraient des *scholars*, comme disent les Anglais, c'est une race insuffisante pour fournir des politiques; pourant, tà

Digitized by Google

l'entrée de la carrière, les épreuves très sérieuses, très rigoureuses n'auraient que des avantages; elles débarrasseraient de la jeunesse simplement dorée. Elle a pu servir autrefois; mais je crois que les rapports internationaux, en se transformant, restreignent beaucoup dans l'avenir la carrière des conducteurs de cotillon.

Reste l'avancement; évidemment, l'examen pur et simple, l'examen à la mode classique serait un procédé incomplet, souvent impraticable. Le recrutement diplomatique a besoin de s'exercer de plus d'une façon; en veut-on une preuve ? Quelques-unes des individualités les plus distinguées de notre ministère des affaires étrangères sont sorties des journaux, *horresco referens!* M. de Bourqueney a débuté aux *Débats*, le directeur actuel des affaires politiques, M. Desprez, à la *Revue des Deux Mondes;* M. Valfrey était, il y a deux ans, journaliste, et peut-être l'est-il encore à ses moments perdus; les plumes de ces messieurs ont semblé fort utiles aux *hommes du monde* du quai d'Orsay.

Il est vrai que les concours ne les ont probablement pas embarrassés. Je ne jure pas qu'il en soit de même pour tous nos secrétaires d'ambassade. Donc, en définitive, des épreuves, des concours, du savoir, de la capacité, et que les conservateurs se remettent en selle à l'aide de tout cela! C'est la grâce que je leur souhaite, comme on dit à la fin des sermons.

Digitized by Google

LXXIII

LE SÉNAT ET LA DÉMOCRATIE
A PROPOS DE L'ÉLECTION D'UN SÉNATEUR

Paris, 7 février 1878.

Il est possible que mon confrère de Versailles, en avance sur moi de quelques heures en tout ce qui concerne les informations parlementaires, et toujours si bien renseigné à cet égard, soit en mesure par ce même courrier de vous transmettre un résultat touchant l'élection du sénateur inamovible dont les scrutins ont lieu à l'heure où je vous écris.

On connaît la situation. Si l'on demeurait fidèle à la méthode du roulement qui avait paru jusqu'ici acceptée par toutes les fractions de la droite, le duc Decazes aurait été nommé. Au Sénat, les fractions réunies de la droite, c'est à savoir les légitimistes purs, les bonapartistes qui prennent le titre de constitutionnels, ces fractions, quand aucune défection ne s'y fait jour, conservent la majorité, majorité bien mince, majorité de quelques voix, suffisante toutefois pour empêcher la nomination.

Quant au roulement, on en connaît également le mécanisme; chacune des fractions choisit à tour de rôle un candidat que les autres acceptent à charge de revanche. Cette fois-ci, le tour revient aux orléanistes constitutionnels; ils ont adopté le duc Decazes, qui n'a pas

Digitized by Google

pu, on le sait, se faire réélire dans la Gironde et qui n'est parvenu à se faire nommer député au pays des marmottes, à Puget-Théniers, qu'à l'aide d'une pression ministérielle que le bureau de la Chambre trouve, dit-on, excessive et dont il s'autorise pour proposer une invalidation qui sera votée certainement.

Il en résulte qu'il serait particulièrement essentiel pour le duc Decazes d'être nommé dans les circonstances présentes et de s'asseoir sur un de ces bons sièges inamovibles qui dispensent, tant que le régime actuel subsistera, les gens heureux qui y sont installés de courtiser inutilement les ingrats girondins ou de capter plus inutilement encore la faveur des montagnards de Puget-Théniers. Si le pacte conservateur sénatorial avait été scrupuleusement observé, il y a quinze jours que M. Decazes devrait être nommé; au premier scrutin l'affaire eût été enlevée : on sait qu'il n'en fut rien. Huit ou dix voix manquèrent à l'appel, voix, dit-on, de l'extrême droite catholico-légitimiste, qui ne pardonne pas à M. Decazes le rappel de l'*Orénoque* et sa politique italienne.

De plus, ces messieurs, qui ont de la méfiance, ne se gênent pas pour annoncer que ce fameux pacte du roulement est à la veille d'être dénoncé; que les constitutionnels, qui sont à l'extrême frontière entre la droite et la gauche, sont décidés *in petto* à passer à gauche; qu'ils veulent cependant profiter une dernière fois du traité qui doit, cette fois-ci, profiter à l'un des leurs, mais qu'aussitôt cette élection enlevée, ils déclareront l'entente périmée; dès lors, disent-ils, pourquoi nous prêter à cette mystification et servir naïvement de dupe dans

Digitized by Google

une manœuvre qui ne peut servir qu'à l'exaltation d'un personnage détesté?

Quand on en est là, il est clair que les coalitions sont virtuellement dissoutes. D'un autre côté, vous n'ignorez point que le groupe constitutionnel, réuni il y a quelques jours chez M. de Bondy, a décidé le maintien de la candidature de M. Decazes; on ajoute à l'oreille qu'il a été convenu pourtant dans le conseil que, si, après deux scrutins, la majorité continuait à lui manquer, on en prendrait son parti et qu'on lui substituerait, séance tenante, M. Estancelin, envers lequel, on le croit, l'extrême droite demeurerait moins intraitable. Nous saurons dans la soirée ce qu'il sera advenu de ces ingénieuses combinaisons.

Pour moi, je les relate ici uniquement à titre de nouveau symptôme de la décomposition croissante qui dissout sous nos yeux l'ancienne coalition conservatrice. Certes, sa conduite du 16 mai aux élections a été un modèle d'imprévoyance et d'illusion; des élections à la formation du ministère Dufaure, elle a fait preuve d'une légèreté agitée, d'une méconnaissance de l'opinion et de la réalité des choses qui semblent incroyables de la part des gens qu'on devait supposer expérimentés et perspicaces, tel, par exemple, que devait l'être M. Buffet. J'en suis aujourd'hui pourtant à me demander si cette coalition conservatrice, qui fait par moment mine de se réveiller, n'est pas à la veille d'ajouter un *post-scriptum* décisif à toutes les fautes que nous lui avons vu commettre.

Toute la politique des conservateurs, je l'ai déjà indiqué, se résume, depuis l'installation du ministère

Digitized by Google

Dufaure, en mauvaise humeur et en jérémiades. Un homme d'un esprit charmant qui, étant doué d'une véritable faculté comique que l'on goûtait beaucoup jadis et que la génération présente connaît à peine, Théodore Leclercq, a laissé, autant qu'il m'en souvienne, dans l'ample collection de ses proverbes, un petit acte très gai, qui dépeint à merveille la mauvaise humeur effarouchée où bon nombre de conservateurs se réfugient maintenant en guise de consolation. Il s'agit d'une douairière de campagne, d'une comtesse de Pimbèche-Escarbagnas, à laquelle un mauvais plaisant a annoncé l'invasion imminente des Cosaques. Elle fait ses préparatifs en conséquence en se lamentant bruyamment avec une vieille soubrette goutteuse.

Passe encore pour une certaine phase de lamentations. Je ne suis pas de ceux qui s'imaginent que la défaite des conservateurs soit de peu de conséquence, et je ne suis pas disposé à passer mon chemin en disant :

— Ce n'est rien, c'est une femme qui se noie !

Leur échec a été très fâcheux, parce qu'il met en danger, sinon pour tout de suite, au moins dans un avenir qui peut être assez proche, certains principes sociaux dont la ruine serait funeste : l'inamovibilité de la magistrature, par exemple, la paix religieuse par des atteintes inconsidérées au régime issu du Concordat. Si j'ai vu avec tant de douleur s'engager la bataille conservatrice, c'est que, étant donné l'état de l'opinion, la fragilité des liens qui réunissaient entre eux les conservateurs, la médiocrité de leurs vues politiques, joints à la frivole ardeur de leurs passions, la perte de la bataille devait sembler inévitable, et je prévoyais en même temps que, dans l'aigreur du combat, on

Digitized by Google

se livrerait à une foule d'exagérations qui autoriseraient les représailles des vainqueurs.

Personne ne sait mieux que moi à quel point la prévoyance est mal venue des partis ; ce qu'ils oublient le moins volontiers, c'est « l'impardonnable fait d'avoir trop tôt raison » sur tous les points ; je n'ai rien à apprendre et je puis dire qu'il y a longtemps que mon siège est fait ; je continue donc dans le même ordre d'idées, et, de même que, pendant le cours de la tentative du 16 mai, je n'ai cessé de répéter aux conservateurs : « Vous marchez les yeux bandés vers une immense catastrophe... » Je leur dis aujourd'hui :

— Avec la conduite que vous suivez, avec le système de politique pleurarde et grognonne dans lequel vous vous enfermez, avec les niches et les taquineries sans conclusion où vous employez ce qui vous reste de vigueur, vous êtes en train de compromettre encore les mêmes bagages que vous avez à grand'peine sauvés dans la déroute.

J'en citerai quelques exemples. Le courant républicain et démocratique s'étant accentué comme nous l'avons vu et étant quant à présent devenu irrésistible, quel était le dernier abri des conservateurs ? Incontestablement la constitution, et dans cette constitution le Sénat. Rien de plus aisé que de la critiquer amèrement, cette constitution ; elle a nonobstant un grand mérite : elle n'est pas homogène, elle n'est pas rectiligne, elle juxtapose des principes d'origine diverse ; elle est, en somme, une constitution transactionnelle, et elle offre ce rare avantage de consacrer en maintes parties cet heureux illogisme qui n'appartient d'habitude qu'aux constitutions qui ont employé des siècles à se faire et qui sont, comme la constitution

Digitized by Google

anglaise, une formation de droit coutumier. Le Sénat avec son mode d'élection, où la plus petite commune a une part égale à celle de la commune la plus populeuse, où Paris n'a qu'un seul vote comme Fouilly-les-Oies, le Sénat avec ses soixante-quinze inamovibles recrutés par lui-même est l'élément le plus essentiel de cet illogisme.

Au sein d'une constitution démocratique, qu'indiquait le bon sens? C'est que cette ressource conservatrice du Sénat, qui est précaire, qui est fragile, devait être ménagée avec le soin le plus scrupuleux, qu'il fallait en user avec la plus extrême prudence, garder ce ressort pour les occasions d'une gravité exceptionnelle, et ne pas risquer de le briser ou de le détendre en le mettant en mouvement à contre-temps ou pour des faits de valeur secondaire. Est-ce là la politique de nos conservateurs? Pour qui les prenez-vous? Céder, se soumettre à l'inévitable! faire la part du feu! concentrer leurs efforts sur quelques points encore sauvables! non pas. Il faut lutter ou plutôt intriguer, s'agiter, s'entremettre; sans cela, que faire entre le déjeuner et le dîner? Si donc on parvenait à susciter quelque conflit entre le Sénat et la Chambre des députés, M. Dufaure se trouverait dans un cruel embarras; son ministère y sombrerait peut-être; on peut toujours tâter le terrain.

Il n'y a qu'une réponse à ces beaux desseins :

— Croyez-vous, conservateurs innocents, que, si le ministère Dufaure s'effondrait, celui qui le remplacerait vaudrait pour que vous?

— Non, me dira-t-on; mais il y a l'espoir d'un gâchis intense; ce serait autant de gagné.

Et je réplique :

Digitized by Google

— Ne vous y fiez pas; ce fut le raisonnement des émigrés qui les conduisit de la Convention au Directoire et du Directoire à Bonaparte. On voulait détruire la Révolution; on arriva, en fin de compte, à lui faire prêter serment entre les mains du premier consul et de l'empereur son résumé vivant, sans compter les grands respects à Cambacérés régicide et à Fouché terroriste.

Pour en revenir au Sénat, on sait qu'on ne peut pas entreprendre un nouveau 16 mai; le maréchal ne se prêterait pas une seconde fois à une tentative aussi décevante. Tout ce qu'on peut essayer, c'est d'amener le Sénat à une contradiction avec la Chambre. On se demande si on ne pourrait pas y parvenir en lui faisant repousser la loi d'amnistie et les deux lois sur l'état de siège et le colportage que la Chambre votera incessamment.

A dire vrai, je crois que cette tentative n'aboutira pas; mais enfin l'essai lui-même montre combien les chefs conservateurs au Sénat ont un sens médiocre des situations. Ces trois lois, bonnes ou mauvaises, sont la conséquence forcée, le corollaire inévitable du ministère Dufaure. Il ne pouvait pas ne pas les présenter, il ne peut pas ne pas les soutenir, il ne peut pas ne pas attacher son existence à leur acceptation. J'admets que, par impossible, vous renversiez le cabinet. Par quoi sera-t-il remplacé ? et quelle sanction à ce succès d'une heure? Une dissolution? des élections? c'est de la démence! Alors quoi? Tenez-vous en repos, éternels agités; je ne vous dis pas : « Tâchez de sauver le Sénat... » Je vous dis : « Efforcez-vous de ne pas le perdre en vous démenant

Digitized by Google

comme vous le faites sur cet échaufaudage si utile, mais assurément fragile et contesté.

LXXIV

MORT DU PAPE PIE IX

Paris, 9 février 1878.

Aujourd'hui encore, il n'est guère possible de parler d'autre chose que de la mort du pape. Cette mort, à laquelle le grand âge du pontife et la situation chancelante de sa vieillesse auraient dû depuis quelque temps habituer tout le monde, a cependant impressionné l'imagination publique comme une catastrophe imprévue. Peut-être tenterai-je de résumer dans une prochaine lettre les considérations politiques et religieuses que le règne de Pie IX, sa mort et la perspective d'un nouveau pontificat provoquent dans les esprits qui se souviennent et que la mémoire du passé porte à la prévoyance de l'avenir. Aujourd'hui, ce sont les impressions générales de l'opinion que je veux seulement m'efforcer de reproduire très brièvement.

Ces impressions ont été vives. Dans la même journée où la nouvelle de la mort du pape est arrivée à Paris, une autre nouvelle, à mon avis pour le moins aussi grave, celle de la prétendue occupation de Constantinople par l'armée russe, s'était répandue quelques heures auparavant. La nouvelle, depuis lors, a été expliquée et l'occupa-

Digitized by Google

tion réduite à une série de précautions militaires par lesquelles l'armée victorieuse croit nécessaire de garantir les conséquences de son triomphe. Quoi qu'il en soit, la nouvelle, au premier moment, est arrivée en bloc avec cette brièveté télégraphique qui grossit les choses encore plus facilement qu'elle ne les dénature; elle avait assurément impressionné profondément. Les gens d'affaires, dont les lumières politiques sont d'habitude courtes, et qui les apprécient à l'aide de formules de journal sur lesquelles ils ont rarement réfléchi, éprouvaient une réelle émotion devant ce mot éclatant : « Les Russes sont à Constantinople! » Mais l'émotion était financière et politique; quand dans la soirée cet autre télégramme a circulé : « Le pape est mort! » l'impression a pris un caractère de généralité sentimentale, une sorte de couleur poétique et féminine que l'autre nouvelle n'avait pas provoquée.

Ce sont les impressions du monde catholique qui méritent ici d'être particulièrement analysées. Ce qui a dominé au premier moment, c'est une sorte de stupeur douloureuse et, faut-il le dire, une espèce d'incroyable étonnement. Rien n'a mieux démontré pour moi la transformation profonde que le catholicisme a subie depuis vingt-cinq ans, que l'étonnement inconscient dont la foule catholique n'a pas pu dissimuler l'expression en apprenant que Pie IX avait expiré. Reportez-vous aux impressions de l'ancien catholicisme en face d'événements analogues.

Relisez les innombrables mémoires du XVIIe et du XVIIIe siècle, où nous retrouvons les sentiments du monde catholique d'alors devant la mort d'un pape et une vacance du saint-siège. L'événement semble à ces chrétiens

Digitized by Google

un événement d'un ordre assez ordinaire; on parle du pape défunt avec une extraordinaire liberté, et aussitôt on suppute les chances diverses des cardinaux qui sont appelés à le remplacer, et on se rend compte des intrigues et des intérêts politiques que le conclave doit mettre en mouvement, ainsi que la part qu'y prendront les diverses puissances catholiques. Rien de plus sensible dans les mémoires du cardinal de Retz, dans les lettres du président des Brosses. Pour l'un et l'autre, une mort de pape, une élection de nouveau pontife, sont des faits d'un ordre presque exclusivement politique, et, quoique de Retz parle quelque part de l'intervention du Saint-Esprit, il en parle d'un ton si détaché, que cette mention produit l'effet d'une grave et hautaine ironie. Rien, en définitive, de moins mystique, de moins religieusement sentimental que les appréciations des catholiques de l'ancienne école à l'égard de tout ce qui touche à la personne du pape et au mécanisme de la cour romaine.

Par quelles causes les manières de sentir et de juger se sont-elles sous nos yeux si profondément transformées? Par deux raisons : la première, qui provient de l'extraordinaire durée du pontificat qui vient de finir; la seconde, qui est une conséquence des modifications de la doctrine religieuse que le prolongement inaccoutumé du règne de Pie IX a seul rendues possibles. A elle seule, la prodigieuse durée de ce règne a la valeur d'une révolution. On n'a peut-être pas assez remarqué à quel point la brièveté du pontificat et le renouvellement fréquent du pape remplissent dans l'histoire de l'Église un rôle important. Quelle est la moyenne du pontificat dans les annales ecclésiastiques? Entre six et dix années

Digitized by Google

environ. Ce renouvellement fréquent finit par y remplir un office analogue à celui de changement du ministère dans les États constitutionnels. En vertu de ces solutions fréquentes de continuité, aucun système n'a le temps de se développer intégralement, aucune tendance ne parvient jusqu'à sa dernière expression.

En outre, le changement réitéré des personnes papales accoutume les fidèles à une certaine réserve envers les papes; l'Église paraît plus grande que la personne qui porte la tiare pour quelques années, le pape n'absorbe pas l'Église; on respecte toutes les prérogatives que la foi lui attribue; la masse catholique résiste à la confusion qui avait fini par s'établir pour elle de nos jours entre la personne de Pie IX et l'Église elle-même. C'est là, en effet, un phénomène singulier qui s'est réalisé pendant le cours de cet interminable pontificat : l'identification du catholicisme et du pape.

Notre histoire offre, d'ailleurs, l'exemple d'un fait du même genre dans l'ordre politique. La transformation du sentiment monarchique en France sous Louis XIV est la résultante de la durée du règne. Le roi finit par absorber la monarchie. Quand il dit : « L'État c'est moi, » il donne la formule d'un sentiment qui a universellement prévalu. Henri IV, qui est incontestablement un beaucoup plus grand homme que Louis XIV, n'aurait jamais eu la pensée de dire à Condé, au duc de Rohan et à d'Épernon : « L'État c'est moi. » Louis XIV pouvait le dire à leurs petits-fils sans qu'un seul songeât à le contester.

Ce qui s'est produit au XVIIe siècle en France, dans l'ordre monarchique, s'est produit dans l'ordre religieux et théologique, pour le catholicisme, par le prolon-

Digitized by Google

gement inaccoutumé du règne de Pie IX. La proclamation du dogme de l'Immaculée-Conception, le concile, la définition de l'infaillibilité ne sont en définitive que les formules de la révolution effectuée dans la conscience catholique et qui se résume dans ce seul mot : l'Église, c'est le pape. La conséquence logique de cette idée eût été un miracle permanent; l'immortalité du souverain pontife, quelque chose d'analogue à ce que le boudhisme a réalisé, c'est-à-dire la soustraction théorique du personnage quasi divin qui forme la jonction du monde éternel et du monde relatif aux conditions de l'humanité. Théoriquement, le Boudha ne meurt jamais; il se transforme, il disparaît, mais reparaît immédiatement dans l'enveloppe d'un nouveau corps plus jeune. Ne souriez pas; nombre de tendres âmes catholiques n'auraient pas mieux demandé que de s'abandonner à la croyance de ce miracle; pourquoi le pape infaillible ne finirait-il pas par devenir immortel? On ne l'eût pas dit tout haut, on avouait que le prodige était en désaccord avec toutes les lois de la nature; néanmoins, quand on se risquait à insister sur le grand âge du souverain pontife, sur sa caducité croissante, sur l'expectative prochaine de sa mort, cette insistance paraissait, à quelques esprits illuminés, indiscrète et voisine de l'impiété.

Ce sentiment vague s'était insinué dans une foule d'esprits qui y cédaient sans s'en rendre compte. C'est un sentiment d'ailleurs que M. Veuillot a fort justement exprimé hier. « Pie IX régnait depuis si longtemps, a-t-il dit, qu'on s'était abandonné à croire qu'il ne devait pas mourir. » De là ce sentiment de douloureux étonnement, cette espèce d'extraordinaire déception, qui s'est fait jour

Digitized by Google

dans beaucoup de cœurs catholiques à la nouvelle de la mort du pape. La foule croyante hésitait à croire à ce fait accompli. On l'a mise à un tel régime de merveilleux, de miraculeux et de surnaturel, qu'il s'en fallait de bien peu qu'elle ne pensât que c'était surtout à propos de la vie de Pie IX que ce surnaturel devait se manifester. Il faut tenir compte de ce sentiment. Le catholicisme est ramené brusquement à des conditions d'observation historique, dont il est sorti surtout depuis quinze ans. Nous essayerons d'analyser la valeur politique et sociale de ces conditions nouvelles.

MÊME SUJET

Paris, 12 février 1878.

En aucun temps probablement cette puissance inéluctable que les faits précédemment accomplis projettent sur la direction des faits en train de se réaliser, la force des choses, en un mot, n'a été plus apparente que de nos jours. Ce qui se passe à Rome à propos de la vacance du saint-siège, la résignation passive de la majorité des catholiques, les protestations balbutiées et sans écho qui s'échappent du groupe extrême de l'ultramontanisme, tout cela démontre à quel point la force des choses, la domination des faits accomplis est devenue souveraine dans la région même où elle devait s'attendre à une résistance plus obstinée et plus longue que partout ailleurs.

Que résulte-t-il de cette force des choses pour la pas-

Digitized by Google

pauté? D'abord de se résigner pratiquement à la suppression du pouvoir temporel et de s'en tenir désormais-là-dessus à des réserves dogmatiques, à une façon de protocole théologique qui finira par ressembler aux prétentions de suzeraineté du saint-siège sur le royaume de Naples, dont le fameux hommage de la haquenée a été si longtemps le symbole, ou à des formules honorifiques analogues à ces titres de roi de Chypre et de Jérusalem que les princes de la maison de Savoie ont pieusement inscrits sur leurs monnaies jusqu'au jour où le titre de roi d'Italie a remplacé ce formulaire suranné.

En second lieu, une fois digérée, la perte du temporel, la nécessité de se plier avec le gouvernement italien à une manière de vivre plus pratique, plus flexible que celle où la cour de Rome, — je ne parle pas de Pie IX personnellement, — s'est renfermée depuis l'occupation de Rome. Ceci ne signifie nullement, ai-je besoin de le dire? un abandon formel et officiellement exprimé des protestations, anathèmes, excommunications et autres manifestes oratoires que le saint-siège a opposés à ses « spoliateurs ». Le jour où le gouvernement italien se trouverait en déroute, soit par suite d'une guerre néfaste, soit par suite du triomphe d'une faction révolutionnaire et républicaine, qui afficherait probablement des tendances fédératives, toutes ces réserves refleuriraient soudainement; mais tant que le gouvernement italien et la maison de Savoie, qui le résume aussi incontestablement avec le roi Humbert qu'avec Victor-Emmanuel, demeurera, comme il l'est présentement, sans la moindre apparence de doute, maître de la situation italienne, ces protestations resteront des pièces plato-

Digitized by Google

niques pareilles à ces actes extra-judiciaires qu'on lance dans les procès que l'on ne veut pas plaider, mais que l'on maintient à l'abri d'une irrévocable prescription.

Le dernier acte officiel a été une pièce de ce genre, — la circulaire protestative du cardinal Siméoni contre les empiètements italiens. Soyez convaincu qu'il existe dans les archives de la secrétairerie d'État des papiers du même genre contre la reprise d'Avignon et la confiscation du comtat Venaissin. Tout cela n'empêche nullement les affaires humaines de suivre leurs cours et d'être régies par cette grande loi historique du changement, de la transformation des États que l'Église, en ce qui la concerne, avait fait le rêve d'empêcher. Dès le lendemain de la mort du pape, les nécessités de cette situation se sont imposées au sacré collège; il a fallu se décider sur un fait d'une importance capitale, sur le lieu où le conclave serait tenu. Se décider pour Rome, c'était implicitement reconnaître l'occupation italienne, et, chose encore plus décisive, avouer que la loi des garanties donnait à l'Église toute la somme d'indépendance nécessaire à l'accomplissement de sa fonction spirituelle, puisque non seulement le pontificat spirituel avait pu, depuis 1870, fonctionner dans Rome italienne de la façon la plus véhémente, mais puisqu'en outre la crise la plus laborieuse de son organisation — l'élection du pape — pouvait s'y effectuer sans encombre et librement.

D'autre part, quitter Rome! Quelle décision aventureuse! D'abord, ou aller? A Malte, sous le drapeau anglais; c'était, dit-on, la proposition du cardinal Manning; à Pau a-t-on dit encore, pourquoi pas à Avignon? à Miramare, à l'entrée du golfe de Trieste, dans ce château

Digitized by Google

charmant et funeste d'où l'infortuné archiduc Maximilien est parti pour le Mexique? Toutes ces propositions ont dû sembler romanesques et effrayantes à ce sénat de vieillards politiques, Italiens et prêtres. S'embarquer pour Malte! On voit bien que le cardinal Manning, en sa double qualité d'insulaire et de converti, ne redoute ni la navigation ni les conséquences des partis les plus violents; car il ne suffisait pas de créer un pape en dehors de Rome; le problème était de savoir ensuite comment il y rentrerait. Un abbé excentrique a fait jadis un livre pour prouver que la vraie place du saint-siège était à Jérusalem sur le tombeau du Christ; l'abbé passait légèrement sur les prétentions des églises grecques qui se regardent comme possédant sur les lieux saints des droits égaux à ceux des catholiques; il faisait bon marché du dogme inscrit dans la liturgie et le catéchisme, d'où il résulte que l'Église catholique s'intitule apostolique et *romaine;* néanmoins on peut dire qu'un pape élu à Malte, errant à travers le monde et n'ayant la faculté d'entrer à Rome que clandestinement, ou bien après avoir reconnu la légitimité de l'occupation italienne, un pape dans de telles conditions serait, à coup sûr, à moitié chemin de Jérusalem.

Il paraît cependant que, dans l'assemblée cardinalice où cette question a été soulevée, le débat a été extrêmement vif. On n'a pas été aux voix le jour même. Le lendemain, il s'est tenu une congrégation silencieuse où le scrutin a été émis sans discussion nouvelle. A l'unanimité des membres présents, il a été décidé qu'on ne quitterait pas Rome. La dépêche qui donne ces détails, et dont la provenance est politico-mystique, fait remar-

Digitized by Google

quer que dans l'intervalle le saint Esprit avait agi. C'est bien possible. Toutefois je me risquerai à dire qu'on met ici le saint Esprit en mouvement sans que la chose soit indispensable. Le bon sens suffisait; il faut réserver le saint Esprit pour le conclave.

Cette question étant réglée, je vois maintenant que le public politique commence à se préoccuper d'une seconde, à savoir l'exercice de ce privilège traditionnel dont les puissances catholiques se considèrent comme investies, en vertu duquel elles signifient l'exclusion au cardinal qu'elles ne veulent pas voir introniser dans la chaire de saint Pierre. Cette *exclusive*, ainsi qu'on disait dans le vieux droit, appartient à la France, à l'Autriche, à l'Espagne et au Portugal. Faites attention à cette dernière puissance : déjà depuis plus d'un an, elle a formellement revendiqué ce privilège, qu'elle assure avoir exercé plusieurs fois au temps de la splendeur des rois très fidèles et qui résulte pour elle d'un document positif, d'une bulle formelle adressée par le saint-siège au roi Jean V de Bragance. Chose très curieuse, les autres États catholiques ne peuvent pas se prévaloir, quant à leur droit d'exclusion d'un document pareil au titre portugais; leur droit est un droit coutumier qui ressort de l'usage traditionnel. Or, chose non moins curieuse, le Vatican n'avait pas, dans la phase qui a précédé la mort de Pie IX, soulevé d'objection contre l'*exclusive* française, espagnole et autrichienne, et il semblait disposé à quelques réserves au sujet de la portugaise. Le comte de Thomar, ministre de Portugal auprès du saint-siège, est revenu récemment à Rome muni, assure-t-on, d'instructions très précises de son gouverne-

Digitized by Google

ment, afin de maintenir le droit de la couronne très fidèle.

De prime abord, cette insistance d'un État devenu fort secondaire et la répugnance du Vatican à en reconnaître l'exercice, doivent sembler assez inexplicables; mais, si l'on veut bien se souvenir que la reine Pie de Portugal est sœur du roi Humbert et que, dans toute la question de politique religieuse, le gouvernement constitutionnel portugais est fait pour s'entendre avec le gouvernement constitutionnel italien, on saisira l'importance que pourrait acquérir dans certaines circonstances, à mon avis très improbables, le vieux droit d'exclusion du Portugal.

L'opinion générale des catholiques militants en France est que ce privilège d'exclusion des puissances catholiques est un privilège périmé; il se rapportait, disent-ils, à un état social et politique qui n'existe plus; il était le corollaire des religions d'État. Avec les gouvernements strictement laïques et civils du siècle présent, l'exclusion serait une injurieuse immixtion des gouvernements dans un domaine où ils n'ont plus aucune qualité pour entrer. On comprend l'exclusion exercée par un Louis XIV, par un roi très chrétien sacré à Reims, à qui le chrême de la sainte ampoule a imprimé une sorte de caractère sacerdotal; on ne peut pas l'admettre aux mains de M. Gambetta ou d'un ministre protestant tel que M. Waddington. Le conclave, ajoutent-ils, devra donc passer outre et ne tenir aucun compte des exclusions, dans le cas où l'on aurait la témérité d'en formuler quelques-unes; le pape élu sera, exclu ou non, le pape légitime; les catholiques de l'univers entier se prosterneront sous sa bénédiction, et, s'il doit se passer

Digitized by Google

des gouvernements, n'est-ce pas un régime auquel la papauté est accoutumée et qui vraisemblablement sera de plus en plus le sien?

Il y a beaucoup de vrai dans ce raisonnement des catholiques extrêmes, et, en bonne logique, il me semble difficile à rétorquer; je remarquerai seulement qu'il a pour conséquence le développement de plus en plus accentué de la séparation de l'Église avec les États. Si l'Église croit qu'elle gagnera à l'application intégrale de ce système, je n'ai aucune objection à y faire, sauf que je crois, étant donnée la pente des mœurs et des esprits, qu'elle se fait des illusions imprudentes au sujet de son action sur la foule.

En tout cas, si ce raisonnement porte juste en ce qui concerne le gouvernement français actuel, on ne pourrait pas l'appliquer sans de grandes réserves au gouvernement autrichien, par exemple, et je crois qu'on y regarderait à deux fois avant de jeter au panier l'*exclusive* d'un Habsbourg notifiée par un Schwarzenberg. En ce qui touche le gouvernement français, je ne me trompe pas en affirmant d'ailleurs qu'il est résolu à la plus extrême réserve dans l'élection du prochain pape. Pour lui l'affaire doit demeurer rigoureusement ecclésiastique; il en restera spectateur; le baron Baude appuiera la modération d'une façon générale, il n'a pas d'autres instructions.

Digitized by Google

LXXV

LES DÉCORATIONS EN GÉNÉRAL ET LA CROIX D'HONNEUR EN PARTICULIER

Paris, 14 février 1878.

Nous interromprons pour un jour, si vous le permettez, les réflexions que provoquent les immenses événements qui se déroulent autour de nous, — la vacance du saint-siège, la péripétie dramatique et décisive des affaires d'Orient, — pour nous arrêter un instant à une particuliarité tout à fait française, je dirais volontiers presque exclusivement parisienne, c'est à savoir aux décorations.

Vous avez pu voir que le ministère actuel, fidèle à la coutume observée par tous ses prédécesseurs, vient de distribuer un certain nombre de croix d'honneur et d'avancements dans la Légion. On sait comment les choses se passent aujourd'hui : une loi émanant du régime actuel a établi fort sagement que, vu la nécessité évidente de réduire le nombre des décorés, il ne serait dorénavant créé qu'un titulaire contre deux morts ; il faut donc deux décédés pour gratifier un vivant. Un mien ami, décoré depuis des années et qui vit dans un milieu où les appétits décoratifs sont très vifs, prétend, en plaisantant, que, lorsqu'il lui arrive d'être malade, les aspipirants s'inquiètent de lui avec plus de curiosité que jadis.

Digitized by Google

Chaque année, la grande chancelerie fait le relevé de ses morts; il en résulte un certain nombre de croix disponibles que l'on divise entre les ministères. Ici commencent les difficultés. Tant qu'on est en présence de services hiérarchisés : guerre, marine, travaux publics, l'embarras est minime; l'ancienneté et le grade entraînent presque inévitablement la décoration; il est acquis qu'un colonel qui n'aurait pas au moins la rosette serait en droit de se considérer comme victime d'une injustice. Maintes fois aussi, un avancement dans la Légion d'honneur tient lieu d'une promotion qu'on n'a pas pu ou pas voulu faire ; on accorde la croix d'officier à un major pour le dédommager de n'être pas passé lieutenant colonel; cette distinction le fait patienter.

Tout cela est devenu une sorte d'usage qui a presque force de loi. Malgré la puissance de la routine et la commodité qu'offrent de tels arrangements aux administrations, je me permettrai de dire que cet usage est malheureux et qu'il provient d'une appréciation erronée des services pour la récompense desquels la Légion d'honneur fut originairement instituée.

Si l'on continue à en faire une sorte de complétement de l'uniforme, une adjonction nécessaire du grade, on lui enlève beaucoup de son action; elle devrait servir à deux objets : à récompenser les actions d'éclat et en second lieu à couronner de longs et utiles services auxquels l'avancement peut fort légitimement ne pas être départi. L'avancement dans une hiérarchie intelligente devrait être avant tout le prix de la capacité; la décoration, le signe d'une action éclatante ou d'une vertu longuement exercée qui n'implique pas nécessairement la

Digitized by Google

faculté supérieure du commandement. D'après cette idée, on devrait pouvoir rencontrer un capitaine officier de la Légion d'honneur, en face d'un général simple chevalier, ce qui indiquerait que le capitaine est un brave homme signalé par de belles actions ou une bonne conduite extraordinaire, fait néanmoins pour le grade qu'il occupe, tandis que le général est une capacité de commandement.

Dans toutes les carrières hiérarchisées, cette idée, à mon avis fausse, de faire de la décoration un complément de l'emploi, s'est établie d'une manière à peu près insurmontable. Il est entendu qu'un secrétaire général de ministère doit être, au bas mot, officier de la Légion d'honneur; tant qu'il ne l'est pas, il proteste et se considère comme une victime. Un sceptique, qui entendait lire une liste de préfets et sous-préfets décorés, qu'on commentait de quelques remarques désobligeantes, traduisait ce sentiment par un mot assez fin : « Tous ces gens là ont besoin du ruban pour faire leur état. »

Il en résulte que le public parisien n'a jamais discuté ni apprécié sérieusement que les décorations qui viennent chercher les personnes en dehors de toute hiérarchie et classification officielle. Un capitaine décoré après vingt ans de services, un chef de division, un préfet, un sous-préfet, cela va de soi; l'emploi implique le ruban; mais, quand il s'agit d'un écrivain, d'un journaliste, d'un artiste, c'est-à-dire d'une personnalité qui doit compter par elle-même, qui ne peut pas être dispensée de représenter une valeur quelconque, alors la discussion s'établit, l'appréciation libre reprend son cours. C'est presque uniquement dans cette catégorie de personnes que nos divers ministères et gouvernements

Digitized by Google

ont le mieux réussi, chacun à son point de vue, à commettre bon nombre de maladresses dont la Légion d'honneur en définitive, en tant qu'institution, porte la peine. Elle pâtit, en effet, des choix injustifiés ou risqués et plus encore des abstentions. Un intrigant médiocre et actif, humble avec les puissants, insolent avec les petits, qui se lève de bon matin, qui bat les antichambres, qui s'entremet, qu'on voit sans cesse, qui fait des courses, qui les représente comme des services, et qui finalement, à force d'obsessions, décroche le ruban, fait moins de tort à l'institution qu'un homme investi d'une célébrité européenne, un Littré par exemple, qui n'a jamais songé à être décoré et qui peut-être en a décliné l'offre.

On avait parlé de la grand'croix pour Victor Hugo. Politique à part, à propos de quoi toutes les réserves sont de mise, je dis que ce grand-cordon aurait dû faire plaisir à quiconque manie la plume. Si le genre et le talent hors ligne ne figurent pas en tête du tableau de la Légion d'honneur dans la section des arts et des lettres cela est fâcheux pour l'institution, fâcheux surtout pour la foule des gens distingués qui en bénéficient et qui profitent de l'illustration des têtes de colonne, de même qu'ils doivent se sentir diminués quand le grand talent et la gloire ont l'air de s'en passer trop facilement. Il est clair que Lamartine, simple chevalier comme il l'était en face de M. Lebrun, celui de *Marie Stuart*, fort galant homme d'ailleurs et esprit sage, qui était pour le moins commandeur, sinon grand-officier, c'est une anomalie et une disproportion qui porte préjudice à l'institution uniquement.

Sur ce chapitre, je mets volontiers la politique en

Digitized by Google

dehors de cause. Aujourd'hui, pour un certain nombre d'hommes qui se considèrent comme arrivés dans la région supérieure du gouvernement, le comble de la distinction consiste à ne mettre aucune espèce de ruban sur leur habit; le genre suprême, c'est d'avoir distribué des croix et de rester non décoré. « J'ai fait des chevaliers et n'ai pas voulu l'être. » C'est le cas de M. Gambetta, c'est le fait de M. Dufaure : être ministre et dédaigner la croix, cela paraît la marque d'un très fin orgueil, et cette négligence de la distinction à un rang où elle paraît obligatoire est en définitive une manifestation où la modestie n'a rien à voir. Il est certain qu'un ruban, fût-il du plus large calibre, n'ajoute rien à l'importance et à la situation de certains hommes; son absence attire davantage l'attention et les distingue davantage.

Ceci toutefois est une situation tout à fait exceptionnelle. La coutume, les goûts de la société maintiendront longtemps encore chez nous le penchant pour la décoration; le plus grand tort qu'on puisse lui faire, c'est, ainsi que je l'indiquais, en la donnant mal dans beaucoup de cas, et en ne la donnant pas à temps dans beaucoup d'autres. Dans les carrières hiérarchisées et classées, le risque est moindre; les croix, huit fois sur dix, arrivent à l'ancienneté; il y a un filon de faveur pour les petits cousins à qui on improvise des services exceptionnels en les faisant secrétaires particuliers, chefs de cabinet de ministre; mais la proportion de ces favoris ne peut jamais s'étendre beaucoup; d'ailleurs, ils passent dans la masse des chefs de bureau; on ne songe plus à chicaner beaucoup la distinction; leurs confrères et voisins avouent qu'ils auraient voulu être à leur

Digitized by Google

place, et que ce petit ruban les aidera à se bien marier.

La chose est fort différente dans les carrières non classées, où la valeur personnelle est tout et la place rien : dans les arts et dans les lettres. Ici, un gouvernement éclairé ne devrait avoir qu'une règle de jugement : le talent. Je n'irai pas jusqu'à dire qu'il ne faille pas tenir compte de la moralité des gens; il est clair qu'un individu notoirement diffamé et dont on a pris la main dans de vilains sacs doit demeurer exclu; mais j'ajoute que ce serait le fait d'un gouvernement mesquin et sans esprit que d'exagérer cette tendance dans un sens prud-hommes que et d'étroite bourgeoisie; il ne faut pas réduire la croix, quand il s'agit d'artistes et d'écrivains, à une sorte de certificat de bonne vie et mœurs et à être une patente de correction et de bonne tenue. Avec cette préoccupation, on a toutes les chances du monde d'aboutir à l'intrigante médiocrité, au détriment de gens d'un talent réel. Le talent, la valeur personnelle, voilà quelle devrait être, à mon avis, la condition *sine qua non* des croix littéraires et artistiques. Pour tout le reste, il faut apporter de la largeur dans le jugement et se défier comme une peste de ce qu'on appelle l'ancienneté, les droits soi-disant acquis, c'est-à-dire de ces présidences et secrétariats de comités des sociétés dramatiques et de gens de lettres, dont s'emparent habituellement des gens incorrigiblement médiocres, qui, à leur aide, se construisent des apparences de titres.

Il serait injuste de ne pas reconnaître que, dans ses derniers choix artistiques et littéraires le ministère actuel a eu généralement la main assez heureuse. J'ai dit que je regrettais pour la Légion d'honneur que l'idée

Digitized by Google

du grand-cordon de Victor Hugo n'ait pas pu se réaliser; il y avait des difficultés légales à cause de la qualité de sénateur du grand poète; elles n'étaient pas, ce me semble, insurmontables, puisque nous venons de voir M. Laboulaye, également sénateur, gratifié de la rosette, choix excellent, et pour le caractère et pour le savoir et le talent, et qui prouve combien la distribution des décorations est capricieuse. Qui se fût imaginé que M. Laboulaye n'était pas au moins officier depuis des années? Pour le grand-cordon de Victor Hugo, il eût fallu lui donner un caractère général et exclusivement littéraire, bien marquer que la distinction ne s'adressait pas spécialement au poète des *Châtiments*, au Victor Hugo irréconciliable de la dernière phase, mais aussi à l'auteur d'*Hernani*, de *Marion Delorme*, des *Odes* royalistes et bonapartistes, et au magicien des *Orientales*; ce n'était pas impossible, et je m'imagine qu'on y reviendra.

En fait d'omission dans les dernières listes, j'en signale une en la regrettant. On avait beaucoup prononcé le nom de M. Zola. Pourquoi cette décoration est-elle restée à l'état de bruit? Le talent ici est d'une incontestable vigueur, d'une abondance et d'une originalité vraie. Justement parce qu'on peut contester le système et bon nombre des ouvrages du robuste écrivain, il convient au préalable de reconnaître et d'honorer le talent; le talent est de premier ordre; c'est un oubli à réparer à la barbe de M. Prudhomme.

A côté de ces lacunes, il y a eu des nominations qu'il est impossible, même à des adversaires, de ne pas trouver fort justifiées. Qui oserait trouver mal venue la croix d'of-

Digitized by Google

ficier du grand peintre Ziem? Comment Ziem n'était-il pas officier depuis des années? Savez-vous bien que c'est un des maîtres de la peinture française, Ziem le Vénitien, Ziem qui a saisi mieux que personne les enchantements, les horizons et le coloris de l'Adriatrique?

On ne contestera pas davantage la justice d'une décoration comme celle de M. Henri Fouquier, l'un des esprits les plus modérés, les plus perspicaces et les plus judicieux parmi les hommes de la nouvelle génération républicaine; de plus, écrivain d'une grâce aisée et charmante qui s'allie dans une mesure rare au sérieux du fond et à l'excellence de la forme. Si l'esprit, le talent sont, comme je le maintiens, les premiers et indispensables titres aux décorations littéraires, on serait dans un grand embarras de trouver une objection quelconque à celle de M. Aurélien Scholl. Il m'est arrivé souvent dans les derniers temps de relire Chamfort et Rivarol. M. Scholl, je le crois, les a assidûment étudiés; c'est un esprit français de la même famille, surtout de celle de Chamfort; tout s'y trouve, le trait, l'enjouement et surtout l'amertume. N'en déplaise à M. Prudhomme, qui doit être décoré, je ne suis pas fâché de lui voir pour lointain confrère ce petit-neveu de Chamfort; sa croix même en profite.

Digitized by Google

LXXVI

MORT DE CLAUDE BERNARD

Paris, 16 février 1878.

On a célébré ce matin à Saint-Sulpice, aux frais de l'État, au milieu d'une véritable foule, — s'il est possible de nommer foule une assemblée où figurait à peu près tout ce qui compte dans la science et la littérature, — les funérailles d'un homme qui fut sans contredit l'un des représentants les plus éminents et les plus attrayants de cet esprit scientifique et critique qui s'empare d'une façon si manifeste de la direction de l'intelligence contemporaine. Si l'on se bornait à dire que Claude Bernard fut un savant de premier ordre, et que, dans le domaine où il s'était établi, sa suprématie n'était plus contestée par personne, et où il a réalisé des découvertes dont les conséquences et la portée sont encore maintenant difficiles à prévoir; si l'on ajoutait qu'il avait l'esprit ouvert, charmant, hospitalier, rien de cette morgue scientifique que bon nombre de savants regardent comme un accompagnement nécessaire de leur état; si l'on disait de plus que ce merveilleux expérimentateur était un écrivain excellent, maître d'une forme claire et ferme, nullement sèche et empesée, parfaitement digne en un mot du fauteuil qu'il occupait à l'Académie française en vertu de cette tradition judicieuse et éclairée qui fait donner une

Digitized by Google

place dans l'Académie littéraire à un collègue de l'Académie des sciences — tradition qui, pour le dire en passant, avec le courant moderne, devra, suivant moi, aller s'élargissant de plus en plus, — si l'on a rassemblé tout cela, on n'aura encore dit sur l'individualité morale de Claude Bernard qu'une partie des choses intéressantes qu'elle comporte. L'esprit du savant, la méthode philosophique qu'il suivait dans ses recherches, et qu'il appliquait avec un bon goût sans emphase dans la conduite de sa vie, tout cela, au point de vue humain, est pour le moins aussi original et aussi captivant que le sont au point de vue scientifique les immenses découvertes sur la fonction du foie, l'action du pancréas, des poisons végétaux et des stupéfiants.

Je ne veux même pas essayer de résumer le travail scientifique de Claude Bernard. On aurait le droit de contester ma compétence, que je suis le premier à décliner. Je ne sais à cet égard que ce que doivent savoir toutes les intelligences éclairées et informées de ce temps-ci. Je dois dire que Claude Bernard a rendu l'information facile à quiconque s'applique, sans être savant de profession, à se rendre compte de la marche des idées scientifiques. Les articles qu'il a publiés en grand nombre dans la *Revue des Deux Mondes*, ceux par exemple sur le curare et sur les poisons de la même famille, de provenance végétale et animale, qui sont les poisons exclusifs du système nerveux, sont incontestablement des modèles d'exposition. Tout homme nanti d'une instruction générale suffisante doit les comprendre et en tirer des conclusions.

On considère à juste titre le célèbre livre de Bichat:

Digitized by Google

Études sur la Vie et la Mort, comme le premier ouvrage classique de la physiologie moderne. C'est là en effet que pour la première fois une grande idée qui transforme peu à peu la spéculation philosophique a été exprimée comme déduction d'une série d'admirables observations positives. Cette idée est celle-ci : que ce que l'on est convenu de nommer la vie n'est pas dans les êtres organisés une qualité en quelque sorte isolée, une manière de souffle qui anime l'individu et qui le quitte à un moment donné, un principe extérieur qui vient remplir les organes et ensuite les abandonne, mais bien que la vie est une résultante, la conséquence du fonctionnement suffisant d'un ensemble d'organes nécessaires, de telle sorte que lorsque ce fonctionnement vient à cesser absolument sur l'un des points essentiels, cette résultante qu'on nomme la vie cesse de pouvoir se réaliser. Qu'un accident quelconque arrête, par exemple, le fonctionnement de la circulation ou l'appareil digestif dans un individu parfaitement intact à tous les autres points de vue, le phénomène vital qui est un résultat, qui est, pour ainsi parler, le total d'une addition que l'individu animé opère à chaque instant, ce résultat, ce total n'a plus lieu, et la mort se produit.

Bichat expose cette doctrine avec une simplicité âpre qui donne à son ouvrage une portée, et j'ajoute une beauté singulière. Quand je parle d'exposition de doctrine, c'est trop dire ; Bichat ne dogmatise point ; c'est un grand esprit critique ; il rassemble et il coordonne des observations, plus préoccupé de faire sentir la fragilité des inductions absolues que de leur substituer des hypothèses du même ordre. Quand on songe que cet

Digitized by Google

esprit audacieux et solide, que cet homme, véritable fondateur de la physiologie contemporaine, a été enlevé avant quarante ans; que, bien avant la moyenne de la carrière habituelle, l'une de ces grandes lacunes dans le fonctionnement de la machine humaine qu'il décrit en traits si saisissants, s'est produite dans son organisme, et qu'on voit d'autre part tant de vies inutiles et vaines conserver leur équilibre jusqu'à des âges invraisemblables, on se demande quelle loi ironique préside à la distribution de ces accidents d'où la vie et la mort résultent; et cette réflexion ramène à une idée qui suffit à elle seule pour corriger la tendance matérialiste qu'inspirent de telles remarques, à savoir que rien qu'avec la mort, rien qu'avec le choix du moment où elle est départie aux vivants, la puissance inconnue qui régit le monde obtient tous les résultats qu'elle juge à propos d'atteindre.

Si, en revenant du cimetière, où le cortège savant et lettré a accompagné Claude Bernard, quelques jeunes gens ont songé à aller accrocher une couronne au piédestal de la statue de Bichat qui décore l'École de médecine, ils ont assurément accompli un acte de justice que le défunt du jour aurait agréé, car il est certain que le point de départ des travaux et des découvertes de Claude Bernard provient de l'idée première de Bichat. A quoi s'est attaché Claude Bernard ? A déterminer avec précision, et par un procédé rigoureusement expérimental, le mode de développement de quelques-unes de ces fonctions obscures dont le résultat constitue la vie. C'est une grande erreur de s'imaginer que l'organisme humain soit connu; à vrai dire, nous n'avons la notion que de ses phénomènes les plus apparents, de son

Digitized by Google

écorce. Dès les premiers pas, le physiologiste aboutit à des régions ténébreuses, sur lesquelles il faut inscrire la légende de la plupart des cartes de l'Afrique et de l'Asie centrales : *Terra incognita*.

Qu'est-ce que la digestion, par exemple ? On en perçoit en bloc les procédés et les effets : c'est l'absorption et l'assimilation de l'aliment ; c'est le remplacement par une matière étrangère de celle qu'a usée la combustion du mouvement vital. Mais comment s'accomplit le phénomène ? comment opère cette chimie profonde ? quel emploi, quels services y occupent certains appareils dont on constate à merveille l'existence et le mouvement, mais dont l'office demeure indéterminé, le foie, par exemple, et le pancréas ? La question a commencé à s'élucider par les recherches et les découvertes de Claude Bernard ; non seulement il a déterminé l'office chimique du foie, mais il a fait voir quelques-unes des relations de cet organe énigmatique avec un autre organe qui est maintenant l'objet des recherches de prédilection, et il faut ajouter des hypothèses les plus téméraires des physiologistes : le cerveau. Pendant le cours de ses études sur le fonctionnement du foie, dont la conclusion fut de montrer que cet organe était un fabricateur de matière saccharine dont la combustion vitale réclamait une certaine proportion, il avait, dans son laboratoire du Collège de France, une multitude de lapins voués au service de la science ; on fut amené à constater que, chaque fois que l'on affectait le cerveau de l'un de ces animaux sur un certain point déterminé avec précision, on déterminait une affection fort analogue à celle que les médecins classent sous le nom de diabète.

Digitized by Google

Je cite ce trait. Il y en a une foule d'analogues dans ces immenses recherches. Pendant les expériences sur la curare et les poisons de l'appareil nerveux, on arriva à la démonstration de l'innocuité de ces poisons sur l'appareil digestif en même temps qu'à la preuve de leur effet foudroyant sur le système nerveux par une opération comme celle-ci : On faisait absorber à un chien un aliment largement saturé d'une dissolution de curare, le chien n'en ressentait aucun trouble. Pendant que la digestion était en train de se faire, on extrayait de l'estomac de l'animal une portion du suc gastrique, on inoculait ce suc avec une lancette à l'un de ses membres ; peu de minutes après, le chien tombait dans une paralysie mortelle. Ainsi ce poison innocent à absorber était terrible dans une blessure.

Quel jour de telles remarques ne devaient-elles pas ouvrir sur l'organisme des êtres dans un esprit d'une compréhension aussi étendue que l'était celui de Claude Bernard ! Ce qu'il y avait cependant de plus frappant, de plus admirable en lui, c'est qu'il resta toujours rigoureusement critique et expérimental, qu'il se garda invariablement du système des hypothèses absolues. J'ai entendu quelquefois des personnes qui se croient obligées, en raison de certaines idées politiques ou de situation sociale, de se proclamer en toute occurrence spiritualistes ardents, taxer Claude Bernard de matérialisme. Matérialiste ! pourquoi ? Il aurait volontiers demandé où demeuraient ces abstractions; il n'était ni spiritualiste ni matérialiste, et je suis convaincu qu'il avait au fond un égal dédain pour ces deux hypothèses, qui sont des conceptions également vaines, également empiriques, des

Digitized by Google

tentations également risquées de substituer l'absolu des hypothèses au relatif de l'expérience; il n'était ni matérialiste ni spiritualiste; il était observateur de la nature, laquelle n'est ni matérielle ni spirituelle, mais naturelle et vivante. Aussi on a fait ses obsèques à l'église; il a été à Saint-Sulpice comme il avait été à Compiègne et au Sénat, parce qu'il était homme de goût et homme d'esprit, nonobstant savant de génie.

LXXVII

L'ÉLECTION DU PAPE LÉON XIII

Paris, 21 février 1878.

Habemus summum pontificem! C'est, ainsi que vous le savez, la formule romaine. Le télégraphe nous la transmet à l'instant même; il nous annonce que le cardinal Pecci a été élu pape et qu'il a pris le nom de Léon XIII. En 1846, lors de l'élection de Pie IX, il y eut quatre scrutins; l'élection du nouveau pape n'en a demandé que trois. La fameuse fumée du conclave n'aura intéressé que deux fois, dans la journée d'hier, la curiosité de la population romaine, et on voit d'après l'heure où la nouvelle nous parvient, que c'est au troisième scrutin, celui de ce matin, que l'élection s'est accomplie.

Il faut nous attendre maintenant, pendant quelques jours, à une avalanche de renseignements, d'anecdotes et

Digitized by Google

d'inductions touchant cette rapide élection. Je crois qu'il sera sage d'user d'une critique fort circonspecte dans le choix de toutes les nouvelles et spécialement à l'égard des inductions qu'on va se hâter d'émettre sur le compte du nouveau pape. Quelques points me paraissent cependant certains dès à présent, et quelles que soient la conduite, les réserves et même les manifestations que le nouveau pontife jugera indispensables au début de son règne, il n'en demeurera pas moins acquis que son élection démontre que, dans le sacré Collège, la faction *politique* l'a emporté sur la faction *pieuse*.

Cela ne signifie nullement que le pape nommé par les politiques ne signalera pas le début de son règne par des protestations absolument semblables à celles que le pape nommé par la faction *pieuse* eût formulées contre l'abolition du pouvoir temporel et l'occupation de Rome par l'Italie. Ceux qui se sont imaginé qu'une élection relativement modérée produirait dans un délai assez court les éléments d'une transaction entre les deux pouvoirs qui sont en présence à Rome, ne se sont pas suffisamment rendu compte de la situation respective du saint-siège et de la monarchie italienne. Si une transaction finit par se produire, il faudra des années et des années pour qu'elle mûrisse, et, en tout cas, cette transaction ne prendra jamais une forme dogmatique; elle arrivera lentement, peu à peu, par une détente successive et partielle, par des relations officieuses qui n'empêcheront point de conserver officiellement les anathèmes libellés par l'Église, de même que l'on conserve l'excommunication contre les Colonna en mémoire de l'attentat d'Agnani, ce qui n'a, d'ailleurs, nullement empêché les

Digitized by Google

Colonna de conserver à Rome, auprès du saint-siège, une importance indiscutée.

On fera donc bien, à mon avis, de n'accueillir qu'avec beaucoup de réserves les pronostics de conciliation et de soi-disant libéralisme dont on va probablement pendant quelques jours saluer le nouveau pontificat. Non seulement Léon XIII ne désavouera rien dans les actes politiques de son prédécesseur, et je pense, d'ailleurs, que personne de sérieux ne s'attend à une semblable volte-face; mais on doit prévoir qu'il persistera dans les lignes essentielles de la politique de Pie IX. Il protestera avec non moins d'énergie que le défunt pape contre l'abolition du pouvoir temporel et l'occupation de Rome; il ne se prêtera à aucune relation politique et réglée avec le gouvernement italien, il persistera à ignorer la dotation que la loi des garanties a stipulée au profit du souverain pontife, et dont les arrérages doivent s'accumuler dans les coffres du trésor italien. Je suis convaincu même que, comme Pie IX, il s'enfermera dans le Vatican, et qu'il ne portera aucune atteinte à la fiction de captivité dans laquelle la papauté s'est enveloppée le jour où les troupes italiennes ont occupé Rome.

Si l'on veut bien y réfléchir, on verra, au surplus, que cette fiction de captivité, que cet internement volontaire du saint Père au Vatican, est la combinaison la plus avantageuse qu'on ait pu imaginer non seulement pour le pape, mais aussi pour la royauté italienne. Imaginez un pape décidé à user de tous les privilèges que la loi des garanties stipule en sa faveur, surtout dans Rome, allant processionnellement de basilique en basilique, présidant à ces *fonctions* splendides et théâtrales qui constituaient

Digitized by Google

l'apparat de la royauté pontificale : quelle source continuelle de conflits et de heurts entre les deux pouvoirs exposés à se rencontrer quotidiennement dans les rues trop étroites de la Ville Éternelle ! A cela se joindraient les manifestations tumultueuses de la foule, manifestations fatalement contradictoires ; ici chaudement papalines, là violemment garibaldiennes ; à chaque instant, le gouvernement serait dans la nécessité d'intervenir et certain de ne récolter, en raison de son inévitable intervention, que les malédictions alternatives de l'un et et de l'autre camp.

La clôture du pape au Vatican prévient toutes les difficultés ; il est certain qu'en se prolongeant elle enveloppera la papauté d'une sorte de caractère monastique et prononcera de plus en plus, aux yeux de la foule sa séparation d'avec le monde temporel. Mais j'imagine que ce n'est pas le gouvernement italien qui s'aviserait de se plaindre d'un tel résultat. Le pape enfermé au Vatican, et se faisant un point de conscience de n'en jamais sortir, prendra peu à peu quelque chose de cet aspect rigoureusement et exclusivement ecclésiastique qu'ont acquis certains patriarches des églises d'Orient qui résident dans des monastères riches et considérables d'où ils ne sortent plus et qui deviennent le centre de leur église nationale ; ainsi, ce me semble, le patriarche arménien installé dans un monastère aux environs d'Érivan.

Cette réclusion du pape est si pleine d'avantages, pour le gouvernement italien principalement, qu'on peut se demander, dans le cas où l'élection qui vient d'avoir lieu aurait tourné à l'avantage d'un pape de combat, s'il n'aurait pas jugé qu'un exercice hardi et public de

Digitized by Google

tous les privilèges que la loi des garanties stipule en faveur du saint-siège, n'offrait pas une arme plus efficace que la résignation et l'apparence de captivité que Pie IX a maintenue de son vivant. Quelle sera à cet égard la décision du nouveau pape? Évidemment il serait téméraire de l'affirmer absolument par avance; on ne peut formuler que des probabilités que l'on tire de l'examen des circonstances au milieu desquelles son élection a eu lieu. Il me semble pourtant qu'on peut affirmer que le nouveau pape n'est pas un pape de combat dans le sens qu'attendait une portion considérable de catholiques, la portion incontestablement la plus intransigeante, qui souhaitait l'exaltation d'un cardinal de la nuance des *zélanti*, un cardinal Billio, par exemple, ou un cardinal Panebianco. Maintenant, on peut être certain que les regrets ne se laisseront pas voir et que la déconvenue, si elle existe au fond de beaucoup de cœurs, aura garde de ne pas apparaître.

Néanmoins, quand on a été attentif à bien des indices qui se sont fait jour depuis la mort de Pie IX dans le langage de quelques-uns des organes les plus accentués de l'ultramontanisme, indices enveloppés de beaucoup de précautions oratoires, de lamentions pieuses et de nouvelles malédictions à l'adresse du gouvernement italien, on ne peut pas douter que le résultat du conclave ne soit, pour tous ceux qui se rattachent à cette opinion, un résultat profondément désagréable. Quand on a suivi avec attention les correspondances de Rome publiées, dans ces jours surtout, par les organes les plus véhéments du catholicisme, on a pu remarquer qu'elles s'attachaient principalement à cette idée que le futur pape

Digitized by Google

serait, suivant toute apparence, un personnage auquel personne ne songeait, dont le nom n'avait jamais été prononcé ni mis en avant; l'élection se porte sur un cardinal que la majorité du public européen désignait par avance comme le plus illustre, le plus capable parmi ceux à qui on se plaisait à attribuer des inclinations relativement modérées; de plus, camerlingue de l'Église c'est-à-dire sorte de pape intérimaire, ce qui, d'après toutes les traditions de la cour de Rome, entraîne habituellement l'exclusion du saint-siège pour celui qui est investi de cette charge.

Maintenant que la chose est accomplie, on ne manquera pas d'abord de se rejeter sur l'inspiration du saint Esprit, et ensuite on fera valoir la nomination par Pie IX du cardinal Pecci à la fonction de camerlingue comme une sorte de désignation tacite de son successeur. On n'abusera de la sorte que les âmes innocentes et de bonne volonté. Tous ceux qui se rappelleront la longue tisgrâce du nouveau pape sous le pontificat précédent, la haine persévérante que lui portait le cardinal Antonelli, se diront au contraire que Pie IX, en le faisant camerlingue, comptait sur la coutume et sur la tradition du sacré Collège, et qu'il pensait, par cette nomination, empêcher le cardinal si longtemps tenu à l'écart, de lui succéder sur la chaire de saint Pierre.

On ne sera pas sans remarquer non plus qu'hier encore la correspondance de *l'Union*, par exemple, assurait que, quel que fût l'élu, il prendrait le nom de Pie X, ce qui indiquait que le nouveau pontificat devrait être la continuation rigoureuse du précédent. Or le nouveau pape prend le nom de Léon XIII, ce qui rappelle le court

Digitized by Google

pontificat de Léon XII, pape éclairé et modéré, pape politique. De plus, le nouveau pontife peut fournir une assez longue carrière, puisqu'il est né le 2 mars 1810.

De tout ceci on peut conclure dès à présent que, si l'extérieur des choses demeurera probablement semblable à ce qu'il est en ce moment, la conduite politique du saint-siège sera inspirée par un esprit fort différent. Le temps est au Léon : c'est un mot d'opportunité du boulevard.

LXXVIII

A PROPOS D'UN NOUVEAU LIVRE DE M. ERNEST RENAN

Paris, 21 février 1878.

M. Renan a eu la bonne pensée de réunir, en un volume qui paraît aujourd'hui, un certain nombre de travaux se rapportant à des dates différentes et à des sujets très divers que le savant et artiste philosophe avait disséminés depuis plus de vingt ans dans la *Revue des Deux Mondes*, dans le *Journal des Débats* et dans le *Journal de l'Instruction publique*. Ces morceaux sont des types achevés de ce genre de littérature, en même temps sérieuse par le sujet et attrayante par la perfection et la mesure de la forme, dans laquelle l'Angleterre excelle et qu'elle a baptisée du titre d'*essais*, que nous avons fini par lui emprunter, en nous en assimilant, avec une certaine extension, la méthode et l'objet.

Digitized by Google

Quoique la catégorie des gens du monde instruits et éclairés soit parmi nous beaucoup moins nombreuse que dans la société anglaise, et que la grande majorité des *gentlemen* français se contentent pour nourriture intellectuelle des billevesées de la littérature fashionable des lieux communs du journalisme conservateur, avec une certaine adjonction d'enfantillages religieux à la façon des opuscules de l'abbé Gaume ou des pamphlets dévots de l'éminent Mgr de Ségur, il existe néanmoins au sein des classes bien élevées et oisives un petit canton plus délicat, plus ouvert, plus inquiet de savoir que le reste de la région qui l'environne, et qui a besoin de quelque chose de plus que du *Sport*, de *la Vie parisienne*, et de *Notre-Dame de Lourdes* de M. Henri Lasserre. C'est à ce monde recherché et souvent mal à l'aise, tiraillé entre les habitudes morales et la température assoupissante du milieu qui le circonvient et les instincts de libre jugement, de critique émancipée que la réflexion lui suggère, c'est à ce petit monde intéressant et curieux que le genre des *essais* convient particulièrement. On peut assurer que tout ce qu'il sait des idées qui règnent présentement dans les régions supérieures de l'intelligence contemporaine, c'est par les *essais*, c'est par les articles *Variétés* des journaux qu'il l'a appris; c'est là seulement qu'il a trouvé à sa portée les éléments d'une instruction un peu plus étendue, l'excitant d'une émancipation intellectuelle habituellement incomplète et incertaine, mais dont le principe résiste et qui ira malgré tout en se fortifiant et en se développant.

C'est à cette catégorie de lecteurs que je me permets de recommander spécialement le nouveau livre de M. Re-

Digitized by Google

nan. Il serait parfaitement superflu de le signaler à ce public qui compose ce qu'on peut appeler l'auditoire de la haute intelligence. En Europe et en France, cet auditoire est, de longue date et sans réserve, acquis à M. Renan, et, quoi qu'il plaise à notre grand écrivain de publier, personne, dans cette région, ne l'ignorera; mais, pour les gens du monde qu'une certaine inquiétude de sérieux tourmente et qui ont besoin cependant de trouver le savoir et la pensée puissante parés de la grâce de l'art, de tels ouvrages sont d'incomparables bonnes fortunes. Je prends presque au hasard quelques-uns des morceaux qui forment le volume. Où un homme du monde, piqué d'une curiosité supérieure, pourrait-t-il, mieux que dans ces pages de M. Renan, se former une idée de la civilisation de l'ancienne Égypte, se rendre compte des origines de la langue française et trouver, résumé avec une lucidité solide et une science qui n'ignore rien, tout le travail de la philologie moderne. Qu'il lise l'essai sur l'impératrice Faustine, l'énigmatique épouse de Marc-Aurèle; nous possédons d'elle un grand nombre de médailles qui sont charmantes et dont il fut de mode de faire des épingles et des boutons de manchettes.

M. Guizot a dit quelque part : « On veut du roman, que ne regarde-t-on à l'histoire? » Faustine est une vraie tête de roman, et, à côté de Marc-Aurèle, elle fournit le thème d'un véritable roman à la moderne, un roman intérieur et psychologique dont l'intérêt provient du choc des âmes, de l'originalité contradictoire des notions morales qui ne peuvent, le voulussent-elles, ni se bien comprendre, ni surtout se pénétrer réciproquement. Ceux

Digitized by Google

qui se plaisent à ces analogies que l'immuable fond de la nature humaine reproduit à des siècles de distance songeront, après avoir lu le ravissant article de M. Renan sur Faustine, à notre Marie-Antoinette, en moins le détestable martyre final, en moins aussi l'opaque sainteté de Louis XVI, que l'activité mélancolique et la pensive énergie du plus touchant des empereurs romains me semblent, malgré les superstitions auxquelles nous nous plaisons à céder, dominer à tous les points de vue.

Qu'indiquerai-je encore? Un essai sur l'art du moyen âge et sur les causes de sa décadence, qui est un chef-d'œuvre de goût et d'impartialité; un tableau de l'instruction publique en Chine qu'on ne saurait trop étudier dans un moment où l'idée de faire de l'examen et du concours le seul procédé d'accession aux emplois tend de plus en plus à prévaloir dans notre société. La Chine nous offre un spécimen séculaire de cette méthode sinon démocratique (la démocratie pure est électorale), au moins absolument anti-aristocratique. On peut juger, d'après l'exemple de la Chine, que cette méthode a besoin, pour éviter de se pétrifier et de donner naissance à d'innombrables abus, de la surveillance et de l'excitant d'un esprit alerte et tant soit peu révolutionnaire qui répugne profondément au tempérament chinois.

Ces indications suffisent pour montrer, aux yeux du monde éclairé et cultivé, l'intérêt varié que leur promet le nouveau livre de M. Renan. Ce n'est pas là-dessus uniquement que je voudrais néanmoins attirer l'attention, et je ne voudrais pas me borner à une simple lettre de critique littéraire. M. Renan, en tête de son livre, a placé une préface dans laquelle il résume son jugement sur

Digitized by Google

l'heure actuelle. Rien, à mon gré, de plus justement original ; rien de plus pénétrant, rien qui rende mieux certaines idées que les esprits impartiaux, attentifs et désabusés, sont arrivés à se former touchant les tendances françaises par suite des leçons que le spectacle de notre histoire depuis 1871 nous a administrées. M. Renan établit qu'après 1870, deux voies étaient ouvertes devant la France : elle avait, comme il le dit si bien, l'option entre deux partis opposés : elle pouvait adopter un système de réformes analogue à celui que la Prusse s'imposa après la bataille d'Iéna, réformes austères, rigoureuses, qui ne pouvaient aboutir que par la restauration d'un système monarchique en même temps très éclairé et très sérieux, ou bien la continuation du programme démocratique dont le but dernier est la poursuite du bien-être individuel et le maintien de la liberté ; il pense que la très grande majorité française s'est décidée pour ce dernier parti, et qu'à cet égard, aucun doute n'est désormais possible sur ses intentions.

Je crois comme lui qu'il faut avoir un irrémédiable parti pris de fermer les yeux à l'évidence pour contester là-dessus la détermination du pays. Pourtant il y a eu une phase assez longue d'hésitation. En 1871, à l'époque de la réunion de l'Assemblée à Bordeaux, la majorité française était disposée à un retour en arrière ; elle eût volontiers consenti à une foule de sacrifices qui maintenant lui sembleraient des monstruosités et des duperies si elle avait trouvé sous sa main soit un grand prince, soit une classe sociale véritablement digne d'être dirigeante et capable de prendre en main la direction de cette restauration française qui fut alors le rêve de

Digitized by Google

quelques nobles esprits. Le grand prince fit absolument défaut; ce ne fut pas la France qui manqua alors à M. le comte de Chambord, c'est M. le comte de Chambord qui fit défaut au pays.

Après avoir manqué à Bordeaux le moment psychologique du retour, après n'avoir pu donner signe de vie pendant les quelques journées providentielles où tout fut possible, et où l'on peut dire que le sentiment universel, même celui de ses adversaires, l'attendait d'heure en heure, il fit ensuite échouer à Versailles, par des chicanes mesquines où tout le monde vit une véritable fin de non-recevoir drapée dans une formule d'apparente inflexibilité, un autre effort d'un succès infiniment plus difficile qu'à Bordeaux, mais qui cependant pouvait encore, avec le moindre esprit politique, amener à un résultat.

De ce jour, le régime démocratique l'emporta définitivement. A défaut du prince, du chef monarchique dont l'impossibilité et le parti pris d'évanouissement parurent irrémédiablement démontrés, avait-on au moins mis la main sur une élite dirigeante à l'aide de laquelle on pût poursuivre l'application de quelques-unes des idées qui s'étaient groupées autour d'une restauration de la monarchie? Évidemment non. La frivolité, l'esprit de discorde, l'étroitesse et l'âpreté des préjugés s'étaient montrés dans la coalition conservatrice avec non moins d'éclat que l'impossibilité du comte de Chambord. Une seule chose restait ouverte et praticable : l'organisation d'un régime démocratique relativement paisible et tempéré.

M. Renan ne se fait pas plus que moi d'illusion sur la

Digitized by Google

médiocrité congéniale du système. Mais d'abord on ne nous a pas laissé le choix d'un autre, et ensuite il y a une contre-partie d'avantages dont il ne faut pas faire fi. « Le monde est entraîné par un penchant irrésistible vers l'américanisme, vers le règne de ce que tous comprennent et apprécient ; Galilée de nos jours n'aurait plus à craindre la géhenne et les cachots, il assisterait au triomphe de M. Raspail. Certainement il serait assez philosophe pour y être peu sensible et même pour voir que cela est légitime à beaucoup d'égards. » Voilà sa conclusion ; aucune déclamation ne réussira à l'éviter.

LXXIX

LA COMMUNE ET ERNEST RENAN

Paris, 2 avril 1878.

C'est dans le parc de Versailles, pendant la Commune, que M. Renan a placé la scène de ces admirables *Dialogues philosophiques*, à mon avis l'une des plus belles expressions de la haute pensée moderne et qui peuvent sans pâlir, pour la forme et pour le fond, supporter la comparaison avec les dialogues de Platon. Pendant que les interlocuteurs que M. Renan nous présente dissertaient dans un bosquet de Versailles, et que l'un d'eux tirant un volume de Malebranche, lisait à ses amis un passage de *la Recherche de la vérité*, dans lequel les termes de l'insoluble problème de notre destinée se

Digitized by Google

trouvent posés avec cette précision simple et superbe qui est le don du grand oratorien, dans les allées avoisinantes, bien d'autres groupes de réfugiés parisiens, moins calmes que les philosophes de M. Renan, plus tourmentés par les péripéties quotidiennes de l'abominable lutte qui se poursuivait entre la légalité, le bon sens et l'horrible fièvre qui dévorait Paris, usaient dans mille conversations incohérentes ces journées de maladive et inquiète oisiveté.

Il faut avoir vu Versailles à cette époque pour comprendre les effets imprévus et bizarres que produisent les crises sociales quand elles pénètrent jusqu'aux profondeurs du monde qui les subit, quelles réflexions ! quels aveux elles font éclater ! à quels sacrifices, à quelles transformations elles décident brusquement une foule de braves gens lourds et somnolents qui, dans le train coutumier des choses, sont incapables de rien comprendre et plus incapables de rien céder !

« Comme l'utilité vous a bientôt rapproché les distances, s'écrie quelque part Figaro ! parlez-moi des gens passionnés ! »

Les gens épouvantés sont encore plus malléables et plus accommodants.

Il est fâcheux que les classes conservatrices oublient promptement, aussitôt que le calme a l'air d'être solidement rétabli, les clartés que leur donne le danger et plus vite encore l'intelligence soudaine que le péril leur apporte du mérite obscur et du courage dédaigné dans les temps ordinaires.

Ce qui me fait redouter pour ce pays-ci le retour périodique des révolutions, c'est qu'elles demeurent le seul

Digitized by Google

mode d'avènement, la seule chance d'accession aux affaires pour les hommes intelligents que le hasard a fait naître en dehors de ces classifications assez analogues à celles du Bas-Empire, dans lesquelles les conservateurs opèrent, à de bien minimes exceptions près, leur recrutement. Étudiez l'histoire de la plupart des hommes qui ont pris place dans le gouvernement depuis cinquante ou soixante ans, et demandez-vous ce qu'ils fussent devenus si une révolution, à un moment propice, n'avait pas enlevé leur barque à la crête d'une de ses vagues; les plus favorisés auraient *vieilli dans les honneurs obscurs de quelque légion.*

Il ne faut pas se lasser de le redire, quoique de telles observations aient bien peu de probabilité d'être jamais comprises, le plus grand défaut, et par conséquent la plus grand faiblesse des partis conservateurs en France, c'est la mesquinerie et l'étroitesse de leurs procédés de recrutement. Ils sont rongés, à leur insu peut-être, par un esprit de coterie, par une sorte d'exclusivisme étroit qui, en dehors de leur cadre originel, les détermine à n'accepter d'autre aide que celle des intrigants subalternes qui flattent leurs manies et caressent leurs antipathies. Dans les temps réguliers, tout homme nouveau qui semble doué de capacité et de caractère, qui deviendrait une acquisition précieuse, mais qu'on ne peut acquérir qu'en tenant compte au préalable de son mérite et en ne cherchant pas à lui imposer comme noviciat une sorte de domesticité aux gages de la médiocrité établie, semble aux conversateurs une individualité inquiétante, qu'il convient, autant que possible, d'éteindre et d'enterrer; ne menace-t-elle pas de faire concurrence aux fils,

Digitized by Google

aux gendres et cousins à qui on croit que les affaires doivent être exclusivement réservées? Non seulement on ne cherche pas à absorber les forces et les intelligences nouvelles que le cours du temps suscite, mais on s'étudie à à les décourager.

Quel est le résultat de cette méthode énervante? Parmi les hommes nouveaux méritants et capables, et qui voient que tout accès aux affaires leur est fermé du côté conservateur, ceux qui ont plus d'ambition que de principes se rejettent du côté de la Révolution; puisqu'ils ne peuvent pas pénétrer dans le gouvernement, ils travaillent à le détruire, afin d'en faire un autre dont ils seront. Ceux qui ont plus de fierté, un esprit plus ferme ou moins de besoins, cherchent pour leur intelligence un emploi différent; ils se retirent en eux-mêmes; ils deviennent solitaires et philosophes. Est-ce un bénéfice pour les classes conservatrices, qui continuent pourtant, à leur grande joie, à se recruter dans la catégorie exclusive des familles et des fortunes dont elles sont formées, avec l'adjonction de quelques personnalités subalternes, médiocres et intrigantes, qu'elles adoptent sur le pied où l'ancien régime acceptait les officiers de fortune et l'aristocratie d'autrefois ses hommes d'affaires et ses intendants?

Dans les moments de brûlante anxiété, cet exclusivisme conservateur se détend; il se produit alors quelquefois des exceptions analogues à ce qui s'est passé pendant le siège de Paris pour certains cercles, inaccessibles en temps ordinaire, à qui n'appartient pas à des coteries mondaines nettement déterminées. Quelques hommes vivant sur la frontières de ces coteries, et qui, en temps normal, n'auraient jamais pénétré dans l'illustre club, y

Digitized by Google

ont alors été reçus; il est probable qu'à présent, ils seraient plus difficiles que personne pour en ouvrir la porte à de nouveaux venus.

Retournons cependant à la société singulière que le redoutable désarroi de la Commune avait jetée pêle-mêle à Versailles aux mois de mars et d'avril 1871; tous ceux qui l'ont vue de près alors et étudiée de sang-froid n'ont pas oublié quelques-uns de ses traits caractéristiques; j'en rappellerai deux: le rapprochement de personnes que le train de la vie habituelle tient à d'assez grandes distances l'une de l'autre, la familiarité et la pénétration réciproques qui en résultaient; ceci s'était déjà produit à Bordeaux dans les derniers jours de la dictature de M. Gambetta et au début de celle de M. Thiers. En second lieu, chose beaucoup plus essentielle : la clairvoyance causée par l'anxiété et la disposition sincère de la plupart à accepter alors d'immenses réformes, à se résigner aux sacrifices des habitudes et des préjugés les plus invétérés pour sauver la situation et empêcher le retour de crises pareilles à celle dans laquelle on se débattait.

En lisant depuis les mémoires sur l'émigration, — et M. de Lescure, dans son utile collection des mémoires relatifs à la révolution française, vient d'en publier un volume fort bien choisi, — je me suis souvent rappelé ce que j'avais remarqué à Bordeaux et à Versailles; le pêle-mêle d'un monde brusquement expulsé de ses salons et de ses bureaux et lancé sans transition dans une vie d'auberge et de café qui abaissait la clôture des compartiments sociaux. Ce phénoméne, qui fut très visible dans la première émigration, se retrouvait à Bordeaux et à

Digitized by Google

Versailles pendant la Commune. M. d'Haussonville, dans les notes sur la vie de son père, raconte que celui-ci, qui fit partie de cette émigration, savait, sur cette vie errante de la noblesse française dans les auberges d'Allemagne, une multitude d'aventures qu'il laissait échapper en petit comité, et dont les héroïnes, devenues très austères et hautaines au retour, paraissaient avoir complètement perdu le souvenir. Les réfugiées de Bordeaux et de Versailles furent, je n'en doute pas, plus circonspectes; en tout cas, elles ont dû oublier plus facilement encore que leurs devancières de la première émigration.

Quant au second point : la clairvoyance soudaine et la résignation aux sacrifices indispensables, la noblesse émigrée n'y parvint jamais; à Versailles, pendant la Commune, elles furent très manifestes. Cette clairvoyance se révélait dans les camps les plus opposés; les républicains surtout, consternés par les excès de Paris, sans concéder sur leur principe, étaient disposés à munir la forme républicaine de tous les organes répressifs et conservateurs nécessaires pour l'empêcher de glisser plus avant sur la pente ou la Commune l'entraînait. D'ailleurs, chez un grand nombre d'entre eux, la foi était profondément ébranlée. Je ne parle pas du petit groupe extrême qui, sans pactiser précisément avec la Commune, rêvait avec elle des transactions et des compromis, groupe qui avait son centre dans ce qu'on appelait la ligue des droits de Paris et qui depuis s'est grossi d'une multitude d'ambitions électorales; je parle des républicains moyens, classifiques et gouvernementaux, dont quelques-uns étaient ministres de M. Thiers.

Digitized by Google

Il y eut alors, dans les dernières semaines de la résistance de la Commune, un moment unique; si, à ce moment, on se fût trouvé en présence d'un prince sympathique, décidé, éclairé, incontestablement la monarchie eut été promptement rétablie; mais la monarchie n'apparaissant pas restaurable, parce que le roi faisait défaut, le moment devenait également incomparable pour l'organisation d'une république sérieuse, résistante, plus gouvernementale que démocratique.

C'est sans contredit ce que voulait M. Thiers. Peu à peu la majorité de l'opinion française a opté dans le sens vers lequel il avait penché lui-même après la Commune. Je me permets de croire cependant que M. Thiers, dominé par les habitudes de monarchie constitutionnelle et centralisée (phénomène exclusivement français, organisme politique dont la preuve de solidité est loin d'être faite), a trop conçu sa république sur le plan d'une simple monarchie parlementaire dans laquelle le roi est remplacé par un président. La monarchie, sous cette forme parlementaire et administrative, centralisée, s'est déjà montrée chez nous bien fragile; s'imagine-t-on que, avec l'héridité en moins et la disparition de l'ascendant d'un trône même amoindri, on obtiendra pour le gouvernement un surcroît de solidité?

Du moment donc qu'on jugeait que la forme républicaine devenait la seule applicable, et je suis loin de prétendre qu'à cet égard M. Thiers n'ait pas vu plus juste que la plupart de ses anciens amis, on devait en conclure qu'il était indispensable d'organiser cette république dans des conditions très différentes de celles qui avaient suffi aux précédentes monarchies constitutionnelles; la répu-

Digitized by Google

blique réclamait plus de précautions, plus de garanties que la royauté.

Remarquez cependant que, de toutes ces précautions, de toutes ces garanties, une seule a surnagé : le séjour officiel des Chambres à Versailles. Je dis des Chambres, je n'ose plus dire du gouvernement; car il est trop clair que, pour l'administration et pour le gouvernement, Versailles n'est plus qu'une résidence fictive. Dans la pratique, le gouvernement est parisien; il prend le train de deux heures pour aller discuter à Versailles et il revient en grande hâte dîner et recevoir à Paris, et pourtant cette fiction versaillaise, qui est encore si précieuse, vous voyez qu'elle commence à être battue en brèche ; ici, ce sont les républicains qui me paraissent incroyablement imprudents. Qu'un homme de parti, tel que M. Cazeaux, qui n'a qu'un but, pousser la république aux excès pour s'en défaire, leur ait tendu ce piège, rien de plus naturel; mais que cette idée ait trouvé l'appui de gens d'esprit qui se montrent d'habitude des républicains perspicaces tel que l'est, par exemple, M. Spuller, c'est ce qui paraîtra inexplicable, à moins qu'on ne suppose que, certains d'avance de l'échec de leur proposition, ils aient espéré de cette manière obtempérer sans crainte de le voir réussir à un mandat impératif imposé aux députés de Paris.

Il n'en est pas moins acquis qu'au lieu de présenter la résidence du gouvernement en dehors de Paris comme une affaire de principe, comme un corollaire permanent du système républicain, ils ont établi que ce n'était qu'un expédient, une exception momentanée dont on devra s'affranchir aussitôt qu'il sera possible de le faire régulièrement. Les républicains sur ce point se trompent. Je

Digitized by Google

me place ici à leur point de vue; je me place dans la perspective républicaine pour assurer que, le jour où ils ramèneront définitivement le gouvernement à Paris, ils porteront à la forme de gouvernement qui leur est chère un coup qui tôt ou tard lui sera funeste.

On allègue la commodité, la force des habitudes et le calme profond du peuple parisien. Pour la commodité, je ne conteste rien; avec le régime actuel, c'est-à-dire avec un pouvoir exécutif et une administration tout entière à Paris et des Chambres à Versailles, il est incontestable qu'on a accumulé les incommodités des deux systèmes. C'est là ce que des politiques prévoyants auraient dû sentir. Justement parce que l'on se proposait de fonder une république, il fallait comprendre qu'il était de l'essence même du régime républicain de maintenir le siège du gouvernement en dehors d'un grand centre démocratique. Je suppose toujours, bien entendu, qu'on vise à la fondation d'une république. Si l'on veut faire de la révolution, c'est une autre affaire; rien ne remplacera Paris. Mais je prierai les républicains de remarquer que désormais ce n'est plus que contre la république qu'on pourra faire de la révolution.

Quant au calme profond du peuple parisien, il est en ce moment incontestable; mais il serait aussi naïf de l'ériger en fait invariable et définitif que de regarder la mer unie et bleue par un beau jour d'été en s'écriant : « La tempête ne reviendra jamais plus! » C'était un phénomène primitif dont le progrès a eu raison. Restent les habitudes; si elles paraissent insurmontables, qu'on se souvienne donc que la plus invétérée des habitudes françaises est de vivre en monarchie.

Digitized by Google

Pendant la Commune, à Versailles, beaucoup de ces idées s'imposaient, grâce à l'anxiété de l'époque, à bien des esprits qui les contestent aujourd'hui : *passato il pericolo, gabbato il santo,* comme disent les malicieux Italiens. Chacun est revenu peu à peu au pli ancien, à la routine, à l'accoutumance d'autrefois.

A ce moment, dans le voisinage peut-être du quinconce où dissertaient les philosophes de M. Renan, j'ai souvenance d'un républicain, mais d'un républicain extraordinaire pour la France, car il avait beaucoup vu, beaucoup voyagé, beaucoup comparé; il avait de la mémoire et l'horreur des abstractions; il tenait un journal de la Commune. « *Versaillais! Versaillais!* disait-il; eh! oui, sans doute, ces malheureux ont raison; ils nous disent ce que nous devons faire; *fas est ab hoste doceri;* la république sera versaillaise ou ne sera point. Nous voulons faire une république; avant tout, il faut posséder une ville de Washington, une petite cité exclusivement politique, sans masses ouvrières, sans foule démocratique et tumultueuse, une petite ville qui ne soit qu'une agglomération de bureaux. Nous avons la bonne fortune de trouver cette ville toute faite; il faut y installer définitivement tous les ministères, tout ce qui résume l'État, tout ce qui n'est non pas parisien, mais français; accoutumer ce personnel à vivre ici d'une vie laborieuse, sévère et honorée; fonder une sorte de couvent civil, de communauté vouée au culte de la politique et de l'État.

» — Mais on y sèchera d'ennui dans votre couvent civil, et les moines y manqueront bientôt!

» — Tant mieux! Si vous voulez faire la république, il ne faut pas que le gouvernement soit une distraction;

Digitized by Google

ceux qui ne trouveront pas que gouverner leurs concitoyens, que consacrer sa vie aux plus nobles problèmes, aux plus hautes questions qui puissent remplir l'intelligence humaine, constitue une destinée pourvue de toutes les satisfactions nécessaires à certaines âmes, que ceux-là retournent à New-York, je veux dire à Paris; qu'ils soient banquiers, négociants, armateurs, qu'ils gagnent de l'argent, qu'ils aillent à l'Opéra et au Café-chantant; on manquera de fonctionnaires, dites-vous, tant mieux! on en aura moins, mais ils seront sérieux, considérés; on en aura moins, ils travailleront davantage, et seront dix fois plus payés. A Versailles, il faudra bien travailler et s'instruire pour remplir sa vie. Sous M. de Choiseul, le ministère des affaires étrangères marchait avec trente commis; on veut fonder la république, il faut donc sortir de la révolution; il faudra refaire en sens inverse les journées des 5 et 6 octobre, et la Commune nous y force... »

Ainsi parlait mon républicain; c'était un excentrique. On entendait à l'extrême lointain quelques rumeurs tamisées de canonnade; la nature printanière commençait à sourire. Nous remontâmes du côté de Trianon en nous redisant les vers d'André Chénier.

O Versaille, ô bois, ô portiques,
Marbres vivants, berceaux antiques,
Par les dieux, par les rois, Élysée embelli,
A ton aspect, dans ma pensée,
Comme sur l'herbe aride une fraîche rosée,
Coule un peu de calme et d'oubli.

Digitized by Google

LXXX

LA POLITIQUE ET L'ARMÉE

Paris, 3 avril 1878.

Il est toujours infiniment regrettable, et plus fâcheux en ce moment que jamais, de voir les rancunes et les antipathies politiques se développer dans le monde militaire. Pour le quart d'heure, il y a recrudescence dans ce sens. Groupons les différents faits qui se rattachent à cette funeste inclination : ils démontrent que l'intolérance est à peu de chose près réciproque, et que, si les républicains ont le droit de se plaindre de l'imprudence des officiers qui croient avantageux de mettre au jour leur répugance pour la forme actuelle du gouvernement, ceux-ci, de leur côté, ne se plaignent pas toujours à faux quand ils parlent avec amertume de l'exclusivisme dont les officiers taxés d'opinions républicaines sont l'objet dans la région supérieure du ministère de la guerre.

Le dernier fait de cet ordre est de ce matin même ; le *Journal officiel* enregistrait aujourd'hui le remplacement, comme commandant de la place de Paris, du général de Geslin. M. de Geslin ne passe point pour bonapartiste ; il est surtout légitimiste et catholique ; c'est un officier général dans la nuance que représente M. de Mun, celui-ci y portant d'ailleurs une ardeur juvénile et une attitude militante qui ne lui ont pas permis de rester

Digitized by Google

dans les rangs de l'armée. L'honorable général de Geslin, fort galant homme, fort considéré, chef correct et dit-on bienveillant, ne s'est révélé que par son affectation de paraître, chaque année, en grande tenue, le 21 janvier, au service qui se célèbre à la chapelle expiatoire.

Dans l'état où se trouvent aujourd'hui les esprits en France, avec tous les ferments de discorde qui nous ravagent, les anniversaires sont des véhicules de haine et de division. Obligés par la force des choses et la nécessité, par les intérêts qui, bon gré mal gré, imposent leur niveau à ses dissensions, les partis, qui matériellement observent la paix et qui respectent en fait le gouvernement qu'ils détestent, se vengent de cette contrainte en imaginant, chacun pour son compte, une sorte de religion politique dont ils célèbrent les fêtes en haine les uns des autres; ils vivent côte à côte avec régularité, mais à la condition de se déchirer rétrospectivement et historiquement. Chaque parti s'est forgé une mythologie, des rites et des légendes : les démocrates ont leurs banquets du 24 février, les bonapartistes leurs messes de Saint-Augustin, les royalistes leur service à la mémoire de Louis XVI.

Tout cela me semble en définitive sans grand inconvénient, et un gouvernement tel que doit l'être le gouvernement actuel, c'est à savoir un gouvernement de bonne police et de bon ordre, un gouvernement matériel et pratique qui doit considérer comme étant en dehors de sa portée toute prétention à une direction intellectuelle quelconque et à tout ce qui ressemble à un gouvernement d'ordre moral, un tel gouvernement, le seul après tout que notre situation comporte, doit assister avec une

Digitized by Google

indifférente neutralité aux diverses manifestations des partis; son seul office, c'est de maintenir le bon ordre et la paix autour des banquets républicains, de l'église Saint-Augustin et de la chapelle expiatoire; de veiller à ce que les groupes échauffés, qui aiment à célébrer des anniversaires n'empêchent pas l'omnibus et le tramway de circuler régulièrement : l'omnibus et le tramway représentent ici cette masse utilitaire et sans parti pris qui va de chez elle à son atelier et à son bureau, qui n'a pas plus envie de chanter un cantique à Robespierre qu'un *de profundis* à Louis XVI. Il faut avant tout que le mandarin protège la paix et la tranquillité de cette foule chinoise, et qu'il empêche les boudhistes de toutes les communions de sortir de leur temple, qu'il défende des processions sur le parcours de l'omnibus.

C'est un office qu'on taxera de prosaïque; les grands principes n'y jouent qu'un rôle médiocre. Va pour la prose, va pour le strict utile. Quand on aura trouvé mieux, et que surtout on l'aura fait agréer à la grande majorité des Français, on nous le dira, ou plutôt nous le verrons. En attendant, contentons-nous de la bonne police sans idéal et sans principe, et qu'elle protège avec une sollicitude égale la loge maçonnique, le cercle catholique et même le Café-chantant à l'usage de ceux que la loge ni le cercle ne tentent. Ils ont tort assurément. Je les prêcherais bien volontiers à titre de philosophe moralisant, mais c'est une affaire qui ne regarde plus le gouvernement, dans l'état actuel des esprits.

Il suit de là qu'il est tout à fait imprudent au mandarin de mettre la plus belle robe et le chapeau bordé d'argent pour s'en aller au premier rang à une cérémonie

Digitized by Google

de boudhistes, fût-ce la plus respectacle et la plus innocente. Le général de Geslin était donc inconsidéré et sortait de son rôle officiel en venant en grande tenue au service de Louis XVI. La chose étant, d'ailleurs, de peu de conséquence et inspirée par un sentiment pieux, elle passait sans qu'on la remarquât, en quoi on agissait sagement. Je regrette, je le dis bien haut, que l'ordre du jour, imprudent de forme, mais d'un fond juste, qui vient incontestablement de faire éclater la mesure dont il est atteint, n'ait pas aussi passé inaperçu.

On sait de quoi il s'agit : une rixe dans un bal de barrière de la plus infime espèce, provoquée par une fille de la contrée; un *monsieur* de l'endroit veut l'arracher des mains du municipal; le municipal, frappé, dégaîne et administre un coup de la poignée de son sabre sur la tête du champion des dames; c'est la plus sotte, la plus banale des aventures, un alinéa de *l'Assommoir*. Pas un homme sérieux n'eût songé à s'y arrêter une minute; le municipal avait cent fois raison; personne ne le contestait, et le particulier au renfoncement était assurément le premier à reconnaître la légitimité de la force et du droit réunis dans la poignée de sabre du municipal.

Pourquoi le général de Geslin s'est-il amusé à magnifier cette niaiserie? Manie littéraire, probablement; il n'a pu résister à cette excellente occasion de commettre un petit article de journal; l'article est un ordre du jour au surplus bien tourné : il félicite le municipal et déclare qu'il eût vu sans peine la torgniole administrée à l'amoureux de la barrière lui laisser un souvenir mieux marqué. A cela nulle objection; mais était-il fort opportun de déployer tant de littérature, sans compter qu'il y a dans le

Digitized by Google

premier texte un mot particulièrement imprudent? Pour désigner ce champion des dames, le général écrit : « Cet *électeur.* » Il est possible, probable même, que l'ami des dames est électeur, — le suffrage universel n'a pas prévu ce genre d'incapacité, — mais enfin, dans un ordre du jour, dans une pièce officielle empreinte d'une relative solennité, l'intention attachée à ce mot ne peut pas paraître douteuse; on a l'air de dire en sous-entendu au député de ces parages — c'est peut-être M. Gambetta : — « Voila vos électeurs! » Rien de mieux dans un journal; mais comme le mandarin a pour lui la force et qu'il a le droit de mettre au poste le récalcitrant, il doit s'abstenir de polémiquer.

Je le répète, c'est une misère, mais elle est arrivée à un moment très mal choisi. On n'était pas sorti de l'incident du gendarme de Castelnaudary, autre misère envénimée par de réciproques maladresses; on sait encore de quoi il s'agit. — Le préfet de l'Aude, nommé M. Catusse, visitant la caserne de la gendarmerie, aperçoit, dans une chambre inhabitée, une estampe d'Épinal, représentant le prince impérial en grand uniforme. Les uns disent qu'il lacéra l'image, les autres qu'il se contenta de la désigner du doigt au lieutenant dont il était accompagné, en faisant remarquer que, dans une caserne, cet emblème était déplacé ; son mécontentement s'accrut, dit-on, en retrouvant le même portrait dans la chambre habitée par les soldats; rapport du préfet Catusse, contre-rapport du lieutenant se plaignant à ses supérieurs de l'immixtion de l'autorité civile dans la police intérieure des bâtiments militaires; conflit; sur quoi le pouvoir civil profite de la circonstance pour faire remarquer que la

Digitized by Google

gendarmerie étant une force beaucoup plutôt civile que militaire, devrait ressortir au ministère de l'intérieur ainsi qu'il en était autrefois jusqu'à l'établissement de l'Empire; que d'ailleurs c'est ce qui a lieu pour la garde municipale.

Tous ces incidents très fâcheux proviennent pourtant, ainsi qu'on le voit, de causes ridicules; un joli-cœur de barrière qui empoche, à bon escient, un très légitime horion, de bons gendarmes qui tapissent leurs chambres d'images sentimentales, un préfet qui manque de scepticisme, un lieutenant nerveux, un général qui aime à manifester ses sentiments, tout cela c'est le train le plus ordinaire de la nature humaine; c'est le cas de rappeler le mot du railleur d'autrefois : « Que de bruit, mon Dieu! pour une omelette au lard! » Les omelettes au lard ne signifient rien par elles-mêmes; tout dépend de l'idée qu'on y attache. Dans le cas présent, ces misères servent d'occasion à des plaintes qui ne sont pas toutes dépourvues de motifs. On n'a pas besoin de beaucoup chercher pour sentir que ces incidents sont grossis par le mécontentement de la majorité républicaine qui déclare que l'esprit dominant au ministère de la guerre lui est systématiquement hostile.

Le grand et réel grief, c'est, en réalité, la promotion des derniers généraux et le refus du ministre de la guerre d'y comprendre le colonel d'Andlau à titre de général de brigade et le général de brigade Saussier à titre de général de division. Le général Borel aurait répondu, assure-t-on, aux amis de ces deux officiers, que M. d'Andlau et M. Saussier s'étaient compromis dans la politique, et qu'en conséquence il était tenu de les ajour-

Digitized by Google

ner. On réplique que, pour le colonel d'Andlau, le droit est indiscutable, qu il est le premier des colonels sur le tableau d'avancement; qu'il est, il est vrai, sénateur du département de l'Oise appartenant au groupe constitutionnel, inclinant, plutôt vers la gauche que vers la droite, mais avec une telle réserve, qu'on est obligé de chercher, à l'ostracisme dont il est l'objet, autre chose que les motifs allégués par le ministre. Comme c'est un militaire d'une capacité indiscutable et reconnue, un homme de naissance distinguée, on est obligé de croire que le livre publié naguère par lui, sans que son nom y ait paru, sur le siège de Metz, ouvrage d'ailleurs extrêmement remarquable et qui a déterminé le courant d'opinion d'où le procès Bazaine est sorti, est la principale cause de la rancune de l'état-major. On y ajoute une lettre fâcheuse, dont la publicité s'est emparée, sur l'empereur Napoléon III, fâcheuse en ce sens que M. d'Andlau a figuré dans sa maison militaire.

Tout cela ne semble pas suffisant pour justifier un déni de justice, et d'ailleurs, si la politique doit couper l'avancement du militaire, les républicains demandent si M. d'Espeuilles, promu général de division, homme de mérite d'ailleurs, n'a pas un caractère tout aussi politique que M. d'Andlau. Pour le général Saussier, qui fut député de l'Aube, qui a quitté la politique pour rentrer exclusivement dans la vie militaire, on n'a pas même les objections que l'on met en avant au sujet de M. d'Andlau; les républicains en concluent que le ministère de la guerre reste dominé par un esprit non pas impartial, mais très animé contre quiconque dans l'armée paraît incliner dans le sens de leur opinion, et ils ajoutent qu'il

Digitized by Google

en doit être ainsi tant que le vrai ministre restera le général de Miribel, chef de l'état-major, qu'ils considèrent comme le lieutenant du général Ducrot, dont l'esprit aurait ainsi survécu à la disgrâce.

Je veux bien qu'il y ait exagération dans ces plaintes; mais on leur donne des prétextes plausibles, sans avoir l'excuse d'une réelle nécessité. Tout cela est inopportun, maladroit, et tout cela amène à des éclats dans lesquels les conservateurs sont invariablement battus. C'est ce qui arrive pour M. Godelle, avocat général à la cour de cassation, qu'on révoque comme bonapartiste agressif et militant. Évidemment, on s'élèvera avec beaucoup d'amertume contre cette rigueur; mais au fond quelle démonstration ressort de tous ces conflits? C'est qu'il faudrait établir très largement l'incompatibilité entre les fonctions gouvernementales et le mandat législatif. Cette incompatibilité est antiparlementaire, dit-on, mais elle est essentiellement raisonnable. On pourrait hésiter à moins.

LXXXI

LES GRÈVES OUVRIÈRES

Paris, 7 avril 1878.

Les journaux de la démocratie gouvernementale ont gardé un silence presque complet sur les diverses grèves qui se sont produites depuis quelque temps. Du point

Digitized by Google

de vue où ils sont placés, le motif de ce silence est compréhensible. La théorie strictement démocratique est assez embarrassée en présence des grèves; elle ne peut pas contester le droit individuel, qui leur sert de point de départ. D'un autre côté, elle est trop perspicace pour ne pas savoir que presque toujours les grèves se résolvent au détriment de ceux qui les déclarent.

Ce n'est pas tout : les grèves sont l'expression violente et quasi barbare d'une aspiration qui se développe avec beaucoup d'intensité dans le monde ouvrier, l'aspiration vers l'organisation corporative, vers une sorte de reconstruction, assurément renouvelée, agrandie et démocratisée, de l'organisme existant, sous l'ancien régime, sous le nom de maîtrises et de jurandes. Cet organisme a disparu devant l'idée individualiste de la Révolution; sous quelque mode qu'il parvienne à se reconstituer, il s'accommode très difficilement avec la démocratie issue de la Révolution, qui ne comporte que l'individu isolé d'une part et, de l'autre, l'État abstrait planant sur cette poussière humaine.

Des corps intermédiaires, des corporations, des agglomérations spéciales, animés d'un mouvement propre, vivant d'un certain intérêt collectif qui s'élève en quelque sorte à mi-chemin entre le droit du citoyen et le droit de l'État, suscitent pour la démocratie pure une multitude de problèmes qui contrarient son économie primaire et la théorie rectiligne sur laquelle elle espère pouvoir se maintenir. Aussi il est facile de voir que cet ensemble d'aspirations confuses, mal digérées, tumultueuses, qui s'agite dans le monde ouvrier et que l'on est convenu de désigner sous le nom de socialisme, est tou-

Digitized by Google

jours envisagé avec inquiétude par la démocratie politique.

Elle est trop intelligente, sans doute, pour manifester à son égard une réprobation acerbe et malveillante; elle sait que les masses industrielles, partout où elles sont agglomérées, se montrent très accessibles à de telles idées; ces masses forment dans la démocratie une clientèle trop nombreuse pour qu'il soit permis de les traiter sans ménagements. Ces ménagements toutefois aboutissent toujours à restreindre autant que possible les prétentions des foules industrielles; les démocrates purs s'en remettent au jeu de la liberté pour ramener à une juste mesure les luttes qui s'élèvent de loin en loin entre les deux intérêts qui se désignent un peu arbitrairement, l'un comme l'intérêt du travail, l'autre comme l'intérêt du capital.

Les démocrates purs pensent que des accommodements entre ces deux forces sortent inévitablement de leur antagonisme; ces accommodements durent ce qu'ils peuvent, comme toutes les transactions humaines, quand l'un d'eux devient trop lourd ou disproportionné. Avec une situation nouvelle, la lutte se réveille, elle conduit à un nouveau traité qui fait son temps comme l'ancien. Les grèves ne sont que le point extrême, aigu et douloureux de la guerre industrielle, aussi inévitables par essence que les luttes armées entre les peuples. L'essentiel, c'est que l'État n'intervienne qu'à la façon du droit des gens entre belligérants, pour défendre partout le libre arbitre de l'individu, la liberté du travail personnel; le surplus échappe à sa compétence.

En définitive, dans la théorie de la démocratie pure,

Digitized by Google

l'État, la force publique n'a d'autre office que de présider au fonctionnement sincère de la rigoureuse loi économique de l'offre et de la demande ; il doit veiller à ce que les conditions du combat ne soient pas frauduleusement adultérées par l'une des parties en présence; il doit surtout se faire le défenseur du droit individuel en s'opposant à ce que l'ouvrier qui consent isolément à accepter les conditions du capital n'en soit pas violemment empêché par sa corporation, qui, elle, à un point de vue collectif, refuse d'admettre les mêmes conditions.

L'État est, on le voit, l'adversaire forcé du principe corporatif; il ne défend que lui. Tout le reste est à ses yeux une abstraction extra-légale. L'existence spéciale de la corporation ouvrière, le corps de métier lui demeure légalement aussi inconnu que l'existence de la corporation religieuse (abstraction faite des ordres très peu nombreux qui ont obtenu la personnalité civile).

Ces principes découlent très logiquement des idées dominantes de la révolution française; je les expose plutôt que je ne prétends les soutenir. Il me suffit de faire remarquer que c'est en vertu de cette logique que la démocratie pure résiste instinctivement à toute formation corporative. Que l'agglomération se forme sur une base religieuse, c'est le cas des ordres et des couvents, ou bien qu'elle tente de s'organiser en vertu d'une impulsion de pur intérêt, comme essayent de le faire les associations et les unions ouvrières, le principe de la démocratie pure ne s'en accommode qu'avec une extrême répugnance. Quand on analyse la plupart des aspirations et des utopies socialistes, on reconnaît

Digitized by Google

qu'elles conduisent à des conclusions contraires à un grand nombre de celles de la Révolution.

La logique et l'abstraction ont beau être puissantes dans notre société, la nature des choses est encore plus forte que l'abstraction. Il est dans la nature des choses que les intérêts similaires se rapprochent et s'associent, qu'ils s'efforcent de se défendre et de traiter collectivement. De quelque façon qu'on s'y prenne, on n'empêchera pas les associations, les corporations, les jurandes et les maîtrises de se reformer spontanément sous le pilon démocratique qui travaille sans relâche à les pulvériser. Seulement, comme elles sont clandestines et incohérentes, elles se montrent presque toujours violentes et tyranniques, violentes et peu éclairées dans les revendications qu'elles adressent au capital, c'est-à-dire aux chefs d'industrie et aux patrons, tyranniques envers les ouvriers du même corps d'état, qu'on cherche à enrégimenter de force dans les coalitions; tyranniques aussi par l'organisation intérieure des corps de métier, où l'idée la plus grossière du socialisme contemporain, celle de l'égalité des salaires, trouve des défenseurs dans la majorité médiocre, au détriment de la minorité capable et expérimentée.

Quelles que soient, d'ailleurs, les ignorances, les illusions et les convoitises auxquelles le monde ouvrier est livré, pour peu qu'on ait essayé de se rendre compte de ses inclinations dominantes, on a dû reconnaître qu'au-dessus de ses mécontentements, de ses récriminations souvent injustes, de ses idées fausses et utopiques, plane une inclination universelle; celle d'une reconstruction corporative, d'une reconstitution des familles ouvrières

Digitized by Google

sur la base de la profession. Les modes d'agencement de ces corporations donnent naissance à des projets sans nombre dont beaucoup sont extravagants, inapplicables, la plupart extraordinairement peu libéraux; mais tous ont pour point de départ, pour idée initiale l'aspiration vers un certain droit coutumier qui ne devrait régir que le monde du travail manuel. Il ne s'agit plus des droits de l'homme et du citoyen, de cette qualification absolue, abstraite et idéale inhérente à tout être humain; il s'agirait de déterminer le droit professionnel du maçon, du mécanicien, du tailleur, du typographe; il s'agirait de parvenir à l'établissement de tribunaux particuliers qui veilleraient à l'application de ce droit spécial.

Les chambres syndicales qui se sont, comme on le sait, développées dans toutes les professions et dans lesquelles les ouvriers, pour le moment, paraissent mettre une confiance peut-être excessive, sont l'expression actuelle de cette idée. On n'oubliera pas que les chambres syndicales sont des institutions purement officieuses; la loi les ignore; leurs décisions ne lient légalement personne; on peut se demander s'il n'y aurait pas avantage à les reconnaître officiellement, à leur attribuer une existence juridique, analogue à celle qu'on a concédée aux jugements des conseils de prud'hommes; pour ma part, j'incline à le penser, mais c'est par suite d'une idée que la démocratie pure n'admettra jamais qu'à son corps défendant, et qui est le contre-pied de la donnée d'individualisme et d'isolement préconisée par la Révolution.

Dans le congrès ouvrier tenu il y a dix-huit mois à

Digitized by Google

Paris, au milieu de nombreuses divagations, de quelques rudesses de forme d'ailleurs assez limitées, d'une multitude de lieux communs et d'enfantillages révolutionnaires — qui provenaient bien plutôt des journaux dont elle est nourrie que du fond réel de l'intelligence ouvrière, — j'ai été très frappé de retrouver toujours cette même aspiration vers l'existence corporative. On sentait beaucoup de confusion dans la plupart de ces esprits, les griefs professionnels, le détail dont ils souffrent quotidiennement dans la lutte industrielle ne leur permettant d'entrevoir que par hasard les lois générales qui régissent l'offre et la demande et, par suite, le niveau des salaires.

Bien peu arrivaient à saisir l'inéluctable fatalité de ces lois qui agissent comme des forces naturelles; on aurait été probablement fort mal venu à leur expliquer que la transformation du monde moderne, que l'extension des communications par les chemins de fer et la navigation à vapeur, bien loin d'adoucir la fatalité de la concurrence, ne faisait, au contraire, que lui donner une intensité plus rigoureuse. En vertu même de l'amplitude des oscillations, la majorité de ce public ouvrier, d'ailleurs, je le répète, intelligent et bien intentionné, — la part faite à la déclamation révolutionnaire, — paraissait convaincue qu'on pouvait parvenir à supprimer la plupart des imperfections et des misères qui pèsent sur le monde du travail, par des procédés empiriques, des réglementations législatives sur lesquelles d'ailleurs les avis se partageaient à l'infini. Mais cependant deux idées surnageaient toujours au milieu de cette confusion : l'idée de la corporation ouvrière, du

Digitized by Google

corps d'état agissant collectivement et doté d'une législation à lui propre; la seconde idée, qui est incontestablement un progrès et qui prouve que l'expérience et la réflexion ont fait leur chemin dans le monde, se manifestait par une répugnance à peu près générale pour l'action directe de l'État. Le socialisme administratif et gouvernemental, tel que le concevaient les ouvriers en 1848, est évidemment aujourd'hui une idée abandonnée.

Les aspirations ouvrières semblent maintenant se concentrer dans la constitution de corporations englobant tout le personnel d'un corps d'état; ces corporations pensent qu'elles pourraient devenir assez fortes en se prêtant aide mutuellement, pour imposer leurs conditions — taux du salaire, durée du travail, — au capital, c'est-à-dire aux chefs d'industrie et patrons; subsidiairement elles supposent qu'elles réussiraient à remplacer le patron par la formation d'un capital collectif, par la constitution d'associations qui résoudraient le grand problème que les ouvriers considèrent comme le but de ce qu'ils nomment leur émancipation, c'est à savoir la réunion dans les mêmes mains du capital et du travail.

Pour le dire en passant, c'est un problème que notre paysan propriétaire a résolu, puisqu'il fait valoir par son labeur la terre, l'instrument de travail qui lui appartient. Pour la production industrielle, le problème est autrement ardu; rien n'est plus inutile que de dérouler là-dessus des observations préalables; il n'y a que l'expérience qui puisse démontrer aux ouvriers, je ne dis pas l'impossiblité absolue des associations industrielles, mais l'extraordinaire difficulté et la rareté de leur réussite.

Digitized by Google

Cette expérience, même dans les conditions actuelles, est loin d'être impossible; en admettant que la législation qui régit les sociétés à *capital variable* soit susceptible d'une certaine extension libérale, extension qui réduira d'autant, d'ailleurs, leur crédit déjà très court, l'expérience est dès à présent praticable; elle a été quelquefois tentée, elle n'a réussi que très exceptionnellement, dans des conditions à part et grâce à sa très minime étendue.

Il reste donc, dans la pratique usuelle, les corporations se formant sur une vaste échelle et voulant imposer leurs conditions aux patrons et chefs d'industrie et employant les grèves comme moyen coercitif. C'est à quoi en résumé ont conclu les ouvriers anglais : les *Trade's Unions* ne sont pas autre chose que des corporations très vastes qui font accepter leur tarif au capital sous peine de la grève de tous leurs adhérents. Les *Trade's Unions* ont commencé en Angleterre de la façon la plus violente et la plus ténébreuse; la plus tyrannique, celle des couteliers de Sheffield, a été, à son début, une association secrète qui n'a reculé devant rien pour obliger les récalcitrants à suivre les injonctions de la ligue.

Peu à peu cependant les *Trade's Unions* anglaises se sont régularisées, disciplinées; elles sont aujourd'hui des machines puissantes et bien réglées qui produisent, en résumé, des résultats avantageux non seulement au travail, mais au capital, parce qu'elles sont arrivées progressivement à substituer la méthode de la discussion par délégués entre les mandataires du travail et les représentants du capital au procédé barbare de la

Digitized by Google

grève. C'est ce qui est arrivé lors de la dernière crise de la houille. Les principaux personnages des *Trade's Unions* sont entrés au Parlement, le président de l'Union des mineurs, M. Mac-Donald, ancien ouvrier; M. Mundella, également ancien ouvrier; la discussion et l'arbitrage ont, grâce à eux, pris le dessus sur les grèves.

Cela ne veut pas dire que la grève ait complètement disparu en Angleterre; en ce moment même, celle des maçons finit à Londres; les ouvriers ont dépensé pour la soutenir plus de 1 500 000 francs; ils ont été vaincus parce que les patrons ont pu se pourvoir d'ouvriers étrangers, Américains, Hollandais, Allemands, Écossais, qui ont accepté le tarif que les maçons de Londres refusaient, ce qui confirme l'expérience, déjà souvent faite, que les grèves se terminent presque toujours au détriment des grévistes, et c'est pourquoi dans les grandes unions anglaises, celle des mécaniciens, qui compte 30 000 adhérents et une recette annuelle de plus de deux millions, celle des mineurs, composée de 54 000 membres, la grève semble en voie de disparaître.

Plusieurs causes ont conduit à ce résultat : d'abord, l'esprit anglais, qui n'est pas travaillé par les ferments révolutionnaires et l'idéalisme socialiste, qui demeurent encore chez nous très actifs. Grâce à cet esprit et à la liberté, l'organisation corporative s'est constituée en Angleterre sur une base solide et sage; l'habitude de débattre les intérêts en présence, une certaine connaissance des lois générales qui gouvernent la production, le sens pratique, l'intelligence de la réalité, sont peu à peu devenus les plus forts.

Digitized by Google

On compte parmi nous, du moins parmi les républicains démocrates, naturellement optimistes, que des résultats semblables sortiront peu à peu de moyens analogues; on s'en remet donc au jeu de la liberté. Il n'est pas impossible que ce que l'on en attend se réalise, et, en somme, on doit reconnaître que, pour la plus importante de nos grèves françaises actuelles, celle des mineurs de Blanzy et de Decazeville, l'apaisement est à peu de chose près complet aujourd'hui, et qu'il a été obtenu par la discussion, par la démonstration faite par les directeurs de ces industries que l'abaissement du tarif des salaires provenait d'une cause économique sur laquelle ils ne pouvaient rien.

Reste la grève des typographes parisiens; la société typographique est une véritable maîtrise organisée à la façon des maîtrises de l'ancien régime, avec cette différence pourtant que son organisme intérieur tend à abaisser le niveau artistique de la typographie. Comme une partie seulement de la corporation s'est mise en grève, la partie qui compose les livres, tandis que celle des journaux continue à travailler, la grève pourra se soutenir assez longtemps; je prévois pourtant que les patrons finiront, cette fois-ci, par rester maîtres du terrain; la société typographique parisienne n'a pas assez songé que, pour les livres, on pouvait, plus facilement qu'elle ne le croyait, se passer d'elle. C'est la province qui va hériter d'une partie du travail de l'imprimerie parisienne; la grève va, en outre, développer le travail des femmes, qui donne des résultats satisfaisants. M. Didot fait composer dans son imprimerie du Mesnil, dans Eure-et-Loir, par des paysannes qu'on a formées,

Digitized by Google

des ouvrages en grec irréprochables; je les ai vus. Aux États-Unis, la typographie féminine a une énorme extension; j'ai eu sous les yeux une revue bibliographique composée à Boston par des femmes, qui est un chef-d'œuvre.

Les typographes parisiens sont comme certains conservateurs : ils se croient trop indispensables. En définitive, tout finit par s'accommoder par la liberté, à une condition pourtant, c'est que le ferment révolutionaire et politique ne s'y mêle pas trop. Chez nous, voilà toujours le danger.

LXXXII

LA JOIE DES RÉPUBLICAINS

Paris, 11 avril 1878.

Il faut laisser aux républicains natifs et professionnels le monopole des effusions triomphantes que le résultat des dernières élections leur inspire; ils sont dans leur rôle, et j'ajoute ils sont dans leur droit. Il est manifeste que ces élections sont une nouvelle démonstration plus irréfragable que les précédentes de la persévérante intensité du courant public dans le sens du gouvernement actuel. Il est inutile, il est puéril, il est dangereux même de se le dissimuler.

Avant de parler à mon tour de ces élections, je n'ai pas été fâché de voir quels enseignements les con-

Digitized by Google

servateurs s'aviseraient d'en tirer. C'est du point de vue conservateur que je les envisage moi-même ; je maintiens très expressément toutes les réserves, toutes les inquiétudes que j'ai à maintes reprises formulées ici même, touchant le développement de l'idée démocratique.

Quant à la forme du gouvernement, quant au mot de république dont son fronton est chargé, je persiste à croire aujourd'hui comme auparavant que ce mot porte en lui des dangers et un excitant dont les exagérations démocratiques pourront bénéficier ; mais je me hâte d'ajouter que cette forme gouvernementale, en dépit de ses défauts et de sa fragilité, étant devenue, aux yeux de tout homme d'un bon sens désintéressé, inévitable et la seule possible depuis l'avortement des velléités de restauration, soit légitimistes, soit impérialistes, qui se sont agitées à la suite du renversement de M. Thiers, les conservateurs, s'ils avaient été avisés et clairvoyants, auraient prestement fait leur deuil d'espérances de ce genre.

Il ne s'agissait plus pour eux de se demander théoriquement si un régime monarchique est plus rassurant pour la somme des intérêts sur lesquels ils sont assis, mais bien d'examiner si, cette monarchie impériale ou royale devant jusqu'à nouvel ordre, et peut-être indéfiniment, rester dans la catégorie des rêveries et des chimères, il n'était pas possible, sous la forme républicaine, de défendre encore, et très efficacement, les intérêts sociaux, les positions et l'influence qui devaient à leurs yeux paraître plus essentiels que le nom et la forme du gouvernement.

Cette manière d'envisager la situation n'a été acceptée

Digitized by Google

par aucune des fractions de l'ancien parti conservateur; ses antipathies et ses préjugés lui ont paru plus importants que ses intérêts; il n'a vu qu'une chose : le mot de république, et il n'a formé qu'un rêve : se défaire de la *gueuse*, comme disait ce spirituel, aimable et brave enfant de général Changarnier, mort jeune à près de quatre-vingts ans. Les conservateurs ont persévéré dans leurs antipathies et dans leur rêve, après qu'il leur était surabondamment démontré qu'on ne pouvait pas sortir de la république et qu'eux-mêmes la défendaient par leurs divisions; car chacune des fractions conservatrices préférait incontestablement le maintien de la république au triomphe définitif de la fraction voisine.

Il a peut-être existé un petit lot de conservateurs déterminés à accepter une solution, quelle qu'elle pût être, pourvu que cette solution fût antirépublicaine, mais ces conservateurs généraux et sans parti pris ont été toujours très âprement repoussés par les états-majors de chacun des partis dont la coalition composait la force conservatrice. Après le renversement de M. Thiers, pendant les efforts de la fusion, au seul moment où l'on pût se croire à la veille d'une solution antirépublicaine, les hommes d'origine impérialiste qui se déclarèrent alors disposés à agréer cette solution ont encouru, de la part de leurs anciens amis, des rancunes que l'accumulation des subséquents mécomptes n'a pas éteintes.

La politique conservatrice, grâce à cette aigreur de préjugés, à ce dénuement de toute vue générale, à cet entêtement colérique contre un mot dont on acceptait et dont on maintenait la chose, s'est donc trouvée réduite à des explosions de mauvaise humeur, à des étalages d'in-

Digitized by Google

vectives alternativement véhémentes et spirituelles, mais dont l'esprit ou l'éclat ne dissimulait pas le néant. On y a joint quelques tentatives ridicules, qui n'ont servi qu'à accélérer le courant républicain, et, ce qui est à mon avis infiniment plus grave, à accroître l'intensité de l'impulsion démocratique.

Tous les conservateurs ayant eu pour unique programme l'abolition du régime républicain, chacun d'ailleurs n'acceptant sa suppression qu'au bénéfice d'un héritier différent, il en est résulté que les intérêts conservateurs, qui sont par essence des intérêts sociaux beaucoup plutôt que des intérêts politiques, qui peuvent sans doute se croire plus efficacement garantis par un régime héréditaire que par un régime électif, mais qui subsistent sous l'une ou l'autre forme, et qui doivent s'efforcer de se défendre en république comme en monarchie, ces intérêts sociaux ont été discrédités et compromis par les diverses livrées politiques dont les imprudents conservateurs les ont affublés; ils se sont époumonés à crier: « A bas la République! » sans songer d'abord que, ne pouvant pas la remplacer, leurs malédictions étaient une puérilité théâtrale, et, en second lieu, que leurs violences n'avaient d'autre résultat que d'enfoncer de plus en plus la république dans la démocratie.

Or, le grand danger, le capital péril pour les intérêts conservateurs, n'était pas dans la république; il était dans le développement de la démocratie.

Je ne me lasserai pas de le redire; du jour où il a été démontré que les divisions des partis conservateurs étaient irréductibles, on devait comprendre que ces divisions assuraient la durée de la forme républicaine; dès

Digitized by Google

lors on devait en prendre son parti, renoncer à cette guerre de buissons, où l'on n'a pas cessé d'être piteusement battu, ne plus s'occuper de la forme sur laquelle on ne pouvait rien, mais s'attacher au fond : le fond, c'était le développement démocratique.

On pouvait y résister sous le couvert de la République; on pouvait tout au moins singulièrement le ralentir en se servant politiquement de la Constitution; on a préféré entreprendre le 16 mai, la plus colossale des niaiseries contemporaines. Je me demande aujourd'hui comment les intérêts conservateurs, ou, pour parler plus juste, comment les personnalités conservatrices parviendront à ne pas être submergées toutes par le courant qu'elles ont, non pas créé, mais à coup sûr précipité et grossi.

Quand j'analyse les impressions qu'elles manifestent à la suite des dernières élections, je suis forcé de reconnaître que l'aveuglement irrité et les antipathies mesquines qui formaient tout le bagage politique du 16 mai, paraissent aujourd'hui encore former la substance à peu près unique de la politique conservatrice. Que les conservateurs trouvent les élections accablantes, rien de plus naturel; mais est-ce donc une suffisante réplique à des coups aussi significatifs que toutes les récriminations enfantines à l'aide desquelles on essaye de se consoler? En somme, toutes les objections opposées au résultat des élections peuvent se ramener à quelques chefs; on ergote sur les chiffres électoraux, on fait valoir les abstentions; l'argument est faible; j'admets volontiers que les abstenants seraient plutôt conservateurs que le contraire, mais ils sont avant tout indifférents, et si l'on n'est pas parvenu

Digitized by Google

à les faire sortir de leur indifférence, c'est qu'ils sont très peu effrayés, qu'ils ne croient pas, à tort ou à raison, que la maison brûle; c'est là pourtant le principal argument conservateur : « Levez-vous! la République va vous dévorer! » Ils ne se lèvent pas, ils ont tort; mais soyez certain qu'ils se lèveraient s'ils croyaient leur intérêt en péril : à preuve, l'Assemblée de Bordeaux.

On invoque ensuite les méfaits de la candidature officielle ; après les élections de M. de Fourtou, c'est un argument qui ne porte plus. Quoi qu'on dise, on ne fera croire à personne que la pression du ministère actuel ait été plus impérieuse que celle de l'administration du 16 mai. D'ailleurs, ceux qui crient le plus bruyamment contre la candidature officielle n'ont jamais cessé de la revendiquer comme un principe de bon gouvernement; mais ils entendent qu'elle ne soit maniée que par eux-mêmes. C'est le raisonnement des catholiques de *l'Univers :* « Quand vous êtes au pouvoir, nous réclamons la liberté, parce qu'elle est votre principe; mais, quand nous y sommes, nous la refusons, parce que notre principe est la compression. »

Je ne mets pas en doute la sincérité de ce raisonnement; mais je certifie qu'en s'abandonnant à ces naïves escobarderies, les partis n'obtiennent auprès de la masse du public qu'un seul résultat : un discrédit absolu. Ce qui me frappe le plus dans toutes les polémiques rétrospectives à propos des élections, c'est que ceux qui les soutiennent semblent d'abord uniquement préoccupés de dissimuler à eux-mêmes et à leurs amis l'aspect réel de la *malplaisante vérité* (c'est un mot d'Agrippa d'Aubigné), et qu'ensuite ils comptent avec une extravagante

Digitized by Google

indiscrétion sur la légèreté, le manque de mémoire et la niaiserie de leurs lecteurs.

Parmi les opinions dont les élections ont ravivé l'expression, je n'en vois que deux, en vérité, qui méritent d'être considérées sérieusement : celle des légitimistes purs qui disent : « Nous ne contestons pas la force du courant populaire ; le nombre est incontestablement, pour le moment, devenu républicain, mais le nombre, à nos yeux, ne constitue pas le droit. Si une nation a le pouvoir de rompre avec toutes les traditions dont elle est issue, c'est un pouvoir funeste que le droit ne sanctionne pas. L'homme aussi a le *pouvoir* de se suicider ; cela ne veut pas dire qu'il ait le *droit* de se détruire. Une nation monarchique peut en conséquence, à de certains moments, vouloir se faire républicaine ; sa volonté, si nette qu'elle puisse être, demeure illégitime, et elle ne tarde pas à payer, par la perte de toute influence à l'extérieur et de toute sécurité au dedans, cette infraction à la loi supérieure qui la régit. »

Métaphysiquement, les légitimistes peuvent apporter une foule de raisons plausibles à l'appui de la thèse qu'ils soutiennent mais, aussitôt que l'on tente de sortir avec eux de la dissertation académique et que l'on aborde la politique agissante, on arrive à deux solutions également chimériques et que leur tempérament résigné envisage avec une répugnance égale, soit un coup de main, un coup de force opéré au nom du droit immuable contre les aberrations et le pouvoir du nombre, soit une conversion de ce nombre éclairé par les misères que son aberration lui attire ; il est illuminé, il confesse son erreur, et il remet d'accord, dans une heure de clairvoyance

Digitized by Google

divine, le droit traditionnel et la force démocratique.

Parmi les rêves qui occupent les cerveaux oisifs et délicats, il n'en est pas à coup sûr de plus fantastique que celui-ci; mais, en admettant même qu'il puisse devenir une réalité d'un jour, bien peu de temps après tout serait à recommencer; car, en définitive, cet accord de la force populaire et du droit traditionnel n'aurait pu s'effectuer que par un mouvement national qni est une reconnaissance implicite de la souveraineté du peuple.

La seconde opinion est celle qui se fait jour dans certains groupes de bonapartistes dissidents, celle que j'ai signalée naguère dans une brochure de M. Georges Lachaud, dont la lettre de M. Dugué de la Fauconnerie a été une nouvelle expression et qui enfin s'est reproduite avec plus d'éclat et de développement dans l'écrit de M. Léonce Dupont, dont on vous a déjà parlé et dont le monde politique continue à s'occuper. Le premier symptôme de ce mouvement s'était manifesté, par l'attitude de M. Raoul Duval, dans la Chambre précédente.

On peut rapprocher tous ces incidents; ils aboutissent à cette conclusion : « La théorie bonapartiste, disent les dissidents, est fondée sur le vote universel, sur la souveraineté du nombre; à nos yeux, elle est l'*ultima ratio* de toutes les difficultés. A moins d'un aveuglement absolu ou d'une bonne foi suspecte, on ne saurait nier, ajoutent-ils, que le suffrage universel, dans toutes ses manifestations réitérées, ne se prononce actuellement dans le sens républicain, et qu'il se refuse jusqu'à nouvel ordre à se rattacher à nos espérances; notre principe même nous enlève le droit de contester ses décisions; nous sommes donc obligés, pour être conséquents, de nous

Digitized by Google

incliner devant son jugement. Tout ce que nous pouvons faire, c'est d'attendre patiemment que le suffrage universel nous revienne ; il ne le fera que si la République devient excessive et tyrannique. Cette éventualité n'est pas improbable, mais elle est loin d'être certaine et voisine; dans cette occurrence, nous pourrons redevenir la réserve et l'en-cas de la nation ; en attendant, nous devons nous soumettre et nous persuader que ce n'est pas avec une politique tumultueuse, bruyante et agitée que nous ramènerons l'opinion dans notre sens.

Quand on discute avec sérieux et désintéressement comme je le fais, il est inutile de s'arrêter aux objections en quelque sorte personnelles que l'on oppose à l'idée de ces dissidents ; ils ont dû s'attendre à être traités de renégats et compter que l'on attribuerait leurs manifestations à des motifs très subalternes ou à des ressentiments d'amour-propre blessé ; il est possible que tout ceci n'ait pas été absolument étranger à leur dissidence, mais, en tout cas, sur ce terrain même, il leur serait facile de renvoyer à leurs adversaires les arguments dont on les accable ; ils peuvent dire assez justement qu'en admettant que l'intérêt privé et l'amour-propre aient contribué à leur retraite, l'amour-propre et l'intérêt ne sont pas non plus tout à fait étrangers à l'imperturbable fidélité de leurs adversaires ; elle leur sert de piédestal, et il est extraordinairement rare que l'on abandonne une Église dans laquelle on est parvenu à devenir évêque.

Mais, en dehors de ces querelles intérieures, ceux qui, comme moi, les analysent à un point de vue de pure objectivité, comme un phénomène de laboratoire, sont assez portés à conclure que les uns et les autres, bona-

Digitized by Google

partistes orthodoxes et bonapartistes dissidents, sont placés sur un terrain fort peu solide. L'idée des orthodoxes de transformer l'impérialisme en une sorte de légitimité tricolore, et de réclamer pour lui, en dehors des attaches domestiques et de la reconnaissance personnelle, une fidélité chevaleresque et quasi religieuse analogue à celle des légitimistes envers le dogme royal, est une idée que les principes de l'impérialisme contredisent; mais, d'autre part, les dissidents, en établissant que l'empire est avec la république l'une des alternatives de la démocratie, sont mal placés pour contester le développement civil et social de cette démocratie dont ils saluent la souveraineté primordiale.

La brochure de M. Léonce Dupont, excessivement curieuse comme document relatif à l'histoire d'un parti et qui contient notamment des indications exactes et fort piquantes sur les hésitations de l'impérialisme avant et pendant le renversement de M. Thiers, amène, pour la conduite présente, à une conclusion dont les résultats me semblent excessivement douteux pour les impérialistes qui l'accepteront; elle leur procurerait sans doute une attitude plus respectée que l'opposition quand même et à tout prix, que les campagnes de guérillas, dans lesquelles la majorité du parti persistera probablement; je doute néanmoins qu'elle offre à la résistance conservatrice une base solide.

Ma raison est celle-ci : c'est qu'en se soumettant à la forme républicaine, les dissidents appuient leur soumission des principes démocratiques dont ils se déclarent les serviteurs avant tout; dès lors ils n'ont aucun titre pour ralentir le développement de la démocratie; une démo-

Digitized by Google

cratie très autoritaire, très concentrée, très administrative, doit rester à leurs yeux l'idéal politique; en somme, ils ne peuvent que viser à une sorte de jacobinisme amélioré. Je crois que les intérêts conservateurs ne peuvent plus se défendre que par des idées absolument contraires : par la liberté aussi largement pratiquée que possible, par la restriction du cercle de l'État, par la fondation de corps indépendants et libres vivant d'une vie propre : universités, corporations industrielles, associations financières, congrégations religieuses ou philosophiques; bref, au lieu du jacobinisme amélioré, par l'américanisme perfectionné; je crois, en outre, que le régime républicain se prête mieux qu'aucun autre à l'extension de ce système, et, comme, de plus, il est manifeste qu'on n'en peut pas sortir, les conservateurs devraient, à mon avis, en finir une bonne fois avec une mauvaise humeur qui ne les mène à rien, faire taire leurs grogneries, qui paraîtront chaque jour plus mesquines, plus poussives et plus surannées, se résigner virilement à la République non pas parce qu'elle est probablement le régime sous lequel ils seront maintenant le mieux à même de lutter contre les exagérations et les tyrannies de la démocratie et de faire peu à peu prévaloir, en matière de gouvernement, un ensemble d'idées que je résumerais volontiers en ces deux mots, dont je supplie qu'on n'exagère pas le sens : le matérialisme libéral.

Digitized by Google

LXXXIII

LE PÈRE MONSABRÉ ET LE PÈRE DIDON

Paris, 14 avril 1878.

Les philosophes ont tort de ne pas aller au sermon, de même que les catholiques qui vont au sermon devraient se risquer plus souvent qu'ils ne le font aux conférences et aux leçons des philosophes; pourtant l'abstention des catholiques est, en résumé, plus plausible et plus logique que le dédain des philosophes. Les catholiques n'ont pas besoin d'apprendre à douter; au contraire, un des principaux articles de leur doctrine représente la la foi comme un don surnaturel, comme une grâce. Mais le philosophe que l'inquiétude d'esprit et l'amer besoin de savoir ont chassé de bonne heure de la chaumière paisible où fleurit la foi du charbonnier et qui a entrepris à travers le monde des idées le pèlerinage sans fin, vocation de l'intelligence libre, celui-là n'a pas de motifs pour éviter les sermons.

Ils sont trop souvent, m'objecte-t-on, d'une fastidieuse banalité; ils se traînent dans les lieux communs les plus usés de l'apologétique de séminaire ou dans l'exposition véritablement primaire de la morale et du dogme. A quoi bon perdre notre temps à écouter ces pauvretés? N'est-ce pas comme si vous conseilliez à un politique

Digitized by Google

d'une intelligence profonde et supérieurement cultivée, accoutumé aux plus hautes spéculations de l'histoire, dont Tacite, Machiavel, le cardinal de Retz ou M. de Maistre forment la nourriture habituelle, de se délecter dans la lecture du *Petit Journal?* Un philosophe lettré n'ignore ni Bossuet, ni Massillon, ni même Bourdaloue, quoique M. Veuillot, dans son spirituel et ardent pamphlet contre Molière, tienne ses adversaires pour habituellement ignorants des sermons du grand jésuite. Pourquoi vouloir après cela entraîner le philosophe au carême de sa paroisse? Pourquoi? parce qu'il est infiniment curieux, et pour le philosophe principalement, d'apprécier par lui-même l'aliment intellectuel et moral qui nourrit autour de lui des milliers d'hommes. Il ne s'agit pas pour lui de se faire convaincre, il s'agit de se rendre compte des raisonnements et de la prédication qui suffisent à la conviction ou entretiennent la croyance d'innombrables multitudes.

Politiques transcendants, ne dédaignez pas *le Petit Journal!* Souvenez-vous que c'est à ce niveau qu'évolue l'opinion du plus grand nombre; critiques épris des sublimités de l'art, voyez le mélodrame populaire; suivez quelquefois les aventures des *sous-Rocambole* qui défrayent les romans à deux sous; songez que ce merveilleux grossier marque l'étiage de l'imagination de la foule; philosophes, écoutez les sermons! Tout ce que la masse moyenne peut absorber d'idées générales, d'enseignement supérieur au train lourd ou frivole de la vie quotidienne, se trouve dans les sermons qui vous paraissent au premier abord si surannés, si étroitement mesquins et d'une banalité si dogmatique.

Digitized by Google

Voltaire a lâché quelque part cette impertinence admirablement profonde : « Les vêpres sont l'opéra des servantes. » Là, en effet, les pauvres filles étalaient leur bonnet neuf et le casaquin des dimanches; maintenant elles vont au bal Dourlans (c'est le rendez-vous le plus élégant de la domesticité) avec les chapeaux de leurs maîtresses; progrès démocratique!

Le sermon, c'est la Sorbonne et le collège de France des bourgeoises. Tel qu'il est, si médiocre que vous le supposiez, — notez qu'il y a de nombreuses exceptions à la médiocrité courante, — il vaut mieux que la nullité, que le vide absolu d'idées élevées, que le bavardage futile ou les platitudes romanesques dans lesquelles tourneraient sans remède la plupart des femmes de la bourgeoisie. C'est pour elles, en effet, presque exclusivement que fonctionne la chaire actuelle; je n'oublie pas la prédication supérieure; celle qui fait appel aux hommes instruits, préoccupés de spéculations élevées, prédications dont les conférences du Père Monsabré et celles du Père Didon fournissent les échantillons les plus remarquables; j'en parlerai plus loin; ce que je veux dire, c'est que la prédication courante, celle qui occupe la chaire de toutes les paroisses pendant le carême, s'adresse à une clientèle pour les neuf dixièmes féminine et bourgeoise; le peuple proprement dit et les hommes de la classe moyenne n'y figurent que comme appoint.

Ce phénomène est très apparent quand on passe d'une église située dans un quartier riche et mondain, Saint-Philippe-du-Roule par exemple, à une église d'une région populaire ou commerciale, telle que Saint-Merry ou l'église qui s'ouvre rue du Chaume, en face des Ar-

Digitized by Google

chives, et dont je ne retrouve plus le vocable. Autre fait à noter quand on étudie ce développement de la vie catholique, c'est l'extension du clergé régulier dans l'œuvre de la prédication. Pour s'en bien rendre compte, il faut parcourir le tableau publié par *la Semaine religieuse* de Paris.

Les politiques de profession qui usent leurs journées dans les bureaux de la Chambre, dans les bavardages, conférences et paperasseries parlementaires, et qui se figurent que toute l'activité du pays se résume en eux, agiraient sagement en n'ignorant pas nombre de publications consacrées à l'enregistrement de beaucoup d'activités et d'énergies sociales qui se déroulent absolument en dehors d'eux. Il en existe de très diverses : l'activité religieuse y figure au premier rang ; *la Semaine religieuse* en donne le programme ; rien de plus intéressant, de plus instructif, et j'ai à peine besoin d'ajouter, rien de plus respectable. Ce tableau des offices, des exercices de piété, des sermons, est incontestablement plus ample que le programme des spectacles.

Les Parisiens des boulevards dont l'horizon est borné au nord par l'Opéra, au sud par *le Figaro*, ne soupçonnent pas la quantité d'établissements religieux, de monastères, de chapelles dont Paris est peuplé ; de temps en temps, des libéraux fanatiques qui se croient philosophes, s'échauffent sur ce sujet ; ils réclament la suppression violente des couvents ; sur quoi les catholiques incandescents répliquent en tonnant contre les loges maçonniques et en exhibant des mandements épiscopaux qui attribuent à cette puérile et fantastique maçonnerie un pouvoir clandestin terrible et les desseins les plus noirs. Les soi-

Digitized by Google

disant libéraux agitent le spectre noir du jésuitisme, les catholiques le spectre rouge de la maçonnerie. En réalité, ces deux spectres sont le produit de la même maladie de l'imagination : le besoin de l'affiliation, du mystère, la soif de l'occulte. Le spectre jésuitique et le spectre maçonnique se font contre poids et se neutralisent réciproquement; la loge couvre le couvent, mais le couvent devrait comprendre que la loge est sa garantie.

Entre la loge et le couvent, le bon sergent de ville gouvernemental circule indifférent, veillant au balayage, à l'eau, au gaz, au libre parcours de l'omnibus, et, comme le pacha musulman, au Saint-Sépulcre, empêchant le Grec d'écharper le Latin, et le Latin d'assaillir le Grec. Ce n'est pas de l'ordre moral; cela manque de prestige et d'abstraction; mais c'est la paix positive, matérielle et pratique, et on finira par comprendre qu'arrivées à un certain degré de richesse, de culture et de liberté, les sociétés ne doivent demander rien de plus à leurs gouvernements.

Ainsi que je viens de le dire, les ordres religieux remplissent la grande majorité des chaires parisiennes. Je compte pour le présent carême une trentaine de prédicateurs dans les chaires paroissiales appartenant à la Compagnie de Jésus, aux dominicains, aux capucins, aux carmes et à quelques autres ordres moins connus.

Ces sermons, autant que j'en puis juger par ceux que j'ai entendus ou d'après des auditeurs toujours bienveillants, ne sortent pas du cadre habituel et traditionnel de la publication catholique; on ne voit pas qu'aucun de ces prédicateurs révèle un talent remarquable, ni une grande originalité de pensée; quelques-uns cependant

Digitized by Google

ont une forme attrayante et facile. Le prédicateur de Saint-Philippe-du-Roule, par exemple, a employé un certain nombre de ses sermons à commenter le *Syllabus*, et il l'a fait avec talent et mesure, bien entendu en acceptant le point de départ de toutes les déductions catholiques. Néanmoins, si l'on cherche à se former une idée équitable de la prédication catholique en ce moment, il faut l'examiner dans ce qu'elle a de plus élevé, par conséquent dans les conférences religieuses et philosophiques faites en vue des hommes. Les plus remarquables, je l'ai indiqué, sont celles du Père Monsabré à Notre-Dame et celles que le Père Didon tient, chaque dimanche, dans la chapelle des dominicains du faubourg Saint-Honoré.

Les deux prédicateurs sont enfants de saint Dominique, et il est encore plus juste de dire qu'ils sont les fils de Lacordaire, fils cadets, surtout le père Monsabré, qui retrouve cependant dans la chaire illustrée par son illustre devancier quelques-uns des accents chaleureux, quelque chose du coloris que Lacordaire répandait dans ses discours. La préoccupation des deux dominicains est manifestement la même que celle dont leur prédécesseur était dominé; ils veulent s'adresser aux objections de l'intelligence dans ce qu'elles ont de plus contemporain, de plus actuel, de plus absolument moderne.

A cet égard, suivant moi, le Père Didon pénètre plus au fond des choses que le Père Monsabré. Malgré l'effort évident du prédicateur de Notre-Dame de prendre à partie l'incrédulité dans son expression la plus nouvelle, sa méthode est strictement restée la méthode traditionnelle de la chaire catholique, c'est-à-dire une méthode absolument affirmative, le contraire de la discussion et

Digitized by Google

de la critique. Tout cela est enveloppé d'un vêtement d'apparence nouvelle. Le style semble dégagé des formules théologiques, le prédicateur se permet des libertés que la chaire classique aurait repoussées. C'est ainsi qu'il a cité dans une de ses conférences quelques vers admirables d'ailleurs d'Alfred de Musset. Mais, quand on écarte la draperie tissée avec beaucoup d'art, suivant le goût littéraire du jour, on retrouve, en fait de raisonnement et de procédés intellectuels, l'ancien sermonaire distinguant, découpant les objections et prétendant les réduire à l'aide d'autorités dont il aurait fallu justement avant tout établir scientifiquement la valeur.

Les conférences du Père Monsabré ont dû assurément fournir aux croyants une multitude de bonnes raisons propres à les confirmer dans la foi qu'ils possèdent déjà, mais je doute qu'elles puissent ébranler un seul esprit instruit et amplement informé qui a l'habitude de creuser de semblables questions. Elles me rappelaient sans cesse cet élégant opuscule que M. Thiers écrivit en 1848 sur la propriété à l'époque de la première explosion socialiste; aucun écrit n'était mieux fait que celui-là pour convaincre les propriétaires de la beauté divine de la propriété, mais pas un seul socialiste sérieux dont il fût susceptible de troubler les idées. Évidemment pour le croyant qui n'a jamais conçu un doute sur la divinité du Christ, qui n'a jamais cessé une minute de considérer l'incarnation et la rédemption comme la clef de tous les problèmes humains, les conférences du Père Monsabré apportent un surcroît de raisonnements qui ne peut que les encourager à s'applaudir de posséder la foi. Mais, pour celui qui doute, mieux encore pour celui qui ne doute pas, et

Digitized by Google

qui, sans se flatter jamais de posséder l'absolu du vrai, se croit nanti de cette certitude en quoi toute philosophie se résume, et qui consiste non pas à affirmer, mais à repousser certaines affirmations, pour ceux-là, il me paraît peu probable que les déductions du Père Monsabré, qui ne sont jamais que d'éloquentes pétitions de principes, qui partent d'affirmations dont il eût fallu au préalable établir la validité, aient une autre portée qu'une portée littéraire.

On remarquera de plus à quel point la comparaison des phénomènes religieux, ce point de vue qui constitue essentiellement la critique moderne, et qu'on doit de son vrai nom appeler la mythologie comparée, reste en dehors de toutes les déductions de l'éloquent dominicain. Rien, en somme, de moins historique que sa méthode; il affirme la nécessité de l'incarnation en proclamant qu'on ne peut résoudre le problème des rapports du fini ou de l'infini qu'à l'aide de ce mystère, ce qui est, en définitive, la substitution d'un mystère à un autre; la discussion non pas de l'authenticité des évangiles que personne ne contredit, mais de leur rédaction successive, est une discussion réellement primaire; il affirme, il ne répond à aucune des objections de la critique. Je ne dis pas qu'il ait tort. Mais alors on admettra que les conférences comme celles du Père Monsabré ne sont concluantes que pour le croyant; j'oserais presque dire, non pas qu'elles sont inutiles, mais qu'elles sont un luxe, une sorte d'illusion de raisonnement que la foi aime à se donner.

Le Père Didon me paraît une intelligence plus fortement critique que le prédicateur de Notre-Dame; c'est un homme évidemment d'un savoir très étendu et très pro-

Digitized by Google

fond, versé dans toutes les spéculations de la science actuelle et dont les connaissances philosophiques embrassent le domaine entier du savoir moderne ; il parle fort bien d'ailleurs, avec force, avec précision, avec une sévérité chaleureuse dont l'effet est à mon gré plus puissant que les pleurs, les effusions et la sentimentalité de son confrère ; son point de vue, sans doute, n'est pas le même, et il est probable que l'auditoire diffère. Les conférences du Père Didon que j'ai pu entendre semblaient plutôt des leçons de philosophie spiritualiste que des sermons ; si l'orateur n'avait pas été revêtu de sa robe blanche, si l'autel et l'orgue n'avaient pas été là, on aurait pu se croire à un cours de M. Caro ; il a entrepris la critique du positivisme et du matérialisme en homme qui connaît à fond son sujet ; j'ai été frappé des ménagements relatifs qu'il a observés à l'égard de la méthode positive ; il a parfaitement vu qu'elle ne voulait être qu'une méthode, un procédé applicable à l'étude des phénomènes contingents, et que, par cela même qu'elle s'interdisait toute affirmation absolue, toute espèce d'incursion dans le domaine des causes finales, elle demeurait en face des affirmations religieuses dans un état de négation, de neutralité qui pouvait très souvent n'être nullement malveillante.

Quant à l'examen du matérialisme, le Père Didon l'a poursuivi avec un remarquable esprit critique ; il a réfuté le livre bien connu de Büchner : *Force et Matière*, à l'aide de raisonnements très puissants, dont la source d'ailleurs se trouve dans Malebranche. Tout cela est très élevé, très noble ; tout cela démontre une force intellectuelle supérieure. La question est de passer de cette spéculation strictement philosophique, de ce

Digitized by Google

simple spiritualisme, à l'affirmation chrétienne, de construire un pont entre le Père Didon et le Père Monsabré. C'est là sans doute un problème plus difficile à résoudre que de prêcher des retraites à des femmes du monde et de leur donner de bons conseils et des préceptes de bonne vie.

LXXXIV

COUP D'ŒIL RÉTROSPECTIF SUR L'EMPIRE. GUERRE DE 1870

Paris, 18 avril 1878.

On se demandera quel avantage les bonapartistes espèrent retirer de la discussion rétrospective poursuivie par le duc de Gramont et acclamée par la plupart de leurs organes, au sujet de la situation diplomatique de la France au moment de la déclaration de guerre de 1870. La seule conduite sage qui siérait, sur ce point, à quiconque a gardé de l'Empire un souvenir, soit reconnaissant, soit indulgent, serait d'éviter avec le plus grand soin la discussion sur ce sujet malheureux; car la discussion ne peut tourner qu'à la confusion de la politique impériale.

Elle fut, en 1870, en même temps très cauteleuse et très naïve; elle ne sût pas pas voir, d'une part, que l'Allemagne était prête à la guerre, mais que, d'autre part, le cabinet de Berlin ne voulait à aucun prix se donner l'apparence de l'agression; il ne craignait point la guerre,

Digitized by Google

beaucoup pensent même qu'il la désirait, mais sous aucun prétexte il ne voulait la déclarer. L'impardonnable tort du cabinet français fut de n'avoir pas compris à quel point il faisait le jeu, par sa susceptibilité intempestive, de la politique profonde qui manœuvrait en face de lui; et ce qu'il y a de plus triste dans cet épisode qui forme le premier acte de nos malheurs, c'est que le cabinet Ollivier, soit naïveté ou légèreté, — c'est ce que je crois le plus probable, — se laissa abuser avec une bonne volonté incroyable par des informations indirectes et suspectes au sujet de la prétendue insulte adressée par le roi Guillaume à M. Benedetti, et qu'il s'empara de cette légende, démentie depuis par le témoignage formel de M. Benedetti, pour engager les affaires dans une décision irrémédiable.

Quiconque à cette époque a suivi de près ces lamentables et funèbres journées, et a depuis voulu rassembler ses impressions demeure convaincu que, dans cette occurrence, le ministère du 2 janvier fut entraîné, par l'animosité de ses adversaires, fort au delà de ce qu'il aurait risqué lui-même s'il avait pu suivre uniquement son sentiment; mais il avait à défendre sa propre existence; il était très âprement poursuivi par l'ancien bonapartisme, celui que le 2 janvier avait désespéré; ce bonapartisme antérieur était appuyé par toute la cour, l'empereur excepté; la droite du Corps législatif, dont le baron Jérôme David était une expression très exacte, lui appartenait tout entière; la cour et le bonapartisme ancien voulaient la guerre non seulement par ignorance de la vraie situation de l'Allemagne et par infatuation frivole sur le compte de nos propres forces, mais parce qu'ils y voyaient un

Digitized by Google

moyen certain de se débarrasser des bonapartistes libéraux et de revenir sur les concessions opérées à la suite du 2 janvier.

L'aveuglement de M. Ollivier et de ses amis ne fut d'ailleurs pas moindre. Ils y ajoutèrent un raisonnement subtil très conforme à la nature de leur esprit; on peut le traduire à peu près en ces termes : « Vous prétendez que vous seuls êtes capables de faire la guerre; eh bien, nous allons la faire, nous, et si elle est heureuse, votre opposition et votre animosité à notre égard seront à tout jamais paralysées!

Il n'est pas inutile de se souvenir de l'enchaînement et du contre-coup de toutes ces passions chaque fois que l'on essaye, au point de vue impérialiste, de reprendre l'examen des événements qui ont précédé les catastrophes de 1870. De quelque façon qu'on se retourne, cette politique n'est pas défendable; c'est pourquoi le mieux qu'on puisse faire, c'est de la laisser ensevelie dans le vague des regrets patriotiques, sans tenter d'en répartir les responsabilités; car, dans cette répartition, toutes les nuances impérialistes se trouvent terriblement chargées. A ce point de vue, le prince Napoléon eût mieux fait de garder le silence. Qu'il le veuille ou non, il reste bonapartiste en qualité de Bonaparte, et, d'ailleurs, quoiqu'il ait été accablé des plus extrêmes injures par une portion considérable du parti auquel il lui est impossible de ne pas rester lié, ce sont des violences, dont il doit avoir pris l'habitude, qui sont de peu de portée et qui ne suffisent pas à justifier des représailles par lesquelles le principe même du régime impérial se trouve atteint.

On sait quel but s'est proposé le prince Napoléon dans

Digitized by Google

la note publiée par la *Revue des Deux Mondes*; il a voulu démontrer que l'entêtement de l'Empire à soutenir le pouvoir temporel avait été la seule cause de l'absence complète d'alliances en face de laquelle la France s'est trouvée en 1870; que, si l'Empire avait consenti à l'occupation de Rome par l'armée italienne comme conséquence de la convention du 15 septembre, l'Italie, en 1870, n'aurait pas pu ne pas prendre parti pour nous; que son action se fût combinée avec celle de l'Autriche, et que, dans ce cas, la suite des événements eût été pour nous très différente de ce qu'elle a été.

Le duc de Gramont, qui vient de répondre à la note de la *Revue des Deux Mondes*, s'imagine probablement de la meilleure foi du monde l'avoir victorieusement réfutée; il la confirme, au contraire, dans tous ses points essentiels; mais il est nécessaire de distinguer entre ce qu'on peut appeler la face italienne et pontificale de la question et les conséquences internationales que le prince Napoléon et le duc de Gramont lui attribuent.

Le refus obstiné du gouvernement français d'admettre, à la suite de la convention du 15 septembre, la possibilité, dans de certains cas, de l'occupation de Rome par l'armée italienne, a été assurément la preuve d'une vue très courte; une garnison italienne à Rome succédant à la garnison française, et dans des conditions identiques, n'impliquait nullement l'abolition radicale du pouvoir temporel, telle qu'elle a eu lieu en 1870. Rome occupée ne devenait pas pour cela Rome capitale; le roi d'Italie, les Chambres, tout l'organisme central d'un grand gouvernement ne suivaient pas le petit corps d'occupation italien, qui n'entrait à Rome que pour y remplir une mission

Digitized by Google

analogue à celle que le corps français y remplissait précédemment, c'est-à-dire pour en empêcher l'envahissement par les bandes garibaldiennes et autres.

Du moment qu'il était démontré que le pape était hors d'état de se défendre lui-même avec les seules ressources pontificales, du moment qu'il était prouvé que des sentinelles étrangères devaient monter la garde à la porte du Vatican, le but d'une politique éclairée devait être de faire faire cette faction par l'armée régulière de l'Italie; la transition indiquée, c'était l'occupation mixte, une sentinelle française à droite, une sentinelle italienne à gauche. On s'exclame :

— C'eût été une trahison, un sacrilège; le pape eût été prisonnier!

Pas plus qu'il ne l'est aujourd'hui, et, dans ce cas, il eût au moins conservé, du pouvoir temporel, une apparence, un appareil extérieur, des prérogatives qui ont disparu avec Rome capitale. Je sais bien que l'on ajoute :

— Ce régime de spoliation que la papauté subit disparaîtra un beau jour sous la main de Dieu!

Je le veux bien; mais, quand on en sera aux miracles, il n'en eût pas coûté davantage de faire disparaître la simple occupation militaire de Rome que d'abolir la prise de possession absolue de Rome comme capitale; on peut dire même que le miracle eût été d'une réalisalisation moins difficultueuse; il est vrai qu'en fait de miracles, la difficulté est un attrait.

Quoi qu'il en soit, à la suite de la convention de septembre, la politique impériale a offert le spectacle des tergiversations les moins justifiées; elle forme un tissu de velléités contradictoires; elle n'ose accepter aucune

Digitized by Google

des conséquences des faits qu'elle a créés elle-même. La convention du 15 septembre offrait certainement le point de départ, la base d'une solution satisfaisante de la question romaine, à la condition de ne pas reculer devant les corollaires logiques du traité ; ces corollaires étaient la substitution graduelle de l'occupation italienne à l'occupation française ; si l'on voulait éviter Rome comme capitale, c'était à la condition d'avoir Rome occupée.

Notez bien que je persiste, même aujourd'hui encore, à croire que la simple occupation eût été pour le royaume d'Italie plus avantageuse que la prise complète de Rome ; je reconnais que les Italiens n'ont pas pu l'éviter en 1870 ; mais cette nécessité a été une conséquence de la politique flottante du gouvernement impérial dans les années précédentes.

Maintenant, s'ensuit-il, ainsi que le prince Napoléon croit le démontrer, que, si le gouvernement impérial avait résolument abandonné le pouvoir temporel à sa destinée et admis, après la convention du 15 septembre, l'idée de l'occupation mixte d'abord, et ensuite l'idée de la garnison italienne succédant à l'occupation française, la conséquence en eût été, en 1870, une alliance offensive et défensive avec l'Italie, alliance allant jusqu'à une action militaire capable de créer pour nous une diversion efficace? Je n'en crois rien, et je maintiens que le récit du prince Napoléon relatif à la première phase des négociations n'offre sur ce point rien de démonstratif. M. de Gramont déclare que, touchant cette première phase, celle de 1869, « il n'a rien à redire à l'exposé de la *Revue des Deux Mondes* ». Que nous fait voir pourtant cet exposé? Des pourparlers, des espèces de ponctions

Digitized by Google

exploratrices de souverain à souverain, des conversations écrites, vagues, indéterminées, qui n'indiquent clairement qu'une chose : l'incertitude, la nébulosité dans laquelle l'esprit de l'empereur Napoléon semble se complaire.

Assurément, il est fort curieux de voir le gouvernement autrichien entrer comme il le fait de plein saut dans l'idée de l'abolition du pouvoir temporel ; mais on est en droit de se demander, quand on songe à la façon hésitante avec laquelle les pourparlers sont conduits et qu'on remarque surtout qu'ils sont poursuivis par des personnages officieux, sous une forme quasi clandestine, en dehors de toute diplomatie régulière, s'ils n'ont pas été uniquement pour les gouvernements d'Italie et d'Autriche une manière de tâter ce terrain obscur et toujours inconnu, où la politique française avait l'habitude d'évoluer pendant le second empire.

Quand à conclure que, si le gouvernement impérial s'était décidé en 1869 à abandonner le pouvoir temporel à sa destinée, il en eût recueilli en 1870 l'aide effective de l'Italie et de l'Autriche, rien ne paraîtra plus douteux à quiconque mesurera exactement les intérêts internationaux qui se trouvaient en présence. La guerre venant à éclater entre la France et l'Allemagne, il était manifeste que la neutralité était, pour l'Italie, la seule attitude profitable ; la France vaincue, l'Italie avait carte blanche à l'égard de Rome ; la France, au contraire, victorieuse, l'Italie demeurait sur le terrain de la convention du 15 septembre, c'est-à-dire dans la position expectante qu'elle avait acceptée en transférant son gouvernement à Florence. En s'attachant activement à notre fortune, elle ne pouvait

Digitized by Google

que perdre; aussi, quels qu'aient été le bon vouloir chevaleresque et la reconnaissance du roi Victor-Emmanuel, ce bon vouloir et cette gratitude n'ont jamais tenté même de passer de la région du sentiment au domaine rigoureux de la politique agissante.

Quant à la seconde phase des négociations, quant à cette diplomatie *in extremis* sur laquelle le duc de Gramont est sans doute convaincu qu'il verse des torrents de lumière, on peut dire qu'elle est encore plus triste à contempler que la première; elle ne prouve absolument qu'une chose : l'aveuglement et l'infatuation mélancolique de nos hommes d'État à ce moment suprême. Cette infatuation et cet aveuglement trouvent, d'ailleurs, un écho fidèle dans M. de Beust, personnalité chimérique et gonflée qui n'a jamais manqué d'être funeste à sa patrie d'adoption et qui semble aujourd'hui encore persévérer dans cette spécialité.

Dans la reprise des négociations de 1870, au milieu de la marche des armées, M. de Beust et le comte Vimercati ne sont là évidemment que pour occuper le tapis, pour maintenir une sorte de rideau diplomatique à l'abri duquel les alliances sérieuses se concluent; au moment où M. de Beust mettait en avant l'action possible de l'Autriche, il devait cependant savoir que sa neutralité était décidée par des considérations plus fortes que toutes les raisons qu'il faisait valoir; la Prusse était à cet égard parfaitement édifiée: elle savait que l'Autriche ne bougerait pas.

Quand au traité Vimercati apporté à Metz au milieu de l'incroyable fouillis qui signala les premiers jours de cette campagne, il fallait en vérité une dose extraordi-

Digitized by Google

naire de naïveté pour ne pas voir qu'il n'avait d'autre objet que de faire gagner du temps et de permettre d'attendre dans quel sens se déciderait la fortune.

On reproche amèrement à l'empereur d'avoir refusé de le signer; les républicains formulent ce grief avec la dureté qui leur est habituelle chaque fois qu'ils parlent de l'Empire. Sur ce point, ils ont tort; l'empereur eût-il consenti à ce traité de la dernière heure, que ces stipulations au lendemain de Wissembourg, de Spickeren et de Reichshoffen seraient restées à l'état de lettre morte. C'est une grande illusion de la part du prince Napoléon, et que l'on s'étonne de trouver dans un esprit aussi émancipé, que de s'imaginer que la signature du traité Vimercati à Metz eût apporté quelque allégement à nos catastrophes. Il est bien probable que, lors même que l'empereur en 1869 eût consenti à l'occupation de Rome par l'armée italienne, ce consentement n'eût pas procuré à la France en 1870 la coopération effective de l'Italie. La question romaine se serait uniquement trouvée tranchée d'une manière moins absolue et dans des conditions en définitive moins funestes pour la papauté temporelle; mais incontestablement, au mois d'août 1870, l'acceptation de ces mêmes conditions eût été encore plus vaine, plus inutile en ce qui touche la coopération de l'Italie. Au point où l'on était parvenu, la seule base de négociation eût été un succès militaire. Le baron Ricasoli, dans une lettre qui vient d'être publiée, expose avec une netteté malheureusement irréfragable la situation de son pays à ce moment. « Ne pouvant venir au secours de la France, dit-il, ni changer sa fortune, l'Italie, en intervenant, se serait trouvée sous les mêmes ruines. »

Digitized by Google

Le prince Napoléon, en s'imaginant qu'au prix de l'abandon du pouvoir temporel, la coopération italienne eût été assurée, semble céder à une illusion que son ardeur anticléricale ne suffit pas à justifier. Parce que, dans la question romaine, la politique impériale s'est montrée pleine d'incohérence et de tergiversations, cela ne prouve nullement que, mieux conduite, elle eût entraîné l'Italie dans son mouvement.

Quant aux prétendues rectifications du duc de Gramont, elles aboutissent approximativement à cette triomphante proposition :

— Au moment d'engager la guerre redoutable de 1870, la France n'avait aucune alliance; mais elle en aurait eu de magnifiques si elle eût été victorieuse!

Nous nous en doutions, monsieur le duc. Ce n'est pas là cependant ce que vous disiez à la commission du Corps législatif à la veille de la déclaration de guerre. Vous laissiez entendre que votre portefeuille était bourré d'alliances secrètes. De braves gens, disposés à croire facilement les hommes de leur monde, tel que le pauvre marquis de Talhouët, s'y sont laissé prendre et ne s'en sont jamais consolés. Ne remuez jamais ces souvenirs de 1870; tout cela est trop rempli d'injustifiables incidents.

Quand on a eu le malheur d'être ministre des affaires étrangères à cette époque, on n'a qu'une chose à faire : se retirer à la campagne (les couvents n'étant plus de mode), se taire et espérer qu'on vous oubliera. Le pauvre maréchal Le Bœuf, dont la responsabilité est bien moindre, qui s'est conduit devant Metz en soldat admirable, qui n'a pas réussi malgré tous ses efforts à mourir sur le champ de bataille, le maréchal Le Bœuf a embrassé cette

Digitized by Google

retraite et ce silence. Il est fâcheux que le duc de Gramont, et j'ajouterai volontiers le prince Napoléon, n'aient pas compris quelle était pour eux, en tout ce qui touche à la guerre maudite de 1870, la seule et véritable dignité.

LXXXV

COUP D'ŒIL RÉTROSPECTIF SUR L'EMPIRE.
GUERRE DE 1870
SUITE

Paris, 22 avril 1878.

La malencontreuse polémique rétrospective soulevée par le prince Napoléon, et nourrie avec une présomption si majestueusement frivole par le duc de Gramont, m'a donné l'occasion de revenir sur les illusions qui s'étendirent sur la politique internationale de l'empire, comme un brouillard funeste, pendant les années qui précédèrent la catastrophe. Je ne l'ai pas fait pour le plaisir de remuer ces souvenirs douloureux. Si je n'avais eu en vue que le passé, malgré mon désir de ne rien laisser échapper parmi les incidents dignes de remarque de la vie française, j'aurais préféré, pour ma part, laisser aller à l'oubli qu'elles méritent ces assertions injustifiées, ces récriminations mélancoliques et vaines.

Mais je m'aperçois depuis quelque temps que les leçons de ce passé cruel, que cette expérience si durement payée

Digitized by Google

semblent passer à l'état de lettre morte pour une certaine fraction du parti qui les a cependant qualifiées avec le plus de rigueur; en un mot, j'en suis à me demander si nous ne sommes pas exposés à voir succéder à l'aveuglement impérialiste l'infatuation et l'imprévoyance républicaines, quand je vois la hauteur cassante, l'espèce de confiance mystérieuse et inouïe que laissent percer certains organes républicains, et des plus importants, en face des événements actuels, soit militaires, soit diplomatiques. Quand, d'autre part, je songe que nous sommes à la veille de l'ouverture d'une nouvelle exposition, je me souviens de 1867, de cette autre exposition à la suite de laquelle commencèrent à germer toutes les illusions et tous les ressentiments qui conduisirent l'Empire à sa perte, et je me demande si les républicains seront assez imprévoyants, assez aveuglés à leur tour pour se lancer dans la même voie, pour reprendre cette piste détestable. La masse de la nation, l'opinion publique incontestablement ne les y suivrait pas; mais cette résistance de l'opinion, quoiqu'elle fût aujourd'hui plus forte, mieux caractérisée, plus unanime qu'à la fin de l'Empire, n'est pas toujours suffisante, quand on a le pouvoir en main, pour empêcher d'irréparables fautes.

En 1870 aussi, le sentiment dominant dans le pays était loin d'accepter la guerre. Nous y fûmes cependant soudainement précipités. Quand on analyse les sentiments qui déterminèrent alors le monde gouvernemental, on voit qu'au-dessus de motifs secondaires, de rivalités politiques et d'ambition; au-dessus des ministres qui voulaient rester ministres et des aides de camp qui espéraient devenir maréchaux, il existait deux idées plus générales,

Digitized by Google

et, malgré leur illusion, d'une extraction plus haute : la première, que l'Empire avait besoin de rétablir son prestige amoindri, pensait-on, par la grandeur de la Prusse, par la tournure menaçante d'une fraction de l'opinion et des concessions libérales imprudentes; on pensait que ce prestige ne pourrait être relevé que par une guerre heureuse. La seconde idée consistait en ceci : que la France impériale trouverait, aussitôt qu'elle aurait tiré l'épée, des alliances et un appui extérieur qui n'attendaient pour se révéler que son entrée en campagne. On peut joindre à ces deux idées principales la présomption qu'on possédait une force militaire très imposante et très redoutable qui devait arrêter l'ascendant germanique. On doit surtout remarquer l'illusion des alliances et de l'appui extérieur; l'écrit du duc de Gramont et dans une certaine mesure la note du prince Napoléon montrent l'épaisseur et la persistance de cette illusion.

Aujourd'hui, on peut facilement démêler quelque chose d'analogue dans un certain groupe républicain, celui qui gravite autour de M. Gambetta. En 1870, la cour, le *château*, comme on disait alors, poussait à la guerre en comptant sur l'Autriche et sur l'Italie. Je ne crois pas qu'aujourd'hui le groupe républicain dont je parle, qui n'est pas le gouvernement, mais qui est très important à côté du gouvernement, pousse positivement à la guerre, — mais c'est une éventualité qu'il considère comme extrêmement probable. — Cette éventualité, il ne semble pas l'envisager comme périlleuse au point de vue français; il incline à croire, au contraire, qu'elle suscitera inévitablement des incidents au milieu desquels la France pourra saisir une occasion de regagner quelque chose

Digitized by Google

parmi ses pertes de 1871. Les Tuileries se leurraient de l'alliance austro-italienne ; la République de la Chaussée-d'Antin, je le crains, fait fond de l'alliance anglaise, et se persuade que, la lutte s'engageant, si la neutralité française, à un moment bien choisi, se résout dans le sens anglais, elle en recueillera, lors du règlement final, un avantage qui sera le cadeau de noce de la République, et qui assurera sans retour sa destinée et son prestige.

Cette similitude entre l'illusion impérialiste de 1869-1870 et l'illusion actuelle d'une certaine fraction du républicanisme gouvernemental me semble très digne d'être notée. Les similitudes vont encore plus loin ; cette nuance républicaine qui réunit, on le voit, ce qu'il y a peut-être de plus sérieux, de plus capable dans l'ancien parti républicain, semble convaincue, comme le fut l'Empire, que le régime actuel a besoin pour se consolider d'acquérir un certain prestige national ; elle ne voit pas d'autre source à ce prestige qu'une diplomatie active, susceptible à un moment donné de ne pas reculer devant la force afin de regagner quelque chose dans ce qui a été perdu il y a sept ans. Autre similitude impériale : elle se laisse aller insensiblement à reprendre dans la force militaire française une confiance que l'Empire était excusable de conserver, puisqu'il n'avait en somme derrière lui que des succès, mais qui est aujourd'hui singulièrement prématurée, quand on songe au court espace de temps écoulé depuis nos désastres, et qu'on y ajoute que, depuis lors, on a eu à mettre en train une organisation militaire absolument nouvelle dont les conséquences sont encore loin d'être complètes et qu'on a de plus à lutter contre une effervescence d'esprit démocratique qui est,

Digitized by Google

quoi qu'on fasse, un dissolvant pour l'esprit militaire.

Il ne suffit pas de déclamer avec une impitoyable âpreté contre l'Empire; il serait plus opportun de ne pas entrer dans ses sentiers; la nuance républicaine dont je parle ne se rend peut-être pas suffisamment compte à elle-même que tout en abîmant quotidiennement, et souvent à juste titre, la politique impériale, elle ne fait cependant que la continuer en beaucoup de points essentiels. On veut fonder une République; je n'ai pas besoin de rappeler que je n'ai cessé de démontrer ici depuis des mois que la nécessité de la forme républicaine s'imposait à tout le monde, que cette nécessité étant plus forte que tous les regrets et que toutes les espérances; qu'on ne sortirait de la forme républicaine qu'à la suite d'excès ou de catastrophes qui pourraient fort bien ne jamais survenir; qu'il était par conséquent puéril de s'épuiser contre un mot quand la chose était acquise et inévitable; mais, parce que la forme républicaine domine victorieusement toutes les répugnances et tous les préjugés, cela ne signifie nullement que cette République doive marcher dans les souliers du régime précédent. Si les républicains autoritaires et gouvernementaux s'imaginent que la République consiste dans l'abolition des uniformes brodés, remplacés par de simples paletots, dans la substitution d'un monde gouvernemental, issu d'une nouvelle couche sociale, à l'ancienne classe gouvernante, pour faire d'ailleurs à peu de chose près, en diplomatie, en finances, tout ce que faisait la précédente, s'ils croient qu'un changement de forme de gouvernement est uniquement un remplacement de personnel, je suis convaincu qu'ils s'abusent et que le sentiment public finira par redresser

Digitized by Google

leur jugement; seulement le redressement a chance d'être douloureux, parce qu'il aura pour agents d'exécution une catégorie violente et anarchique qui commettra de grands excès au milieu desquels la forme républicaine elle-même courra des risques très sérieux.

Qu'on ne me taxe pas de paradoxe, lorsque je prétends que la conception politique et gouvernementale des républicains autoritaires ne diffère que par l'écorce et par le costume de la conception impériale. En somme, l'empire fut une canalisation du jacobinisme. Il y a beaucoup de vrai dans le mot de madame de Staël :

— C'est Robespierre à cheval!

S'agit-il aujourd'hui simplement de le mettre en fiacre, abstraction faite, bien entendu, de la tyrannie directe et de l'échafaud dont aucun républicain de bon sens ne voudrait? Remarquez cependant que les républicains autoritaires ne peuvent pas concevoir le régime auquel ils sont attachés autrement que comme une sorte d'empire sans galons et sans grands équipages. Un exemple : l'Exposition. Je n'ai nulle envie de faire écho à toutes les plaisanteries implacables, à toutes les récriminations empoisonnées que les bonapartistes ont adressées à cette entreprise. Le monde parisien spécialement a mis là-dessus un tel enjeu, les hôteliers, les restaurateurs, les cafés-concerts, les théâtres, les chemins de fer attendent de l'Exposition une si grosse moisson, que ce serait faire acte, sinon de mauvais citoyen, tout au moins de mauvais Parisien, que de venir jeter le moindre petit caillou sur la route sablée où l'on espère faire défiler toutes ces voitures élégantes et productives; il n'en est pas moins vrai qu'en tant qu'engin de gouvernement, en

Digitized by Google

tant qu'*instrumentum regni*, une exposition est une affaire impériale et nullement républicaine. Les bonapartistes disent, et je ne vois pas ce qu'on peut leur répondre :

— Vous nous avez volé notre procédé, et ce procédé fait partie d'un système avec lequel le vôtre ne peut pas se combiner.

Qu'on ne parle pas de Philadelphie. D'abord, l'exposition de Philadelphie a été un désastre; ensuite, elle ne fut nullement une entreprise d'État, mais une affaire de spéculation privée, strictement montée d'après les principes américains, qui sont véritablement ceux des vraies Républiques et qui peuvent se réduire à ce point unique : ne jamais faire intervenir l'État partout où il est possible de s'en passer.

Ce n'est pas dans ce sens que gravitent nos républicains autoritaires. L'État! l'État! partout une sorte de Louis XIV collectif intervenant dans tous les actes de la vie sociale. L'État enseignant, ils ne veulent pas entendre parler de la liberté d'enseignement; l'État théologien, voir le rapport de M. Guichard, qui volontiers conclurait à une église constitutionnelle; l'État entrepreneur de transports, voir le projet de M. de Freycinet sur les chemins de fer. Je ne fais pas le procès du principe d'autorité; je le conçois en République, surtout en République, plus énergique, plus armé que sous aucun autre gouvernement, mais je prétends que l'essence du régime républicain est de restreindre, autant que possible, non pas l'autorité, mais le nombre des fonctions sociales auxquelles elle s'appliquera. Par exemple, en matière de croyances religieuses, d'opinions philosophiques et scien-

Digitized by Google

tifiques, personne ne songeait à contester, il y a un siècle, le droit de la puissance souveraine. — On ne lui demandait que d'être éclairée et modérée. Aujourd'hui, on ne trouvera pas un gouvernement en Europe qui songe à régenter les consciences. Ceux qui se mêlent des doctrines ne s'en occupent qu'au point de vue de certaines conséquences politiques, et leur tendance manifeste est de le faire de moins en moins. Un gouvernement aujourd'hui qui entreprendrait quelque chose d'analogue aux persécutions du jansénisme et aux querelles de la bulle *Unigenitus* paraîtrait aussi extravagant qu'un astronome qui prétendrait faire revivre le système de Ptolémée.

Un régime républicain tournera à la plus incertaine et à la plus tracassière des tyrannies, s'il ne repose pas sur le développement d'idées de cet ordre; il faut qu'il soit modeste, sans apparat, ponctuel, économique; en somme, un bon bureau, une administration laborieuse et frugale, qu'on le voie à peine, qu'on le sente le moins possible; qu'il représente le minimum de gouvernement compatible avec le bon ordre et la sécurité indispensables à des sociétés industrielles.

Il résulte de là qu'une République qui n'a pas pour maxime absolue d'être rigoureusement sur la défensive, mais qui se met à rêver des alliances, des combinaisons diplomatiques, qui affiche des préférences, qui a des prédilections au lieu d'avoir uniquement des intérêts, qui affecte des plans d'État, tourne le dos à toutes les idées qui sont l'essence du système républicain; c'est là ce que me semble faire le groupe des républicains autoritaires et centralisateurs. Cela est surtout sensible dans leur

Digitized by Google

manière de concevoir la politique internationale; je crois qu'ils n'entraîneront pas la masse de l'opinion dans leur sens; cette masse est arrivée à la notion d'une irrémédiable neutralité; elle ne veut plus entendre parler d'hommes d'État; M. de Gramont l'en a dégrisée pour un siècle, et M. Gambetta, malgré tout son esprit, ne parviendra pas à en ressusciter la croyance.

LXXXVI

ERNEST RENAN ET SHAKSPEARE

Paris, 26 avril 1878.

On raconte qu'il y a eu des colères et des grincements dans un certain cénacle démocratique à la suite de la publication de la fantaisie shakspearienne de M. Renan. Ce charmant et profond esprit, qui est à l'heure présente probablement l'écrivain le plus accompli et le plus souple dont notre littérature ait le droit de se parer, a eu l'idée, au printemps dernier, à Ischia, de donner une suite à *la Tempête* de Shakspeare, et de rechercher quelle avait pu être la destinée ultérieure de Prospero, duc de Milan, restauré sur le trône de ses pères, selon qu'il est raconté dans *la Tempête*, ainsi que la fortune du monstre Caliban, celle aussi du génie aérien, le poétique Ariel, compagnons et serviteurs de Prospero dans l'île fantastique. De là ces pages exquises dont le public vient de se délecter, et qui, si on consentait à ajouter foi aux

Digitized by Google

bavardages parisiens, auraient cruellement chiffonné quelques barbes vieilles et jeunes de l'Empyrée démocratique.

Je commence par dire que je ne crois guère à ces ressentiments; il faudrait admettre que ces démocrates sont totalement dénués de finesse et d'esprit, ce qui n'est pas vraisemblable, la plupart étant jeunes, en outre triomphants. C'est plus qu'il n'en faut pour devenir aimables, tolérants et éclairés. Les gens persécutés et pourchassés, obligés de vivre dans des caves noires, sont naturellement atrabilaires et susceptibles; les égratignures élégantes de l'ironie paraissent intolérables à quiconque attend, plongé dans une ombre fumeuse, que le ciel s'ouvre au-dessus de sa tête et que l'apparition lumineuse, le *millenium* éblouissant, se révèle dans des nuages transfigurés. Mais, après que l'apparition a eu lieu, quand le rêve invraisemblable est devenu réalité, quelle détente! quel épanouissement! et comme il est probable que les fanatiques de la veille doivent devenir les hommes d'esprit du lendemain!

Je le répète donc, la mauvaise humeur des barbes démocratiques, à propos de la suite de *la Tempête*, me fait l'effet d'une imputation calomnieuse; il faudrait croire alors que ces personnages sourcilleux n'ont pas lu ou pas compris ces quelques lignes exquises de l'avant-propos placé par le poète-philosophe en tête de son tableau :

« Voyez dans le jeu qui va suivre, dit-il, un divertissement d'idéologue, non une théorie, une fantaisie d'imagination, non une thèse de politique. Je l'écrivis il y a quelques mois à Ischia, le matin, quand les vignes se

Digitized by Google

couvraient de rosée et que la mer était comme une moire blanchâtre. La philosophie qui convient à ces heures de repos, c'est celle des cigales et des alouettes, lesquelles n'ont jamais douté, je pense, que la lumière du soleil ne soit une chose très douce, la vie un don excellent et la terre des vivants un bien agréable séjour. »

Pourtant on doit avouer, pour ne rien omettre, que cet esprit, dont je fais honneur aux consulaires de la démocratie, n'a pas brillé partout d'un éclat égal. Ainsi la *Revue des Deux Mondes* aurait refusé de publier la suite de *la Tempête*. Feu Buloz, l'ancien, qui était pourtant un être hérissé, avait sous sa rustique écorce une clairvoyance sceptique qui l'eût détourné de cette maladresse. Ses successeurs semblent moins émancipés; ils n'ont pas hérité, à ce qu'il paraît, de la grande doctrine du premier Buloz, qui se résumait, à peu de chose près, en cet article unique : « Tout ce qui se produit de remarquable dans la littérature française doit aboutir à la *Revue*. » Quant aux idées, pourvu que la forme en soit correcte et que surtout elles revêtent cette expression balancée, arrondie et longue, qui est la propriété de la *Revue*, il suffit; d'ailleurs, la couverture saumon couvre toutes les hardiesses. Cette doctrine d'éditeur ne manquait pas de fierté; aurait-elle fléchi en même temps que la *Revue* diminuait d'une feuille d'impression par numéro?

Toujours est-il qu'on y redoute, dit-on, la rancune de Caliban; là-dessus, un homme alerte et avisé, qui a l'esprit fin comme l'ambre, journaliste, lettré et homme d'affaires, M. Hébrard, du *Temps*, a flairé la bonne aubaine; il a demandé le triomphe de Caliban, et l'a obtenu,

Digitized by Google

et c'est à lui que le public en a la première obligation. Je vais dire en quoi consiste l'histoire; mais je puis faire remarquer au préalable combien rien n'est plus exceptionnel, de la part d'une intelligence française, même très cultivée, je ne dirai pas de comprendre Shakspeare, mais de le sentir, et en quelque sorte de le deviner. Or, en présence de cette grande création toute chargée d'une électricité contraire à la nôtre, l'intelligence ne suffit pas; il faut y joindre je ne sais quelle divination pénétrante, un sentiment, un instinct plus fort que la raison, appartenant à cette même famille des facultés humaines qui produit le sentiment de la nature.

Toute la culture du monde ne fait pas sentir la nature à celui que les fées des prairies, des ruisseaux et des bois n'ont pas baisé au front dans son berceau; il parvient à la comprendre, peut-être, à force de réfléchir et de comparer, à la sentir naïvement : à s'en enivrer jamais. Shakspeare est semblable à la nature : on n'en jouit pas par acquisition littéraire; on le comprend, on en mesure la profondeur et l'étendue, mais c'est un don, une sorte d'instinct que d'en sentir le charme et que de le deviner. Ce don est tout ce qu'il y a de plus rare dans un esprit français. Le Français, à vrai dire, ne s'intéresse qu'à l'homme social. Les idées et le raisonnement le séduisent si exclusivement, que toute cette partie instinctive et spontanée de l'âme qui forme le véritable domaine shakspearien lui échappe ou tout au moins reste pour lui antipathique. Les passions françaises sont des passions compliquées et raisonnantes, qui s'analysent et qui dissertent sur elles-mêmes. Notre théâtre classique, Corneille et Racine, sont à cet égard un échantillon admi-

Digitized by Google

rable de l'esprit français. Cet esprit, en réalité, est toujours demeuré foncièrement classique; le romantisme n'y a jamais été qu'une mode et un placage, un effort et une effervescence littéraire; les romantiques français, même dans leurs tentatives les plus osées, ont gardé toujours une âme foncièrement classique. Ils se sont révoltés contre Aristote et surtout contre Boileau. Mais, toute révolte impliquant une reconnaissance implicite du pouvoir contre lequel on s'insurge, ils restaient classiques malgré eux, comme les hérétiques restent chrétiens.

Quant à la foule française, elle n'a jamais rien compris à ce romantisme pur, à ce panthéisme, à ce sentiment de la vie universelle qui en forme l'essence. On a pu l'entraîner hors du parc de Versailles, son véritable idéal; on n'a jamais réussi à l'acclimater dans la forêt enchantée où retentit, à travers les songes des nuits d'été, le cor surnaturel d'Obéron dont a hérité Weber. La foule française, en abandonnant le parc de Versailles s'est arrêtée au bois de Boulogne; elle y est restée. Aussi, à l'exception de trois ou quatre drames de Shakspeare, dont l'action tragique l'a saisie, *Macbeth*, *Roméo*, *Othello*, soyez certain qu'elle ne connaît le surplus du poète que par ouï-dire, et que, d'ailleurs, cette première création shakspearienne, où la poésie et la fantaisie l'emportent de beaucoup sur le drame, lui semble désagréable quand par hasard elle y pénètre.

Une chose incomparable dans l'œuvre de M. Renan, c'est de voir avec quelle pénétration romantique il a saisi Shakspeare et avec quelle grâce légère, merveilleusement française et finement classique, il l'interprète

Digitized by Google

et le commente; nulle part, vous ne trouverez un échantillon plus achevé de cette faculté qui est la note caractéristique de son esprit : la combinaison de la poésie et de l'ironie. Que de fois, en le lisant, j'ai songé à la belle invocation adressée par Proudhon à « la sainte ironie ». Mais Proudhon était un lyrique populaire dont l'étude et la réflexion n'avaient réussi qu'à filtrer imparfaitement les âcres humeurs; ici, l'ironie est artistique; elle est paisible et souriante. Cet admirable esprit a dépassé depuis longtemps la période de l'indignation; il contemple, il défend, il dédaigne, et il a l'air d'appliquer à toutes les platitudes humaines le mot profondément philosophique de madame de Staël :

« Tout comprendre, c'est tout pardonner. »

En réalité, il comprend Caliban et il lui pardonne. Caliban est pourtant, à tout prendre, un vilain sire; voici en effet ce qui s'est passé quand Prospero vainqueur, par son savoir magique, de tous ses ennemis, a repris possession de son duché de Milan : Ariel et Caliban l'ont suivi dans ce retour de Gand; Prospero paraît gouverner son duché avec nonchalance; il s'en rapporte à la coutume, au doux laisser aller de son administration; le plus grand nombre de ses journées se passent dans son laboratoire; on dirait qu'il converse avec M. Berthelot; il écoute la symphonie des gaz emprisonnés dans les cornues qui chantent la musique de la matière subtile et éternelle, musique que Gounod écrira; Caliban n'a rien à faire; il possède les clefs de la cave ducale; il se grise, il se déclare exploité et il déclame contre la tyrannie. Le peuple, qui n'est pas foulé, mais qui non plus n'est pas conduit par ce duc idéaliste,

Digitized by Google

absorbé dans son rêve, se révolte, et il proclame Caliban ; comment Caliban, Caliban à peine dégrossi, Caliban à peine débarbouillé de l'écume marine de sa première origine, Caliban aux mains palmées, homme inachevé auquel la race supérieure que Prospero personnifie n'a inculqué qu'à force de contrainte un rudiment de langage et des lambeaux d'idées ! Où en sommes-nous si Caliban devient le maître de Milan ? Voilà le fait pourtant : Caliban est une brute, mais il est une force.

D'ailleurs, tout en restant brute, il s'est singulièrement corrompu ; la corruption est une espèce de perfectionnement ; il raisonne, il devient malicieux, il se rend compte de ses intérêts, il excelle à piper la foule, à la payer de formules vides, à la satisfaire avec des simagrées. Le voici duc ; il couche dans le lit de l'autorité classique, et il y prend soudain une foule de pratiques gouvernementales et de procédés conservateurs ; laissez-le faire, son gouvernement ne sera pas sensiblement plus mauvais qu'un autre ; qui sait ? il aura peut-être pour cette plèbe dont il représente la forme dernière un bras plus dur que le savant et idéal Prospero ; il se souviendra mieux que lui que le sceptre est un bâton ; seulement le gouvernement, qui sera vraisemblablement correct et régulier, restera cependant invariablement vulgaire, médiocre et grossier.

Caliban reprend pourtant quelques-uns des préfets et des conseillers de Prospero, de ces conseillers qui ont *conseillé* sous tous les régimes et qui mourront en conseillant ; il refuse de livrer Prospero à la sainte Inquisition, qui salue Caliban comme elle ne manque pas de le faire pour tâter tout nouveau pouvoir ; sachons-lui

Digitized by Google

un certain gré de sa modération, sans trop nous y fier néanmoins; il n'existe pas, de par le monde, qu'une seule Inquisition, celle des frères dominicains, et, si les sous-Calibans s'avisent plus tard de réclamer Prospero en le taxant de cléricalisme ou de magie aristocratique, je ne répondrais pas du libéralisme du nouveau duc.

Quelle est pourtant la conclusion de cette éblouissante et profonde fantaisie? On en trouve plus d'une : celle d'abord du prieur des Chartreux, qui médite dans sa stalle pendant le couronnement de Caliban: l'encens fume; les versets du *Te Deum* éclatent avec une majestueuse allégresse; les orgues y répondent par ce chant délicieux : « O Éternel, toi que rien n'attriste ni ne trouble, n'irrite ni ne console ; Être pur et saint, lumière cristalline qui traverse sans se souiller le monde du corps et sers de base immuable à la mobilité sans fin, nous te louons de tout notre souffle, nous te proclamons juste, parfait et bon. Ceux qui croient, ceux qui espèrent, ceux qui aiment sont les seuls qui ne se trompent pas. »

Et le prieur se dit à lui-même :

« Le monde, que j'ai bien fait de quitter, est une illusion éternelle, une comédie composée d'actes sans fin. Ce qui vient d'arriver prouve ce que j'avais entrevu et que personne ne voulait croire, c'est que Caliban était susceptible de faire des progrès. Oui, toute civilisation est l'œuvre des aristocrates... C'est elle qui a discipliné les races inférieures, soit en les assujettissant aux traitements les plus durs, soit en les terrorisant par des croyances superstitieuses. Les races inférieures, comme le nègre émancipé, montrent d'abord une monstrueuse ingratitude envers

Digitized by Google

leurs civilisateurs; quand elles réussissent à secouer ce joug, elles les traitent de tyrans, d'imposteurs, d'exploiteurs. Les conservateurs étroits rêvent de tentatives pour ressaisir le pouvoir qui leur a échappé, les hommes plus éclairés acceptent le nouveau régime sans se réserver autre chose que le droit de quelques plaisanteries sans conséquence... Prospero peut vivre au moins quelque temps sous un pareil régime; il a même quelque chance d'en ressaisir la direction; il faut pour cela de la prudence, car la démocratie est jalouse et soupçonneuse; mais, en étant modeste et en cachant son jeu, on fait bien des choses. »

Ainsi se parle à lui-même le sage prieur; je ne le contredis pas, mais Ariel s'évanouit; il se dissipe comme un principe pur dans l'éther immaculé; Prospero reste seul, la poésie est morte, la science survit; suffira-t-elle?

LXXXVII

L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1878

Paris, 30 avril 1878.

Un Parisien expérimenté n'a qu'à traverser aujourd'hui le boulevard pour sentir que la grande ville est dans un état très original d'excitation. Il suffit en outre d'un simple coup d'œil jeté sur la foule des promeneurs et sur la circulation des voitures pour n'avoir aucun doute au sujet

Digitized by Google

de l'affluence croissante des voyageurs et des étrangers. Ceci est un fait ; il est manifeste, il est palpable ; je vous en fais part comme de l'observation dont je suis le plus frappé dans ce moment-ci.

Jusqu'à présent, je me suis abstenu de dire le moindre mot de l'Exposition, et je ne m'engage pas pour l'avenir à en offrir aux lecteurs du *Nord* une chronique bien assidue et bien suivie ; mais l'événement semblant prendre en ce moment une certaine signification sociale et politique, je reste fidèle au cadre de ces courantes études, en essayant d'analyser les sentiments et les impressions que l'ouverture imminente de l'Exposition me paraît susciter généralement dans la masse de la population. Du principe même des expositions, je ne veux rien dire. Sont-elles désormais destinées à provoquer de grands progrès industriels et artistiques? Dans quelle mesure est-il logique, surtout dans un régime républicain, d'en faire comme aujourd'hui une entreprise d'État ? Ce sont des questions sur lesquelles nous pourrons revenir plus tard, quand nous aurons à loisir examiné l'Exposition et que nous commencerons à pouvoir mettre en balance les frais gigantesques qu'elle aura nécessités et les produits directs et indirects qu'on en aura tirés.

Aujourd'hui, la seule question qui soit opportune, c'est celle qu'on se pose en présence d'une pièce nouvelle :

— L'Exposition a-t-elle chance de réussir?

Je réponds tout de suite sans hésitation :

— Oui, toutes les probabilités sont dans le sens du succès.

La situation européenne est pourtant sans contredit ce qu'on peut imaginer de plus contraire à une expo-

Digitized by Google

sition internationale : l'incertitude plane sur toutes les solutions. La mauvaise volonté du ministère anglais, son parti pris de compliquer les difficultés, l'irritation des intérêts en présence, le gonflement des préjugés, tout cela n'est que trop apparent et tout cela constitue une atmosphère d'incertitude et d'anxiété qui semble, au premier aspect, funeste pour une exposition.

Je crois cependant, je le repète, qu'elle réussira, tout au moins que son début sera brillant, et, si des explosions et des complications trop violentes ne viennent pas en arrêter l'essor, l'impression dominante qu'elle produira et la distraction qu'elle répandra dans la masse française resteront, tout compensé, avantageuses pour l'ordre actuel. La résolution de la faire à tout prix et la persistance à l'ouvrir à l'époque indiquée ne sont donc pas en définitive la marque d'un esprit politique absolument médiocre.

J'indiquerai maintenant sur quelles raisons je me fonde pour pronostiquer le succès de l'Exposition. On doit envisager ce succès à deux points de vue : au point de vue français, au point de vue cosmopolite. Au point de vue français, le succès ne me paraît pas faire de doute, et le principal motif est qu'il a pour adversaires ceux dont l'inimitié est à l'heure actuelle, — étant donnés la pente et l'élan de l'opinion, — un des excitants les plus certains de la réussite.

Cléricaux et bonapartistes ont eu l'imprévoyance de se constituer par avance à l'état de détracteurs systématiques de cette entreprise. Je conçois parfaitement à quels sentiments ils ont obéi, et j'ajoute volontiers que ces sentiments étaient pour eux à peu près inévitables. Les bona-

Digitized by Google

partistes ont le droit de dire que la République, en décrétant une exposition, leur dérobe un engin gouvernemental qui n'appartient qu'à eux seuls; ils doivent souhaiter en conséquence que cette tentative échoue, afin d'inspirer cette réflexion à la masse populaire : que décidément, pour entreprendre et mener à bien une exposition, il faut posséder pour toile de fond l'ordonnance splendidement décorative du régime impérial, une cour luxueuse, des fêtes et tout ce qui s'ensuit.

Quant aux cléricaux, ils ne peuvent envisager qu'avec mauvaise humeur et désappointement tout ce qui prête à la société moderne, dont les principes leur semblent pernicieux, une apparence de prospérité. En outre, pour le catholique, toute fête, toute solennité dont le principe n'est pas essentiellement religieux est par cela même suspecte; elle ne peut avoir d'autre résultat que de distraire les hommes de cette discipline que l'esprit ecclésiastique s'efforce d'imposer aux individus et aux sociétés. La langue dévote emploie, à l'égard de toutes ces distractions d'origine mondaine, un mot très expressif : ce sont, dit-elle, des dissipations; en effet, elles dissipent l'esprit humain, qui a besoin, pour rester religieux et soumis, de concentration et d'isolement.

De plus, le spectacle des productions industrielles, de l'accumulation des richesses et de toutes les démonstrations du génie humain est une chose profane dont l'esprit religieux ne profite point. J'ai vu, dans toutes les expositions, l'infatigable Société biblique organiser des kiosques et des vitrines pour répandre les Écritures avec accompagnement de brochures et de *tracts* appropriés. J'ai toujours douté que le spectacle des machines en ac-

Digitized by Google

tivité, que cette domestication des forces de la nature par le calcul et le raisonnement humains disposât beaucoup, même les simples, à venir demander à la Bible la solution des problèmes de la vie. S'il y a un apostolat dans les expositions, il n'est point religieux; à leur manière, elles ne prêchent que trois choses dont on s'étudie à faire des conséquences l'une de l'autre : le travail, la richesse et le plaisir.

Pour ces raisons d'ordre très différent, on voit à quel point il était naturel que bonapartistes et cléricaux se montrassent hostiles à l'idée d'une exposition. Je n'ai rien à objecter à l'hostilité cléricale; elle résulte d'opinions qu'il faut admettre ou repousser en entier et telles qu'elles se donnent; mais je crois que les bonapartistes, qui sont des politiques, ont été fort imprévoyants en affichant d'avance leur animadversion. Il fallait attendre le résultat, et, si le résultat avait été désastreux, ce qui n'était pas impossible, se lever alors et dire très haut :

— Nous vous avons laissés faire; nous n'avons pas voulu nous donner la mauvaise apparence d'entraver par esprit de parti une entreprise dont la population parisienne espérait d'immenses bénéfices; d'ailleurs, les expositions sont affaires qu'en principe il nous est interdit de dénigrer; mais il est décidément prouvé par la déroute de celle-ci que les expositions ne peuvent réussir que quand c'est nous qui les dirigeons, et qu'elles ont besoin pour fleurir et fructifier de la sécurité et des splendeurs du régime impérial. Recueillez les enseignements de ce désastre, ô Français frivoles! *et nunc erudimini.*

Au lieu d'attendre cette occasion qui pouvait surgir et de se tenir dans une réserve dont on devait tirer parti

Digitized by Google

aussi bien en cas de succès qu'en cas d'échec, puisque, dans le premier cas, on pouvait dire aux républicains : « Vous n'obtenez de succès qu'en nous imitant ! » et, dans le second : « Vous avez beau faire, là ou nous manquons, rien ne peut marcher !

» Un seul être vous manque, et tout est dépeuplé ! »

Les bonapartistes ont préféré se lancer dans un assaut de récriminations préventives contre l'exposition; ils ont recueilli et amplifié les quolibets de salon et de cercle à l'aide desquels les personnages à la retraite s'efforcent de se consoler en se démontrant les uns aux autres que rien ne peut réussir par cela seul qu'ils n'en sont pas.

J'ai insisté plus d'une fois déjà sur cette illusion des états-majors conservateurs qui consiste à se croire plus indispensables au train de la société française qu'ils ne le sont en réalité. Les conservateurs, malheureusement, s'attribuent dans le monde actuel une place beaucoup plus grande que celle qu'ils y occupent véritablement. Ce qui m'épouvante au contraire, et ce qui devrait les faire réfléchir, s'ils ne vivaient pas dans une atmosphère de chimères et d'infatuation, c'est de voir avec qu'elle facilité cette société se passe d'eux, et combien tout continue à marcher à peu près régulièrement après qu'ils se sont retirés sur le mont Aventin, — petite colline de séjour confortable garnie de tapis, enveloppée de paravents, où l'on se lamente paisiblement et où l'on échange des pronostics mélodramatiques sur le péril social, en fumant son cigare et en buvant son thé.

Pour ce qui est de l'exposition, les attaques et les plai-

Digitized by Google

santeries bonapartistes et cléricales n'ont eu d'autre résultat que de piquer au jeu la masse, et spécialement la masse parisienne ; son succès est devenu une sorte de défi ; on a transformé ainsi l'exposition en fête nationale et républicaine. On ne doit pas oublier qu'à Paris la très grande majorité de la population est entraînée par le courant des choses actuelles ; la portion indifférente ou hésitante, dès qu'il s'agit de l'Exposition, entre dans le même mouvement, par cette raison que toutes les industries spécialement parisiennes : restaurants, hôtels, cafés, voitures, théâtres, tous les commerces de luxe, de bien vivre et de plaisir ont placé sur cette carte un enjeu considérable ; en attaquant l'Exposition, on était donc certain d'avoir contre soi la masse de l'opinion. C'est une maladresse d'avoir prématurément entrepris cette campagne ; il eût fallu au moins attendre la carte à payer.

Cela dit, il reste quelques remarques bonnes à faire dans un moment tel que celui-ci ; elles donnent, à mon avis, certains jours intéressants sur la nation française et sur la direction très singulière que suit presque inconsciemment la société présente. Je me bornerai à deux. En premier lieu, il me semble difficile à un observateur clairvoyant de ne pas être frappé de l'entrain déployé par la population parisienne. Je ne rencontre depuis ce matin, à travers les rues, que des porteurs de drapeaux et de lampions.

J'ai très bien observé, pour ma part, l'exposition de 1867 ; elle fut éblouissante d'éclat et de splendeur ; je ne crois pas pourtant que la disposition de la foule populaire ressemblât à celle que je démêle aujourd'hui. On a tant répété au public que l'exposition présente devait

Digitized by Google

être en même temps une fête démocratique et la démonstration de la vitalité française, qu'il s'est piqué au jeu et qu'il se met personnellement de la partie avec l'idée de faire face aux détracteurs d'une entreprise qu'on à eu l'esprit de placer sous le patronage des sentiments qui le dominent présentement.

En second lieu, on peut voir à quel point cette foule a horreur de l'ennui, avec quelle avidité elle recherche les occasions de sortir de la monotonie de sa vie quotidienne ; — soi dit en passant, cette disposition est d'un emploi difficile dans le régime républicain, si athénien qu'on s'efforce de le rendre ; — toutefois on remarquera encore que cet instinct national, dont jusqu'ici la satisfaction n'a été effectuée que par des gouvernements de forme monarchique, cherche pour le quart d'heure à obtenir des satisfactions analogues en se passant des instruments qu'il avait jusqu'ici regardés comme indispensables; je ne me porte nullement garant qu'il y parvienne, mais incontestablement c'est son rêve d'aujourd'hui.

Je suis frappé, d'ailleurs, de la promptitude et de la souplesse avec lesquelles ce monde parisien s'arrange pour remplacer ce qui a disparu ; il me semble déterminé à reproduire une phase de l'Empire, sans empire et sans empereur.

— Vous avez cru que tout cela était indispensable; voyez cependant, semble-t-il dire, nous vous offrons de l'éclat, du luxe, du mouvement, comme si de rien n'était; Paris est resté Paris; l'attrait parisien ne s'est pas plus évanoui que le délicieux printemps de Paris n'a disparu après Sedan ; nous avons même des princes, des princes sérieux que vous verrez demain avec

Digitized by Google

des grands cordons respectables; l'haussmannisation continue sans M. Haussmann. Promenez-vous, étrangers, pour en juger, dans l'avenue de l'Opéra et le long du boulevard Saint-Germain; une nouvelle couche de jolies femmes a remplacé la couche ancienne; elles sont toujours habillées à merveille, et Worth, pareil au veau d'or de Méphisto, Worth est toujours debout!

On a dit jadis de l'Italie : *Italia fara da se*. C'était une grande formule. Cette société française, de son côté, a envie de dire quelque chose d'approchant; elle se persuade qu'elle va toute seule, que les intérêts y sont maintenant si nombreux, si enchevêtrés et au fond si homogènes, qu'ils la maintiennent d'aplomb, quoi qu'elle fasse; elle commence à croire qu'elle n'a plus besoin de gouvernement à la mode ancienne, c'est-à-dire d'initiateur et de directeur, mais simplement d'une bonne police et d'une administration raisonnable.

Quant à la partie décorative et *cérémonielle* de l'office gouvernemental, une personnalité quelconque, honnête et respectable, passive et bien vêtue, ayant un uniforme et les plaques congruantes, lui semble suffisante pour y subvenir; rien de tout cela ne lui manque; on aura demain tous les uniformes, toutes les broderies, tous les costumes nécessaires à la circonstance, sans compter l'armée innombrable des cravates blanches et toutes les importances bourgeoises que de telles fêtes font surgir et qui forment la contre-partie de ces figures patibulaires, qui, dit-on, sortent des pavés les jours d'émeute.

Voilà dans quelles pensées se berce en ce moment cette population; je n'ai pas besoin de dire de quels mécomptes intérieurs et extérieurs tout cela peut être suivi.

Digitized by Google

Le premier mécompte serait la pluie pour demain; il faudrait le soleil d'Austerlitz. Les malins bonapartistes assurent qu'il est en délicatesse avec le maréchal, et que, d'ailleurs, on ne lui aurait pas fait l'impertinence de l'engager pour une exposition républicaine.

LXXXVIII

L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1878

SUITE

Paris, 1er mai, soir.

Tous ceux qui ont du goût pour les symboles et qui se complaisent dans des habitudes astrologiques pourront tirer parti du violent orage et de l'épouvantable averse qui ont éclaté sur nous au moment où l'on entrait à l'Exposition; ils pourront dire que le ciel récalcitrant a refusé de s'associer à cette fête républicaine et qu'il a voulu par son aspect orageux et sa pluie torrentielle rappeler à la multitude entassée dans le Champ-de-Mars et le Trocadéro, l'état troublé, terrible et tumultueux du monde au milieu duquel cette solennité, dédiée à l'industrie et à la paix, fait l'effet d'un défi, tout au moins d'une protestation.

Je parlerai cependant de cette journée en spectateur reposé et surtout séché. Cette pluie malapprise ne m'a pas plus épargné que l'immense majorité des trente ou quarante mille privilégiés qui ont pris part à l'inaugu-

Digitized by Google

ration. Ma première réflexion est pourtant que cette mauvaise humeur du temps n'a en définitive rien empêché et que le grand succès de l'Exposition reste, malgré tout, évident, éclatant, incontestable. Si l'on aime les présages, on n'oubliera pas que la terrible giboulée du début a commencé à s'apaiser au moment où le cortège du maréchal est sorti de l'Élysée. Depuis deux heures, le temps est devenu tolérable; la promenade du monde officiel s'est effectuée sans encombre et sans parapluies; le temps est beau ce soir; l'animation de Paris est extraordinaire; dans les jours de fête les plus splendides d'autrefois, je n'ai pas souvenance de plus de monde, de plus de mouvement, de plus d'illuminations, de plus de drapeaux.

Cette journée, commencée par un orage, finit donc dans l'allégresse et dans la splendeur. Est-ce un augure? Est-ce une représentation abrégée de l'avenir? La phase actuelle, si compliquée, si incertaine, si entrecoupée d'averses désobligeantes, finira-t-elle par un festival universel dont le bal sans danses qui se poursuit en ce moment même à l'Élysée, et dans lequel il est si difficile de circuler, n'est que la représentation et la figure? Dieu le veuille! En tout cas, en fait de présages, celui-ci aujourd'hui est aussi plausible que toutes les prédictions noires dont on s'évertue à nous accabler.

Le sentiment qui m'a paru dominant dans cette multitude est un orgueil patriotique d'un genre réellement nouveau. Sans doute la passion du mouvement et de l'apparat, l'amour des fêtes, l'horreur de l'ennui y jouent leur rôle; mais, au fond de tous les esprits, on sent cette idée plus ou moins formulée : la France atteste sa vie et

Digitized by Google

son indéracinable fécondité; elle a été accablée, mutilée, elle a conservé néanmoins cet attrait sympathique, ce génie sociable et hospitalier qui forme le meilleur trait de sa nature. Qu'importe la forme ou le nom du gouvernement? La sève française a conservé son suc aimable et chaleureux. Sous le mot de République, c'est le pays français lui-même, en dehors de tout intermédiaire, que nous considérons. La République représente le minimum de gouvernement, une sorte de gérance anonyme de la société française. On veut que l'exposition démontre qu'une gérance de cette espèce peut suffire à cette société, et qu'avec elle on peut entreprendre et achever les entreprises les plus énormes et les plus hasardées.

Quant à la signification républicaine de la journée, qui ne me paraît pas contestable, surtout après l'effervescence et les illuminations de la soirée, elle va se trouver amplifiée et grossie par le langage contradictoire des journaux. Les organes républicains ne peuvent pas manquer de célébrer bruyamment cette solennité en faisant retentir de toutes leurs forces l'attitude des masses populaires. Les journaux de la résistance, quelle que soit la nuance à laquelle ils se rattachent, feront ressortir avec amertume l'incohérence et le désordre qui ont régné dans une portion essentielle de la cérémonie; on insistera surtout sur l'état inachevé de l'Exposition, et là-dessus la matière ne manquera pas. Il faut faire la part de tout, et, si l'on juge les choses avec une impartialité tant soit peu philosophique, on reconnaîtra que, dans le détail, une foule de choses ont fait défaut; il y a eu certainement dans tout cela une bonne infiltration d'américanisme; il y a eu du désordre, de l'encombrement. Le cortège officiel,

Digitized by Google

qui, d'ailleurs, était d'un développement extravagant, s'est trouvé plus d'une fois hésitant et rompu; il a eu une peine extrême à se former au départ. La première catégorie des invités, munis de cartes blanches, était probablement trop nombreuse, et surtout la disposition des emplacements réservés avait été mal combinée; il est certain en outre qu'un tiers de l'exposition est absolument incomplet et attend encore d'être déballé et exhibé dans les vitrines. Des galeries entières, celle des beaux-arts, par exemple, sont encore fermées; de plus, le terrain des jardins n'est pas tassé, et avec les violentes pluies de ces derniers jours on circulait en maint endroit dans un véritable marécage, où les jupes bordées de dentelles, les bas rouges et bleus et les petits souliers des dames offraient des perspectives comiques et lamentables.

Tous ceux qui en sont restés aux souvenirs de l'exposition de 1867, et qui ne peuvent pas concevoir qu'il se produise quelque chose dans quoi leur importance ne brillera pas au premier rang, vont triompher facilement de ces incorrections. Quinze jours de plus n'eussent assurément pas été de trop pour amener l'Exposition à un état approximativement complet. On objecte toutefois que jamais une exposition ne s'achève qu'après que l'ouverture officielle en a été déclarée; c'est là, dit-on, un fait d'expérience qu'on a constaté, non seulement à Vienne et à Philadelphie, mais à Paris en 1867. Mes propres souvenirs confirment cette assertion; cependant j'ajoute qu'en 1867, bien qu'au jour de l'ouverture l'exposition fût loin d'être complète, elle était cependant beaucoup plus avancée que celle d'aujourd'hui.

Tout cela fournira pendant quelques jours de la pâture

Digitized by Google

à cette politique sans clairvoyance et sans réflexion qui semble n'avoir plus maintenant d'autre principe que la mauvaise humeur, politique de vieillards et de dégommés, qui a contre elle de la façon la plus évidente la masse de l'opinion et qui, je le crois, n'est qu'au début de ses mécomptes.

La part faite à ces imperfections, à cette incohérence, à cet inachèvement du début, il reste nonobstant deux très grandes choses dont le sentiment général ne peut pas s'empêcher d'être très frappé : la première, l'Exposition en elle-même, ce que j'appellerais volontiers son matériel, son appareil extérieur. Cela est magnifique; j'ai rencontré, en me promenant dans ces allées détrempées et boueuses, bien des voyageurs de connaissance. Nous évoquions le souvenir des vues célèbres que nous avons contemplées. La perspective dont on jouit du haut du Trocadéro, celle qui se déroule du perron du palais de l'Exposition sur l'autre rive de la Seine, peuvent supporter la comparaison avec les spectacles les plus renommés dans lesquels la nature et l'art se combinent et s'entr'aident. Le palais du Trocadéro est sans contestation une pièce architecturale originale et réussie. Ces deux minarets sveltes et robustes, à qui le fond de la colline de Passy sert de repoussoir, offrent une vue charmante. Je serais embarrassé de dire à quel ordre d'architecture ils se rattachent, et l'architecte qui les a élevés ne le dirait probablement pas avec plus de certitude que moi; il a cherché la nouveauté, marque d'un véritable sens artistique. Il ne fallait ici élever ni une fausse cathédrale, ni un monument pseudo-grec, ni une gare de chemin de fer; il fallait chercher une construction vaste, splendide,

Digitized by Google

qui éveillât des idées de fêtes, mais de fêtes d'un grand développement, composées de groupes nombreux d'un public considérable, fêtes civiles, moitié concours, moitié exposition, qu'une civilisation industrielle provoquera de plus en plus.

L'extérieur du palais du Trocadéro, — je n'ai pas vu l'intérieur, au surplus absolument inachevé, — répond fort bien à cette idée; les deux colonnades en demi-cercle qui s'étendent de chaque côté du monument, et qui font songer de loin aux galeries entourant la place Saint-Pierre de Rome, sont sans contredit une imagination des plus heureuses. On en dira autant du parti que les organisateurs ont tiré du pont d'Iéna : la Seine, qui devait paraître un insurmontable obstacle, est devenue au contraire l'un des plus admirables ornements de l'exposition. Du milieu du pont, dont on a à peu près doublé la largeur et dont on a réuni de plain-pied le tablier avec les deux rivages, on embrasse de chaque côté un coup-d'œil incontestablement admirable : la pente des jardins du Trocadéro, coupée d'une cascade en escalier dans le genre de celle de Saint-Cloud, mais d'une proportion plus ample, avec des statues dorées d'animaux qui en indiquent les paliers; au fond, la rotonde du palais, surmontée de ses minarets, le demi-cercle de colonnades; à droite et à gauche, des constructions distribuées de façon à ne pas rompre la perspective; voilà le premier feuillet de l'album.

Retournez-vous : c'est le palais de l'Exposition qui prolonge sa façade au milieu du Champ-de-Mars; cette façade est d'un développement magnifique, précédée d'un large perron formant terrasse; elle a pour ornement une

Digitized by Google

série de statues monumentales qui symbolisent toutes les nations et qui forment cariatides dans l'intervalle des fenêtres énormes qui composent la façade; elles donnent accès dans une galerie, dans une sorte de vestibule ou d'atrium auquel aboutissent toutes les galeries principales. Comme grandeur de proportions, élévation et développement, ce vestibule est une des plus grandioses, sinon la plus grandiose des constructions que je connaisse : on jugera de ses proportions en voyant combien la statue équestre du prince de Galles, reposant sur un piédestal très élevé, décoré de bas-reliefs qui reproduisent des scènes de son voyage aux Indes, semble tenir peu de place dans cette galerie. A l'autre extrémité une statue colossale de Charlemagne, également en bronze, érigée sur un piédestal encore plus élevé que celui de la statue anglaise, paraît aussi très à l'aise dans ce vaisseau gigantesque.

Je n'engagerai pas le lecteur dans les innombrables galeries adjacentes; en une première visite, on ne peut en avoir vu que quelques-unes; tout ce que je noterai aujourd'hui, c'est la facilité avec laquelle on peut se reconnaître et s'orienter dans cette immense construction; ce plan rectiligne est décidément plus clair que le plan concentrique de 1867.

Pour revenir au pont d'Iéna, suivons cependant cette longue rue découverte sur laquelle s'alignent les façades caractéristiques des nations étrangères. On en a fait un admirable musée comparatif d'architecture; chaque peuple a voulu donner un spécimen de sa bâtisse nationale. Voici la façade italienne avec ses mosaïques et ses marbres; la façade espagnole à la moresque; la fa-

Digitized by Google

çade portugaise, qui présente trois porches dans le style ogival le plus fleuri; la façade russe, dont l'originalité et le coloris arrêtent tous les regards; elle est formée d'une construction de bois en troncs de sapin superposés, avec porche et balcons, — une riche construction de campagne, celle du seigneur terrien, aimable, original et bon chasseur que nous avons tant de fois rencontré dans les romans de Tourguenief. Je cherche le *barine* à la fenêtre, mais aujourd'hui il a quitté son caftan boukhare; il est en bel uniforme élégant couvert de toutes ses croix; il y a nombreuse société dans la maison russe, abondance de jolies femmes en belle toilette; le *barine* offre du champagne à la compagnie, tandis que, sur le seuil, des gentilshommes en habit bleu, la croix de Sainte-Anne à la boutonnière, causent en fumant des cigarettes.

N'oublions pas la petite façade grecque en l'honneur de Minerve *Athéné*, dont la jolie statuette polychrome forme le poétique ornement. J'ai vu Minerve et je l'ai saluée; c'est la seule Grecque que j'aie reconnue. Il y a encore la façade chinoise, exquise de goût et de richesse, goût chinois, richesse chinoise. Mais franchement, monsieur l'Européen, croyez que nous n'avons pas tant de motifs de faire les fiers et que c'est grande présomption de notre part que de traiter dédaigneusement ces admirables et infatigables artisans, gouvernés, depuis des siècles innombrables, par les lettrés et qui réussissent à rester, sous ce gouvernement, la plus laborieuse, la plus sobre, la plus adroite et la plus prolifique des races. Au fond de la maison chinoise, on devine quelques mandarins vêtus de leur belle robe de satin. Salut, seigneurs lettrés, confrères jaunes. Dire qu'il ne vous manque que

Digitized by Google

l'écriture phonétique pour acquérir rapidement le savoir et le progrès européens, et que rien n'est plus aisé que de l'adapter à votre langue ! Mais vous n'en voulez pas plus entendre parler que de nos chemins de fer et de nos machines, et vous restez obstinément fidèles à vos caractères figuratifs, — soixante mille signes au moins, divisés en quinze ou vingt familles, parmi lesquels les sinologues, je le crois, finissent par se reconnaître par des méthodes analogues à celles du naturaliste au milieu des collections.

La façade du Japon est charmante ; elle reproduit le portique de bois d'un temple du *Sinto;* le miroir symbole de ce culte aristocratique doit être là quelque part sur un petit autel sans apparat. Un jour, nous viendrons faire une promenade chez ces soi-disant barbares et contrôler par eux ce que nous avons appris de leurs cultes, de leurs mœurs et de leurs lois. On voit dans l'intérieur japonais quelques messieurs en habit noir, qui ont des cheveux de jais et des pommettes saillantes ; ce sont les commissaires japonais. Il y a peu d'années, ces gentilshommes portaient encore les deux sabres de l'officier noble ; *la Belle Jardinière* les a vaincus ; c'est pour cela peut-être que les Chinois, leurs voisins, qui tiennent à leur robe à ramage, refusent l'alphabet phonétique, que le Japonais a accepté : ils ont peur de l'habit noir qui vient à sa suite.

Retournons cependant au pont d'Iéna. Du pied d'une des statues monumentales des chevaux de Préault, nous embrassons la perspective entière ; à droite, le Trocadéro, à gauche, le Champ-de-Mars couvert de ces gigantesques constructions, devant nous les méandres charmants de la Seine qui conduisent le regard jusqu'aux délicieux coteaux

Digitized by Google

boisés et verdoyants de Meudon. Eh bien, c'est en moins de deux ans que ces constructions sont sorties de terre, que ces richesses se sont rassemblées dans cet espace circonscrit. Est-ce donc un effort pacifique, une campagne de civilisation dont il soit possible de diminuer l'impression ! Certes, nous n'avons pas envie de chanter le refrain égoïste du vieillard de *Faust*, mais on reconnaîtra que nous avons fait beaucoup pour nous relever par la paix, et cette impression morale est en définitive plus forte que la mauvaise humeur des gens mouillés, mal placés ou déplacés, qui grognent contre l'Exposition.

LXXXIX

COUP D'ŒIL RÉTROSPECTIF SUR L'EMPIRE
GUERRE DE 1870

SUITE

Paris, 14 mai 1878.

C'est une grande imprudence, quand on a été loyalement attaché à l'Empire et que l'on a conservé à la mémoire de Napoléon III quelque chose de ce sentiment plein d'attrait qu'il répandait autour de lui, que de réveiller aucun souvenir d'aucun genre, relatif à la fatale déclaration de guerre de 1870. Il ne peut sortir, au point de vue bonapartiste, que des conclusions accablantes de cet appel téméraire à l'histoire.

Digitized by Google

On ne gagne à cette espèce de provocation que de fixer cette histoire plus tôt qu'elle ne l'eût été peut-être et avec une précision qui est loin d'être avantageuse à la cause que l'on se flatte de servir. Bien loin, hélas! de prendre cette attitude cassante qu'affecte l'état-major bonapartiste, il eût été sage, en tout ce qui touche à 1870, de filer doux en tâchant d'obtenir par cette réserve une sorte de demi-neutralité, et, sinon l'oubli, — de telles catastrophes ne s'oublient jamais et crient à travers les siècles, — au moins l'indulgence, le bénéfice des circonstances atténuantes que les peuples accordent volontiers aux pouvoirs qu'ils ont aimés lorsqu'ils reconnaissent virilement leurs torts.

Par malheur, au nombre des vertus dont cet état-major se croit dispensé, figure au premier rang la modestie. Quand M. Thiers lança son apostrophe fameuse, excessive d'ailleurs à son moment : « Il n'y a plus une faute à commettre! » on a oublié peut-être que M. Rouher riposta par une affirmation non moins impérieuse, non moins absolue : — « Nous n'avons pas fait une seule faute, notre politique est irréprochable! » L'esprit de M. Rouher est resté dominant parmi les siens; il est probable qu'aujourd'hui encore, ce puissant homme d'affaires déclare imperturbablement que l'Empire n'a commis aucune faute, sauf une seule, celle du 2 janvier, qui substitua le parlementarisme impérial de M. Ollivier au système de la toute-puissance vizirielle dont M. Rouher était le représentant.

Aujourd'hui, dans le bonapartisme orthodoxe, la doctrine canonique est celle-ci : la guerre de 1870 a été la conséquence de la flexion libérale imprudemment opérée

Digitized by Google

par l'empereur au 2 janvier; s'il était resté fidèle à ses antécédents, c'est à savoir à l'impérialisme autoritaire et administratif dont M. Rouher était l'éminente expression, les catastrophes de 1870 auraient été certainement évitées.

Rien ne me paraît plus téméraire qu'une telle allégation, et, puisqu'on force l'opinion à revenir sur cette phase désastreuse, on peut démontrer facilement, je le crois, que non seulement la déclaration de guerre de 1870 n'a été, de la part du ministère Ollivier et de l'empereur lui-même, que le contre-coup des ressentiments et des ardentes rancunes que l'ancien impérialisme nourrissait contre le bonapartisme libéral, mais aussi que, dans cette résolution à jamais funeste, la plus illustre victime fut l'Empereur.

Sa clairvoyance, sa pénétration demeurèrent complètes; malheureusement, la volonté, le caractère avaient depuis longtemps fléchi, sous le coup d'influences physiques d'abord et en outre sous l'influence d'une sorte de fatalité mélancolique qu'il avait toujours nourrie au fond de son âme, et qui le portait à croire que, dans les grandes affaires humaines, il n'arrive jamais que ce qui doit arriver; enfin, par la pression de son plus intrinsèque entourage et par suite de cette domination domestique, agitée, mesquinement orageuse et ignorante qu'il subissait, sous laquelle il pliait en la jugeant.

Certes, il eût été à tous les points de vue désirable que cet ensemble de souvenirs n'eût pas été malencontreusement agité; je le répète, on n'en peut rien tirer de bon pour la mémoire de l'Empire. Le mieux qu'on en puisse extraire, c'est une sorte de triste défense de l'in-

Digitized by Google

telligence politique de l'Empereur et de sa clairvoyance personnelle, défense qu'on ne peut d'ailleurs soutenir qu'en sacrifiant son caractère et sa volonté. Personne n'a mieux justifié que lui à ce moment le centon classique de l'antiquité :

Meliora video proboque, deteriora sequor.

Cet examen rétrospectif d'incidents que la plus vulgaire prudence ordonnait d'ensevelir aussi longtemps qu'il eût été possible, a été provoqué d'abord par l'article du prince Napoléon ; il est difficile de ne pas croire qu'en le publiant, le prince n'ait pas cédé d'abord à un ressentiment intime qui, sous l'Empire, n'était un mystère pour personne, et qui depuis n'a pu que fermenter et s'aigrir dans la vie obscure qu'il a menée, et avec le milieu mélangé qui l'environne ; en attribuant la déclaration de guerre de 1870 à l'entêtement de l'Empire au sujet de Rome et du pouvoir temporel, le prince donnait satisfaction à une opinion qui est chez lui à l'état passionné et qui de plus concorde avec ses affections italiennes et ses rancunes françaises.

Je n'ai pas à revenir sur le fond même de cette idée ; j'ai déjà expliqué, ici même, qu'en supposant que l'Empereur eût admis à la reprise des pourparlers avec l'Italie, avant la déclaration de guerre à la Prusse, le principe de l'abandon du temporel pontifical que réclamait le prince Napoléon, il est plus que douteux que cet abandon eût suffi pour entraîner l'Italie dans une action commune. L'intérêt italien, qui consistait à attendre le tour des événements, était trop net et trop clair, pour qu'on

Digitized by Google

puisse admettre que des considérations purement sentimentales eussent suffi à entraîner la majorité parlementaire — sans laquelle, qu'on ne l'oublie point, le roi ne pouvait rien — en dehors de la neutralité expectante, dans laquelle l'Italie était placée.

Au surplus, les explications que la note du prince Napoléon a fait surgir en Italie, notamment celle de M. Bonghi, membre à cette époque du cabinet de Victor-Emmanuel, ne permettent à cet égard aucun doute. Mais si, en ce qui concerne l'action de l'Italie, le public impartial se trouve parfaitement édifié dans un sens qui n'est pas celui qu'indique le prince Napoléon, son écrit a eu, à l'égard de la politique intérieure de 1870, un résultat aussi parfaitement significatif que peu avantageux pour elle; il a d'abord provoqué la réponse suffisante et vaine du duc de Gramont, qui confirme, à elle seule, les reproches de légèreté et d'infatuation qui avaient été de prime abord adressés à cette politique; enfin, il a amené comme preuve supplémentaire la réplique du général Türr, publiée hier par le *Journal des Débats*, et qui ne laisse malheureusement aucune obscurité sur les influences étroites, frivoles et passionnées qui ont précipité les événements au mois de juillet 1870.

A tous ces renseignements on doit joindre la tentative d'explication, encore plus téméraire que l'écrit de M. de Gramont, risquée par M. Dréolle la semaine dernière à la suite de l'interpellation adressée au ministre des affaires étrangères. La réponse de M. Waddington au sujet de la neutralité de la France, dans les difficultés actuelles de la politique internationale, a été relativement sage. L'inclination du gouvernement et de la majo-

Digitized by Google

rité étant celle que nous connaissons, c'est-à-dire, à mon avis, maladroite et impolitique, il faut encore savoir un certain gré au ministre, malgré les caresses et les agaceries anglaises, d'avoir aussi fermement maintenu les principes d'une neutralité rigoureuse de la France au milieu du conflit présent.

Mais je crois que, si on doit lui tenir compte de cette prudence, les députés bonapartistes devraient avoir quelque gratitude à la majorité d'avoir empêché, en prononçant la clôture, la discussion rétrospective sur la déclaration de guerre de 1870 de prendre un plus ample développement. L'escarmouche entre M. Dréolle et M. Cochery était plus que suffisante.

Je ne me lasse pas de le répéter : tout débat sur cette phase de notre histoire contemporaine ne peut que tourner à la confusion de l'Empire. On ne s'explique pas comment un homme avisé, perspicace et bien informé, ce qui est le cas de M. Dréolle pour tout ce qui touche à cette époque, ne sente pas que le plus essentiel pour les idées auxquelles il est honorablement dévoué est, autant que possible, d'éviter la discussion sur tout ce qui se rapporte à la résolution à jamais lamentable de 1870.

Plus on discutera, plus on élucidera les divers éléments qui en ont amené l'explosion, moins on y trouvera d'excuse et de circonstances atténuantes. Prétendre, ainsi que l'a fait M. Dréolle, que l'interpellation Cochery au sujet de la candidature Hohenzollern au trône d'Espagne a été la cause directe de la déclaration de guerre, rentre — il a trop d'esprit pour ne pas le sentir lui-même — dans le matériel de cette légende d'almanach qui, histo-

Digitized by Google

riquement, est équivalent à la valeur artistique des estampes d'Épinal et à l'aide de laquelle on se flatte d'expliquer l'effondrement de 1870.

On compte trop sur l'innocente ignorance et sur le bon vouloir du public; on devrait voir pourtant qu'il est devenu singulièrement critique, et qu'il est aujourd'hui bien éloigné de la foi du charbonnier.

L'interpellation Cochery fut incontestablement une faute, une maladresse, et j'ajoute très volontiers le résultat d'une malveillance fort peu patriotique. Mais, en relevant les dates, on voit que cette interpellation est du 5 juillet et qu'elle n'empêcha nullement que sept jours plus tard, c'est-à-dire le 12, la renonciation du prince de Hohenzollern ne fût officiellement notifiée. Or, cette renonciation était une solution; elle constituait pour la politique française un succès diplomatique dont on aurait dû, vu les circonstances, se trouver, jusqu'à nouvel ordre, amplement satisfait.

Je connais l'objection : la Prusse ou, pour parler plus juste, M. de Bismark avait intérêt, dit-on, à jeter de l'huile sur le feu et à prévenir toute espèce d'arrangement; eh bien, en admettant l'exactitude de ce jugement, n'était-ce pas le comble de l'aveuglement que de pousser l'Empire dans le piège qui lui était tendu et de jeter sur le feu, concurremment avec l'huile prussienne, une huile française. La cour, le château, les aides de camp qui poussaient à la guerre pour devenir maréchaux; les dames qui se piquaient de catholicisme; les anciens ministres, l'impérialisme classique qui voyait dans la guerre le renversement de l'impérialisme parlementaire et la rentrée des anciens hommes d'État : tout cela voulait la

Digitized by Google

guerre et faisait son possible pour prévenir toute espèce d'accommodement.

Si M. de Bismark avait l'intention bien arrêtée alors d'amener une explosion belliqueuse, ses auxiliaires les plus efficaces ont été à la cour et dans les rangs de l'ancien impérialisme. Que signifiait l'interpellation Cochery le 5 juillet quand le 12 on se trouvait en présence d'une interpellation de M. Clément Duvernois, qui n'était pas, j'imagine, un ennemi de l'Empire, et des observations véhémentes de M. Jérôme David, que l'on devait regarder comme l'expression la plus pure de l'impérialisme officiel ?

En vérité, c'est le fait d'une inexplicable légèreté de la part des impérialistes que de ramener, sans y être absolument forcés, les contemporains sur ces néfastes souvenirs et de plaider « non coupable » dans ce procès désolant. Cette guerre, en admettant que la Prusse la cherchât, elle n'a eu lieu, tout au moins en 1870, au milieu du désarroi militaire le plus manifeste, que parce qu'ils l'ont voulue ; c'est la cour, c'est la camarilla intérieure du château, dames, officiers et ministres en disponibilité, qui l'ont réellement déclarée. Certes, le lamentable M. Émile Ollivier est inexcusable d'avoir accepté la responsabilité d'une décision qu'il condamnait au fond de son âme ; il en demeure écrasé, et je doute qu'il s'en retire jamais ; mais la décision réelle fut prise au-dessus de sa tête. On sait la date de l'exécrable soirée où le dé fut jeté et par quelles mains passionnées et frivoles !

Ceux qui, à ce moment, suivaient, heure par heure, les événements et qui étaient à même de recueillir direc-

Digitized by Google

tement les impressions gouvernementales, n'oublieront jamais comment, en quelques heures le courant, qui le matin était à la paix, se trouva le soir absolument retourné; la résolution était prise, on tirait l'épée et on jetait le fourreau au loin.

Ce n'était pas l'interpellation Cochery, oubliée alors, ce n'était même pas l'exaltation un peu artificielle de l'opinion parisienne, et que l'opinion de la province, l'opinion des paysans, cette véritable base de l'Empire, contredisait absolument, ainsi qu'il appert des rapports des préfets, qui avait produit ce revirement fatal; il provenait d'influences bien plus mesquines et plus tristes, et c'est pourquoi aujourd'hui, comme on n'a aucune excuse vraiment sérieuse à en donner, c'est une impardonnable imprudence, de la part de quiconque a aimé et servi l'Empire, d'attirer l'attention sur cet épisode final que rien ne peut justifier et que toutes les explications ne servent qu'à rendre plus accablant.

N'est-ce pas ce qui résulte clairement et de l'article du prince Napoléon et du commentaire maladroit du duc de Gramont, de la discussion entre M. Dréolle et M. Cochery, enfin de la lettre du général Türr, qui m'a ramené à un sujet auquel je ne touche jamais qu'à contre-cœur.

Chose curieuse! et qu'il n'est pas inutile peut-être d'indiquer aux moralistes, je suis convaincu que personne en France n'a moins voulu la guerre, et surtout n'a eu moins de confiance en son succès que l'empereur Napoléon III. La mémoire personnelle de l'empereur n'est peut-être pas maintenant ce qui touche le plus le Saint des saints impérialiste; on le considère un peu comme Marie de Médicis, entre le maréchal d'Ancre et Leonora

Digitized by Google

Galigaï, considérait Henri IV après l'attentat de Ravaillac : un homme à projets dont la foi était douteuse! Comment expliquer cependant qu'avec de tels pressentiments et des informations plus justes que toutes celles des hommes qui l'entouraient, l'empereur se soit lancé dans une telle aventure? En interprétant la maxime dans le sens le plus large, je suis tenté de répondre par ce mot de La Rochefoucauld : « La punition des hommes qui ont trop aimé les femmes, c'est de les aimer toujours. » Or, les femmes rendent fatalistes et abolissent la volonté.

FIN DU TOME DEUXIÈME

Digitized by Google

TABLE

CORRESPONDANCE POLITIQUE

(Suite)

ANNÉE 1877

		Pages.
XXXVIII.	— Déception publique	1
XXXIX.	— M. Grévy et la proposition d'enquête	10
XL.	— Destinée du duc de Broglie	17
XLI.	— Passera-t-on le Rubicon?	25
XLII.	— Coup d'œil sur la province	33
XLIII.	— Le Catholicisme libéral	43
XLIV.	— Le Catholicisme libéral (*suite*)	50
XLV.	— Les Conservateurs, fondateurs de la République.	57
XLVI.	— L'à-propos, en politique	65
XLVII.	— Hypothèse d'une seconde dissolution	71
XLVIII.	— L'irrésolution	78
XLIX.	— Il faut se résigner	84
L.	— Les Faux-fuyants	90

Digitized by Google

LI. — La Toute-puissance de l'opinion..... 96
LII. — Même sujet (*suite*)..... 101
LIII. — Le Message du maréchal de Mac-Mahon..... 107
LIV. — La Réaction républicaine..... 111
LV. — Le Spiritualisme et le positivisme..... 120
LVI. — Coup d'œil rétrospectif sur le 16 mai..... 129
LVII. — Même sujet (*suite*)..... 137
LVIII. — L'obéissance militaire..... 141
LIX. — Aristocratie et démocratie, à propos de la mort de M. Boucicault..... 148

ANNÉE 1878

LX. — De la mauvaise humeur, considérée comme principe d'opposition..... 157
LXI. — Encore la politique de l'Élysée..... 165
LXII. — Mort de Victor-Emmanuel..... 171
LXIII. — Royaume d'Italie et pouvoir temporel du pape. 180
LXIV. — La Théorie moderne des nationalités..... 188
LXV. — Les Actrices et le grand monde..... 193
LXVI. — La Police et les jésuites..... 201
LXVII. — La Question d'Orient..... 211
LXVIII. — L'idée républicaine..... 216
LXIX. — Le Mariage du roi Alphonse XII..... 223
LXX. — La République et la police..... 232
LXXI. — Lutte oratoire de Rouher et de Gambetta..... 241
LXXII. — Le Choix des ministres et la démocratie..... 247
LXXIII. — Le Sénat et la démocratie..... 257
LXXIV. — Mort du pape Pie IX..... 264
LXXV. — Les Décorations. — La croix d'honneur..... 276
LXXVI. — Mort de Claude Bernard..... 284
LXXVII. — L'élection du pape Léon XIII..... 290
LXXVIII. — Un nouveau livre d'Ernest Renan..... 296
LXXIX. — La Commune et les dialogues d'Ernest Renan.. 302
LXXX. — La Politique et l'armée..... 313
LXXXI. — Les Grèves ouvrières..... 320
LXXXII. — La Joie des Républicains..... 334
LXXXIII. — Le Père Monsabré et le père Didon..... 342
LXXXIV. — Coup d'œil rétrospectif sur l'Empire..... 351

Digitized by Google

LXXXV. — Coup d'œil rétrospectif sur l'Empire (*suite*)... 361
LXXXVI. — Ernest Renan et Shakspeare..... 369
LXXXVII. — L'Exposition universelle de 1878..... 377
LXXXVIII. — L'Exposition universelle de 1878 (*suite*)..... 386
LXXXIX. — Coup d'œil rétrospectif sur l'Empire (*suite*).... 395

BOURLOTON. — Imprimeries reunies, B.

Digitized by Google

Digitized by Google

MADE IN FRANCE
Digitized by Google

NOUVEAUX OUVRAGES EN VENTE

Format in-8°.

	f. c.
DUC DE BROGLIE	
FRÉDÉRIC II ET LOUIS XV, 2 vol....	15 »
VICTOR HUGO	
TORQUEMADA, 1 vol.....	6 »
J. BARDOUX	
LA COMTESSE PAULINE DE BEAUMONT	7 50
BENJAMIN CONSTANT	
LETTRES A MADAME RÉCAMIER, 1 vol.	7 50
COMTE D'HAUSSONVILLE	
MA JEUNESSE, 1 vol.....	7 50
PAUL JANET	
VICTOR COUSIN ET SON ŒUVRE, 1 vol.	7 50
L. PEREY & G. MAUGRAS	f. c.
LA VIE INTIME DE VOLTAIRE, 1 vol...	7 50
CH. DE RÉMUSAT	
CORRESPONDANCE, 4 vol.....	30 »
ERNEST RENAN	
NOUVELLES ÉTUDES D'HISTOIRE RELIGIEUSE, 1 vol.....	7 50
G. ROTHAN	
L'ALLEMAGNE ET L'ITALIE, 2 vol....	15 »
PAUL DE SAINT-VICTOR	
VICTOR HUGO, 1 vol.....	7 50
JULES SIMON	
THIERS, GUIZOT, RÉMUSAT, 1 vol....	7 50

Format gr. in-18 à 3 fr. 50 c. le volume.

	vol.
BLAZE DE BURY	
ALEXANDRE DUMAS.....	1
P. BOURDE	
DE PARIS AU TONKIN.....	1
ÉDOUARD CADOL	
HORTENSE MAILLOT.....	1
Psse CANTACUZÈNE-ALTIÉRI	
FLEUR DE NEIGE.....	1
GABRIEL CHARMES	
STATIONS D'HIVER.....	1
ÉDOUARD DELPIT	
SOUFFRANCES D'UNE MÈRE.....	1
E. DESCHANEL	
PASCAL, LAROCHEFOUCAULD, BOSSUET...	1
H. DE LA FERRIÈRE	
TROIS AMOUREUSES AU XVIe SIÈCLE.....	1
O. FEUILLET	
LA VEUVE.....	1
ANATOLE FRANCE	
LE LIVRE DE MON AMI.....	1
JEAN GIGOUX	
CAUSERIES SUR LES ARTISTES DE MON TEMPS.....	1
GYP	
ELLES ET LUI.....	1
LUDOVIC HALÉVY	
CRIQUETTE.....	1
GUSTAVE HALLER	
LE SPHINX AUX PERLES.....	1
H. HEINE	vol.
POÉSIES INÉDITES.....	1
F. DE JULLIOT	
TERRE DE FRANCE.....	1
F. DE JUPILLES	
JACQUES BONHOMME CHEZ JOHN BULL..	1
PIERRE LOTI	
MON FRÈRE YVES.....	1
MARC MONNIER	
APRÈS LE DIVORCE.....	1
MAX O'RELL	
LES CHERS VOISINS.....	1
RICHARD O'MONROY	
A GRANDES GUIDES.....	1
QUATRELLES	
LETTRES A UNE HONNÊTE FEMME.....	1
E. QUINET	
LETTRES D'EXIL, I ET II.....	1
H. RABUSSON	
ROMAN D'UN FATALISTE.....	1
GEORGE SAND	
CORRESPONDANCE, I A VI.....	6
Cte TCHENG-KI-TONG	
LES CHINOIS PEINTS PAR EUX-MÊMES...	1
L. DE TINSEAU	
L'ATTELAGE DE LA MARQUISE.....	1
LA MEILLEURE PART.....	1
***	
L'IMPÉRATRICE WANDA.....	1
MARIO UCHARD	
MADEMOISELLE BLAISOT.....	1

Collection de luxe petit in 8°, sur papier vergé à la cuve.

	vol.
OCTAVE FEUILLET	
JULIA DE TRÉCŒUR.....	1
LUDOVIC HALÉVY	
LA FAMILLE CARDINAL.....	1
PIERRE LOTI	
LES TROIS DAMES DE LA KASBAH.....	1
PROSPER MÉRIMÉE	vol.
CARMEN.....	1
MELCHIOR DE VOGUÉ	
HISTOIRES D'HIVER.....	1
L. ULBACH	
INUTILES DU MARIAGE.....	1

Paris. — Imprimerie Ph. Bosc, 3, rue Auber

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

3 2044 105 324 495